

## Dritte Sitzung – Troisième séance

Mittwoch, 7. Juni 2000

Mercredi, 7 juin 2000

08.00 h

99.011

### Ja zu Europa. Volksinitiative

### Oui à l'Europe. Initiative populaire

Botschaft des Bundesrates 27.01.99 (BBl 1999 3830)

Message du Conseil fédéral 27.01.99 (FF 1999 3494)

Integrationsbericht 1999 des Bundesrates 03.02.99

Rapport 1999 du Conseil fédéral sur l'intégration 03.02.99

Bestellung: EDMZ, 3003 Bern/Commande: OCFIM, 3003 Berne

Nationalrat/Conseil national 07.06.00

Nationalrat/Conseil national 07.06.00

Ständerat/Conseil des Etats 14.06.00

Ständerat/Conseil des Etats 15.06.00

Nationalrat/Conseil national 19.06.00

Nationalrat/Conseil national 23.06.00

Ständerat/Conseil des Etats 23.06.00

**Präsident** (Seiler Hanspeter, Präsident): Damit keine Verwechslung entsteht: Wir haben einen indirekten Gegenvorschlag zu bereinigen, nämlich den Bundesbeschluss 1 über Beitrittsverhandlungen der Schweiz mit der Europäischen Union, sowie den Bundesbeschluss 2 über die Volksinitiative «Ja zu Europa!».

**Rennwald** Jean-Claude (S, JU), pour la commission: Le débat que nous entamons sera peut-être l'un des plus importants de cette législature, tant il est vrai que les décisions que nous allons prendre vont conditionner l'avenir de notre pays sur la scène européenne. A la lecture du dépliant, vous aurez constaté qu'il existe, au sein de la Commission de politique extérieure, une majorité favorable à l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne. Cette majorité s'est manifestée de deux manières. D'une part, en adoptant un contre-projet indirect aux termes duquel le Conseil fédéral doit réactiver la demande d'adhésion durant la présente législature, d'autre part, en recommandant au peuple et aux cantons d'accepter l'initiative populaire «Oui à l'Europe!» Au cours de mon intervention, je vous dirai tour à tour quelques mots à propos des résultats de la votation du 21 mai sur les accords bilatéraux, pourquoi la majorité de notre commission pense qu'il faut adhérer à l'Union européenne, pourquoi la majorité de notre commission s'est prononcée à la fois en faveur de l'initiative et d'un contre-projet indirect offensif, et enfin pourquoi notre commission pense que son contre-projet ne fait pas violence au peuple.

Le 21 mai, 67 pour cent des votants ont approuvé les accords bilatéraux conclus entre la Suisse et l'Union européenne. Pour plusieurs raisons, ce résultat est extrêmement réjouissant. Personnellement, j'espérais que l'on franchirait la barre des 60 pour cent de oui. Le verdict des urnes est encore plus net, ce qui montre qu'une majorité importante de citoyens a manifesté la volonté de faire un pas en direction de l'Union européenne et d'apporter des réponses concrètes à certains problèmes résultant de l'isolement de la Suisse sur la scène européenne.

Contrairement à ce qui s'était passé lors du vote du 6 décembre 1992 sur l'Espace économique européen, la vota-

tion du 21 mai 2000 ne s'est pas soldée par un Röstigraben. Certes, les Romands manifestent toujours un enthousiasme plus fort que les Alémaniques sur la question européenne. Mais par rapport à 1992, 16 cantons et demi-cantons, tous alémaniques, ont changé d'avis dans un sens positif. Nous avons encore deux cantons récalcitrants, mais à Schwytz, tout s'est joué à quelques centaines de voix, alors qu'au Tessin il y a eu 43 pour cent de oui, ce qui représente une progression de cinq points par rapport à 1992. Dès lors, je parie que lors de la prochaine votation sur l'Europe, nous supprimerons non seulement le Röstigraben, mais aussi le «Polen-taggraben».

Ce résultat enfin, est réjouissant parce qu'après beaucoup d'échecs, comme le refus d'adhérer à l'ONU, le rejet de l'Espace économique européen, le refus de la naturalisation facilitée des jeunes étrangers ou encore celui des casques bleus, une votation portant sur un thème d'ouverture a donné un résultat positif. L'une des raisons majeures de ce succès réside dans le fait que la majorité du Parlement, contrairement à ce qui s'était passé en 1992, a adopté de bonnes mesures d'accompagnement sur le plan social comme dans le domaine des transports. Il s'agit maintenant de tout entreprendre pour que les engagements soient tenus.

Les 67 pour cent de oui sortis des urnes le 21 mai ne sont pas tous des oui à une adhésion à l'Union. Mais l'idée européenne et la volonté de se rapprocher de l'Union ont tout de même avancé ce jour-là, alors qu'un non aux accords bilatéraux aurait clos le débat pour une très longue période. D'aucuns diront sans doute: «Mais, cher Monsieur, que faites-vous des sondages, lesquels montrent que dans leur majorité, les Suisses sont opposés à l'adhésion?» C'est vrai, il y a les sondages. Outre le fait que j'ai toujours personnellement considéré les sondages comme l'une des principales manifestations du totalitarisme culturel anglo-américain, il y a des choix méthodologiques qui irritent le sociologue que je suis.

Car, voyez-vous, si, voici cinq ans, on avait demandé aux Suisses ce qu'ils pensaient des accords bilatéraux, il n'y aurait pas eu 67 pour cent de oui. S'il y a eu une issue positive, c'est parce que le peuple suisse s'est prononcé en connaissance de cause sur un paquet négocié et ficelé de A jusqu'à Z, paquet auquel s'ajoutaient les mesures d'accompagnement.

Je n'ai jamais fait partie de ceux qui assimilent l'Union européenne à un paradis terrestre, et je dis volontiers que l'UE, ce n'est pas le Pérou! L'UE souffre d'un certain nombre de déficits politiques, économiques et sociaux. Je pense à l'insuffisance de la politique sociale et économique commune, à l'inexistence d'un réel pouvoir politique européen, à l'absence dans les faits d'une véritable politique extérieure européenne. Mais je note aussi que des progrès ont été accomplis en vue de combler ces lacunes. Je pense en particulier à l'instauration d'une monnaie unique, l'euro, qui doit être encore transformée en un véritable outil au service de l'économie et des sociétés européennes, au fait que le Traité de Maastricht a permis l'amorce d'une citoyenneté européenne: si un citoyen d'un Etat de l'UE élit domicile dans un autre Etat membre dont il n'a pas la nationalité, il peut prendre part aux élections au Parlement européen; en outre, il obtient le droit de vote et d'éligibilité au niveau communal. Je pense aussi à l'élargissement des droits du Parlement européen. Depuis les traités de Maastricht et d'Amsterdam, les nouveaux commissaires et leurs présidents doivent obtenir la confiance des députés. Dans de nombreux domaines, le Parlement européen partage désormais le pouvoir de décision avec le Conseil des ministres. Je pense aussi au fait que le Traité d'Amsterdam améliore le fonctionnement démocratique de l'UE sur plusieurs plans. Il accorde au Parlement européen le droit de participer aux décisions dans les domaines pour lesquels l'unanimité du Conseil des ministres n'est pas requise. Il introduit aussi un droit de pétition et un droit pour les citoyens d'accéder à certaines informations. Enfin, je pense au fait qu'à certains égards, l'Europe sociale existe déjà. Une politique sociale communautaire s'est bâtie sur la base des traités et des actes dérivés.

Pour notre pays, la mise en oeuvre des directives de l'UE dans le domaine social aurait notamment des incidences en ce qui concerne l'instauration d'un congé maternité et au niveau de la durée du travail. Celle-ci est limitée à 48 heures par semaine, heures supplémentaires comprises sur le plan européen, alors qu'en Suisse nous pouvons aller bien au-delà. Lorsqu'on examine l'articulation du social à l'économique, il faut encore tenir compte d'un fait essentiel, à savoir qu'au sein de l'UE, 70 pour cent des échanges des pays membres sont intracommunautaires, ce qui relativise le spectre de la concurrence exacerbée et celui des délocalisations. Si les déficits de l'Europe sont bien réels, les progrès réalisés en un demi-siècle le sont tout autant, sinon davantage. Cette évolution confirme l'analyse d'Elisabeth Guigou, garde des Sceaux du Gouvernement français: «La raison nous le dit: la solution n'est pas dans moins d'Europe, mais dans plus d'Europe.»

L'Europe a surtout un grand mérite, celui d'avoir insufflé une dynamique dans de multiples secteurs. Comme le souligne la politologue Catherine Wihtol de Wenden, «l'Europe communautaire existe. Elle représente un progrès considérable dans de nombreux domaines, comme les fonds structurels européens dont bénéficient notamment le Portugal et la Grèce, les accords avec l'Europe centrale et orientale. Elle a un fondement moral: la solidarité avec ses membres les plus pauvres. Elle a réussi à surmonter le conflit franco-allemand et les fractures du marxisme-léninisme».

Dans ce contexte, la Suisse n'a guère d'autre choix que d'adhérer à l'UE, et cela pour les raisons suivantes. En comptant la Turquie, 13 pays sont candidats à l'adhésion. Or, plus l'Europe s'élargira, plus le prix politique, économique et financier de l'adhésion sera élevé. Plus aucun problème important ne peut se résoudre aujourd'hui sur un plan strictement national, qu'il relève de la politique sociale, du développement économique, de l'environnement, des transports ou encore de la politique extérieure.

La Suisse fait partie de l'Europe, géographiquement et économiquement bien sûr, mais aussi d'un point de vue historique et culturel. La Suisse ne peut réellement participer au développement de l'Europe que si elle adhère à l'Union. La Suisse ne peut être associée au destin de l'Europe que si elle a son mot à dire là où des décisions importantes, voire capitales, pour l'avenir de l'Europe sont prises, c'est-à-dire à Bruxelles, à Strasbourg et au Luxembourg. Depuis plus de cinquante ans, l'Union est un facteur de paix sur le continent européen. Il est donc bien loin, Dieu merci, le temps où l'écrivain Romain Rolland affirmait que la civilisation de l'Europe sent le cadavre. En adhérent, la Suisse s'associerait à la consolidation de ce processus de paix.

En raison de ses origines alsaciennes et du fait que ses ancêtres ont fait la guerre de 1914–1918 avec la France, celui qui vous parle sait de quoi il parle lorsqu'il prononce le mot «paix». Cette stabilité, on l'oublie trop souvent, est aussi un facteur de prospérité économique et sociale. L'histoire, par ailleurs, montre qu'il n'y a pas de progrès social et pas de création d'emplois sans croissance économique. Or, s'il est admis que la mise en oeuvre des accords sectoriels entraînera un surplus de croissance, on sait aussi que ce surplus serait à terme encore plus important en cas d'adhésion. Certes, l'adhésion à l'Union entraînerait une charge nette annuelle de 3,6 milliards de francs pour notre pays, mais on sait aussi qu'une hausse de 1 pour cent du PIB de la Suisse se traduit par une augmentation de l'ordre de 400 à 500 millions de francs des recettes de la Confédération, auxquelles s'ajoutent celles des cantons et des communes. Autrement dit, une majoration de 10 pour cent du PIB suffirait pour couvrir les charges liées à l'adhésion.

A l'instar d'autres économistes, Jean-Pierre Ghelfi, vice-président de la Commission fédérale des banques, estime que cet objectif n'est pas démesuré: «Il faut l'envisager évidemment sur une période de cinq à dix ans, qui correspond à la durée nécessaire pour que l'économie suisse parvienne à tirer vraiment parti de sa participation à l'Union européenne.» Enfin, en raison de son plurilinguisme et de son système fédéraliste, la Suisse pourrait aussi apporter beaucoup à l'Eu-

rope. A ce propos, M. Daniel Cohn-Bendit, député européen, a fait cette remarque fort pertinente: «J'ai toujours défendu l'intégration de la Suisse à l'Europe parce que le fédéralisme suisse peut être un ferment pour le fédéralisme européen.»

La majorité de la commission poursuit le même objectif que celui des auteurs de l'initiative «Oui à l'Europe!», à savoir l'adhésion à l'UE. Nous continuons à soutenir cette initiative pour maintenir la pression. La majorité de la commission, toutefois, est sceptique quant à la nécessité absolue de soumettre l'ouverture de négociations avec l'UE au vote du peuple et des cantons. De plus, elle pense qu'il serait plus judicieux que le peuple et les cantons se prononcent non pas sur le principe de l'adhésion, mais sur l'adhésion elle-même, au moment où ils connaîtront tous les résultats des négociations, au moment où ils auront une idée précise des réformes intérieures et des nouvelles mesures d'accompagnement qu'implique l'adhésion de la Suisse à l'UE. Cette stratégie a fait ses preuves avec les accords bilatéraux, il n'y a donc pas lieu de changer de méthode.

A certains égards, les considérations de la majorité de la commission sont proches de celles du Conseil fédéral. Comme lui, elle pense que l'adhésion à l'UE constitue un objectif stratégique pour le pays et que la demande d'adhésion, gelée depuis fin 1992, doit être réactivée. Comme lui, elle pense que l'objectif premier n'est ni le débat ni une votation populaire en tant que telle: l'objectif premier, c'est l'adhésion à l'UE, et, pour ce faire, il convient de créer toutes les conditions pour que le peuple et les cantons puissent se prononcer en connaissance de cause.

La majorité de la commission a, en revanche, deux divergences importantes par rapport au Conseil fédéral, divergences qui s'expriment aux articles 3 et 3bis de l'arrêté qui vous est soumis.

La première est à l'article 3. Le Conseil fédéral est d'avis qu'il lui appartient de décider du moment de la réactivation de la demande d'adhésion. La majorité de la commission pense au contraire qu'il convient de fixer un délai pour cette réactivation. Cette démarche doit être effectuée durant la présente législature, c'est-à-dire d'ici à fin 2003. Avec cette formule, nous n'avons pas voulu empiéter sur les compétences gouvernementales, car il nous paraît qu'un délai de trois ans et demi offre une marge de manoeuvre suffisante au Conseil fédéral. Ce qui est plus important, c'est que l'adoption de la proposition de majorité ou d'une proposition assez proche serait susceptible d'entraîner un retrait de l'initiative, ce qui ne serait sans doute pas le cas avec l'acceptation du projet gouvernemental. Comme je l'ai déjà expliqué, la majorité souhaite le retrait de l'initiative non pas parce qu'elle a peur, mais parce qu'il lui paraît préférable que le peuple et les cantons se prononcent en toute connaissance de cause. Deuxième divergence à l'article 3bis: nous pensons que, parallèlement à la réactivation de la demande d'adhésion, le Conseil fédéral doit préparer un rapport contenant un catalogue précis des réformes intérieures et des mesures d'accompagnement que nécessite l'adhésion à l'UE, notamment dans le but d'assurer les valeurs fondamentales de la démocratie et du fédéralisme, ainsi que les acquis sociaux et environnementaux. Il nous paraît essentiel qu'au moment où ils se prononcent sur l'adhésion, nos concitoyens le fassent en toute connaissance de cause, qu'ils sachent notamment comment fonctionneront les droits populaires, comment sera utilisé le relèvement de la TVA à 15 pour cent, quels seront les effets de l'adhésion sur notre sécurité sociale et sur notre droit du travail, quelles seront les conséquences de l'adhésion pour la neutralité et le fédéralisme, et j'en passe.

Lors de l'examen de détail, je reviendrai sur les diverses propositions de minorité, mais je vous invite d'ores et déjà à soutenir les propositions de la majorité de la commission, ce qui veut dire:

1. entrer en matière sur le contre-projet indirect;
2. accepter le contre-projet tel que proposé par la majorité de la commission;
3. recommander au peuple et aux cantons l'acceptation de l'initiative populaire «Oui à l'Europe!».

En bonne logique, je vous recommande du même coup de rejeter toutes les propositions de minorité, et en particulier les propositions de minorité Schlüer, Fischer et Schmied Walter. En effet, d'une manière ou d'une autre, les trois propositions que je viens de citer vont à l'encontre de l'objectif central que s'est fixé la majorité de la commission, à savoir l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne.

J'aimerais encore répondre à la question de savoir si la majorité de la commission ne fait pas violence au peuple avec son contre-projet indirect, autrement dit, si elle ne va pas trop vite en besogne. Ce n'est pas une surprise, notre réponse est négative, parce qu'une réactivation de la demande d'adhésion n'est pas encore synonyme d'adhésion. Si notre contre-projet était accepté, le calendrier pourrait – et j'insiste sur «pourrait» – être le suivant: été 2003, réactivation de la demande d'adhésion; été 2003 à décembre 2003, la Commission européenne rend son avis; 2004/05, négociations d'adhésion; 2006/07, processus interne et débats parlementaires; 2008, votation populaire sur l'adhésion.

Autrement dit, même dans cette hypothèse optimiste, le peuple et les cantons ne se prononceraient pas avant 2008 sur l'adhésion, c'est-à-dire huit ans après le scrutin sur les accords bilatéraux. On en conviendra, un tel délai respecte parfaitement les rythmes politiques propres à ce pays. Ce calendrier aurait encore un autre mérite, celui de permettre d'expérimenter les accords bilatéraux et les mesures d'accompagnement, ce qui serait une autre façon de ne brusquer personne.

Je note qu'une partie des citoyens de ce pays nourrit trois peurs importantes par rapport à l'Union européenne: une peur qui touche à la libre circulation des personnes, une peur relative aux transports et une peur qui concerne le binôme souveraineté-neutralité.

Avec les accords bilatéraux et les mesures d'accompagnement, nous nous sommes donné des instruments qui permettent de faire face aux deux premières de ces peurs. En l'espace de huit ans, il me paraît que nous devrions être capables de faire face à la troisième, surtout si nous prenons en compte cette réflexion de Pierre Moscovici, ministre français chargé des affaires européennes: «Le peuple suisse saura trouver dans cette nouvelle Europe le cadre de la réaffirmation de son identité, car les nations n'ont aucune vocation à disparaître dans un ensemble uniforme et dans un nouvel équilibre social. Il s'agira d'une chance pour la Suisse comme pour l'Europe.»

Dans ce débat relatif au délai, il faut enfin tenir compte d'une donnée extrêmement importante, à savoir que nous avons actuellement de l'avance par rapport aux autres pays candidats à l'adhésion, mais que cette avance, si nous gérons mal la suite des opérations, pourrait fondre comme neige au soleil.

Ancien négociateur en chef des quinze et aujourd'hui directeur général aux Transports de la Commission européenne, François Lamoureux estimait au soir de la votation du 21 mai que l'avance de la Suisse était d'environ deux ans. «La voie vers l'adhésion est maintenant dégagée, vous devez bien réfléchir» avait-il lancé à cette occasion. «Treize pays frappent aujourd'hui à la porte du club. En termes techniques, l'adhésion de la Suisse pose beaucoup moins de problèmes. A vue de nez, votre avantage est de deux ans; après, on ne pensera plus aux spécificités suisses.»

Les propositions de notre commission sont complexes et difficiles, je n'en disconviens pas. Mais leur mise en oeuvre permettra à notre pays de faire un nouveau pas qualitatif en vue d'une participation pleine et entière à l'Union européenne. Rien ne nous empêche d'essayer de suivre le chemin proposé, d'autant plus que comme l'écrivait Sénèque: «Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles qu'on ne les essaie pas, mais parce qu'on ne les essaie pas qu'elles sont difficiles.»

**Suter** Marc F. (R, BE), für die Kommission: Es wird etwa gesagt, die heutige Debatte sei eigentlich überflüssig. Der Bundesrat habe ja die Kompetenzen, die Aussenpolitik zu

führen und insbesondere natürlich die Beitrittsverhandlungen mit der Europäischen Union aufzunehmen. Die Beschlüsse der Aussenpolitischen Kommission seien bereits Makulatur.

Richtig ist, dass die Debatte aufgenommen worden ist; wir sind froh darüber. Dass wir heute sehr eingehend über die – so scheint es uns – wichtigste Frage der Aussenpolitik der nächsten Jahre debattieren, ist notwendig und Ausdruck des Willens des Parlamentes, in dieser wichtigen Frage mitzugestalten, wie es uns die Bundesverfassung aufträgt. Die Bundesverfassung sagt ganz klar, dass die Gestaltung der Aussenpolitik eine Aufgabe des Bundesrates und des Parlamentes ist und die Ausführung dann dem Bundesrat obliegt. Die Mehrheit der APK lässt sich von zwei Überzeugungen leiten: Zum einen sind wir überzeugt, dass der Beitritt der Schweiz zur Europäischen Union im Interesse unseres Landes liegt; zum anderen sind wir überzeugt, dass die Zeit nicht für die Schweiz arbeitet, sondern dass uns die Zeit davonzulaufen droht, dass der Beitritt nicht auf die lange Bank geschoben werden darf, sondern jetzt an die Hand genommen werden muss.

Mit dieser Überzeugung steht die Mehrheit der APK auf der Seite des Bundesrates, insbesondere auch auf der Seite unseres Aussenministers, wie wir seiner in Zürich gehaltenen mutigen Rede entnehmen konnten. Wir stehen aber auch im Einklang mit vielen Mitgliedern unseres Rates. Wenn man die Umfragen, die vor den Wahlen gemacht worden sind, konsultiert, wenn man die öffentlichen Verlautbarungen von Parlamentariern analysiert und insbesondere wenn man das vor einem Jahr publizierte «Manifest 1848» zur Kenntnis nimmt, muss man sagen, dass die Mehrheit der APK eigentlich auch eine Mehrheit im Parlament, jedenfalls im Nationalrat, haben müsste.

Ich komme zum ersten Gedanken, nämlich zur Frage der Glaubwürdigkeit. Wir brauchen eine Europapolitik, denn es führt kein Weg an der EU vorbei. Das gilt übrigens auch für all jene, die einen Beitritt ablehnen. Auch sie sollten eigentlich aufzeigen, welche Europapolitik sie für gut befinden. Es ist uns vorgeworfen worden, dass diese Europadebatte so kurz nach der Abstimmung über die bilateralen Verträge kommt. Wir alle wissen freilich, dass die Initiative «Ja zu Europa!» mit Rücksicht auf die bilateralen Verhandlungen hinausgeschoben und nicht behandelt worden ist. Man hat klar gesagt, dass über die Initiative erst nach Abschluss dieses Prozesses und nach Gutheissung dieser Verträge befunden werden wird. Die Frist ist abgelaufen. Wir müssen daher die Europadebatte jetzt angehen und über diese Initiative diskutieren.

Es ist uns bewusst, dass dieser Zeitpunkt für alle ausserhalb des Bundeshauses etwas problematisch erscheint, dass er Mühe bereitet und für viele auch einen Wortbruch bedeutet. Dieser Einwand ist aber nicht berechtigt. Es ist immer ganz klar gemacht worden, sowohl vom Bundesrat als auch von den Beitrittsbefürwortern, dass die bilateralen Verträge ein Zwischenziel sind, eine wichtige Etappe auf dem Weg nach Europa, eine Normalisierung unseres Verhältnisses insbesondere im wirtschaftlichen Bereich. Es ist denn auch so, dass die bilateralen Verträge den Beitritt weder im positiven noch im negativen Sinn präjudizieren.

Ebenso augenfällig ist, dass nun nach dem 21. Mai 2000 die Karten neu gemischt werden. Die APK will nicht sofort einen EU-Beitritt; auch dieser Vorwurf ist nicht berechtigt. Wir wollen aber, dass die Europadebatte jetzt gestartet wird, und zwar in einer konkreten, sachlichen, nüchternen Art, in Abwägung der Vor- und Nachteile eines Beitrittes. Seit 1992, seit dem EWR-Nein, befand sich die Europadebatte in einem Winterschlaf. Der ist nun vorbei, und in diesem Sinne hat jetzt der Frühling begonnen.

Dass wir die Debatte erst jetzt führen, ist also kein Wortbruch, sondern liegt in der Logik der bisherigen Politik, die Schritt für Schritt die Folgen des EWR-Nein vom 6. Dezember 1992 korrigiert.

Glaubwürdig ist, wer jetzt diese Debatte endlich aufnimmt und mit Blick nach vorn eingehend und konkret führt. Heute ist der erste Tag, an dem wir uns im Parlament über diese

zentrale Frage aussprechen. Wir haben uns im Parlament nicht einmal zum Integrationsbericht eingehend geäußert. Dass diese Debatte heute stattfindet, ist das Verdienst der Initiative; wir sind froh darüber. Wenn die Frage der Glaubwürdigkeit gestellt wird, dann muss man sich auch vergewissern, dass sich gerade die bürgerlichen Parteien des Zentrums, der Vernunft und der Reform, die FDP und die CVP, mit ihren Beschlüssen in Interlaken und Basel bereits für den EU-Beitritt ausgesprochen haben – gesagt haben, es liege im Interesse der Schweiz, Kurs auf Europa zu nehmen. Glaubwürdig ist also, wenn jetzt über dieses Ziel gesprochen wird, wenn aufgezeigt wird, wie dieses Ziel zu erreichen ist.

Warum sind wir für diesen Beitritt? Ich glaube, es ist ganz einfach: Der Beitritt an sich ist nicht ein Ziel an sich, sondern es geht darum abzuwägen, wie die Interessen unseres Landes in Zukunft besser gewahrt werden können. Können diese besser innerhalb oder ausserhalb der EU wahrgenommen werden? Der Beitritt ist also für uns ein Mittel zum Zweck und kein Selbstzweck. Wir müssen auch die Glaubwürdigkeit unseres Landes nach aussen wahren. Das höchste Gut der internationalen Beziehungen ist die Glaubwürdigkeit. Seit Mai 1992 ist es der deklarierte Wille der Schweiz, der EU beizutreten. Dafür ist in den letzten Jahren wenig getan worden. Wir haben hier aufzuholen und zu unserem Wort zu stehen, dass die Mehrheit der Politik in der Schweiz hinter diesem Beitrittsziel steht.

Auch an die Adresse der Gegner ist die Frage nach der Glaubwürdigkeit zu stellen. Sie sagen zweimal Nein: Nein zur Initiative, Nein zu einem Gegenvorschlag. Es wird ein riesiges Wortgefecht losgelassen, aber es wird nicht gesagt, wie nach den Vorstellungen dieser Neinsager die künftige Europapolitik gestaltet werden soll.

Wir wollen den Beitritt, Herr Tschuppert, wie dies in der Initiative und in den Gegenvorschlägen jeweils als Grundsatz festgehalten wird. Wir wollen uns also am europäischen Integrationsprozess beteiligen und zu diesem Zweck der EU beitreten. Die Initiative verlangt die Aufnahme von Beitrittsverhandlungen, nicht etwa den Beitritt. Aber die Aufnahme der Verhandlungen ist der erste Schritt in Richtung eines Beitrittes.

Wenn Sie zweimal Nein sagen – das ist der Inhalt des Nichteintretensantrages der Minderheit Schlüer –, müssen Sie Antwort auf die Frage geben, wie es nach Ihrer Meinung weitergehen soll. Es wird gesagt: Wir könnten bilateral weiterverhandeln. Die Mehrheit der APK glaubt für die Zukunft nicht an den bilateralen Weg. Die Konzessionen, die wir gegenüber dem Verhandlungspartner EU machen müssten, wären zu gewichtig. Die Zeit des Rosinenpickens ist vorbei; die EU hat dies ganz klar zum Ausdruck gebracht. Wenn wir die wichtigen Herausforderungen der Zukunft meistern wollen – ich denke an die innere und äussere Sicherheit, an die Einbindung in die globalisierte Wirtschaftsentwicklung –, dann müssen wir daran denken, dass wir dort nicht mitreden und mitgestalten können, wo entschieden wird, wenn wir darauf vertrauen, aus zweiseitigen Verträgen etwas herauszuholen. Wir werden gezwungen, nachzuvollziehen und das zu akzeptieren, was die starke, grosse, nach vorne strebende EU beschliesst. Auch ein EWR II ist eigentlich ein institutionalisierter Nachvollzug der Beschlüsse, die die EU trifft. Wir hätten dann Souveränität noch auf dem Papier, aber nicht in den Fakten, nicht bei der Mitgestaltung und Mitbestimmung, und das ist doch eigentlich der Inhalt der Souveränität.

Die EU verfolgt die gleichen Interessen wie die Schweiz. Es ist eine Wertegemeinschaft, ein Verbund demokratischer Staaten, die erkannt haben, dass ein einzelner Staat die grossen Herausforderungen unserer Zeit nicht mehr alleine bewältigen kann. Die Ziele der Schweiz sind auch die Ziele der EU: Sicherung der Menschenrechte, Wahrung von Frieden und Freiheit, Verbesserung der wirtschaftlichen und sozialen Bedingungen der Bürgerinnen und Bürger, Sorge für die Stabilität der europäischen Wirtschaft, Ausgestaltung einer Chancengesellschaft, in der möglichst viele mithalten können, in der möglichst viele befähigt werden, selbstverant-

wortlich und selbst bestimmt in Frieden und Freiheit zu leben.

Die Schweiz ist geographisch, kulturell und geschichtlich ein durch und durch europäisches Land. Wir sind mitten in Europa und von unserer Tradition sowie von unserem Zusammenleben und den Minderheiten her ein Abbild Europas im Kleinen. Wir sollten unsere Erfahrung, unsere geschichtlichen Stärken in Europa einbringen. Der Frieden in grossen Teilen Europas und damit auch in unserem Land ist das politische Verdienst der EU. Aber unser Nutzniesserverhalten, d. h., Nutzen zu ziehen, ohne beizutragen, schadet auf die Länge unserem Ansehen, und das ist keine gute Entwicklung. Wir wollen nicht abseits stehen, wir wollen nicht marginalisiert werden. Die immer engere europäische Zusammenarbeit sichert Wohlstand und Frieden und ist damit auch für die Schweiz ein Gewinn. Als gute Nachbarn kann man nicht nur Nutzen ziehen, man muss auch Lasten mittragen.

Wir haben aber auch handfeste Gründe, in der EU mitzuwirken, denn Aussenpolitik ist Interessenpolitik. Wenn es uns darum geht, einen möglichst hohen Grad an Selbstbestimmung beizubehalten, dann müssen wir in diesen Netzwerken dabei sein, denn die internationale Politik spielt sich immer mehr in regionalen und internationalen Netzwerken ab. Die Romands sagen zu Recht: «Les absents ont toujours tort.» Diese Lebensweisheit gilt auch und besonders in der Aussenpolitik.

Wenn wir die Probleme wie Migration und Sicherheit, die uns unter den Nägeln brennen, lösen wollen, dann wird der bilaterale Weg in eine Sackgasse führen. Wir müssen hier dabei sein, um Einfluss nehmen zu können. Eine vollständige Unabhängigkeit gibt es heute nicht mehr, das wäre eine Illusion. Aber wenn wir als Mitglied der EU Mitentscheidungsrechte bekommen, dann ist das ein Gewinn an Souveränität. Deshalb ist die Mehrheit der APK klar für den Beitritt. Wir glauben nicht, dass wir hier weiterhin dieses Beitrittsziel nur deklamieren können; wir müssen konkret ans Werk gehen, wir müssen uns auf den Weg des Beitrittes begeben.

In der Europadebatte hatten wir nun während Jahren einen Winterschlaf. Die Initianten haben – etwas aus Not heraus, weil es keine andere Möglichkeit gab – eine Volksinitiative lanciert, um damit Beitrittsverhandlungen «ohne Verzug», wie sie sagen, zu verlangen. Der Begriff «ohne Verzug» ist freilich zu relativieren. Sie wissen, dass die Initiative bereits 1996 eingereicht worden ist, und wir haben heute das Jahr 2000. Der Bundesrat bestimmt, wann über diese Initiative abgestimmt wird. Erst nachher, falls sie angenommen wird, gilt dieser Auftrag an den Bundesrat, die Beitrittsverhandlungen dann ohne Umschweife, aber mit der nötigen Vorbereitung in Angriff zu nehmen und zu führen. Konkret heisst dies, dass es unrealistisch wäre, zu meinen, vor Ende dieser Legislatur würden diese Beitrittsverhandlungen aufgenommen, selbst wenn die Volksinitiative angenommen wird.

Die Mehrheit der APK zielt auf einen Beitritt im Jahr 2006 oder 2007, also ganz so, wie das die CVP in Basel für sich beschlossen hat oder wie das die FDP in ihren Beschlüssen von Interlaken und in ihren Visionen, die sie vor den letzten Wahlen bekannt gemacht hat, festhält. Natürlich auch wie die SP, die ganz klar auf Beitrittskurs ist.

Wir alle wissen, dass man eine so wichtige Frage nicht übers Knie brechen kann. Ein Beitritt zur EU braucht Vorbereitungszeit. Das gilt für die Verhandlungen an sich, aber auch für die inneren Reformen, die notwendig sind, damit die Schweiz beitriffsfähig wird. Es ist aber auch notwendig, die erforderliche Zeit für die nötige Überzeugungsarbeit, die zu leisten ist, zu haben. Das ist die Aufgabe der Politik, die nicht warten kann, bis die Volksmeinung so weit ist, sondern hier eine Führungsverantwortung wahrzunehmen und Überzeugungsarbeit zu leisten hat. Die Überzeugungsarbeit in dieser wichtigen, historischen Frage wird Jahre dauern.

Welches ist der richtige Zeitpunkt? Niemand weiss, welches der richtige Zeitpunkt ist, aber die Geschichte nimmt ihren Lauf, und wir sind davon überzeugt, dass die Schweiz, die beitriffsfähig, heute aber noch nicht beitriffswillig ist, vor den Ländern beitreten sollte, die heute zwar beitriffswillig, aber

noch nicht beitriffsfähig sind. Damit spreche ich die Ost-Erweiterung an.

Es wäre doch ein unwürdiger Zustand, wenn die Schweiz nach Rumänien oder Bulgarien der EU beitreten würde. Wir würden damit die Möglichkeit der Mitsprache verlieren, vor der jetzt anstehenden Vertiefung und vor dieser Erweiterung der EU, bei der es um die Fragen der weiteren politischen Willensbildung in Europa, aber auch um die Vertiefung der Abkommen von Schengen und von Dublin geht, bei denen es darum geht, wie die innere Sicherheit in Europa ausgestaltet wird, wie mit abgewiesenen Asylbewerbern umzugehen ist, usw. Bei all diesen Fragen, die ganz klar unsere Interessen im Kern treffen, sollten wir doch mitreden können, mit Einfluss nehmen können, einbringen können, was bezüglich Demokratie, Umgang mit Minderheiten und Föderalismus unsere Stärken sind. Dieses «window of opportunity» bleibt nicht ewig offen, aber es ist jetzt offen. In den nächsten Jahren haben wir eine Position der Stärke, und wir sollten diese nutzen. Wir sollten uns deshalb jetzt auf den Weg machen.

Die Volksinitiative hat einen staatspolitischen Pferdefuss – wir wissen das. Es ist falsch, wenn das Volk zu Beginn sozusagen das erste Wort haben soll. Denn gemäss unserer Verfassung, gemäss unseren Spielregeln ist es so, dass das Volk das letzte Wort hat. Es soll entscheiden, wenn konkret rechtsverbindliche Beschlüsse gutzuheissen oder abzulehnen sind.

Aber es soll nicht zu Beginn über eine Vorgehensfrage, über eine aussenpolitische Weichenstellung entscheiden, wenn noch nicht konkret über etwas Rechtsverbindliches bestimmt wird. Die Aufnahme von Beitrittsverhandlungen ist kein konkreter Rechtsakt, sondern der Auftakt zum Abschluss eines Beitrittsvertrages, der dann von Volk und Ständen zu prüfen, zu würdigen und gutzuheissen oder zu verwerfen ist.

Deshalb haben wir uns für einen Gegenvorschlag entschieden, der den Zielsetzungen der Initiative entspricht, der aber unserer Verfassungsordnung gerecht wird. Wir haben darin den Zeitplan festgelegt und im Sinne der Mitgestaltung des Parlamentes den Bundesrat ermuntert, nun ans Werk zu gehen und sich konkret an die Arbeit zu machen. Herr Bundesrat Deiss sagte letzte Woche zu Recht: Das strategische Ziel ist ein konkretes Projekt geworden. Deshalb sieht der Zeitplan des Gegenvorschlages die Aufnahme der Beitrittsverhandlungen bis Ende der Legislaturperiode vor. Damit gehen die Vorbereitung der inneren Reformen und die Einleitung der notwendigen Debatte einher, um die Beitrittsfähigkeit herbeizuführen und um bewusst zu machen, dass dazu Schritte von grosser Tragweite notwendig sind.

Zu den einzelnen Gegenvorschlägen, die der APK zum Teil noch nicht vorlagen, werde ich mich im Schlussvotum äussern. Ich bitte Sie aber bereits jetzt, auf die Gegenvorschläge einzutreten und die APK in zwei Punkten zu unterstützen: Geben Sie ein klares Signal, dass Sie erstens hinter dem Beitrittsziel stehen und dass Sie zweitens den Zeitpunkt, konkret ans Werk zu gehen, in den nächsten Jahren für gekommen sehen.

**Schluer** Ulrich (V, ZH): Ich habe zwei Aufgaben zu erfüllen: Ich beantrage Ihnen im Namen der einstimmigen SVP-Fraktion, nicht auf die verschiedenen Gegenvorschläge einzutreten. Ausserdem begründe ich anschliessend den Antrag der Minderheit I zu Artikel 1bis des Bundesbeschlusses 2 über die Volksinitiative «Ja zu Europa!».

Die Gegenvorschläge, die uns hier vom Bundesrat und von verschiedenen anderen Autoren präsentiert werden, haben alle eines gemeinsam: Es sind keine wirklichen Gegenvorschläge. Sie wollen genau dasselbe, was auch die Initianten wollen: Sie wollen nach Brüssel. Sie spielen zwar mit unterschiedlichen Terminen bezüglich der noch zu verlangenden Berichte. Aber allen ist eines gemeinsam: Sie wollen das Volk aus der EU-Beratung ausschliessen!

Es ist in unserem Land vorläufig noch das gute Recht von Initianten, eine Volksinitiative zu starten und damit das Volk an einem Entscheidungsprozess zu beteiligen. Alle Gegen-

vorschläge zielen indessen – nachdem die Initianten das Anliegen EU-Beitritt ins Gespräch gebracht haben – darauf ab, das Volk von den dafür erforderlichen Beratungen auszuschalten. Wirkliche Gegenvorschläge sind das nicht!

Es ist ja auch höchst bemerkenswert, wie der Bundesrat diese Absicht in aller Offenheit zugibt. Schliesslich hat er dazu eine Pressemitteilung verteilen lassen, in der er sein Interesse an einer Debatte im Parlament zur Initiative «Ja zu Europa!» zum Ausdruck bringt. Diese Debatte solle – schreibt der Bundesrat – der Bundesversammlung Gelegenheit geben, die bundesrätliche Politik zu unterstützen und zu bestätigen. Erfolgreiche Initianten haben dagegen das Recht, das Volk in einer Sachfrage mitsprechen zu lassen. Ein Gegenvorschlag, der allein das Ziel verfolgt, das Volk von der Diskussion auszuschalten, ist damit kein wirklicher Gegenvorschlag.

Im Übrigen, Herr Bundesrat Deiss: Bezüglich der Gelegenheit, die Sie dem Parlament einräumen, muss ich Ihre bemerkenswerte EU-Kompatibilität bewundern: Es ist offensichtlich EU-kompatibel, denjenigen, die nach schweizerischem Recht eine Mitsprachemöglichkeit ausdrücklich besitzen, diese Möglichkeit wegzunehmen und dafür dem Parlament noch das Recht zu überlassen, bloss zu bestätigen, was der Bundesrat verfolgt. Mindestens ein bisschen Kritik darf man im Parlament in Bezug auf diese Politik vielleicht auch in Zukunft noch anbringen.

Ich bitte Sie, auf solche Spiele nicht einzugehen. Initianten haben ein Recht, dass man über ihre Volksinitiative abstimmt. Das Parlament darf das Recht von Initianten nicht dahingehend einschränken, dass Initianten zwar noch einen Vorschlag unterbreiten dürfen, dass aber jegliche Mitsprache ausgeschaltet wird, wenn es um Brüssel geht, weil man über Brüssel ungestört vom Souverän eigene Kreise ziehen will. Solches, Herr Suter, müssten Sie vielleicht auch in Ihre Überlegungen mit einbeziehen, wenn Sie sich über Glaubwürdigkeit auslassen.

Zum Antrag der Minderheit I: Wenn Sie schon einen Gegenvorschlag machen wollen, dann hat dieser Gegenvorschlag den Stand zum Ausdruck zu bringen, der durch Volksabstimmungen in diesem Land geschaffen worden ist. 1992 hat sich das Stimmvolk gegen eine Einbindung der Schweiz in Prozesse, die in Brüssel bestimmt werden, entschieden. Wir wollen nicht in die Entscheidungsmechanismen Brüssels eingebunden werden. Das war der Entscheid 1992.

Der Entscheid des Jahres 2000 ist: Wir sagen Ja zu Vertragslösungen, bei denen ein einzelner Staat seine Souveränität, bei denen die Schweiz ihre Souveränität in einer Verhandlung unter Gleichberechtigten bewahren kann.

Das ist der Stand, auf dem wir heute sind. Wenn wir schon einen Gegenvorschlag machen, dann darf dieser allein an der jetzt erzielten Situation festhalten, hervorgegangen aus zwei Volksabstimmungen. Das bringt der Antrag der Minderheit I zum Bundesbeschluss 2 zum Ausdruck: Wir verhandeln weiterhin als souveräner Staat mit souveränen, gleichberechtigten Partnern; aber wir lassen uns nicht in die EU einbinden.

Ich bitte Sie im Namen der SVP-Fraktion, auf keinen der Gegenvorschläge einzutreten. Wenn Sie dies nicht lassen können, bitte ich Sie persönlich, aus Respekt dem Souverän gegenüber – um einmal auch innenpolitisch ein bisschen Glaubwürdigkeit zu zeigen, Herr Suter –, den heutigen Stand zu respektieren und dies im von mir vorgeschlagenen Gegenvorschlag zu bestätigen.

**Schmied** Walter (V, BE): La Suisse vient d'accepter les accords bilatéraux négociés avec l'Union européenne. Faut-il revendiquer aujourd'hui l'ouverture de négociations avec Bruxelles portant sur l'adhésion de notre pays à l'Union européenne? Voilà la question à laquelle nous oblige à répondre les auteurs de l'initiative populaire «Oui à l'Europe!», cela juste trois semaines après le verdict historique prononcé par le peuple suisse. Poser la question, en toute logique c'est déjà y répondre. La minorité II refuse toute approche stratégique ou tactique. L'objectivité même invite

au rejet du texte d'une initiative, aujourd'hui vidé de sa substance. La campagne menée en faveur des accords bilatéraux a permis à la Suisse entière de se retrouver et de fraterniser au soir de la publication d'un résultat entrant dans les annales de l'histoire du pays.

Mais l'euphorie n'est pas de mise: les initiants seraient bien inspirés de procéder à une analyse différenciée du résultat du 21 mai dernier. Cela vaut également pour les rapporteurs de la majorité de la commission, notamment pour M. Rennwald. Le résultat de la votation demande à être relativisé en toute objectivité. Monsieur Rennwald, avec 67 pour cent de oui, la masse des votants tous bords confondus n'a dépassé que de 7 points le résultat assuré par l'assemblée des délégués de l'UDC suisse, parti qui s'est prononcé en faveur des accords à raison de 60 pour cent. La récupération du résultat du 21 mai dernier par les auteurs de l'initiative «Oui à l'Europe!» ne doit pas et ne peut pas avoir lieu dans de telles conditions. Tout laisse augurer du clivage qui renaîtrait des cendres d'une campagne incendiaire, préprogrammée par un vote portant sur l'adhésion à l'Union européenne, vote considéré aujourd'hui comme étant largement prématuré et sans fondement. Cette initiative est devenue nuisible sur tous les plans. Même le Conseil fédéral avoue son embarras. En commission et publiquement, il se met à partager notre inquiétude.

Osons maintenant la comparaison des résultats du 6 décembre 1992 et du 21 mai 2000. Souvenons-nous: la première votation drainait encore aux urnes le 80 pour cent du corps électoral, dont la moitié s'est prononcée en faveur de l'EEE. Or, 50 pour cent de oui sur 80 pour cent de participation signifie que 40 personnes ont agréé, sur un potentiel de 100, un accord pourtant défaillant du point de vue institutionnel et protégé par aucune mesure d'accompagnement.

Le 21 mai dernier, par contre, seuls 32 votants sur un potentiel de 100, c'est-à-dire 67 pour cent de oui pour 48 pour cent de participation, disaient oui aux bilatérales, fruit de négociations pourtant équilibrées, flanquées de mesures d'accompagnement sévères. Vu sous cet angle, il y a lieu de prendre en compte une démobilisation des forces proeuropéennes. En d'autres termes, si 1,763 million de citoyens disaient encore oui à l'EEE en 1992, ils n'étaient plus que 1,497 million à dire oui aux bilatérales le 21 mai dernier, et cela à l'échelle de la Suisse. En fait, les bulletins oui glissés dans les urnes ont chuté de l'ordre de 15 pour cent entre 1992 et 2000. Dès lors, un constat s'impose: l'europhilie connaît aussi ses hauts et ses bas! Et toute tentative de récupération du vote du 21 mai dernier par les initiants relève de l'utopie. Dès lors, la voie préconisée par le Conseil fédéral, celle d'opposer un contre-projet indirect à l'initiative des jeunes, contre-projet sous forme d'arrêté qui, selon son article 4, ne pourrait pas être soumis au référendum, a de quoi surprendre. Une telle démarche ne vise en fait qu'à sauver la mise aux initiants. Aussi rendrait-elle impossible l'ouverture d'un large débat populaire qui, pourtant, constitue l'argument principal avancé par les représentants du comité d'initiative, lors de leur audition en commission.

Un tel débat portant sur l'opportunité d'adhérer à l'Union européenne est jugé prématuré par la minorité II de la commission. Mais, pire encore, vouloir transvaser, entre guillemets, le contenu de l'initiative destinée au verdict du peuple dans le moule d'un arrêté fédéral non soumis au référendum facultatif relève d'une mascarade absurde. Si le Parlement devait suivre le Conseil fédéral, son vote sanctionnerait le peuple dans l'exercice de ses droits, lequel, alors, n'aurait plus qu'à subir notre politique sans avoir l'opportunité de se prononcer, alors que l'initiative, précisément, demande l'inverse.

Le Conseil fédéral vient de se gagner l'estime du peuple pour avoir mené une campagne sans bavure lors du vote sur les bilatérales. Pour ce faire, il s'est engagé face au souverain, lui faisant des promesses qu'il s'agit maintenant d'honorer scrupuleusement. Le langage officiel doit rester transparent, et notre Parlement est engagé tout autant dans cette question. Le temps est venu d'accumuler dès à présent

nos expériences avec l'Union européenne, mais surtout il nous appartient de consommer, entre guillemets, intégralement tous les délais transitoires négociés dans le cadre desdits accords. Par la suite, nous verrons bien, Monsieur Suter, ce qu'il y a lieu d'entreprendre au vu des événements futurs. L'art de la politique peut parfois paraître paradoxal mais, dans le cas d'espèce, donner suite à l'initiative populaire reviendrait, de fait, à empêcher ses auteurs de retirer leur texte. La Suisse ne supporte pas de nouvelles fractures pour l'instant, alors que le pays vient de panser ses plaies. Les auteurs de l'initiative ne sont nullement dupes et ils le savent fort bien. Ils retireront leur texte après avoir tiré leur baroud d'honneur. Si, contre toute attente, ils devaient persister dans leurs convictions, ils auront à assumer seuls le résultat d'une débâcle que même M. Blankart, ancien secrétaire d'Etat, expert chevronné en la matière, a su prédire d'emblée. La pratique d'une politique désintéressée nous dicte une attitude d'ouverture au dialogue avec l'ensemble de la population qui englobe aussi les eurosceptiques quant à une adhésion.

La sagesse et la conviction invitent la minorité II à recommander de rejeter cette initiative populaire.

**Theiler Georges (R, LU):** Das Volk hat vor zwei Wochen zu Europa klar Ja gesagt, indem es den bilateralen Verträgen zugestimmt hat. Ich hatte meine Freude daran, wie wohl auch die meisten hier im Saal. Das Volk hat damit aber sicher zwei Dinge nicht gesagt: Es hat sicher nicht Ja zu einem EU-Beitritt gesagt und sicher auch nicht, dass wir jetzt «subito» mit der EU Verhandlungen aufnehmen sollen.

Ich habe – sicher wie viele von Ihnen – an vielen Veranstaltungen teilgenommen und sehr viele und tiefe Eindrücke erhalten. Wir haben versucht, das Volk zu überzeugen, und Sie, Herr Bundesrat Deiss, sind uns da vorangegangen. Ich danke Ihnen für diesen Einsatz.

Ich staune jedoch, wie schnell Sie all diese gewonnenen Eindrücke offenbar vergessen haben. Mindestens in der Innerschweiz war es kein Honigschlecken, bei den Veranstaltungen für ein Ja einzustehen. Vom Volk sind viele Bedenken gekommen, vor allem in den Bereichen Personen- und Landverkehr. Ich begreife nicht, dass man innert 14 Tagen quasi den «Turbo» einschalten kann, nur weil eine Initiative vorliegt und man offenbar Angst hat, diese dem Volk ohne Gegenvorschlag zu unterbreiten.

Die Initiative liegt quer in der Landschaft, zeitlich und auch inhaltlich. Den Gegenvorschlag des Bundesrates halte ich nicht für gut, weil ich meine, dass es schlecht ist, diese wichtige Frage des EU-Beitritts nun am Volk vorbeischnüffeln zu wollen. Beides ist falsch: sowohl die Initiative als auch Gegenvorschläge, welche nicht dem Volk unterbreitet werden.

Die bilateralen Abkommen brauchen eine Umsetzungszeit. Im Personenverkehr haben wir innert kurzer Zeit unter Umständen ein Referendum zu bestehen. Im Landverkehr haben wir eine Umsetzungszeit der Bauwerke von zehn bis zwölf Jahren. Auch das müssen wir umsetzen, bevor wir definitiv und sicher beurteilen können, wie sich die ganze 40-Tonnen-Frage auf unser Land auswirken wird. All diese Fragen müssen wir bei einem EU-Beitritt selbstverständlich auch beantworten und lösen.

Aber auch die EU wird sich in dieser Zeit verändern. Sie wird sich verändern müssen, die Ost-Erweiterung wird es ganz deutlich an den Tag legen. Auch die föderalistischen Strukturen weisen grosse Mängel auf; auch dort benötigt es Zeit. Wenn wir Berichte erstellen, müssen wir eine Idee oder Vorstellung davon haben, wie die EU dann zum Aussehen wird, wenn wir ihr beitreten. Wir brauchen Zeit, und auch die EU braucht Zeit.

Ich sage klar Nein zur Initiative, ich sage aber auch Nein zu Gegenvorschlägen in Form von Bundesbeschlüssen, welche nicht dem Volk unterbreitet werden.

Warum nun mein Gegenvorschlag? Er setzt beim Bundesbeschluss 2 an. Wir haben die Möglichkeit, eine moderate Form der weiteren Integration dem Volk als direkten Gegenvorschlag zur Initiative zur Abstimmung vorzulegen.

Ich verlange zwei Dinge: Erstens müssen weitere Integrationschritte folgen. Zweitens müssen wir alle Optionen offen lassen. Es ist doch falsch, zu verhandeln und nur noch eine Option vor sich zu haben. Ich meine, ich lasse damit alle Optionen offen. Es ist ein EWR II möglich, aber auch weitere bilaterale Abkommen sind möglich, wie sie der Bundesrat angekündigt hat. Selbstverständlich ist auch ein EU-Beitritt möglich.

Das Wesentliche bei meinem Antrag ist nun, dass Volk und Stände über die Initiative und den Gegenvorschlag abstimmen können. Der Inhalt aller Gegenvorschläge, die Sie heute auf dem Tisch haben, würde nach meiner Überzeugung ganz anders aussehen, wenn sie obligatorisch dem Volk vorgelegt werden müssten. Schauen Sie sich einmal die Vorschläge und die grossen Bedenken an. Es ist logisch, dass man sie einfach hier im Parlament behandeln und damit nicht vors Volk treten will.

Ich bitte Sie also: Lehnen Sie die Volksinitiative «Ja zu Europa!» ab, und treten Sie nicht auf den Gegenvorschlag des Bundesrates ein. Lehnen Sie alle Gegenvorschläge ab, welche die wichtige Frage des EU-Beitrittes am Volk vorbeischniggeln wollen, und stimmen Sie eventualiter meinem Antrag in Form dieses direkten Gegenvorschlages zu, so dass das Volk auch eine echte Alternative hat.

**Fischer** Ulrich (R, AG): Wenn wir eine saubere Kompetenzordnung beibehalten wollten, dann müssten wir die Initiative zur Ablehnung empfehlen und auf einen Gegenvorschlag verzichten. Ich werde deshalb zunächst einmal in diesem Sinne votieren.

Es gibt allerdings schon Gründe, die für die Erarbeitung eines Gegenvorschlages sprechen. Es sind aber nicht rechtliche, sondern ausschliesslich politisch-psychologische Gründe. Mit einem Nein zur Initiative wollen wir gegenüber der EU nicht den Eindruck erwecken, man wolle nun die Türe zuschlagen. Wir wollen die EU nicht brüskieren. Insofern lässt sich die Notwendigkeit eines Gegenvorschlages begründen. Nun liegen verschiedene Varianten für einen solchen Gegenvorschlag auf dem Tisch. Mit Ausnahme der Minderheit I (Entwurf 1) wollen sich alle, auch der Bundesrat, einseitig auf den Beitritt zur EU kaprizieren, mit oder ohne Fristen für eine Verhandlungsaufnahme. Damit schränken Sie jedoch den Handlungsspielraum des Bundesrates auf einen Beitritt ein.

Für den nächsten Schritt im Integrationsprozess sind aber verschiedene Varianten denkbar. Man kann eine weitere Runde bilaterale Verhandlungen anstreben, man kann den Binnenmarkt vervollständigen und mit den vier Freiheiten des EWR die wirtschaftliche Integration vervollständigen, oder man kann, wie es der Bundesrat in seinem Gegenvorschlag will, den direkten Beitritt zur EU anstreben. Der Gegenvorschlag der Minderheit I will den Handlungsspielraum des Bundesrates nicht einengen, sondern für den nächsten Schritt alle Optionen offen halten. Die Minderheit I – ich möchte das betonen – schliesst nicht aus, dass der nächste Schritt bereits die Aufnahme von Beitrittsverhandlungen beinhaltet. Aber sie schliesst auch andere Varianten mit ein.

Mein Vorschlag ist damit keineswegs eine Absage an den EU-Beitritt. Der Gegenvorschlag mit allen Optionen entspricht den Aussagen massgeblicher Kreise – auch des Bundesrates – im Abstimmungskampf über die bilateralen Verträge. Damals wurde immer wieder gesagt, auch von bundesrätlicher Seite, die Zustimmung zu den bilateralen Verträgen beinhalte kein Präjudiz für die nächsten Schritte. Indem man es bei den bilateralen Verträgen bewenden lasse, würden die Möglichkeiten offen gehalten, dass man weitere bilaterale Verträge abzuschliessen versucht, dass man den EWR II anstrebt oder dass man den Beitritt zur EU vorantreibt.

Zwei Wochen nach dem Volksentscheid über die bilateralen Verträge kann nun nicht einfach mit einem Beschluss zum Durchmarsch die Weiche einseitig in eine Richtung gestellt werden. Das ist meines Erachtens unredlich und würde vom Volk nicht verstanden.

Die Minderheit I möchte den Gegenvorschlag dem fakultativen Referendum unterstellen – im Gegensatz zum Bundesrat, der unter anderem rechtliche Bedenken geäussert hat. Der Gegenvorschlag an sich ist rechtlich problematisch, weil er eine Einmischung in den Kompetenzbereich des Bundesrates bedeutet, der über das hinausgeht, was die Bundesverfassung für die Mitwirkung des Parlamentes vorgesehen hat.

Wenn schon eine Einmischung stattfindet, kann diese auch für die Unterstellung unter das fakultative Referendum verantwortet werden. Das Ganze ist weder politisch noch rechtlich ein sauberer Vorgang. Die politische Unterstellung auch des Gegenvorschlages unter das fakultative Referendum ist aber politisch dringend geboten; beim direkten Gegenvorschlag wäre sie ja sogar obligatorisch.

Ich bin mir bewusst, dass unser Gegenvorschlag die Initianten kaum zum Rückzug ihrer Initiative bewegen wird, weil der Entscheid über die Initiative dem Volk die Möglichkeit zur Meinungsäusserung gibt, auch wenn er ein Signal in die falsche Richtung ist und missverständlich sein kann. Der Gegenvorschlag der Minderheit II und tendenziell auch jener des Bundesrates sowie die übrigen Gegenvorschläge wollen aber die Mitsprache des Volkes ausklammern, was – obwohl rechtlich in Ordnung – politisch nicht sauber ist. Das Volk müsste sich verschaukeln vorkommen.

In diesem Sinne bitte ich Sie, wenn Sie schon einen Gegenvorschlag beschliessen, jenen der Minderheit I zu unterstützen.

**Jutetz** Erwin (S, FR): La Suisse est comme une belle villa, dans un magnifique jardin. Cette villa est entourée et protégée d'une grande clôture. Cette villa se trouve dans un village qui s'appelle l'Europe. Avec les accords bilatéraux, nous avons entrouvert quelques portes dans cette clôture, mais la clôture reste. L'initiative populaire et ma proposition de minorité demandent que l'on négocie avec nos voisins dans le but d'enlever cette clôture et d'appartenir de plein droit et entièrement à ce village.

Geduld bringt Rosen – ich will aber keine Rosen, und ich will auch nicht auf die Rosen auf meinem Grab warten. Wer zu spät kommt, den bestraft das Leben.

Europa steht vor einer grossen Erweiterung. Bald kommen Polen, Tschechien, Ungarn, Slowenien und Estland dazu. Sie stehen bereits in der Eingangstür. Andere haben angeklopft: u. a. Litauen, Rumänien, Bulgarien und die Türkei. Europa ist im Umbruch, im Aufbruch – und da soll die Schweiz zuschauen, statt mitzuplanen, mitzubauen, mitzugestalten?

Wir könnten mit unserer Erfahrung in Bezug auf die direkte Demokratie, auf den Föderalismus und auf das Subsidiaritätsprinzip viel beitragen. Die Schweiz ist doch eigentlich ein kleines Europa in diesem Europa. Wir können und wir sollen uns mit unseren Erfahrungen einbringen.

Europa ist nicht mehr bereit, der Schweiz eine Sonderstellung zuzugestehen. Das Bild der Schweiz als Friedensinsel, als Land der Schokolade, des Käses und der Uhren ist passé. Heute herrscht eher das Bild vom Musterschüler vor, den man nicht besonders liebt, oder das Bild von einem Profiteur. Die Schweiz läuft Gefahr, ausgegrenzt zu werden. Das will ich nicht, und das kann ich vor meinen vier Kindern auch nicht verantworten.

Die Minderheit II beantragt, dass bis Ende 2001 Verhandlungen aufgenommen werden. Damit wird noch nichts über den Inhalt dieser Verhandlungen gesagt. Darüber wird das Volk abstimmen können. Miteinander reden, miteinander verhandeln, das sollten wir schon tun, und zwar jetzt, und es nicht immer wieder ad calendae graecas verschieben.

Ich bitte Sie, den Antrag der Minderheit II zur Vorlage 1 zu unterstützen.

**Maitre** Jean-Philippe (C, GE): Les différentes propositions qui sont soumises montrent qu'il y a aujourd'hui trois types d'approche de la question européenne: il y a ceux qui sont contre toute adhésion à l'Union européenne; il y a ceux qui

sont pour l'adhésion et qui pensent que cela doit se faire sans délai; et puis il y a ceux qui sont pour l'adhésion, mais qui sont convaincus que cela prendra du temps et, dans cette troisième catégorie, évidemment, le baromètre de la patience ou de l'impatience peut varier à l'infini.

Les contre-projets, dans leurs différentes formes, s'adressent à tous ceux qui sont pour l'adhésion et qui rejoignent ainsi le but stratégique du Conseil fédéral. Tel est le cas de la claire majorité du groupe démocrate-chrétien.

Mais confirmer que l'on est toujours derrière le but stratégique du Conseil fédéral ne suffit pas. Il y a, en effet, deux problèmes à régler, qui forment le cœur de notre débat.

Le premier problème à poser et à trancher est celui-ci: certains disent être pour le but stratégique du Conseil fédéral, mais ils ne veulent pas matérialiser leur appui dans un texte voté par le Parlement. Ils tirent souvent leurs arguments de la campagne même et du vote même sur les accords bilatéraux. En effet, pendant la campagne sur les accords bilatéraux, on a dit, à juste titre et souvent, que cela ne constituait pas un chèque en blanc pour l'adhésion, mais on a dit tout autant que cela ne constituait pas l'aboutissement d'un processus qui bloquerait toute autre perspective. En d'autres termes, les accords bilatéraux, ce n'est pas une fuite en avant, mais ce n'est pas un retour en arrière non plus.

Aujourd'hui, le contre-projet du Conseil fédéral confirme le but stratégique. Le Parlement ne peut pas simultanément dire son appui au Conseil fédéral et refuser le texte que le Gouvernement propose, ou un texte analogue, alors que ce ou ces textes ne contiennent rien d'autre que ce que le Conseil fédéral a toujours dit. Le faire, c'est alors, le cas échéant, renoncer au but stratégique, c'est dénier toute légitimité au Conseil fédéral pour poursuivre la politique prudente conduite depuis des années. Ce serait alors un retour en arrière, et un retour en arrière c'est manquer aux engagements pris pendant la campagne sur les accords bilatéraux! Ceux qui continuent de soutenir la politique du Conseil fédéral, c'est-à-dire le but stratégique de l'adhésion, le font tout simplement en votant un contre-projet, c'est-à-dire en marquant de la cohérence. Mais, il faut plus que de la cohérence pour aboutir, il faut également de la lucidité. C'est là que je m'adresse aux impatients à qui je veux dire que je les comprends. Je les comprends d'autant plus que je me suis d'emblée imposé cette exigence de lucidité. Une intégration européenne aboutie est un projet trop important pour que l'on se grille sur l'objectif, faute d'avoir pu, en l'état, s'entendre sur un calendrier.

Alors, aux hésitants, c'est un appel à la cohérence, et aux impatients, c'est un appel à la lucidité. Cette double exigence de cohérence et de lucidité nous a conduits à présenter une proposition. Celle-ci, vous l'avez sous les yeux, confirme le but de l'adhésion, comme le fait le Conseil fédéral. Elle précise le champ de l'examen des conséquences d'une adhésion sur le plan institutionnel, économique, monétaire, financier, social, environnemental.

Elle laisse au Conseil fédéral la pleine compétence de décider du moment de la réactivation de la demande d'adhésion et elle renforce les mécanismes de consultation préalable.

Le projet que vous propose la majorité du groupe démocrate-chrétien est une synthèse de cette double exigence de cohérence et de lucidité. C'est un appel à la raison pour celles et ceux qui seraient partisans de l'emballement. Mais c'est aussi une réponse claire à celles et ceux qui veulent casser l'élan.

**Scheurer Rémy (L, NE):** Le chemin du contre-projet à l'initiative populaire «Oui à l'Europe!» est étroit. De plus, son profil doit être assez plat pour que le Conseil des Etats accepte de s'y engager prudemment, mais il doit avoir assez de relief aussi pour permettre aux initiants de retirer leur initiative. C'est demander beaucoup à des personnes animées d'un fort idéal et qui se sont très fortement engagées, à un moment critique de nos relations avec l'Union européenne. Malheureusement – je le dis sans ironie ni mépris, avec beaucoup de regret – ce qu'il y a de meilleur aujourd'hui

dans l'initiative, c'est sa clause de retrait. Nous devons faciliter cette solution, cette décision particulièrement difficile.

C'est pourquoi le groupe libéral présente deux amendements au contre-projet du Conseil fédéral. Vous avez pu constater, d'après les documents que vous avez reçus, que le groupe libéral suit une voie parallèle à celle qui vient d'être décrite par M. Maître et une voie plus proche encore de celle que donnera tout à l'heure Mme Nabholz.

Plusieurs propositions fixent, à l'article 3, une date butoir pour contraindre le Conseil fédéral à la réactivation de la demande d'adhésion. A notre avis, la pression du temps ne doit pas être mise sur l'article 3, mais sur l'article 2 où il est question du rapport attendu du Conseil fédéral sur les conséquences pour la Suisse de l'adhésion à l'Union européenne.

Le Conseil fédéral a, sur ce point, une plus grande liberté d'action que dans le choix de la date de réactivation de la demande. Notre amendement détaille et précise aussi davantage l'inventaire des conséquences de l'adhésion.

Ce rapport ne nécessite vraisemblablement guère d'études de fond. Il fournirait donc, à brève échéance, matière à une information plus complète et plus sûre, information nécessaire à une discussion approfondie, non seulement au Parlement, mais aussi parmi les citoyennes et les citoyens. Cela est d'autant plus nécessaire que les fruits de la démocratie sont lents à mûrir et qu'une préparation insuffisante ou précipitée de l'opinion serait un obstacle à l'adhésion le jour où le peuple et les cantons devront en décider.

A l'article 3, nous considérons que le contre-projet doit inciter le Conseil fédéral à réactiver la demande. Tant mieux si l'occasion s'en présente bientôt. Mais, agir sous la contrainte d'un délai pourrait être préjudiciable à la cause même de l'adhésion. Je comprends bien que, devant des horizons temporels bornés par des fins de législature, très peu d'années paraissent un long terme. Mais de toute évidence, ce n'est pas dans le temps court de la législature que se situe la question de l'adhésion. Ce processus s'inscrit dans le temps long de notre histoire nationale, de sorte que les plus ou moins deux ou trois ans qui paraissent maintenant si importants sont déjà insignifiants.

En demandant au Conseil fédéral de réactiver la demande dès que possible, après consultation du Parlement et des cantons, nous ne renvoyons pas la réactivation dans un futur incertain, mais nous insistons une nouvelle fois sur la qualité de la préparation à l'adhésion et nous marquons notre volonté de progresser sans perdre de temps. Et surtout, n'oublions pas qu'il s'agit aujourd'hui de la réactivation d'une demande d'ouverture de négociations en vue de l'adhésion à l'Union européenne. Le moment décisif viendra au terme de ces négociations. Il n'est pas dans leur ouverture.

En résumé, le groupe libéral vous propose de mettre le Conseil fédéral sous la pression du temps, principalement en ce qui concerne la production d'un rapport, et de le laisser davantage juge du moment opportun pour la réactivation de la demande, mais sans atermoiements, car la Suisse ne doit pas seulement adhérer un jour à l'Union européenne, elle doit participer aussi le plus possible et le plus tôt possible à la construction politique du continent auquel elle appartient et au destin duquel elle est liée.

**Nabholz Lili (R, ZH):** Wann immer wir in diesem Saal das Europadossier öffnen, wird auch von der Öffnung der Schweiz gesprochen. Aber Öffnung gegen aussen muss mit der Öffnung im Innern beginnen, und ich bin dezidiert der Auffassung, dass der Gegenvorschlag eine solche Öffnung im Innern darstellt. Ein Gegenvorschlag ist nicht etwas Unnötiges, sondern er ist ein politischer Eckwert – das haben die acharnierten Gegner jeder Annäherung an die Europäische Union sehr genau analysiert und erkannt. Darum bekämpfen sie so vehement jede Art von Gegenvorschlag. Es ist eben ein Unterschied, ob man über Jahre hinweg bloss von Szenarien und Optionen redet oder ob wir heute das strategische Ziel des Bundesrates in einem Bundesbeschluss verankern.

Das Parlament unterstützt damit den Bundesrat; ein Nicht-eintreten auf die Vorlage 1 würde ihn ganz klar desavouieren, sowohl im Innern wie auch gegen aussen. Tun wir mit der Nennung des Beitrittsziels etwas Ungehöriges? Hintergehen wir das Volk, das am 21. Mai dieses Jahres so deutlich die bilateralen Verträge gutgeheissen hat? Nein. Vielleicht kann es von vielen Bürgerinnen und Bürgern nicht nachvollzogen werden, warum wir nur wenige Tage nach der Abstimmung erneut das Thema Europa traktandiert haben. Auch ich hätte mir ein anderes Timing gewünscht. Allein, wir sind durch die Verfassung an Fristen gebunden. Dies wäre der Bevölkerung zu erklären, statt darüber zu lamentieren, dass nun nicht einfach eine Debattierpause zu diesem Thema eintreten kann.

Müssen wir angesichts der zeitlichen Nähe zum 21. Mai das Thema anders behandeln, als wenn ein zeitlicher Abstand bestünde? Auch das, denke ich, wäre falsch. Das strategische Ziel des Bundesrates ist seit Jahren klar. Es liegt seit langer Zeit auf dem Tisch.

Es war also lange vor der Abstimmung über die bilateralen Verträge bekannt, und der Bundesrat ist nie hinter dieses Ziel zurückgegangen. Er ist nicht dahinter zurückgegangen, als wir uns – einige mögen sich noch daran erinnern – in diesem Saal noch Redeschlachten geliefert haben darüber, ob man in Bezug auf den EU-Beitritt von «Option» oder «Ziel» sprechen solle. Er ist nicht hinter dieses Ziel zurückgegangen, als einige in diesem Saal nach der Volksabstimmung von 1992 verlangten, das Beitrittsgesuch sei nun zurückzuziehen. Er ist auch während der Debatte über die bilateralen Verträge nie hinter dieses Ziel zurückgegangen. Darum verdient Artikel 1 unsere Unterstützung.

In Bezug auf eine gewisse zeitliche Vorgabe, die mir nötig scheint, weicht mein Antrag vom Antrag der Mehrheit, aber auch vom Vorschlag des Bundesrates ab. Der Bundesrat soll die Kompetenz haben, selber den Zeitpunkt zu bestimmen, an dem er die Beitrittsverhandlungen aufnehmen will. Aber da das Parlament im Zusammenhang mit wesentlichen aussenpolitischen Fragen ein Mitbestimmungs- und Mitgestaltungsrecht hat – dieses Recht ist in der neuen Bundesverfassung verbriefte –, ist es nicht mehr als normal, dass sich der Bundesrat innert absehbarer Zeit – das wird in den nächsten drei bis vier Jahren sein – in diesem Rate äussert, wann er gedenkt, das Beitrittsgesuch zu reaktivieren. Damit findet ein Dialog mit diesem politischen Gremium und auch mit dem Volk statt, und der Bundesrat kann den Puls fühlen, ob die Zeit reif ist, den nächsten, logischen und konsequenten Schritt in der von ihm eingeleiteten Politik zu tun. Ich möchte noch etwas zur Frage des Referendums sagen. Wir haben bereits bei der Behandlung der Volksinitiative «EU-Beitrittsverhandlungen vors Volk!» ganz klar entschieden, dass das Volk nicht das erste Wort haben soll – wenn es also um Verhandlungen geht –, sondern das letzte Wort, nämlich dann, wenn es um den Entscheid über Verhandlungsergebnisse geht. Bleiben wir konsequent, und geben wir auch bei dieser Frage dem Volk das letzte und nicht das erste Wort! Und an die Adresse all jener, die sagen, man wolle etwas am Volk vorbeischnuggeln, sage ich, dass nichts am Volk vorbeigeschnuggelt wird. Wir haben nur eine Pflicht, nämlich die Politik konsistent so weiter zu betreiben, wie wir sie bis jetzt betrieben haben.

Ich bitte Sie deshalb, meinem Eventualantrag zuzustimmen.

**Pelli Fulvio (R, TI):** Kollege Wasserfallen, dessen Eventualantrag ich begründe, gehört zu jenem Teil der Freisinnigen, der davon überzeugt ist, dass es notwendig ist, einen indirekten Gegenvorschlag zur Initiative «Ja zu Europa!» vorzuschlagen.

Wie viele andere von uns ist auch er überzeugt, dass die Interessen der Schweiz und der Schweizer Bevölkerung in Zukunft viel besser durch eine Teilnahme am Schicksal der EU als durch einen verantwortungslosen Alleingang geschützt werden können. Wir sind Teil von Europa, wir stehen sogar im Zentrum unseres Kontinentes. Es liegt deshalb in unserem Interesse, an seiner Gestaltung teilzunehmen.

Der indirekte Gegenvorschlag zur Initiative sollte, das ist unsere Überzeugung, einen Inhalt haben, der sich irgendwo zwischen demjenigen des Bundesrates und demjenigen der Mehrheit bewegt.

Die Lösung des Nationalrates konnte leider weder die Kommission des Nationalrates noch diejenige des Ständerates überzeugen, was sie geschwächt hat. Die Lösung der Mehrheit der Kommission geht sicher zu weit, weil sie ein Verfahren vorschlägt, das unser Volk unter Druck stellen würde, was nach dem schwierigen, aber doch positiven Entscheid vom 21. Mai 2000 unangebracht ist.

Man sollte deshalb eine der anderen vorgeschlagenen Lösungen wählen: Ist es die Lösung des Antrages Nabholz, jene des Antrages der liberalen Fraktion oder doch diejenige des Antrages der CVP-Fraktion, welche die bundesrätliche Wahl des Beitrittsziels bestätigen, aber vernünftiger Wege vorschlagen, als es derjenige der Kommissionsmehrheit tut?

Im Antrag der CVP-Fraktion gibt es jedoch ein Element, das schwer zu verstehen ist. Es handelt sich um Absatz 2 in Artikel 2, wo gesagt wird: «Wenn es die Interessen der Schweiz erfordern, unterbreitet der Bundesrat dem Parlament die notwendigen Reformen.» Was genau damit gemeint ist, ist nicht so klar. Uns erscheint wichtig, dass jene Reformen, die eine Anpassung von Grundlagen der Schweiz betreffen, nur zusammen mit der Beitrittsfrage in die Diskussion kommen sollten. Ob dies auch die Meinung der CVP-Fraktion ist, sagt der Text leider nicht aus.

Deshalb entstand die Idee, einen Eventualantrag einzureichen, der sich dem Antrag der CVP-Fraktion anschliesst, aber die Unklarheit beseitigt. Sollte der Antrag der CVP-Fraktion verworfen werden, könnte man anhand des Eventualantrages Wasserfallen entscheiden, ob der Nationalrat diese CVP-ähnliche Fassung vorzieht, die dem Bundesrat die volle Freiheit überlässt, Gesetzesrevisionen dann vorzuschlagen, wann er will.

**Baumann Ruedi (G, BE):** Eigentlich möchte ich sagen: Guten Morgen, Europa – good morning, Europe! Aber wenn man das sagt, wird man sofort als esoterischer Euroturbo verschrien. Man müsse jetzt abwarten und sehen, wie sich die bilateralen Verträge entwickeln würden. Wait and see! Von hysterischen Neinsagern aus der Innerschweiz – Präsidenten von Bundesratsparteien und Präsidenten von Kommissionen – wird der Stillstand zum politischen Programm erklärt. Bundesrat Couchepin – König Couchepin – spricht von Moratorium, und der Gesamtbundesrat ist sich offensichtlich nicht einig. Also eher: Gute Nacht, Europa!

Die Grünen sind für den Beitritt zur Europäischen Union. Wir möchten mitgestalten statt immer nur nachvollziehen. Wenn die Initiative «Ja zu Europa!» dem Volk unterbreitet wird, werden wir sie unterstützen.

Wir glauben, dass der Bundesrat jetzt die Beitrittsverhandlungen aufnehmen sollte. Der Bundesrat, der ja zu Recht die Führungsrolle in der Aussenpolitik beansprucht, hätte es in der Hand, den zahlreichen taktischen Spielen rund um die Initiative «Ja zu Europa!» ein Ende zu setzen, indem er beschliessen würde, das Beitrittsgesuch in absehbarer Zeit aufzutauen. Liebe Bundesrätinnen und Bundesräte, wir Grünen erwarten von Ihnen mutige Entscheide und nicht semantische Spitzfindigkeiten – ob der EU-Beitritt nun als strategisches Ziel oder als konkretes Projekt bezeichnet werden darf oder weder noch. Erst reale Beitrittsverhandlungen – und, ebenso wichtig, gleichzeitig innenpolitische Reformen und flankierende Massnahmen, um beitriffähig zu werden – werden die Schweizerinnen und Schweizer überzeugen, dass wir zu Europa, zur EU gehören.

Europa muss eine soziale und ökologische Alternative zu den USA bilden: Wettbewerb ja, aber nicht totale Konkurrenz; Leistung soll sich lohnen, aber wer keine erbringen kann, darf deshalb nicht hungern, nicht frieren, sondern muss ein anständiges Leben führen können. Wir sehen Europa mit grenzüberschreitenden strengen Umweltauflagen und ökologischen Steuerungselementen; Europa als sozialer Raum, der nicht Hängematte, sondern – wenn schon – Trampolin ist; Europa als Friedensprojekt.

Wir sind als Grüne selbstverständlich stolz auf den grünen Aussenminister von Deutschland. Joschka Fischer hat eine, wie er selber sagt, realistische Utopie für die Weiterentwicklung der EU lanciert, ein neues Gravitationszentrum in der wachsenden EU für Staaten, die weiter gehen wollen: Vom Staatenbund zum Bundesstaat Europa mit einem parlamentarischen Zweikammersystem, mit einer europäischen Verfassung.

Zweifelloos steht Europa vor grossen Herausforderungen. Vor der Türe der fünfzehn EU-Staaten stehen nicht weniger als dreizehn Beitrittskandidaten – mit der Schweiz wären es sogar vierzehn. Institutionelle Reformen in der EU werden dadurch unumgänglich: neue Abstufungen des Einstimmigkeitsprinzips und zwischen Einstimmigkeitsprinzip und Mehrheitsentscheiden, neue Zusammensetzung der Kommission, neue Gewichtung der Stimmkraft der kleinen Länder usw. Und die Schweiz, gelegen im Herzen Europas, will, mit all ihren demokratischen Erfahrungen, da nicht mitmachen? Von uns Schweizerinnen und Schweizern sagt man, wir würden früh aufstehen, aber spät erwachen. Ich wäre froh, wenn zumindest der Bundesrat, der ja ohnehin immer früh aufsteht, sagen würde: «Guten Morgen Europa, wir sind aufgewacht!»

**Schlüer** Ulrich (V, ZH): Anlässlich der Begründung unseres Antrages zum Gegenvorschlag habe ich Ihnen die SVP-Position «Nein zur Initiative und Nein zu allen Gegenvorschlägen» dargelegt. Diese Position entspricht der einhelligen Meinung der SVP-Fraktion. Sie hat zur Grundlage, dass das Volk 1992 die Einbindung in EU-Prozesse abgelehnt, im Jahr 2000 Verträge unter souveränen Gebilden aber akzeptiert hat. Auch wenn wir nicht alle in jedem Fall an der Schaffung dieser Grundlage beteiligt waren, so anerkennen wir sie als Basis.

Zur Initiative: Es ist natürlich schön, EU-Europa gleichsam als Idylle darzustellen, der wir uns endlich auch anschliessen sollen. Die Realität ist anders: Wir aber haben keine Lust, den Schweizerfranken einer von Schwindsucht befallenen staatenlosen Währung zu opfern. Wir besitzen dazu auch kein Recht, ist doch die Stärke des Schweizerfrankens die Bilanz der Schaffenskraft des Volkes; der Schweizerfranken ist kein Instrument, mit dem die Politiker machen können, was sie wollen.

Wir verspüren auch keinerlei Lust, uns einem Gremium anzuschliessen, in dem vierzehn Staaten die Exekution eines fünfzehnten beschliessen und diesem fünfzehnten nicht einmal das rechtliche Gehör gewähren. Das ist das Skandalöse an diesem EU-Entscheid: Ein zentralistisches Gebilde verurteilt einen einzigen Staat, der fest in der Demokratie steht, und dieser Staat darf sich nicht einmal dazu äussern. Einem Gebilde, das solches zulässt, wollen wir nicht angehören.

Wenn Sie von Schadensbegrenzung nach dem EWR-Nein sprechen, Herr Suter: Können Sie mir sagen, wie wir unseren «Schaden» in Bezug auf die Arbeitslosigkeit begrenzen sollen, die bei uns als Problem gelöst ist, während die der EU trotz grossartigen Konferenzen noch immer bei 10 Prozent liegt? Welchen Schaden haben wir in diesem Bereich zu beseitigen?

Wir stehen auf dem Boden der direkten Demokratie. Wir wollen auch in Zukunft nicht bloss zu Trottoirbreiten, zu lokalen Angelegenheiten Stellung nehmen können. Wir wollen auch Stellung nehmen können, wenn es um die Währung geht; wir wollen Stellung nehmen können, wenn es um die Wirtschaftspolitik geht; wir wollen Stellung nehmen können, wenn es um die Rahmenbedingungen geht, die wir benötigen, damit unsere Wirtschaft auf den internationalen Märkten erfolgreich operieren kann. Diese Freiheit der Ausgestaltung von Rahmenbedingungen wollen wir behalten; wir wollen sie nicht dem Prinzip Harmonisierung – oder Gleichschaltung, wie man wahrheitsgetreuer sagen müsste – opfern, das von Brüssel verfolgt wird.

Wir geben uns nicht der Illusion hin, dass uns blosses Dabeisein in Brüssel davon befreien würde, eigene Probleme, die der Lösung harren, aus eigener Kraft endlich zu lösen.

Das Migrationsproblem, das Problem der viel zu grosszügigen Angebote, die von unserem Land ausgehen, nimmt uns doch kein europäischer Staat ab, auch nicht Brüssel. Brüssel erlaubt einigen höchstens, aus der Verantwortung zu fliehen; Brüssel erlaubt die Flucht in die kollektive Verantwortung, wo zwar jeder ein wenig mitdebattieren kann, aber niemand mehr persönlich als Verantwortlicher hinstehen muss. Solche Flucht aus der Verantwortung ermöglicht Brüssel, das aber lehnen wir ab. Das Volk wählt Politiker, die für die ihnen übertragene Verantwortung geradezustehen haben, die Verantwortung persönlich zu tragen haben. Das ist das Modell der direkten Demokratie, wo Gewählte Aufgaben und Lösungen persönlich vor dem Souverän zu vertreten haben und sich nicht in internationale Konferenzen flüchten können, wo nur noch kollektive Verantwortung anerkannt wird.

An dieser Stelle ist ein Wort zur Ehrlichkeit fällig, auch den Initianten gegenüber, auch wenn wir persönlich diese Initiative ablehnen: Was sind über diese Initiative nicht alles für Worte gefallen! In der Kommission wurde diese Initiative – aus den Reihen der CVP – als «Massaker-Initiative» titulierte, weil sie das Ziel EU-Beitritt massakrierte, voranstürmend mit ihren unrealistischen Forderungen. Man verfiel auf folgendes Auswegkonzept: Man klopft den Initianten auf die Schulter und lobt sie als grossartige Europäer! Euer Vorstoss löst jetzt einen Gegenvorschlag aus, dann aber zieht Ihr Eure Initiative gefälligst zurück und sagt nichts mehr zu dieser Angelegenheit. So verhält sich die Kommission.

Frau Nabholz, was Sie vom Prinzip über das erste und über das letzte Wort bei ausserpolitischen Vorlagen gesagt haben – da sind Sie durchaus im Recht. Aber zufälligerweise haben wir vorläufig in diesem Land noch das Instrument der Initiative, wo das Volk, wenn 100 000 Bürger unterschreiben, das Begehren durchsetzen kann, sich zu einem bestimmten Prozess zu äussern. Da haben die Politiker durchaus kein Recht, zwar den Vorschlag entgegenzunehmen, die Mitsprache aber zu verweigern. Das ist der Charakter unseres Systems, das wir verteidigen, das System souveräner, verantwortlicher Staaten mit einer Bevölkerung, die Freiheitsrechte geniesst, Freiheitsrechte, wie sie in jedem Staat nach je eigenen Gesichtspunkten, nach eigenen Wertvorstellungen ausgestaltet worden sind. Unsere Wertvorstellung ist die der direkten Demokratie, und die wollen wir behalten.

Nun, Sie wollen auf einen Gegenvorschlag ausweichen. Wenn Sie das unbedingt wollen: Wir können damit leben! Wir sind zwar dagegen, aber wir können damit leben. Sie haben – da schaue ich vor allem in die Reihen der Freisinnigen und in die Reihen der CVP – in Parteiprogrammen, in Grundsatzpapieren den EU-Beitritt als Ihr Ziel hingestellt. Sie von der CVP sind sich um den Hals gefallen, als dieses Ziel endlich ins Parteiprogramm kam. Und jetzt wollen Sie sich der Peinlichkeit ausliefern, den Bundesrat fragen und bitten zu müssen, er solle doch noch einen Bericht dazu machen, was das von Ihnen angestrebte Ziel denn bewirke. Wenn Sie sich diese Peinlichkeit leisten wollen, dann sei Ihnen das freigestellt. Sie werden in uns amüsierte Zuschauer Ihres Vorgehens finden, das darf ich Ihnen voraussagen.

Eigentlich, Herr Bundesrat, ist die Zeit, Berichte und allgemeine Stellungnahmen abzufassen und Visionen zu entwickeln, abgelaufen. Denn der Schweiz steht, das weiss man, eine harte Auseinandersetzung mit der EU bevor, eine Auseinandersetzung, angesichts welcher wir mit Berichten und Visionen nichts anfangen können. Wir haben einen ganz direkten Angriff der EU auf das Bankkündengeheimnis der Schweiz und auf das Recht des Staates, am Steuerwettbewerb so teilzunehmen, dass seine Bürger sich vom Staat nicht ausgenommen vorkommen. Hier werden Ihnen Berichte nichts nützen. Hier werden Sie konkret anzutreten haben; es wird eine schwierige Auseinandersetzung sein, da müssen wir uns nichts vormachen.

Die Österreicher, Herr Suter, haben als EU-Mitglied diese Auseinandersetzung bereits verloren. Den Österreichern ist gesagt worden: Euer anonymes Sparbuch – das nichts mit Steuerhinterziehung zu tun hat, das weiss man; es wurde

auch nichts nachgewiesen – hat zu verschwinden. Und es hat auf den 1. Oktober dieses Jahres zu verschwinden. Es verschwindet! Wenn Sie den Kopf schütteln, müssen Sie sich vielleicht einmal mit der österreichischen Regierung unterhalten, die vermittelt Ihnen die Fakten. Es verschwindet! Als souveräner Staat können wir diese Auseinandersetzung bestreiten. Über uns wird nicht einfach verfügt.

Dies ist der Vorteil des freien Staates ausserhalb des zentralistischen Gebildes EU. Diesen Vorteil wollen wir bewahren. Die kommende Auseinandersetzung, Herr Bundesrat, wird Ihre EU-Nagelprobe sein – nicht allgemeine Berichte, die Sie uns in wohl gesetzten Worten gelegentlich wieder vorlegen werden. Die Nagelprobe wird lauten: Gelingt es der Schweiz als souveränem Staat, den EU-Angriff auf unbescholtene Bürger – die ein Recht haben, dass der Staat ihre Vermögensverhältnisse nicht einfach kontrolliert – abzuwehren?

Mit Blick auf jenen Stil, in welchem der Bundesrat die «Gegenvorschlagsübung» bewältigt bzw. nicht bewältigt hat, ist man festzustellen genötigt, dass Spielraum für Verbesserungsfähigkeit noch besteht.

**Ruey Claude (L, VD):** En 1991 déjà, lors d'un congrès tenu à Bâle, le Parti libéral suisse a été le premier parti à exprimer la conviction qu'il fallait préparer l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne. Depuis lors, certes beaucoup d'eau a passé dans le Rhône et dans le Rhin, à commencer par l'échec malheureux de l'Espace économique européen de 1992, partiellement rattrapé par le vote sur les accords bilatéraux du 21 mai dernier. Beaucoup d'eau a coulé, mais les libéraux n'ont pas changé d'avis et n'entendent pas se renier.

Si le succès du 21 mai ne saurait être interprété exclusivement comme un succès proeuropéen, c'est bien clair, il ne saurait en tout cas pas être compris comme une victoire de l'isolationnisme, ce qui serait tout de même un comble après un vote aussi net que celui du 21 mai dernier.

Dans ce contexte, les libéraux considèrent que rien ne serait plus dangereux que de céder à la tentation stérilisante d'un moratoire du débat européen. C'est pourquoi ils se réjouissent de ce que le Conseil fédéral, dans son contre-projet, réaffirme que son but stratégique est toujours l'adhésion à l'Union européenne. Comme ils se sont réjouis, Monsieur le Conseiller fédéral, de vous entendre déclarer à Zurich, le 29 mai dernier, que pour vous – nous eussions souhaité que ce fût pour la collégialité du Conseil fédéral – l'objectif de l'adhésion à l'Union européenne était devenu un projet en cours! Si nous nous réjouissons de ces intentions, nous déplorons cependant que leur traduction dans les textes et dans les faits manque de vigueur. C'est ainsi que le contre-projet du Conseil fédéral à l'initiative populaire «Oui à l'Europe!» et l'interprétation que fait le Conseil fédéral de l'initiative elle-même nous paraissent critiquables sur deux points au moins:

1. S'agissant du contre-projet, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il est mou, peu précis, peu déterminé, peu enthousiasmant, sans la moindre indication de calendrier, ce qui n'est pas fait pour nous rassurer.

2. Quant à l'interprétation faite de l'initiative populaire, elle nous paraît très formaliste. Il est vrai que l'initiative parle de «sans délai», mais il ne s'agit pas de prendre ce terme au pied de la lettre; il s'agit d'ouvrir des négociations qui ne dépendent pas que de nous, comme le dit d'ailleurs lui-même le message, si bien que le terme «sans délai» peut s'accommoder d'accommodements, si vous me passez l'expression. Quant à savoir si la compétence du Conseil fédéral est véritablement entravée par une telle initiative, le texte lui-même n'est quasiment pas contraignant, les négociations se font sans instruction ni délai d'aboutissement, si bien que le Conseil fédéral conserve une très forte marge de manoeuvre.

A vrai dire, l'initiative populaire présente un avantage, en ce sens qu'elle est plus claire, plus complète, plus précise et plus incitative que le contre-projet du Conseil fédéral, dans la mesure où elle fixe le but stratégique, invite à le réaliser,

se réfère aux valeurs fondamentales à mettre en oeuvre dans les négociations et associe clairement les cantons à la procédure de négociations, dans le respect des compétences de chacun.

Il est vrai en revanche que cette initiative comporte le risque et l'inconvénient d'introduire une confusion entre la notion d'ouverture de négociations et la notion d'adhésion. C'est d'ailleurs bien là que le bât blesse, dans l'initiative. Faire voter le peuple sur l'ouverture de négociations n'est sans doute pas satisfaisant, dans la mesure où le peuple vote normalement et habituellement sur le résultat d'une négociation, sur un accord précis dont on peut mesurer concrètement les conséquences. C'est la raison pour laquelle les libéraux ont des appréciations divergentes quant à l'appui à donner à cette initiative.

L'inconvénient et le risque de l'initiative peuvent en revanche être évités si notre Parlement adopte un contre-projet plus «musclé», si vous me passez l'expression, que celui du Conseil fédéral. C'est dans ce sens que le groupe libéral vous propose d'adopter tout à l'heure un projet de texte plus engagé, plus net, qui confirme sans ambiguïté la volonté politique d'aller vers l'adhésion dès que possible, sans pour autant céder à la précipitation. Je signale d'ailleurs que la traduction allemande de la proposition du groupe libéral ne fait pas figurer le fait que le rapport demandé doit être fait «dans la présente législature». C'est une erreur que je vous invite à corriger.

Je l'ai dit tout à l'heure, il ne saurait être question d'édicter un moratoire de la pensée. Il ne saurait être question de créer un moratoire de l'analyse. Il ne saurait être question de promulguer un moratoire des préparatifs européens. Comme si des sportifs d'élite allaient cesser leur entraînement, sous prétexte que la partie est légèrement différée! Car la partie n'est pas annulée. Quelle que soit la valeur des accords bilatéraux, et cette valeur est grande, ils ne sont que des accords limités. Ils font suite à l'échec de l'Espace économique européen. Ce sont, en quelque sorte, des accords qui font l'objet d'un examen de rattrapage. Et lorsqu'on a réussi son examen de rattrapage, on poursuit sa carrière scolaire. Poursuivre sa carrière scolaire, c'est poursuivre son chemin vers l'Union européenne. Lequel d'entre vous, d'ailleurs, peut nier que l'avenir de l'Europe va dépendre de la manière dont va évoluer l'Union européenne? Peut-on véritablement imaginer qu'aujourd'hui, il y ait une articulation européenne qui ignorerait ce qu'est l'Union européenne? Il est vrai que cette Union n'est pas toujours exaltante, mais c'est quand même, qu'on le veuille ou non, le coeur et le moteur de l'avenir politique, économique bien sûr, mais aussi social et culturel de l'Europe. Et, assurément, la Suisse ne peut pas être à côté du débat qui s'ouvrira sur ce chemin. Je ne crois pas, je le répète, que nous puissions nous permettre un moratoire à ce sujet.

Pour notre part, nous estimons qu'il vaut mieux participer que subir, surtout que nous avons un certain nombre d'atouts à faire valoir. La Suisse ne doit pas craindre d'aller plus loin, d'aller plus haut. Comment peut-on croire d'ailleurs qu'elle perdrait, en se rapprochant de l'Europe, son identité, sa spécificité, alors même que c'est bien en restant à l'extérieur que nous sommes satellisés et que nous perdons tout droit d'initiative et de souveraineté réelle, sous prétexte de conserver une souveraineté formelle?

Le vrai patriotisme – pour nous, c'est en tant que patriotes que nous choisissons ce chemin – c'est d'être présents dans le débat, c'est d'être présents dans la réflexion, c'est d'être présents dans les institutions qui fondent ce continent; ce n'est pas fuir la réalité. Ce qui nous est demandé aujourd'hui, ce n'est pas d'adhérer, encore moins d'adhérer sans conditions, ça ne serait pas admissible. Non, ce qui nous est demandé, c'est de confirmer notre volonté de négocier et de fixer le cadre général, matériel et temporel de cette négociation, rien de plus.

Voyez-vous, je viens du canton de Vaud qui, le 21 mai dernier, a accepté les accords bilatéraux par 80,3 pour cent de oui, c'était le record de Suisse. Lorsque je suis allé voter un dimanche, j'ai dû – je m'en suis réjoui – faire la queue, vu le

nombre de personnes qui voulaient aller voter. J'ai pu constater la présence de très nombreux jeunes qui se rendaient sans aucun doute aux urnes, non pas pour un projet intercommunal de péréquation financière, mais bien pour le sujet européen.

J'imagine que leur attente est grande quant au rapprochement européen de la Suisse. Ces jeunes, ces générations futures, comptent sur nous. C'est à nous de ne pas les décevoir et de veiller à assurer, sans précipitation mais avec résolution, la poursuite de notre cheminement européen.

**Zapfl** Rosmarie (C, ZH): Vor und während dem Abstimmungskampf um die bilateralen Verträge hat die CVP immer betont, dass die europapolitische Diskussion weitergeführt werden muss, schon allein aus dem Grund, weil die vorliegende Initiative in der Sondersession zur Diskussion ansteht. Unsere Partei hat sich seit dem Basler Kongress hinter die strategische Position des Bundesrates gestellt; auch die Fraktion hat in ihrer grossen Mehrheit bestätigt, dass der Beitritt zur EU anzustreben sei. Seit Basel ist die CVP von ihrem Ziel nicht abgerückt, Herr Schlüer; Sie haben vermutlich die Akten nicht vollständig konsultiert. In Basel hat die CVP eindeutig gesagt: «Einen Beitritt der Schweiz zur EU gibt es nicht zum Nulltarif. So sind für folgende komplexe Fragen Lösungen zu finden: die bestmögliche Wahrung der direktdemokratischen Mitwirkungsrechte im Rahmen der EU-Entscheidungsprozesse, die Wahrung der Sozialstandards der Schweiz, die Gewährleistung der Umweltstandards der Schweiz, die Erfüllung der Maastrichter Konvergenzkriterien und auch die Stabilität der europäischen Währung.»

Unter dem Vorbehalt, dass es auf diese Fragen befriedigende Antworten gibt, haben wir zu diesem Ziel Ja gesagt. Die Antwort ist der Bundesrat bis heute schuldig geblieben; ich denke, er wird sie in den nächsten Jahren dann geben.

Mit dem Abschluss der bilateralen Verträge ist die Schweiz wirtschaftlich und handelspolitisch mit den EU-Staaten besser gestellt. Verschiedene Fragen jedoch wie das organisierte Verbrechen, der Umweltschutz, die Gleichstellungsrechte sowie die Migrationsströme können nur mit einer Mitgliedschaft in der EU sinnvoll gelöst werden.

Die CVP verlangt vom Bundesrat, die Beitrittsverhandlungen mit der EU vorzubereiten und einzuleiten, wenn diese innenpolitischen Voraussetzungen gegeben sind. Die CVP akzeptiert, dass Ängste, Unsicherheit und Zweifel die Haltung vieler Bürgerinnen und Bürger bestimmen. Niemand hat zum heutigen Zeitpunkt fixfertige Antworten auf die Fragen, die sich zu einem EU-Beitritt stellen.

Es liegt nun am Bundesrat, am Parlament und auch an den Parteien, die Integrationsdebatte sachlich anzugehen. Der Integrationsbericht liegt vor. Es braucht weitsichtige Politikerinnen und Politiker, Bürgerinnen und Bürger, die diese Interessenabwägung vornehmen, die sich auch mit den Auswirkungen auf die Institutionen der direkten Demokratie sowie des Föderalismus, die Regierungsreform, aber auch auf die Finanz-, Sozial- und Umweltpolitik bei einem EU-Beitritt auseinander setzen.

Wir sind uns auch bewusst, dass die EU verbesserungswürdig ist. Sie befasst sich mit Reformen: mit weniger Bürokratie und mehr Bürgernähe, mit der Absage an den Zentralismus und damit einer Verstärkung des Föderalismus. Das sind nur einige Ziele, die sich die EU vorgenommen hat. Im Herbst dieses Jahres werden wir sehen, welche Resultate die Konferenz von Nizza bringt: Für die Zukunft der EU, aber auch für die zukünftige Erweiterung der EU werden dort wichtige Weichen gestellt.

Die CVP ist sich ihrer staatstragenden Verantwortung sicher bewusst und setzt sich seit Jahren mit diesen für unsere Zukunft wichtigen Fragen auseinander. In der Motion 98.3181 hat die CVP-Fraktion im April 1998 vom Bundesrat eine Agenda für die europapolitische Integration gefordert. Der Inhalt dieser Motion von 1998 deckt sich mit dem Gegenvorschlag, den die CVP-Fraktion heute zur Initiative macht. Wir

sind der Meinung, dass der EU-Beitritt nicht mit fixen Daten erzwungen werden kann. Der Integrationsprozess muss Schritt für Schritt weitergehen. Weiss das Schweizer Volk, welche Auswirkungen ein Beitritt hat, so kann es an der Urne bestimmen, welchen europapolitischen Weg unser Land gehen soll. Hier soll der Bundesrat seine Führungsrolle wahrnehmen können; er muss die Möglichkeit haben, zum richtigen Zeitpunkt zu handeln. Die CVP-Fraktion ist der Meinung, dass eine Zeitvorgabe für die Aufnahme von Beitrittsverhandlungen, wie die Initiative sie fordert, diesen Prozess nicht zulässt.

Aus diesem Grunde lehnt die CVP-Fraktion die Volksinitiative «Ja zu Europa!» ab.

**Gysin** Remo (S, BS): Mit der Abstimmung vom 21. Mai 2000 haben wir unseren Standort in Europa geändert und unsere Situation in der Schweiz ebenfalls. Aussenpolitisch haben wir uns neu positioniert, innenpolitisch einen Durchbruch erreicht und die Integrationsgegner in die Schranken gewiesen. 67 Prozent Jastimmen zu den bilateralen Verträgen sind etwas anderes als zum Beispiel nur 51 oder 52 Prozent. Sie sind kein Präjudiz für einen Beitritt, aber auf jeden Fall eine Ermunterung für weitere Schritte.

Die bilateralen Verträge waren und sind kein erster Schritt in die EU. Sie sind ein für sich stehendes Projekt. Nun gilt es ein anderes Projekt und weitere Schritte einzuleiten. Wir stehen dabei nicht vor dem Nullpunkt, denn das EU-Beitrittsge such der Schweiz ist bereits 1992, und die Initiative, über die wir heute zu beschliessen haben, ist 1996 eingereicht worden.

Insgesamt reden wir von einer Zeitdauer von etwa acht Jahren: Bis zur Aufnahme von Vertragsverhandlungen vergehen drei Jahre, die Verhandlungen werden etwa drei Jahre dauern und die Ratifikation noch einmal ein bis zwei Jahre, das zieht sich bis ins Jahr 2007 oder 2008 hin.

Für weitere Schritte ist sicher eine Gesamtbeurteilung am Platz. Ich möchte mit der Frage starten: Was ist die EU eigentlich? Im Kern ist sie ein überaus erfolgreiches Friedenswerk. Sie hat uns nach dem Zweiten Weltkrieg 55 Jahre Frieden gebracht, und ich halte es für unbedingt notwendig, dass sich die Schweiz diesem Friedenswerk anschliesst. Das gehört zu unserer Friedenspolitik. Weltweit gesehen stehen wir in einem Wettbewerb. Es braucht ein starkes Europa, das kann nur die EU sein, als Gegengewicht zu den USA und auch zur Achse Russland-Indien-China.

Wie sieht es nun in der EU selbst aus, wie ist der Stand der Entwicklung? Wir haben den europäischen Binnenmarkt weitgehend verwirklicht. Der Euro hat sich erfolgreich etabliert. Die Euro-Zone wird sich demnächst um Griechenland erweitern. Wir haben die Erweiterungsdebatte mit 15 Beitrittskandidaten; damit werden Veränderungen verbunden sein: Mit der Erweiterung werden neue Strukturen und Entscheidungsabläufe in der EU unumgänglich; Sie kennen die Föderalismusdiskussion, die damit verbunden ist. Neue Integrationsfelder wie Aussen-, Sicherheits-, Umwelt- und Asylpolitik tun sich jetzt auf.

Wie ist das Verhältnis der Schweiz zur EU, die in dieser Dynamik steht? Wir sind dabei, ohne wirklich dabei zu sein. Eine Teilmitgliedschaft, die kein anderes Land in dieser Form nachvollziehen kann. Kein anderes Land hat mehr EU-Recht umgesetzt als die Schweiz. Wir sind auch wirtschaftlich überaus eng mit der EU verflochten: 80 Prozent unserer Importe kommen aus der EU, 63 Prozent unserer Exporte gehen in die EU.

Wenn wir schauen, wer noch nicht Beitrittskandidat ist, so sind das der Vatikan, Russland, Bosnien, die Republik Jugoslawien/Serbien und: die Schweiz.

Das ist doch eine sonderbare Gesellschaft, finden Sie nicht auch? Wir müssen uns die Frage stellen, wie wir zu diesem Club kommen.

Wir sind ein Teil Europas, wir teilen Land, Wasser und Luft von Europa, wir teilen die Arbeit – immer mehr –, wir teilen die Energie und die Kultur, und wir teilen auch die Idee Europa. «Das europäische Ortsbild mitgestalten ist der einzige

Weg, um nicht von den Nachbarn verplant zu werden.» Das sind die Worte von Bundesrat Deiss in Zürich vom 29. Mai. Diejenigen, die zurzeit als Glücksritter durch die Politlandschaft reiten und uns von den drei offenen Optionen predigen – bilaterale Abkommen II, EWR II und EU-Beitritt als gleichwertige Optionen –, täuschen sich und täuschen auch andere. Es wird keinen zweiten bilateralen Vertrag geben. Die EU hat mit Recht und auch für uns verständlich klar gemacht: Sie will kein weiteres Rosinenpicken der Schweiz. Selbst wenn sie das akzeptieren würde – die SP will keinen bilateralen Vertrag II. Wir werden nicht in diese bilaterale Falle treten, die den EU-Beitritt um Jahrzehnte verzögern würde.

Es wird auch keinen EWR II geben, das ist ebenfalls keine ernsthafte Option. Der EWR ist 1992 abgelehnt worden, hat unterdessen an Bedeutung verloren, der Kreis der Mitglieder ist auf Norwegen, Island und Liechtenstein geschrumpft. Aber der Hauptmakel des EWR ist bestehen geblieben; bei einer EWR-Mitgliedschaft würde die EU in vielen Bereichen für die Schweiz Recht setzen, ohne dass wir mitentscheiden oder dies verhindern könnten.

Die einzige Option, die bleibt, ist der EU-Beitritt als unsere Europastrategie; nicht in vielen kleinen Schritten, sondern in einem definitiven nächsten Schritt zur Vollmitgliedschaft. Der Bundesrat erkennt mit Recht, dass eigentlich nur noch die Frage nach dem Zeitpunkt offen bleibt. Wann sollen wir beitreten? Mit der EU-Erweiterung wird der Handlungsspielraum für die Schweiz tendenziell kleiner. Je mehr Kandidaten der EU beigetreten sind, umso vielschichtiger wird die Interessenkonstellation und umso grösser der Druck auf die Schweiz, sich EU-internen Entscheiden anzuschliessen, umso marginaler also unsere Gesamtsituation.

Der EU-Beitrittsentscheid würde nach unseren Vorstellungen auf jeden Fall vor dem Hintergrund mehrjähriger Erfahrungen mit den bilateralen Verträgen stattfinden. Dabei kommt der Umsetzung der flankierenden Massnahmen im Personen- und im Landverkehr erstrangige Bedeutung zu. Als Mittel und Weg, um in einer Abstimmung ein Ja zum EU-Beitritt zu bekommen, braucht es unbedingt tripartite kantonale Kommissionen, zusammengesetzt aus den Behörden und der Arbeitnehmer- und der Arbeitgeberseite. Die Regelung im Kanton Genf könnte hier als Beispiel dienen. Es braucht auch eine zentrale Stelle zur Überwachung der Freizügigkeit. Ich bin froh, dass der Bundesrat dies eingesehen hat und im Zusammenhang mit dem Postulat von Herrn Rennwald Ende März bestätigt hat, dass er diese verwirklichen will.

Die Erfahrungen, die wir sammeln, hängen zu einem grossen Teil von uns selbst ab. Erfahrungen mit den bilateralen Verträgen bedeuten aber sehr eingeschränkte Erfahrungen. Die bilateralen Verträge decken ja bei weitem nicht alles ab. Weiter gehende Europaerfahrungen, z. B. mit dem Euro oder mit dem sich wandelnden Europa insgesamt, müssten doch dazugehören. Das ist uns aber weitgehend verschlossen.

Die Grundhaltung der SP-Fraktion zur bevorstehenden Beschlussfassung lässt sich wie folgt zusammenfassen: Für uns steht weniger der Zeitpunkt der Gesprächsaufnahme mit der EU als vielmehr der voraussichtliche Zeitpunkt des Beitrittsentscheides im Vordergrund. Wir sind der Meinung, dass es zur Initiative einen Gegenvorschlag braucht. Wir teilen die Grundhaltung der Initianten und stimmen deshalb der Initiative zu, sehen aber andererseits, dass die Funktion der Initiative als «Dampfmacher» und «Debattier-Erzwinger» bereits erfüllt ist.

Die Initiative spricht von der Gesprächsaufnahme, nicht vom EU-Beitritt. Das heisst, sie spricht Integrationsbedingungen an, die zurzeit noch gar nicht bekannt sind. Unsere Fraktion setzt sich dafür ein, dass eine Abstimmung durchgeführt wird, wenn die Fakten der Verhandlungen auf dem Tisch sind und man auch weiss, was ein Beitritt bedeuten würde und was nicht. Das heisst mit anderen Worten: Wir setzen uns für einen Gegenvorschlag ein.

Dieser Gegenvorschlag muss eine zeitliche Verbindlichkeit enthalten, was leider im Entwurf des Bundesrates nicht der

Fall ist. Die SP-Fraktion unterstützt deshalb den Antrag der APK-NR.

Noch ein Wort zum Entwurf des Bundesrates: Er enthält leider keine Frist, und der Text ist veraltet.

Ich bitte Sie also im Namen der SP-Fraktion, zweimal Ja zu stimmen, die Initiative und den Antrag der APK-NR zu unterstützen.

**Kofmel** Peter (R, SO): Die FDP-Fraktion lehnt diese Volksinitiative grossmehrheitlich ab und wendet sich auch mehrheitlich gegen einen Gegenvorschlag. Ich darf diese Haltung wie folgt begründen – in elf Punkten, wie es sich für einen Solothurner gebührt:

1. Die vorliegende Volksinitiative wurde im Jahre 1996 eingereicht. Die Initiantinnen und Initianten haben damals moniert, die EU-Diskussion im Lande drohe einzuschlafen. Es werde zu wenig unternommen, um der EU nach dem Scheitern der EWR-Abstimmung näher zu kommen. Die jungen Initianten wollten, und das war ihr gutes Recht, Schwung in die Sache bringen. Doch hat man schon damals den Eindruck gewonnen, es handle sich schlicht und einfach – sagen wir es etwas hart – um eine Trotzreaktion auf das knappe Nein des Schweizervolkes und das weit deutlichere Nein der Schweizer Kantone.

2. Schwung in dieses Dossier zu bringen ist den Initianten nicht gelungen. Der Bundesrat hat bekanntlich beschlossen, die Volksinitiative erst nach Beendigung der bilateralen Verhandlungen ins Parlament zu bringen. Er konnte sich dabei auf die damals geltenden Bestimmungen stützen. Nun, die Verhandlungen dauerten etwas länger, als vielen lieb war. Wir dürfen und müssen jetzt diese Volksinitiative wenige Tage nach dem sehr deutlichen Ja des Volkes zu den bilateralen Verträgen behandeln, denn Ende Juli läuft die Frist für die eidgenössischen Räte ab. Aber – ich sage das zu Herrn Suter – es läuft nicht die Frist für eine Europadiskussion ab, sondern nur die Frist für diese Volksinitiative. Und diese will bekanntlich einzig und allein den sofortigen Start von Beitrittsverhandlungen erzwingen.

3. Inzwischen hat sich die Argumentation der Initianten stark verschoben. Das müssen wir zumindest aus ihren verschiedenen Äusserungen folgern. Es wird jetzt argumentiert, man müsse von einer technischen Europadiskussion wegkommen. Die Initianten behaupten zudem, eine breite Europadebatte im Volke auslösen zu wollen. Warum aber arbeiten sie höchst intensiv – wenn auch im Wesentlichen hinter den Kulissen – daran, die Initiative wenn immer möglich zurückziehen zu können?

Ich habe, Herr Schlüer, nicht den Eindruck, dass die Initianten auf das Recht pochen, ihre Volksinitiative vor das Volk zu bringen. Ganz offensichtlich wollen die Initiantinnen und Initianten der von ihnen so hoch gelobten und viel gepriesenen Europadiskussion mit dem Volk ausweichen.

4. Das ist auch verständlich. Die Initianten wissen ganz genau, dass ihr Anliegen beim Volk jetzt keine Chance hat. Die Chance besteht inhaltlich nicht. Eine Mehrheit ist heute nicht für einen EU-Beitritt zu gewinnen – da kann man, Herr Rennwald, Meinungsumfragen interpretieren, wie man will. Die Chance besteht aber auch – sagen wir einmal – formell nicht. Das Schweizervolk wird nicht davon zu überzeugen sein, warum es einen höchst formalen Entscheid fällen soll – nämlich Verhandlungen aufzunehmen –, der eindeutig in den Kompetenzbereich des Bundesrates fällt. Was sich hier abspielt, ist nichts anderes als plebiszitäre Politik – eine Art des Politisierens, welche die Freisinnige Partei und die freisinnige Fraktion immer wieder abgelehnt haben. Insbesondere haben wir auch die «EU-Verbots-Initiative» der Lega mit genau dieser Begründung abgelehnt. Von uns kann niemand verlangen, dass wir uns zu Gehilfen für staatspolitische Sündenfälle machen lassen.

5. Wir alle stehen unter dem Eindruck eines europapolitischen «Grosserfolges». Der Bundesrat ist konsequent auf dem Verhandlungsweg vorangeschritten und hat uns durchaus schwungvoll einige beachtliche «Schritte» zur innenpolitischen Änderung vorgelegt. Diese Änderungen sind ja auch

gelingen. Man kann nicht behaupten, das EU-Dossier habe im Tiefschlaf gelegen. Das Volk hat nun den bilateralen Weg ausserordentlich deutlich sanktioniert. Die FDP hat einen schönen Teil zu diesem Erfolg beigetragen. Wir haben die Konsequenzen aus dem EWR-Entscheid gezogen. Wir haben mehr als einmal schwierige Entscheide mitgetragen und uns damit nicht nur Freunde gemacht.

Nun freuen wir uns, weil das klare Ja zu den bilateralen Verträgen ein klares Nein zur flächendeckenden Miesmacherei gewisser Kreise in unserem Lande ist.

6. Viele von uns haben zum Erfolg der bilateralen Verträge beigetragen; viele von uns sind wochenlang im Lande von Saal zu Saal gezogen und haben für die bilateralen Verträge geworben. Mindestens wir Freisinnigen haben dabei immer wieder darauf hingewiesen, dass es sich bei den Bilateralen um reine Wirtschaftsverträge handelt. Wir haben beteuert, dass die Bilateralen kein Trainingslager für einen EU-Beitritt sind, und wir haben etwas Ruhe an der aussenpolitischen Front versprochen. Wir sind zutiefst überzeugt, dass das satte Volksmehr erst dadurch zustande gekommen ist.

Ganz offensichtlich ziehen andere Gruppierungen in diesem Ratssaal völlig andere Schlussfolgerungen. Herr Gysin Remo fühlt sich ermuntert. Euro-Turbos verspüren Morgenluft. Man darf befürchten, dass das Nachmittagsgewitter nicht lange auf sich warten lassen wird.

7. Wenn unsere Interpretation stimmt, so müssen sich nun all jene verschaukelt vorkommen, die sich im genannten Sinne für die bilateralen Verträge entschieden haben. Dieses Gefühl wird nicht gemildert, wenn man noch dazu erkennt, wie die Initiantinnen und Initianten heute bemüht sind, ihren Vorstoss mittels Gegenvorschlag am Volk vorbeizuschmuggeln. Dass sich auch besonnene EU-Beitrittsbefürworter – zu ihnen zähle ich mich – nun unter Druck gesetzt fühlen, um nicht gerade das Wort «genötigt» zu sagen, ist wohl selbstredend. Wir sind aber nicht bereit, uns diesem Druck zu beugen. Wir sind nicht bereit, unsere Versprechen zu brechen, die wir noch vor wenigen Wochen, zum Teil vor weniger als einem Monat, unseren Wählerinnen und Wählern abgegeben haben. Auch das, Herr Suter, ist eine Frage der Glaubwürdigkeit.

8. In den erwähnten Sälen haben auch viele Freisinnige klar Farbe bekannt. Sie haben sich für das strategische Ziel EU-Beitritt ausgesprochen, aber eben alles zu seiner Zeit. Wer nämlich nur in den nächsten wenigen Jahren ein Zeitfenster für einen EU-Beitritt sieht, hat doch wohl eine sehr zeitverkürzte Optik. Wenn der Schnee, Herr Rennwald, an der Frühlingssonne schmelzen sollte: Der nächste Winter kommt bestimmt!

Wir Freisinnigen bleiben bei einer langfristigen Optik. Wir wollen der EU dann beitreten, wenn wir innenpolitisch bereit sind und wenn wir die Ziele unserer auf das Wohl des Schweizervolkes ausgerichteten Politik innerhalb der EU besser erreichen können als ausserhalb. Eile mit Weile ist auch in dieser Frage eine angemessene und vor allem eine Erfolg versprechende Taktik.

9. Gerade aber, weil wir uns zu diesem strategischen Ziel bekennen, wollen wir jetzt keinen Grabenkrieg, er hat keine Aussicht auf Erfolg. Sehen Sie: Ohne diese Volksinitiative wäre doch gar niemand auf die Idee gekommen, einen Bundesbeschluss zu kreieren, zu welchem uns heute diverseste Gegenvorschläge vorliegen. Die Ergebnisse der vielen Versuche, einen brauchbaren Gegenvorschlag zur Volksinitiative bzw. eigentlich Gegenvorschläge zur bundesrätlichen Europapolitik zu kreieren, zeigen, dass kein wirklicher Spielraum für legislatives Handeln vorhanden ist.

Deshalb lehnen wir einen Gegenvorschlag ab, der nur beteuert, was sowieso schon offizielle Aussenpolitik des Bundesrates ist. Besonders lehnen wir Vorschläge ab, die den Bundesrat verpflichten, Beitrittsverhandlungen bis zu einem bestimmten, verbindlich festgelegten Termin aufzunehmen. Und erst recht lehnen wir eine «Subito»-Verhandlungsaufnahme ab. Innenpolitisch würden wir damit viel Schaden anrichten, aussenpolitisch nichts gewinnen, ja sogar verlieren. Denn alle derartigen Gegenvorschläge wie auch die Volksinitiative schwächen die Position des Bundesrates und damit

des Schweizervolkes; sie engen den Handlungsspielraum ein.

Aus dieser Optik ist es klar, dass wir uns grossmehrheitlich dagegen aussprechen, diese Gegenvorschläge dem Volk zu unterbreiten.

10. Deshalb wird es Sie nicht erstaunen, dass wir hoffen und erwarten, dass diese Volksinitiative zurückgezogen wird. Die Initianten sollten erkennen, dass sie mit dem Durchzwingen der Initiative ihrem politischen Anliegen weit mehr schaden als nützen. Wir werden keine Zeit gewinnen; bei unnützen Diskussionen werden wir zunächst ein wenig Zeit verlieren, dann aber ganz viel Zeit, wenn mit einem deutlichen Volksnein zur Initiative dem Bundesrat de facto ein EU-Annäherungs-Moratorium aufgebrummt wird.

11. Der vernünftige Weg in der heutigen Situation ist der Rückzug dieser Initiative. Für die Initianten mag dies ärgerlich, unangenehm, ja kaum denkbar sein. Es ist aber, davon bin ich zutiefst überzeugt, zur weiteren pragmatischen Annäherung an unseren wichtigsten und nächsten kulturellen, wirtschaftlichen und politischen Partner der beste Weg.

Wir von der FDP-Fraktion bitten Sie deshalb, die Gegenentwürfe abzulehnen und die Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen. Gewinnt die Vernunft jetzt nicht Oberhand, so wird das Volk ein Machtwort sprechen. So wollen es die demokratischen Spielregeln, und so ist es gerade recht.

**Cavalli Franco (S, TI):** Herr Kofmel, können Sie mich aufklären? Bin ich falsch informiert, oder stimmt es, dass der Entscheid der FDP-Fraktion, keinen Gegenvorschlag zu unterstützen, nur mit einer Stimme Unterschied und nicht grossmehrheitlich gefallen ist?

**Kofmel Peter (R, SO):** Sie sind falsch informiert. Der Entscheid, keinen Gegenvorschlag zu unterstützen, wurde mehrheitlich gefasst. Eine Stimme Unterschied gab es eventualiter zwischen den beiden Konzeptfamilien – für den Fall einer Abstimmung über Gegenvorschläge. So viel aus unserer Fraktion.

**Studer Heiner (E, AG):** Die evangelische und unabhängige Fraktion setzt sich aus Mitgliedern dreier verschiedener Parteien zusammen. Von daher ist es klar, dass wir in einer solchen Frage eine engagierte Diskussion führen, aber dann nicht in jedem Punkt zu einer gemeinsamen Antwort kommen. Deshalb trage ich Ihnen die Auffassung der Mehrheit unserer Fraktion vor, die mit der Auffassung der Mitglieder der Evangelischen Volkspartei in der Fraktion identisch ist.

Wir haben uns aktiv für die Annahme der bilateralen Abkommen engagiert. Die Zusammenarbeit von Bundesrat und Parlamentariern vieler Parteien war vorbildlich. Wir finden es wichtig, dass diese Verträge nun in Kraft treten können, dass man mit ihnen Erfahrungen sammelt, dass sie sich bewähren können. Dass dann auch weitere Schritte geprüft werden, ist durchaus in Ordnung.

Aber auf der anderen Seite sind wir klar der Meinung, dass es jetzt richtig wäre, wenn nun, vor allem in abstimmungspolitischer Hinsicht, etwas Ruhe eintreten könnte. Denn auch wir haben bei all diesen Veranstaltungen, gerade auch an Parteiversammlungen, festgestellt, dass die Leute nur darum so klar für eine Zustimmung waren, weil wir verfochten haben, dass es jetzt nur um diesen einen Schritt gehe, der sich in der Praxis bewähren solle.

Deshalb werden wir sowohl die Initiative wie auch jede Variante eines Gegenvorschlages ablehnen. Weil aber unsere Begründung nicht mit derjenigen der SVP-Fraktion identisch ist, ist es sehr wichtig, dass ich Ihnen ein paar Argumente nenne: Wir wollen uns nicht gegen aussen abschotten, wir wollen nicht zum Ausdruck bringen, europapolitisch solle nicht mehr nachgedacht oder später entschieden werden. Wir sind der Auffassung, dass jetzt wirklich die Umsetzung wichtig ist und keiner der Gegenvorschläge zu einer Lösung führt. Von uns aus gesehen ist das staatspolitisch Problematische an den meisten Gegenvorschlägen, dass sie eigentlich faktisch die Initiative übernehmen – mit kleinen

Nuancen –, dass sie aber durch die Nichtunterstellung unter das Referendum im Prinzip ein Ja zur Initiative bedeuten. Deshalb würde die Initiative vermutlich zurückgezogen. Man müsste den Stimmberechtigten dann erklären, dass jetzt ein Schritt beschlossen worden sei, zu dem sie nicht einmal über das fakultative Referendum etwas sagen könnten. Wir halten das für sehr problematisch. Wir sind deshalb der Meinung, dass es ideal wäre, wenn die Initiative zurückgezogen würde, weil die Kompetenzordnung klar ist – der Bundesrat hat seinen Auftrag selber definiert, er kann daran weiter arbeiten –, dass ein Gegenvorschlag aber, wenn schon, auf jeden Fall dem Referendum unterstehen müsste, damit das Volk mindestens die Möglichkeit hätte, sich dazu zu äussern. Wir meinen aber auch, dass es besser wäre, wenn das Volk nicht über diese Frage entscheiden müsste, weil dadurch nichts definitiv geklärt würde. Nur mit der Frage «EU, ja oder nein?» kann später einmal wirklich in die eine oder andere Richtung eine klare Antwort gefunden werden. Deshalb löst auch der Gegenvorschlag, den Herr Theiler unterbreitet hat, das Problem nicht. Wenn wir nämlich das als direkten Gegenvorschlag bringen, dann bringen wir auch nur zum Ausdruck: Wir diskutieren, wir verhandeln, die Optionen sind offen. Die Leute aber werden uns fragen, was wir damit erreichen wollen, was es bedeutet, wenn sie Ja oder Nein sagen.

Das kann man mit diesem Gegenvorschlag auch nicht beantworten. Von daher sind wir klar der Meinung, es wäre für eine weiter führende Diskussion am besten, wenn wir nicht in Bälde eine Volksabstimmung hätten. Wenn aber die Initianten – dazu haben sie selbstverständlich das Recht – an ihrer Initiative festhalten, dann würden wir sie mit den Argumenten bekämpfen, die ich Ihnen vorgetragen habe.

Dass wir uns von der EVP her aussenpolitisch gar nicht abschotten, kann ich Ihnen auch damit bezeugen, dass wir bei der Uno-Beitritts-Initiative mit dabei sind. Die im Rat vertretenen EVP-Parlamentarier hoffen, dass wir uns mit einer grossen Mehrheit für den Uno-Beitritt engagieren können. Damit beweisen wir unsere aussenpolitische Offenheit.

Aber im jetzigen Zeitpunkt haben wir die bilateralen Abkommen, die ihre Wirkung entfalten sollen. Über jeden anderen Schritt werden wir später sprechen. Wir werden also keiner Art von strategischem Ziel zustimmen, sondern wollen dann prüfen, wenn nächste Schritte wieder klar sind.

**Janiak** Claude (S, BL): Ich möchte mich zur Initiative als Vertreter der Nordwestschweiz äussern, eines Teils unseres Landes, der zu seinen europäischen Nachbarn stets unkomplizierte und ungetrübte Beziehungen gepflegt hat. Diese sind im Verlaufe der Jahre Schritt für Schritt entwickelt und ausgebaut worden, ungeachtet von Rückschlägen, die wir etwa nach dem EWR-Nein als Grenzregion zu spüren bekamen. Sie haben es vor allem den beiden Basler Halbkantonen erlaubt, schon zum EWR Ja zu sagen und auch den bilateralen Verträgen überaus deutlich zuzustimmen und damit die Westflanke – die von Genf bis Basel geht – einmal mehr aufzuzeigen, wenn es um zentrale Fragen unseres Landes geht.

Seit der Abstimmung vor bald acht Jahren sind wir nicht stillgestanden, sondern haben die grenzüberschreitende Zusammenarbeit verstärkt. Die kantonalen Parlamente haben entsprechende Projekte uneingeschränkt unterstützt. Wir verbinden mit Europa keine Ängste – das Elsass und Südbaden sind uns vertraut –, während wir bisweilen den Eindruck haben, der Jura sei für wichtige unserer Anliegen das grössere Hindernis als die Überquerung des Rheins nach Nordwesten und Nordosten.

Wer Europa gegenüber offen ist und die Meinung vertritt, die bilateralen Verträge seien es nicht ein für alle Mal gewesen, wird heute gerne als Euro-Turbo bezeichnet. Ich habe das heute in meinem Hausblatt einmal mehr lesen können. Dies ist eine Kategorisierung, die für die wenigsten zutrifft, die die Beziehungen zur EU weiterentwickeln wollen und einen Beitritt als Ziel vor Augen haben. Ich habe nicht den Eindruck, dass die Europabefürworter aus der Nordwestecke, also alle

diejenigen, die an der Gestaltung unseres Kontinents mitwirken und nicht abseits stehen wollen, einfach Kopf voran in die EU gehen wollen. Wenn dann einmal Verhandlungen geprüft werden, geführt werden, so erwarten auch diese Europabefürworter ein gutes Ergebnis für unser Land, zu dem sie Ja sagen können. Was sie aber nicht wollen, ist Stillstand, Diskussionsverweigerung, Unverbindlichkeit.

Der politische Diskurs muss weitergeführt werden. Wenn heute verlangt wird, dass im Verlaufe dieser oder der nächsten Legislatur Vorschläge für die notwendigen Reformen als Voraussetzung für einen allfälligen EU-Beitritt vorliegen, wenn weiter gesagt wird, der Bundesrat solle über den Zeitpunkt der Reaktivierung des Beitrittsgesuches entscheiden, unter Berücksichtigung der ersten Erfahrungen mit den sektoriellen Verträgen zwischen der Schweiz und der EU und der weiteren Debatte über die vorgeschlagenen Reformen, so kann von einem überstürzten Tempo nicht ernsthaft die Rede sein. Es vergehen im besten Fall sieben oder acht Jahre, bis der Souverän überhaupt Ja oder Nein sagen kann. Der Begriff «Turbo» dürfte bei diesem Tempo jedenfalls von keiner und keinem mehr verwendet werden, der weiss, was ein «Turbo» ist oder schon einmal einen «Turbo» unter seinem Allerwertesten gehabt hat. Eine deutliche Mehrheit der Nordwestschweiz zählt darauf, dass die Europadebatte weitergeführt wird und nicht Stillstand eintritt.

Sieht das Parlament sich ausserstande, zur Initiative einen Gegenvorschlag mit Inhalt zu verabschieden, so wird die Debatte auf einen Entscheid zwischen Ja oder Nein zur EU simplifiziert; dies zu einem Zeitpunkt, da die Voraussetzungen für einen Beitritt und die Folgen davon noch gar nicht auf dem Tisch liegen oder diskutiert worden sind. Eine Abstimmung ohne Gegenvorschlag über die Initiative löst keine Debatte aus – allenfalls einen weiteren Schlagabtausch, Austausch von Vorurteilen. Natürlich sehe ich, dass jene, die mit Europa nichts am Hut haben, sich eine solche «terrible simplification» wünschen. Diesen Gefallen wollen wir ihnen nicht machen; ich hoffe, dass auch die Initianten dies nicht tun werden. Ringen wir als Parlament uns also durch, in einem Gegenvorschlag das strategische Ziel festzuschreiben, ein Minimum an Verbindlichkeit herzustellen.

Ich kann Ihnen versichern, dass eine Mehrheit aus dem Nordwestteil unseres Landes dies will. Aber auch bei uns wollen dies natürlich nicht alle. Jene, die auf Stillstand aus sind und einen solchen als Konsequenz der Abstimmung vom 21. Mai erhofft haben, sind bei uns aber ziemlich ruhig geworden. Nicht der «Turbo» ist heute gefragt, sondern ein Entscheid, der von Zielstrebigkeit und Augenmass gleichermaßen geprägt ist – dies erreichen wir mit einem Gegenvorschlag.

Es gibt genügend Vorschläge, die das Ziel, das ich vorgezeichnet habe, ermöglichen. Einigen wir uns auf einen Gegenvorschlag!

**Pfister** Theophil (V, SG): Die Volksinitiative «Ja zu Europa!» braucht keinen Gegenvorschlag. Warum? Die Initiative wurde am 30. Juli 1996, also vor vier Jahren, eingereicht. Es besteht bereits heute Erklärungsbedarf, warum diese Initiative vom Bundesrat so lange in der Schublade versenkt wurde. Politisch betrachtet ist das Argument für die Verzögerung ziemlich klar: Es sollte auf die neue Chance, sozusagen auf die hypothetische Gunst der Stunde, gewartet werden, um der Sache – nämlich den falsch gesetzten Zielen des Bundesrates hinsichtlich der «EU-Marschtabelle» – mit dieser Initiative keinen Bärendienst zu erweisen. Eines ist aber ganz klar: Mit dem Hinauszögern der Initiative oder mit der Vorlage eines eigenen Vorschlages strapaziert die Landesregierung ihre Glaubwürdigkeit insbesondere dann, wenn mit dem mehr als fragwürdigen Gegenvorschlag dem Volk auch noch das Referendumsrecht entzogen werden soll.

Für viele Befürworter der bilateralen Verträge – zu diesen zähle ich mich auch – ist das Abstimmungsergebnis vom 21. Mai 2000 der entscheidende Schritt zu einem offenen, partnerschaftlichen und geregelten Verhältnis mit der EU.

Gleichzeitig ist das Ergebnis auch ein klares und eindeutiges Zeichen, das den Willen unseres Landes zu Unabhängigkeit und Neutralität ausdrückt. Wir haben mit der Annahme der bilateralen Verträge gezeigt, dass wir uns in Europa keineswegs isolieren wollen. Wir wollen auch nicht die viel beschworenen Rosinen picken, wie es uns da und dort unterstellt wird. Darum geht es in dieser Frage sicherlich nicht.

Es ist mir und vielen Bürgern unverständlich, dass der Bundesrat die Abstimmung über die Volksinitiative «Ja zu Europa!» dem Volk nicht so unterbreiten will, wie sie gedacht und verfasst ist. Es braucht wirklich keine goldenen Brücken, also keinen bundesrätlichen Gegenvorschlag und auch keine parlamentarischen Zusatzkrücken, um den Initianten der Initiative und den EU-Turbos nachträglich zu helfen. Es ist ja letztlich keine Hilfe, sondern vielmehr eine Abwertung der beachtenswerten Arbeit der Initianten. Ein Gegenvorschlag signalisiert der Bevölkerung zudem, dass der Bundesrat, entgegen seiner Versprechungen in der Abstimmung über die bilateralen Verträge, darin nun doch eine Vorstufe zu neuen Beitrittsverhandlungen sehen will.

In dieser Sache ist schon genug Porzellan zerschlagen worden. Ich erinnere hier an die für uns unverständlichen Äusserungen von Herrn Bundesrat Deiss, die auch im Volk auf grosses Missfallen gestossen sind.

Darum kann heute wirklich kein Gegenvorschlag mehr angenommen werden – zu einer Initiative, die klar und unzweideutig abgefasst, aber vielleicht nicht ganz richtig tempiert ist. Es braucht sicherlich das begleitende Signal, dass diese Initiative nicht in Zusammenhang mit der Abstimmung über die bilateralen Verträge steht. Und es braucht baldmöglichst den dazu gehörenden, klärenden Volksentscheid.

Ich sage noch einmal: Die Initiative darf heute vom Bundesrat nicht zu seiner eigenen Sache gemacht werden. Damit lässt sich, so hoffe ich, einiges an Glaubwürdigkeit zurückgewinnen.

Die direkte Demokratie wird klar unterlaufen, wenn aus taktischen Gründen Abstimmungen verschleppt und Initiativen mit taktischen Gegenvorschlägen verwässert werden. In diesem Sinne plädiere ich für eine klare Lösung, für eine baldige Abstimmung über die Initiative – im Original und ohne Gegenvorschlag. Dies in der Erwartung, dass das Volk diese Initiative ablehnen kann und damit die Klarheit wieder hergestellt wird, die in der EU-Frage durch die langjährige Differenz zwischen Regierung und Volk verloren gegangen ist. Dieser Klärung ist aber in der heutigen Situation, d. h. nach der Annahme der bilateralen Verträge, überfällig.

**Frey Claude (R, NE):** Etre crédible ou ne pas être, c'est la dure loi de la politique et je dirais que notre commission, Messieurs les rapporteurs, a raté une occasion d'exister dans ce débat. Ses propositions seront balayées car elles ne sont pas sérieuses. Il n'y a pas de recul, il n'y a pas de sérénité dans l'analyse, et l'on propose l'inverse de ce qui avait été promis devant le peuple. Alors, trois observations:

1. Qu'on le veuille ou non, le peuple suisse est raisonnable. Il se prononce en fonction des intérêts généraux du pays et sur des projets concrets. L'accord de libre-échange de 1972, les bilatérales maintenant, c'est la preuve de la compréhension de la nécessité d'évoluer, de s'adapter dans un monde qui change. Evoluer, il en sera de même à chaque fois que le changement s'avérera bon pour le pays.

2. L'adhésion à l'Union européenne, c'est un projet d'une toute autre nature. Cela n'est plus une évolution, c'est une révolution pour nous. Or, pour faire la révolution il faut un souffle, il faut une volonté. Il ne suffit pas de répéter, comme on l'entend trop souvent répéter bêtement, que la Suisse est une île, ce qui n'est pas vrai. En l'état actuel, l'Union européenne est-elle prête à créer cette dynamique? La réponse à l'évidence est non, parce qu'elle-même est en crise. On n'arrive, sous prétexte d'harmoniser. Voyez le cas de l'Autriche: on frappe d'ostracisme un pays qui a tenu des élections démocratiques, on l'isole. Bref, on retrouve une doctrine que

l'on croyait révolue. La pratique à l'égard de l'Autriche, c'est la doctrine Brejnev: la souveraineté limitée.

Mais rien n'est statique et l'Europe devra se réformer fondamentalement ou elle implosera. Et nous avons tout intérêt à ce qu'elle réussisse sa mutation. Dès lors, ce qui va se passer dans l'Union européenne ces prochains mois sera aussi très important pour nous. Le Conseil européen qui se réunira à Nice devra prendre des décisions majeures qui ont toujours été repoussées jusqu'ici: par exemple, le vote à la majorité sans droit de veto.

Beat Kappeler, syndicaliste, observe à juste raison que cela va dynamiser les politiques communes et il ajoute: «Pour la structure institutionnelle suisse, c'est un pas insurmontable.» Et il relève, toujours à juste titre, que les conséquences de l'adhésion seraient pour nous plus déchirantes que dans les années 1990 sur la question du franc suisse, celle des taux d'intérêt, du fédéralisme par le biais de l'autonomie budgétaire cantonale qui serait très fortement revue à la baisse, de la neutralité, de l'agriculture (division par deux des revenus), de la place financière et de la fiscalité.

3. Après ce débat et quels que soient les trucs votés sous le nom de contre-projets, parce que ce sont des trucs, personne n'est dupe, que faire? Deux choses: premièrement, poursuivre le dialogue avec Bruxelles sur le plan bilatéral. Des engagements ont été pris, il reste encore à faire, pas autant que ce qui a été fait, mais il y a encore des sujets – la formation, les produits agricoles transformés, par exemple – qui doivent être discutés selon les engagements pris et qui devront être tenus. Le deuxième type d'action, encore plus important celui-là: il ne tient qu'à nous-mêmes, unilatéralement, d'opérer un certain nombre de réformes qui, indépendamment de la question de l'adhésion, se posent à nous de toute façon. Sur ce point, Monsieur le Conseiller fédéral, je vous suis. Vous avez à tort lié la question des projets de réforme à celle de l'Europe, et ce n'est pas bon. Il faut les déconnecter. Mais vous avez raison, pour apprendre à marcher, il faut se mettre à marcher. Par exemple, en ce qui concerne la TVA, moi je vote tout de suite pour un taux de TVA à 15 pour cent pour être eurocompatible, à la condition sine qua non qu'on baisse très fortement l'imposition fédérale directe. Mais nous savons très bien que vous ne serez pas d'accord. Nous le savons. Alors, discutons des projets et nous verrons concrètement les questions posées par l'adhésion.

Conclusion: il faut rejeter l'initiative populaire, comme on l'a fait pour celle de la Lega, parce que notre pays n'est pas un pays fait pour les référendums plébiscitaires. Il ne faut pas de contre-projets, des projets bidons qui ne font qu'enfoncer des portes ouvertes. C'est un truc, parce que les euroturbos sont tout à coup pris de vertige et qu'il faut gagner du temps. Voilà le seul but des contre-projets: gagner du temps! Eh bien, ce n'est pas digne du débat sur l'Europe et ce n'est pas digne de la démocratie.

Alors, j'en appelle, et je conclus, aux jeunes, dits jeunes, auteurs de l'initiative. J'observe que ça fait tellement longtemps qu'ils sont jeunes qu'ils doivent maintenant avoir le sens des responsabilités. Ce sont des bébés dinosaures, depuis le temps! Eh bien, qu'ils retirent leur initiative! S'ils veulent la politique du pire, ils en supportent les conséquences. Mais ils n'ont qu'à la retirer, parce qu'ils vont à l'échec populaire et des cantons, et un échec qui bloquera tout débat pendant de longues années. Le choix des armes appartient aux auteurs de l'initiative.

Il faut rejeter l'initiative populaire et tout contre-projet.

**Waber Christian (E, BE):** «In Gottes Namen. Amen.» Das öffentliche Ansehen erfordert, dass Friedensordnungen dauernde Geltung gegeben wird. Das ist sinngemäss der erste Satz aus dem Bundesbrief vom 1. August 1291.

Die Schweiz sei ein Glücksfall für die Welt – dies sagte Rudolf von Tavel vor langer Zeit –, für die Welt, nicht nur für Europa.

Die Schweiz ist sehr übersichtlich strukturiert. Wir haben politische Institutionen, die weltweit ihresgleichen suchen. Die

Schweiz ist unabhängig und frei. Wir haben Volksrechte, und darüber bin ich sehr glücklich. Ich bin nicht stolz, sondern dankbar dafür, in der Schweiz wohnen zu dürfen, ein Schweizer zu sein, und dies immer in Anlehnung an die Maxime des Bundesbriefes: «In Gottes Namen. Amen.»

Die Schweiz ist nicht nur unabhängig und frei, sondern sie ist und war auch gesegnet. Vier Maximen prägten die Schweiz in der Vergangenheit: Neutralität, Solidarität, Universalität und Disponibilität. Diese vier Maximen prägten unsere Politik und speziell unsere Aussenpolitik. Die Schweiz stand nie abseits. Die Schweiz hatte im Vergleich zu ihrer Grösse weltweit einen sehr guten Platz. Die Schweiz nahm ihre Rolle auch als unabhängiger, neutraler Staat wahr.

Ziele dieser Maximen sind die Erhaltung der Existenz, der Selbstbestimmung und der Unabhängigkeit unseres Landes. Es wurde gesagt, wir hätten es der EU zu verdanken, dass Europa in den letzten fünfzig Jahren keinen Krieg gekannt habe. Dies trifft nicht zu. Das waren unabhängige Staaten, das waren Staaten, die miteinander im Dialog waren, die Verträge abgeschlossen und miteinander gesprochen, also genau das getan haben, was die Schweiz inmitten von Europa und der Welt auch immer getan hat.

Was ist die EU eigentlich? Für mich ist die EU ein enormer Unsinn. Warum? Es gibt eine Machtkonzentration bei wenigen Nationen und deren Politikern. Es gibt eine Anonymität der Entscheide. Niemand kennt die Leute, die am Hebel der Macht sitzen. Es gibt eine Ausgrenzung der Minderheiten und der Traditionen. Es gibt ein neues Blockdenken und Abschottung innerhalb der Welt, weil es Europa sehr gut versteht, sich gegen andere «Blöckchen» abzuschotten. Es gibt einen Einheitsbrei anstelle von Individualität.

Was wäre denn der Weg der Schweiz? Der Weg der Schweiz wäre es, an der bestehenden Staatsform und an den Volksrechten festzuhalten; für diejenigen Nationen Leuchtturm zu sein, die ein sehr grosses Demokratiedefizit haben. Es ist gut festzustellen, dass sich gerade Nationen, die dieses Defizit aufweisen, immer mehr an der Staatsform der Schweiz orientieren.

Wir müssen ein solidarisches Volk für die ganze Weltgemeinschaft sein, und wir müssen uns vor der Abschottung gegenüber dieser Gemeinschaft hüten. Unsere Beziehungen sollten wir weiterhin mit Verträgen klären, wie wir es immer getan haben.

Die EDU lehnt die Initiative und auch alle Gegenvorschläge ab. Wenn wir gute Politik, glaubwürdige Politik, machen wollen, dann stimmen wir dem Antrag zu, den Nichtbeitritt zu den Bündnissen in der Verfassung festzuhalten. Das wäre ein ganz klares Zeichen gegenüber unserer Entourage, welches unser Weg in der Zukunft wäre: ein unabhängiger, selbstständiger Staat.

**Schneider** Johann N. (R, BE): Als europäischer Unternehmer und Wirtschaftsmann habe ich schon längstens Ja zu Europa gesagt. Das Schweizervolk hat mit der Zustimmung zu den bilateralen Verträgen erst jetzt Ja zu Europa gesagt. Wir sind Zentraleuropäer: historisch, kulturell, wissenschaftlich und vor allem auch wirtschaftlich.

Die Wirtschaft hat mit Genugtuung von der klaren Annahme der Bilateralen Kenntnis genommen. Wir interpretieren diese Annahme in allererster Linie als Auftrag; die klare Annahme interpretieren wir auch dahingehend, dass jetzt keine andere Diskussion zu führen ist, «y inclus en Romandie».

Die Wirtschaft will nun die sektorielle Integration vollziehen. Dies bedeutet harte Arbeit, Arbeit auf ein paar weitere Jahre hinaus. Die Wirtschaft – und das, nebenbei bemerkt, sind wir alle – will und soll aber auch Hausaufgaben machen. Es geht in den nächsten Jahren um eine Binnenderegulierung; es geht darum, den Kleinstaat als leistungsbereite und leistungsstarke Volkswirtschaft weiter auszugestalten. Nur so werden wir nicht zum Übernahme kandidaten.

Unser strategisches Ziel muss doch die Souveränität, die Wohlfahrt und die Sicherheit sein. Daran ist auch das uns umgebende Europa äusserst interessiert. Der Vollzug der Bilateralen ist diesbezüglich nur Mittel zum Zweck. Andere

Optionen, die wir uns für einen späteren Zeitpunkt offen halten müssen und wollen, dürfen auch nur Mittel zu diesem Zweck sein.

Als Wirtschaftsvertreter will ich weder die Initiative noch einen Gegenvorschlag. Dies ist auch die einstimmige Meinung eines Ausschusses des Vorstandes des Vorortes. Die Initiative hat keine Chance und wird den Prozess nur belasten. Ein rechtzeitiger Rückzug der Initiative wird uns viele – von uns unerwünschte – Erklärungen im Ausland ersparen.

Ein Gegenvorschlag am Volk vorbei kommt sowieso nicht in Frage. Ein dem Referendum unterliegender Gegenvorschlag hätte ebenfalls keine Chance und darf, nur aus taktischen Gründen, nicht angeboten werden. Vertrauen wir doch darauf, dass wir unseren Weg in Europa gemeinsam und in pragmatischen Schritten finden werden. Ohne Vertrauen in uns selbst geht sowieso nichts!

Europa erschrickt überhaupt nicht, wenn wir jetzt zweimal Nein sagen. Europa erschrickt höchstens, wenn wir in der Zeit der Ratifizierung der Personenabkommen eine 18-Prozent-Initiative annehmen. Vor entsprechenden Reaktionen hätte ich dann Angst. Diese Initiative wird gefährlich sein. Bei Annahme wird sie uns materiell und psychologisch einholen.

Bleiben wir glaubwürdig, und setzen wir um, was uns das Volk am 21. Mai 2000 in Auftrag gegeben hat. Hören wir jetzt mit der Zwängerei des Beitritts auf. Zu Europa gehören wir sowieso. Europa erwartet von uns im Moment nichts anderes, als dass wir die bilaterale Einbindung vollziehen helfen.

Das Ja zu den Bilateralen darf nicht zum Spiel mit dem Feuer werden, denn weder Europa noch wir wollen Brandstifter sein. Wir gewinnen heute weder mit der Initiative noch mit einem Gegenvorschlag etwas. Wir riskieren aber – als Politiker und als Parlament –, viel zu verlieren, nämlich unsere Glaubwürdigkeit. Ich habe mich in diesem Sinne als europäischer Unternehmer geäussert.

**Christen** Yves (R, VD): L'adhésion de notre pays à l'Union européenne ne se fera pas dans la précipitation; ce ne serait pas conforme à nos moeurs politiques. Dans notre pays, il faut donner du temps au temps. L'Union européenne sait bien que, chez nous, les choses doivent mûrir lentement. C'est pourquoi on nous laissera en paix du côté de Bruxelles. Cela signifie aussi qu'il ne faut se faire aucune illusion sur le succès de nouveaux volets de négociation. Nous avons les accords sectoriels; certains nous les jalourent. Mais nous n'aurons rien de plus en l'état actuel des choses. En regardant derrière nous, on peut dire que nos négociateurs ont fait des miracles et que ces accords représentent le maximum que l'on pouvait espérer. Dès lors, il nous faut poursuivre notre rapprochement qui n'aboutira qu'au moment où nous ressentirons à nouveau un sentiment d'isolement. Quand nos négociateurs auront saisi l'agacement de leurs interlocuteurs européens et quand la population aura concrètement à souffrir de notre mise à l'écart dans des secteurs non résolus par les accords, alors seulement nous serons mûrs pour l'adhésion. D'ailleurs, dans un domaine bien précis, celui des produits agricoles transformés, évoqué par M. Frey, il n'a pas fallu plus que quelques jours pour constater que la porte était définitivement fermée à ce sujet.

Peut-être faudra-t-il une génération! Mais aujourd'hui, les générations sont plus courtes, les esprits changent plus rapidement. Faire fi de l'initiative des jeunes qui ont, certes, pris de l'âge depuis 1992, c'est se moquer des générations à venir. Ne pas leur préparer le terrain de façon concrète et active pour qu'ils puissent décider dans quelques années, c'est se rendre coupable d'un défaut de prévoyance – un comble pour les Suisses dont c'est le trait principal de caractère! Le Conseil fédéral l'a compris en déclarant son objectif d'adhésion. Il aurait pu aller plus loin dans le cadre de ses compétences constitutionnelles.

Le Parlement peut aujourd'hui, tout en respectant les compétences, tendre la perche aux initiants. Il peut le faire en acceptant l'un ou l'autre des contre-projets proposés, en particulier celui qui demande au Conseil fédéral de se pro-

noncer dans les quatre ans sur un calendrier et sur un programme. Certains élus hésitent, par peur de trahir les promesses faites lors de la campagne des accords bilatéraux. Mais les politiciens sont élus précisément pour émettre leurs idées et leurs convictions, pour préparer les citoyens à des décisions qui leur appartiennent.

Les radicaux latins et quelques autres avec eux prendront garde à ne pas trahir la jeunesse de notre pays. C'est un risque plus grave que de décevoir une minorité d'anti-européens inflexibles.

**Fehr Mario (S, ZH):** Als Präsident der Neuen Europäischen Bewegung Zürich bin ich zunächst einmal darüber erfreut, dass das grundsätzliche Anliegen der Initianten, nämlich eine Annäherung an Europa – eine Diskussion darüber, eine Wiederaufnahme der Beitrittsverhandlungen –, irgendwann einmal hier Unterstützung findet. Weniger erfreut bin ich über die recht verfahrenere Situation, in der wir uns alle befinden.

Ich finde es diesbezüglich nicht fair, dass die Initianten für ihr Vorgehen kritisiert werden. Die Initianten sind von der politischen Situation ausgegangen, dass sich verschiedene Parteien europapolitisch positioniert haben. Es gibt zwei klare Positionierungen: Die Schweizerische Volkspartei sagt klar Nein zu Europa, die Sozialdemokratische Partei sagt ebenso klar Ja. Wenn wir die anderen Positionen näher betrachten, sehen wir, dass die Freisinnigen seit 1995, die CVP seit 1998 und der Bundesrat seit 1992 den EU-Beitritt zum strategischen Ziel erklärt haben. 1998 hat der Bundesrat sogar gesagt: Jetzt sollen die Beitrittsverhandlungen vorbereitet werden.

Auch während des Abstimmungskampfes für die bilateralen Verträge hat kein Mensch davon gesprochen, dass es dieses strategische Ziel nicht mehr gebe. Seit 1992 gibt es also dieses strategische Ziel, und ich frage Sie: Wie lange muss ein Ziel strategisch bleiben, bevor es in operative Tätigkeit – oder wie Herr Deiss zu sagen pflegt: in ein Projekt – umgesetzt werden kann? Es ist zehn Jahre her, seit das strategische Ziel des EU-Beitrittes fester Bestandteil der eidgenössischen Politik ist! Und es wird nach der Erklärung dieses Zieles 15, 16 oder 18 Jahre dauern, bis das Volk – dieses Volk, das Sie so gerne abstimmen lassen – darüber entscheiden kann, ob der EU beigetreten wird oder nicht.

Die Initianten fordern nicht mehr und nicht weniger, als von der schweizerischen Politik ernst genommen zu werden. Sie fordern genau das, was alle gesagt haben, was man eigentlich tun müsste, nämlich: eine Annäherung an die EU finden und verhandeln.

Wenn verschiedene Votanten gesagt haben, dass sie während des Abstimmungskampfes über die bilateralen Verträge versprochen hätten, es gebe in absehbarer Zeit keinen EU-Beitritt, so ist das ihr Problem. Ich glaube nicht, dass sie künftige Abstimmungen gewinnen werden, wenn sie so weiterfahren. Ich glaube, es wäre an der Zeit, dem Volk die Vor- und Nachteile eines EU-Beitrittes klar aufzuzeigen, zu fragen, was gut und was nicht gut für dieses Land ist, und dann das Volk darüber entscheiden zu lassen.

Wir alle wissen, dass die bilateralen Verträge nur Wirtschaftsverträge sind. Wir alle wissen, dass die Sicherheitsfragen – innere und äussere Sicherheit, gemeinsame Aussen-, Sicherheits- und Friedenspolitik – in Europa nicht gelöst sind und dass wir diese Aufgaben nur gemeinsam anpacken können. Sie aber tun nichts.

Die Demokratie wird jetzt in Europa «gebaut»; Sie wissen das. Es geht um die Frage: Welchen Einfluss werden die kleineren Staaten in Zukunft haben? Welche Rolle wird das Parlament spielen? Welche die Kommission? Was wird mit der Einstimmigkeit passieren? Alle diese Prozesse laufen jetzt, und sie laufen ohne dieses Land.

Manchmal habe ich das Gefühl, Sie hätten am liebsten ein Europa, das fertig gebaut wäre; ein Europa, das man uns quasi zur Begutachtung überliesse, damit wir entscheiden könnten, ob wir es gut finden oder nicht.

Auch der EU-Beitritt ist mit Risiken behaftet, das sei nicht dahingestellt. Das Risiko des Nichtstuns ist allerdings, so

finde ich, um einiges grösser. Ich persönlich habe keine Lust zuzusehen, wie das Haus Europa jetzt gebaut wird; im Keller unten zu warten, bis es fertig gebaut ist. Ich möchte mitgestalten. Auch die Initianten möchten mitgestalten. Wir möchten unseren Beitrag an ein solidarisches, demokratisches, friedfertiges Europa leisten. Wir möchten das jetzt tun!

Ich sage deshalb Ja zur Initiative und auch Ja zu einem Gegenvorschlag – aber nur dann, wenn dieser Gegenvorschlag Substanz hat, wenn er etwas aussagt, wenn er ein Schritt nach vorn ist.

**Zisyadis Josef (–, VD):** Je vous avoue qu'en écoutant toutes ces interventions, avec ce petit jeu qui est en train de se faire au niveau des contre-projets, le Parlement et ses principaux partis sont en train de se distinguer pour des brouillies, tellement ils ont peur du débat européen dans notre pays. Pour une fois que vous rivalisez d'imagination, les grands partis, eh bien c'est pour reculer le moment de la décision sur la question de l'adhésion. Et tout cela face à quoi? A une initiative anodine, minimaliste, à savoir qu'en fait, normalement, avec un gouvernement responsable qui ne soit pas soumis à des tergiversations collégiales, il n'y aurait pas besoin d'avoir plus de 100 000 citoyens qui doivent récolter des signatures.

L'espoir et la volonté du Parti suisse du travail, du POP, c'est que l'initiative populaire «Oui à l'Europe!» soit rapidement soumise au peuple, et que, surtout, elle ne soit pas retirée. Nous voulons le débat sur le processus européen. Nous voulons, et vite, le débat sur l'Europe sociale, sur l'élargissement, y compris celui à la Suisse, un débat populaire qu'il ne faut pas craindre, mais engager sans tarder, et quand on dit sans tarder, on sait de quoi on veut parler dans ce pays ....

C'est pour cela que l'initiative populaire «Oui à l'Europe!» est utile, et coûte que coûte, nous invitons ses auteurs à ne pas la retirer, sous aucune pression de coulisses. Cette position, je peux la dire tranquillement, vous vient d'un parti qui est très eurosceptique, face à l'Union européenne, l'Union de Maastricht, l'Union d'Amsterdam et de Schengen, tous ces traités qui, au fond, ont créé une Europe qui applique avec détermination des recettes néolibérales, faites de limitation des dépenses publiques, d'assainissement des déficits publics, de privatisations, de démantèlement des assurances sociales; or, souvent, malheureusement, ces recettes, sans discernement, sont appliquées par des gouvernements socialistes.

Alors, sommes-nous masochistes, ceux qui à gauche veulent que la Suisse adhère rapidement à l'Union européenne? Non, je ne le crois pas. Simplement, nous sommes conscients que, adhésion ou pas adhésion, la réalité est là. La financiarisation du capital se développe sur une base internationale. Tout cela se traduit par une compétition féroce sur les marchés, accélérant la concentration des capitaux au plan mondial, avec une pression constante pour faire sauter dans tous les pays et dans tous les secteurs toute entrave à la liberté du commerce et à celle d'investir. Ceux et celles qui veulent empêcher ce processus destructeur peuvent-ils penser que la voie soit celle du repli national, avec un pays comme le nôtre, qui est déjà eurocompatible à outrance dans tous les domaines, mais qui n'a pas le droit politique à la parole, dans un ensemble politique qui le dirige presque indirectement? Alors, les vociférations de l'UDC ne sont que de la poudre aux yeux.

Ils se font ici les défenseurs de la patrie et du pays, mais malheureusement ce sont bien eux les meilleurs traîtres à la patrie. Est-ce que la meilleure preuve n'est pas la votation de 1992? Est-ce que le refus de l'Espace économique européen a empêché les politiques de dérégulation en Suisse? C'est cette droite soi-disant patriote qui a privatisé les télécoms avec 12 000 suppressions d'emplois, qui a transformé les CFF en société anonyme. C'est vous qui avez accordé des cadeaux fiscaux aux entreprises et aux personnes les plus fortunées, tandis que les collectivités publiques ont été soumises à des cures d'austérité. Est-ce que le refus de l'EEE a empêché les fusions de Novartis et de l'UBS, qui ont

débouché sur des dizaines de milliers de suppressions d'emplois au profit des grands actionnaires? En fait, sur toutes ces questions économiques et sociales, l'UDC a de la peine à cacher que la Suisse est simplement à l'avant-garde de l'Europe. Mais nous pensons que le temps roule contre le repli national. Votre repli national, celui de l'UDC, est uniquement électoraliste, et le temps joue contre vous, mais il joue encore pour vous, parce que vous savez que dans cette affaire, vous êtes les valets du secret bancaire et de la Suisse de casino que vous voulez défendre. M. Schlüer, de l'UDC, fait semblant de s'effusquer de ce que demain les carnets d'épargne anonymes seront dérobés par l'Union européenne! Tout ça, c'est de la parade populiste pour cacher la politique antisociale que vous mettez en oeuvre dans notre pays, que ce soit dans ou hors de l'Union européenne.

Pour notre part, à gauche, nous voulons une adhésion à l'Europe pour construire une autre Europe, pour construire l'Europe citoyenne, avec une constitution européenne, avec un droit de référendum et d'initiative européens, une Europe syndicale avec un contre-pouvoir syndical fort. Pour le Parti suisse du travail, il n'y a pas d'alternative politique contre la domination du capital, hors du cadre européen continental.

Nous invitons les initiants à maintenir leur initiative, qui est indispensable pour faire avancer le pays. Même si cela peut faire surgir des confrontations et des cassures, cela fait partie de la vie, il faut les assumer. N'écoutez pas les chants des sirènes des politiciens soit-disant responsables qui avancent des contre-projets aussi flous qu'inefficaces!

**Hämmerle** Andrea (S, GR): Fast alle Rednerinnen und Redner beziehen sich zuerst einmal auf die Abstimmung über die bilateralen Abkommen. Auch ich möchte das tun.

Wer waren die Gewinner und die Verlierer bei diesen bilateralen Abkommen? Verlierer war ganz klar die SVP. Warum? Sie hat eine absolut halbherzige Parole gefasst. Die grossen Kantonalparteien haben eine Neinparole gefasst. Wichtige Exponenten sind landauf, landab für die Neinparole marschiert. Sie haben, was noch viel wichtiger ist, zu allen Begleitmassnahmen immer konsequent Nein gesagt. Nun finde ich es schon ein bisschen absurd, wenn nicht arrogant, wenn diese Verlierer heute das überragend positive Ergebnis zu diesen bilateralen Abkommen für die eigene Position interpretieren und sozusagen für sich in Anspruch nehmen, dieses Ergebnis entspreche jetzt genau dem, was die SVP europapolitisch möchte.

Es stimmt, man konnte sowohl als EU-Befürworter bzw. EU-Befürworter wie auch als EU-Gegner bzw. EU-Gegner zu den bilateralen Abkommen Ja sagen, selbstverständlich. Aber die bilateralen Abkommen sind mit Sicherheit nicht das Ende der Geschichte. Jetzt sind aus unserer Sicht, das ist genau so legitim wie alles andere, weitere Schritte nötig. Über weitere Schritte wird wieder das Volk zu entscheiden haben.

Jetzt gibt es noch die Position Theiler, Fischer usw.; sie kaprizieren sich darauf, zu sagen, alle Positionen, alle Optionen, sollen gleichwertig behandelt werden. Diese Position betrachte ich als intellektuell unredlich, weil sie politisch unmöglich ist. Diese Position heisst nämlich, dass Sie heute nicht entscheiden, die Geschichte auf die lange Bank schieben, vertagen und damit die Isolation, den Alleingang, den Stillstand zementieren. Es ist also nicht eine Position, welche alle Optionen offen lässt, sondern eine, die unter dem Deckmantel, alles sei möglich, tatsächlich den Stillstand will und propagiert.

Ich habe es vorhin schon gesagt: Wer die bilateralen Abkommen wollte, war für griffige innenpolitische Begleitmassnahmen. Alle, die diese Begleitmassnahmen wollten und durchgesetzt hatten, stehen jetzt in der Pflicht, diese Massnahmen eins zu eins konsequent umzusetzen. Da muss ich Ihnen sagen: Die ersten Signale sind schlecht.

Zuerst kommt das BAV mit einer völlig neuen Interpretation der «40-Töner»-Kontingente. Es haben immer alle gesagt, ein Kontingent sei eine Fahrt; und heute heisst es plötzlich, ein Kontingent sei ein Tag. So geht es natürlich nicht. Das ist unakzeptabel, dieses Spiel machen wir nicht mit. Ähnliches

gilt für Meister Couchepin, der sich kurz nach den Abstimmungen vehement gegen die Festlegung von Mindestlöhnen ausspricht, obwohl dies ein zentraler Teil der Begleitmassnahmen ist. Auch das geht nicht. Ich möchte vor allem an die bürgerlichen Politikerinnen und Politiker appellieren: Nehmen Sie die Begleitmassnahmen ernst, wenn Ihnen weitere europapolitische Schritte wichtig sind. Sonst fliegen Sie zusammen mit uns auf die Nase, und das wäre ungeschickt.

Wer in die EU will, muss auch innenpolitische Reformen durchsetzen wollen – analog zum Konzept der Begleitmassnahmen. Die Schweiz muss sozial und ökologisch bleiben, auch wenn sie in die EU geht. Da ist es nicht sehr hilfreich von Herrn Bundesrat Deiss, einfach nur von der Erhöhung der Mehrwertsteuer zu sprechen und zu suggerieren, wir müssten dann mit der direkten Bundessteuer zurückfahren. Das ist unsozial und unannehmbar und wird nur ein Hindernis für jeden weiteren Integrationsschritt sein.

Wir wollen keinen Alleingang, wir wollen nicht die Isolation nach SVP-Muster – die ist unsozial und unökologisch und unsolidarisch. Wir wollen in die EU, aber mit einer sozialen, ökologischen und solidarischen Schweiz.

**Heim** Alex (C, SO): Als engagierter Befürworter der bilateralen Verträge kommt man sich schon etwas komisch vor – ich könnte durchaus auch einen anderen Ausdruck verwenden, der aber dieses Raumes unwürdig wäre –, so kurz nach der erwähnten Abstimmung zu dieser Initiative Stellung nehmen zu müssen. Gilt nun wirklich, was man den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern vor der Abstimmung immer wieder versprochen hat, nämlich dass man den bilateralen Weg einschlagen wolle und dass nach den bilateralen Verträgen nicht automatisch der Eintritt der Schweiz in die EU erfolge? Oder gilt nun dieses Versprechen nicht mehr? So dürften wir mit der Volksmeinung eigentlich nicht umgehen.

Es ist mir klar, dass die Schweiz irgendwann einmal der EU beitreten wird, aber so schnell, wie die Initiantinnen und Initianten das wünschen, wird es nicht geschehen. Die EU wird das Nein der Schweiz zur Initiative «Ja zu Europa!» richtig interpretieren, davon bin ich überzeugt. Das hat Herr Prodi übrigens schon nach der Abstimmung über die bilateralen Verträge bestätigt. Er meinte, die Schweiz habe sich für einen klaren Weg zu Europa entschieden, nämlich für den bilateralen Weg. Dieser Weg wird von der EU auch dank des überzeugenden Abstimmungsergebnisses vom 21. Mai 2000 durchaus akzeptiert.

Von einem falschen Signal nach Brüssel kann bei einem allfälligen Nein zur Initiative keine Rede sein. Ich glaube eher, mit einem Ja zur Initiative zum jetzigen Zeitpunkt würden wir unglaublich und es entstünde der Eindruck, wir wüssten nicht, was wir eigentlich wollen.

Ich lehne die Initiative ab, aber auch die verschiedenen Gegenvorschläge. In mehreren Gegenvorschlägen steht zum Beispiel in Artikel 1, dass der Bundesrat den Beitritt zur EU anstrebe. Das stimmt, und ich kann dieses strategische Ziel sogar selbst unterschreiben, aber nicht jetzt und nicht so kurz nach der Abstimmung vom 21. Mai.

Das hat sehr viel mit Glaubwürdigkeit zu tun, auch mit meiner persönlichen Glaubwürdigkeit. Ich kann jetzt nicht das Gegenteil von dem sagen, was ich vorher bei verschiedenen Auftritten gesagt habe. Ich bitte Sie, diese Initiative und die Gegenvorschläge abzulehnen und den bilateralen Weg, den unser Land jetzt auf eindrückliche Art und Weise eingeschlagen hat, zu akzeptieren. Ich bitte Sie, die Diskussionen, die seit der Abstimmung vom 21. Mai geführt worden sind, abzubauen und auf die nächste Legislaturperiode zu verschieben. Dann werden wir auch erste Erfahrungen mit den bilateralen Verträgen haben und können uns – vielleicht ist es ja auch nicht mehr nötig, weil wir mit den bilateralen Verträgen zufrieden sind – mit den aufgeworfenen Fragen auseinander setzen und uns überlegen, wo wir allenfalls Gesetze und Gewohnheiten ändern müssten, damit wir mit der EU Verhandlungen aufnehmen können.

Aus all diesen Gründen lehne ich die Initiative und die Gegenvorschläge ab.

**Fehr Mario (S, ZH):** Geschätzter Herr Kollege Heim, Sie haben gesagt, Sie kämen sich komisch vor, jetzt, so rasch nach dieser Abstimmung über die bilateralen Verträge, über diese Initiative befinden zu müssen. Haben Sie zur Kenntnis genommen, dass die Initianten dieser Initiative nie etwas anderes gesagt haben, als dass sie Beitrittsverhandlungen – und letzten Endes einen EU-Beitritt – wollen, dass es also letzten Endes Ihr Glaubwürdigkeitsproblem ist, wenn Sie sagen, dass Sie zwar ein strategisches Ziel haben, es aber eigentlich nie verfolgen wollen? Mit anderen Worten: Die Initianten sind meines Erachtens glaubwürdig. Anerkennen Sie zumindest dies?

**Heim Alex (C, SO):** Ja, das anerkenne ich. Ich weiss auch, dass es terminliche Probleme gibt und dass diese Initiative – vor und nach der Abstimmung – einfach falsch ist. Darum sollte sie zurückgezogen werden.

**Simoneschi Chiara (C, TI):** Il 21 maggio scorso, il popolo svizzero a grande maggioranza ha detto «sì» agli accordi bilaterali, eliminando così le barriere economiche e ridando competitività economica al nostro paese. Purtroppo, sia durante la campagna referendaria sia dopo, si è fatta passare una idea errata: si è fatto credere e si vuole far credere anche in questa aula che questi accordi erano una sorta di soluzione definitiva che chiude per un bel po' la questione delle nostre relazioni con l'Europa. Ci si è anche voluti dimenticare che c'erano un'iniziativa popolare ed un controprogetto sul tavolo, sui quali oggi siamo chiamati a fare il nostro dovere di deputati. Dobbiamo cioè decidere, discutere, valutare oggi se l'iniziativa dei giovani va bene, e se ciò non è il caso, vedere il da farsi.

Il gruppo democratico-cristiano propone due cose molto chiare: no all'iniziativa e sì ad un controprogetto, che fissi alcuni punti importanti per la continuazione della nostra strada di relazioni con l'Europa. Questo «no» e questo «sì» tengono ampiamente conto della situazione attuale e futura del nostro paese e soprattutto della difesa dei suoi interessi.

No all'iniziativa: perché non vogliamo e non possiamo «intraprendere al più presto dei negoziati di adesione con l'Unione europea», così come richiesto dai giovani nella loro iniziativa. Il loro «al più presto» è troppo perentorio e non tiene conto del fatto che il processo di integrazione che il nostro paese sta portando avanti da decenni dev'essere capito e vissuto dai cittadini che alla fine hanno l'ultima parola. Detto questo, non vogliamo però avallare l'altra tesi, secondo la quale ormai tutto è stato regolato, che le bocce sono ferme, e che non abbiamo più nulla da spartire con l'Europa. Questa tesi è un'illusione, che rasenta, se portata avanti volutamente, la bugia. Lo sviluppo delle relazioni internazionali è un «continuum», che ci accompagna – con maggiore o minore intensità – da sempre. Nessun paese in nessuna epoca ha potuto permettersi di vivere per conto proprio, senza curare le relazioni con i paesi terzi, soprattutto se si tratta di paesi confinanti, paesi amici, con i quali si condividono storia, cultura e lingua. La dimostrazione più lampante l'abbiamo avuta proprio alcuni giorni dopo la votazione federale. Il nostro ministro dell'economia, l'onorevole Pascal Couchepin, si è recato a Bruxelles per discutere sulle votazioni, ma soprattutto per cominciare a intavolare dei discorsi su altri temi che sono all'ordine del giorno – temi molto importanti che non abbiamo potuto risolvere con dei trattati economici. Sono temi molto cari – soprattutto in questo Parlamento – all'UDC: la questione dei rifugiati, la questione della sicurezza. Ebbene, questi temi sono lì da risolvere, e sono temi che si possono risolvere non con dei trattati economici, ma con la collaborazione politica. Questo per dire che le relazioni della Svizzera con i paesi europei che sono uniti nell'Unione europea, non si possono né congelare né interrompere. Si tratta di un processo – il nostro – di integrazione che va avanti da decenni e che dobbiamo continuare.

Il primo capoverso del controprogetto del gruppo PDC – analogo a quello del Consiglio federale – dice questo. Dice che la Svizzera partecipa a questo progetto, a questo pro-

cesso di integrazione, e non solo dal 21 maggio del 2000. Dice anche che come scopo strategico dobbiamo «viser», mirare alla adesione all'Unione europea. Perché dobbiamo aderire a questo scopo strategico? Perché è solo lì che potremo risolvere i problemi citati prima – penso in particolare ai trattati di Schengen e di Dublino – nell'interesse del nostro paese. È proprio in quel gremio, nell'Unione europea, che potremo difendere meglio gli interessi del nostro paese. Ecco che dunque questa prima frase del controprogetto definisce questo scopo, che tra l'altro viene enunciato dal Consiglio federale da dieci anni. Non è dunque una novità: da dieci anni sentiamo il Consiglio federale affermare che per il bene del nostro paese abbiamo questo obiettivo strategico.

Il secondo capoverso del controprogetto dice quale programma di azione dobbiamo seguire, quale programma di lavoro dobbiamo intraprendere per prepararci a questo scopo strategico. Si chiede di fare un rapporto, che contenga dei dati aggiornati, delle considerazioni approfondite e soprattutto le conseguenze economiche, monetarie, finanziarie, ambientali e sociali di una eventuale adesione all'Unione europea.

Nel terzo capoverso infine si ribadisce un punto importante: si lascia la piena responsabilità al Consiglio federale di decidere quando sarà venuto il momento.

**Präsident (Seiler Hanspeter, Präsident):** Ich danke Ihnen, dass Sie die Sprachenvielfalt unseres Landes leben und nicht nur davon sprechen.

**Triponez Pierre (R, BE):** Die Mehrheit der Aussenpolitischen Kommission dieses hohen Hauses hat die Volksinitiative «Ja zu Europa!» zustimmend kommentiert. Sie sagt auch Ja zu einem auf einen EU-Beitritt ausgerichteten Gegenvorschlag und lässt uns damit die Wahl zwischen unverzüglich und baldmöglichst. Beides ist verfehlt.

Wenn es das Ziel ist, mit aller Gewalt den letzten Rest von Vertrauen zu zerstören, den die Bevölkerung dem Parlament noch entgegenbringt, dann haben die Mehrheit unserer APK und jene unter Ihnen, welche Initiative und irgendwelche Gegenvorschläge unterstützen, das lehrbuchmässig begriffen und gleich umgesetzt.

Vor der Abstimmung über die bilateralen Verträge haben annähernd alle Verantwortung tragenden Kräfte dieses Parlamentes das Versprechen abgegeben, die bilateralen Verträge stünden für sich und hätten nichts mit einem EU-Beitritt zu tun. Diese Versprechen werden nun von einigen entfesselten helvetischen Express-Europäern nach dem Motto «Was interessiert mich heute, was ich euch gestern erzählt habe?» abserviert.

Vorsätzliche Täuschung der Öffentlichkeit darf in unserem Lande weder zum alltäglichen, politischen Werkzeug werden, noch kann sie Erfolg haben. Für mich steht fest: Die Mehrheit des Volkes hat Ja zu den bilateralen Verträgen gesagt in der Erwartung, dass man nach der Annahme in aller Ruhe Erfahrungen auf diesem partnerschaftlichen Weg sammeln kann. So wurde es dem Souverän zumindest vermittelt. Der Bundesrat sprach so und die Regierungsparteien ebenfalls. So lautet auch der Text des Vertragswerkes, das wir unterschrieben haben und welches keinerlei Evolutionsklausel in irgendwelcher Form enthält. Daraus folgert: Wer heute Ja zur Initiative sagt oder krampfhaft nach einem Gegenvorschlag sucht, der begeht Wortbruch.

Auch wenn Lügen kurze Beine haben: Das Volk hat ein intaktes Langzeitgedächtnis, vor allem dann, wenn es sich vom Parlament über den Tisch gezogen fühlt. Die Integrationspolitik eignet sich weder für Traumschlösser, noch ist sie ein Spielfeld für innenpolitische Kraftakte.

Für mich steht zweifelsfrei fest: Wenn heute das Parlament zu dieser Initiative Ja sagt, dann geht der 7. Juni 2000 als Titanic-Tag in die Geschichte ein, als Tag, an dem mit einer krassen Fehlentscheidung sämtliche anstehenden ausserpolitischen Entscheidungen mit einem Schlag versenkt wurden. Das Grab steht bereit, das der Souverän dann auch einem Uno-Beitritt oder bewaffneten Auslandseinsätzen un-

serer Armee als Antwort auf eine ebenso durchsichtige wie unehrliche Politik wie beim Ja zu Europa schaufeln wird.

Die Stimme der Vernunft rät uns zur Zurückhaltung. Achten wir während der nächsten sieben Jahre, also bis die wichtigsten Übergangsfristen abgelaufen sind, gut darauf, was uns die bilateralen Verträge bringen und was nicht. Auf einen Gegenvorschlag, der auch nur andeutungsweise das Ziel eines EU-Beitritts festlegen will, sollten wir nicht eintreten. Es mag der Tag kommen, an dem Beitrittsverhandlungen sinnvoll sind. Vielleicht kommt er aber auch nicht; vielleicht sind die bilateralen Verträge der Weg, den die Schweiz in Bezug auf Europa zu gehen hat. Das soll und wird die Zukunft weisen.

Folgendes aber steht nicht in den Sternen: Sollte die Initiative nicht zurückgezogen werden, sondern zur Abstimmung kommen, so werden die Stimmberechtigten diesem Anliegen eine Beerdigung erster Klasse spendieren. Die damit verbundenen Salutschüsse werden garantiert bis nach Brüssel zu hören sein. Auch das sollten all jene, deren Liebe zu Europa momentan voll entbrannt ist, nicht vergessen.

Ich fordere Sie deshalb auf, sowohl die Initiative als auch sämtliche Gegenvorschläge abzulehnen. Und an die Initianten appelliere ich, ihr Volksbegehren zurückzuziehen und damit uns allen eine unnötige Zerreißprobe zu ersparen.

**Guisan** Yves (R, VD): Le Conseil fédéral a certainement eu raison d'insister, au cours de la campagne sur les bilatérales, sur la nature technico-commerciale et non politique de ces accords. Mais quoi qu'on dise, il n'est pas possible de dissocier entièrement ces deux éléments.

Même si l'Europe n'a pas encore trouvé ses marques sur le plan institutionnel, même si elle n'est de loin pas exempte de critiques, elle a à son actif un certain nombre de réalisations d'envergure, dont la mise en vigueur des quatre libertés est directement l'expression. Les accords bilatéraux sectoriels que nous venons d'approuver exigeaient, dans ces domaines, la reprise de l'acquis communautaire, dont la libre circulation des personnes n'est pas le moindre.

De plus en plus, les grands problèmes de notre temps ne peuvent plus être résolus individuellement par les Etats, mais exigent une collaboration, voire une politique commune. C'est le cas de la politique de sécurité, et le récent rapport du Conseil fédéral insiste sur cet aspect de la question. La Suisse s'enferme dans sa politique d'asile et d'immigration. Quoi qu'en pense M. Couchepin, conseiller fédéral, il est très douteux que l'Union européenne entre en matière sur une participation de la Suisse limitée aux seuls accords de Schengen et de Dublin. Ces accords ne se bornent pas à la gestion conjointe d'une banque de données, mais comportent un volet de politique commune de première importance. L'élargissement de l'Union européenne vers l'Est va avoir des retombées directes pour la Suisse, et nous sommes totalement exclus de ces développements, même au niveau de la réflexion, puisque nous ne faisons même pas partie du groupe des pays candidats à l'adhésion à moyen et long termes.

Sur le plan monétaire, le franc suisse n'a pas été la monnaie refuge après l'introduction de l'euro, malgré les affirmations péremptoires de nombreux experts, et non des moindres. Pourtant, la Banque nationale suisse n'a cessé de prendre des mesures discrètes pour éviter toute disparité trop significative. Personne ne s'en est plaint, bien au contraire, et personne aussi n'a voulu trop le faire remarquer. Une fois encore, la Banque nationale a couru derrière le train, ce que l'on appelle élégamment «s'adapter».

Où est la souveraineté suisse, face à ces différents problèmes? Et je n'en ai cités que quelques-uns. Ce n'est en tout cas pas avec la politique des sièges d'observateurs et des strapontins, qui semblent séduire tellement M. Schluer et ses amis, qu'on va leur trouver des solutions. La seule manière de faire valoir notre souveraineté, nos conceptions et même nos particularités est, à l'évidence, de participer.

Dans cette situation, la mise en application des bilatérales ne doit pas devenir, dans une certaine mesure, un alibi pour une nouvelle fois attendre sans trop s'engager sur des dossiers politiques et techniques incontournables. L'opinion publique doit être préparée à affronter ces questions, non seulement complexes en elles-mêmes, mais surtout parce qu'elles nécessitent un profond changement de mentalité. C'est ce qui effraie, et c'est pour cette raison que l'initiative n'a pratiquement aucune chance, dans les circonstances actuelles.

Mais c'est aussi pour cette même raison qu'il est indispensable de passer à l'action. Cela nécessite un programme avec un calendrier réaliste et réalisable qui ne cède pas non plus à la précipitation. Dans ce sens, la proposition de la commission laisse fort peu de marge de manoeuvre, et c'est le moins que l'on puisse dire, parce que de facto c'est une nouvelle formulation de l'initiative. Son refus probable ne sera d'ailleurs pas qu'une simple formalité et ouvrira de nouveau un chantier béant de malentendus, en particulier entre Romands et Alémaniques.

Mesdames et Messieurs, ce ne sont pas les initiants qui vont s'infliger un autogoal, mais le pays tout entier, et le Conseil fédéral avec lui. Il tentera alors d'expliquer que l'initiative des jeunes portait sur l'ouverture immédiate de négociations d'adhésion, et non sur le principe d'adhésion lui-même. Je lui laisse le soin de s'emberlificoter dans des figures de rhétorique qui ne convaincront personne! Il est donc plus que souhaitable qu'elle soit retirée. Mais les initiants ne pourront le faire que s'ils ont obtenu des garanties suffisantes en contrepartie.

Si notre Assemblée ne parvient pas à assumer ses responsabilités, à se mettre d'accord sur un contre-projet qui exprime une volonté d'adhésion sans restriction mentale à l'article premier, il n'y aura malheureusement pas d'autre issue que de soutenir l'initiative des jeunes.

Je vous demande donc d'entrer en matière et de soutenir la proposition subsidiaire Nabholz qui constitue à mes yeux un compromis explicite, mais aussi suffisamment «soft» pour obtenir le soutien du Conseil des Etats par la suite.

**Wyss** Ursula (S, BE): Wir diskutieren heute über unsere Zukunft, unsere Zukunft in Europa, vor allem auch über die Zukunft der jungen Generation. Nicht von ungefähr ist die Initiative «Ja zu Europa!» vor allem von jungen Bürgerinnen und Bürgern ins Leben gerufen worden. Diese Generation ist in einem Europa aufgewachsen, in dem starre nationale Grenzen nicht mehr der Realität entsprechen. Die Jugend von heute lebt bereits in einem Europa, in dem ihre Sozialisation nicht mehr einfach vom Wohnort Bülach, vom Quartier Bümpliz oder vom Dorf Niederbipp bestimmt wird, sondern von der Begeisterung für Brit Pop, der Aufbruchstimmung Berlins oder meinetwegen der Leidenschaft für Manchester United. Das heisst nicht, dass wir unsere Schweizer Kultur, unseren Dialekt, unsere Herkunft verleugnen, aber es ist eben ein neues, transnationales Orientierungsmuster dazugekommen. Wir wollen mitbestimmen, und wir wollen dazugehören. Wir wollen die zukünftige Entwicklung Europas nicht aus dem Fernsehsessel mitverfolgen, sondern sie aktiv mitgestalten. Wir wollen nicht ausbrechen aus der Schweiz, wir wollen aufbrechen – mit der Schweiz, nach Europa!

Unsere sektorielle Europapolitik droht heute im Sand zu verlaufen, oder besser: im Sandkasten helvetischer Blockadepolitik. Doch der Bau am zukünftigen Haus Europa ist kein Sandkastenspiel, bei dem man sich nach Lust und Laune einklinken kann; er hat längst begonnen. Europa ist mehr als eine Vision, Europa ist konkrete Zukunft, Zukunft ist Herausforderung; sie weckt selbstverständlich Ängste, aber gerade darum braucht die Diskussion über die Zukunft unseren Mut. Die Schweiz sollte diese Herausforderung mit einer Haltung der selbstbewussten Stärke annehmen; annehmen, um Kritik an verfehlten Entwicklungen der Europäischen Union zu üben, aber vor allem auch um konstruktiv an einem sich rasch wandelnden Europa mitzuarbeiten.

Wir können nicht entscheiden, ob Europa uns beeinflussen soll oder nicht – wir können einzig entscheiden, ob wir dabei die Bedingungen mitgestalten wollen oder ob sie uns ausschliesslich von anderen diktiert werden. Je frühzeitiger und entschlossener wir diese Diskussion führen und je eher wir sowohl nach innen als auch nach aussen signalisieren, dass wir mitreden wollen, desto mehr wird für uns auch in der Substanz mitzuentscheiden sein. Je früher und entschlossener wir uns auf den Europazug, der die Fahrt längst begonnen hat, aufschwingen, umso komfortabler wird der Platz sein, den wir als künftiges Mitglied der europäischen Staatengemeinschaft einnehmen.

Ich beantrage Ihnen von ganzem Herzen, die Initiative zur Annahme zu empfehlen und dem Antrag der Minderheit II, die Verhandlungen seien bis Ende 2001 aufzunehmen, zuzustimmen.

**Hess** Bernhard (–, BE): Am 21. Mai dieses Jahres sind die bilateralen Verträge mit der EU deutlich angenommen worden. Es muss angenommen werden, dass die Mehrheit der Bürgerinnen und Bürger damit zum Ausdruck bringen wollte, man müsse nun vorläufig auf die bilaterale Karte setzen und deren Auswirkungen genau beobachten. Ein Entscheid – EU-Beitritt, Ja oder Nein? – sei auf später zu verschieben. In dieser Haltung wurde die Bürgerschaft im Abstimmungskampf vom Gesamtbundesrat bestärkt.

Da die bilateralen Verträge Übergangsfristen von bis zu zwölf Jahren beinhalten, muss der Entscheid den EU-Beitritt betreffend konsequenterweise mehr als zehn Jahre aufs Eis gelegt werden. Insbesondere unser Aussenminister will nun von einer so langen Wartezeit nichts mehr wissen. Vielmehr will er bereits jetzt den EU-Beitritt in die Wege leiten. All jene Bürgerinnen und Bürger, welche Herrn Bundesrat Deiss geglaubt haben, dass die Annahme der bilateralen Verträge nichts, aber rein gar nichts mit einem raschen EU-Beitritt zu tun hätten, müssen sich nach den jüngsten Aussagen unseres «EU-Anschluss-Turbos» verschaukelt vorkommen.

Bekanntlich hat Herr Deiss nur eine Woche nach der Volksabstimmung erklärt, dass der EU-Beitritt nun nicht mehr ein strategisches Ziel, sondern ein in Arbeit befindliches Projekt sei. Diese Äusserung wird von einem grossen Teil der Bürgerschaft als Wortbruch empfunden. Herr Deiss, Sie haben das Volk angeschwindelt.

Ohne Ehrlichkeit einer Regierung gegenüber der Bevölkerung kann aber ein demokratischer Staat längerfristig nicht existieren. Mangelnde Ehrlichkeit zerstört das Vertrauen und verunmöglicht die Zusammenarbeit. Das Prestige- und Machtbedürfnis des Bundesrates und der mit ihm verbundenen Polit-Elite verhindert diese Ehrlichkeit.

Neben dem Volksbegehren für den EU-Anschluss, welches dem Volk unverzüglich vorzulegen ist, sind auch sämtliche möglichen Gegenvorschläge der Bevölkerung zwingend zu unterbreiten. Bekanntlich wollten die Landesregierung und eine deutliche Mehrheit des Parlamentes schon bei den bilateralen Verträgen vor dem Stimmvolk kneifen.

Dieser kleinliche, peinliche und staatspolitisch schädliche Akt soll jetzt offensichtlich im Zusammenhang mit den verschiedenen Gegenvorschlägen wiederholt werden. Hat der Bundesrat etwa Angst vor dem Volk? Ich hoffe nur, dass die Mehrheit des Parlamentes dieses üble Spiel nicht mitmacht. Der Wind aus Brüssel beeinflusst offenbar die Haltung des Bundesrates stark. Wer dort etwas gelten will, richtet sich nach dem Wind. Der Bundesrat, das diplomatische Korps, Chefbeamte und ein Teil des Parlamentes sehen direkte Vorteile darin, in Brüssel präsent zu sein und mitreden zu können, auch wenn dies auf Kosten der Mitentscheidungsrechte und der wirklichen Interessen des eigenen Volkes geht. Der

EU-Beitritt dient auch dem Prestige- und Machtbedürfnis der politischen Elite.

Das strategische Ziel des Bundesrates bleibt die Integration in die EU. Kooperation, ein Weg, der den Gegebenheiten und Interessen der Schweiz besser entsprechen würde, ist für den Bundesrat offensichtlich kein Thema. Dies, obwohl

sich bei einem Beitritt die grosse Gefahr eines wirtschaftlichen Nivellierungsprozesses, der bereits durch die bilateralen Verträge in Gang kommen wird, erheblich erhöht.

Es würde sich lohnen festzustellen, welche Rolle den Interessen der internationalen Staatengemeinschaft und der Schweiz selber am besten entsprechen würde: diejenige des Anhängsels an eine zukünftige Grossmacht oder diejenige eines eigenständigen, neutralen Kleinstaates. Humanitär ausgerichtete, neutrale, wirtschaftlich starke Kleinstaaten, die ausgleichen können, gibt es wenige. Gäbe es mehr davon, so wäre dies ein Gewinn für das friedliche Zusammenleben aller Völker.

Ein EU-Beitritt wäre unwiderruflich. Die Reaktivierung des Beitritts-gesuches ist deshalb zu unterlassen, das Volksbegehren «Ja zu Europa!» wuchtig zur Ablehnung zu empfehlen.

**Leutenegger** Hajo (R, ZG): Die meisten von uns haben sich über das Resultat vom 21. Mai – über dieses deutliche Resultat – sehr gefreut. Unser Land hat damit einen von den meisten von uns gepriesenen, guten Weg gewählt, um die Beziehungen zu unsern Nachbarn und wichtigsten Handelspartnern zu regeln. Wir haben uns damit weder für einen unverzüglichen noch gegen einen Beitritt zur EU ausgesprochen.

Wir haben uns eine Phase zum Sammeln von Erfahrungen, eine Phase der Beobachtung ermöglicht. So bleiben alle Möglichkeiten offen, um den richtigen weiteren Weg zu suchen und später aufgrund neuer Entwicklungen richtig zu entscheiden. Auch dies haben wir den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern in Aussicht gestellt. Umso ärgerlicher ist es, dass sich die Aussenpolitische Kommission unseres Rates wenige Tage später für die Unterstützung der Initiative ausgesprochen hat.

Seit dem Einreichen der Initiative hat sich die Situation wesentlich verändert, namentlich mit der Zustimmung zu den bilateralen Abkommen. Die Initiative passt nicht zu den in den Verträgen angesetzten Beobachtungsfristen, Prüfungs-terminen und Meilensteinen, die wir uns erkämpft haben. Deshalb ist die Initiative unzeitgemäss und unzweckmässig geworden. Sie ist kontraproduktiv und gefährdet weitere Integrationsschritte, die wir ja durchaus unternehmen wollen. Die Initiative stiehlt uns gewissermassen die Resultate der bilateralen Abkommen.

Auch in Verhandlungen mit Europa werden wir kaum glaubwürdiger, wenn wir die in den Abkommen mühsam und zäh erkämpften Resultate schon wieder über Bord werfen oder infrage stellen. Als Befürworter der bilateralen Abkommen nehme ich unsere Aussage ernst, es sei nicht um den jetzigen Beitritt gegangen.

Der Bundesrat verfügt ohne jeden Gegenvorschlag zur Initiative über alle Mittel, die notwendigen Schritte für einen Beitritt vorzubereiten und gegebenenfalls einen solchen vorzuschlagen. Die Umsetzung der bilateralen Abkommen wird uns dazu wesentliche Entscheidungsgrundlagen liefern. Gegenvorschläge braucht es dazu nicht. Sie könnten den Bundesrat in seiner Integrationsarbeit sogar behindern.

Unser Land braucht zweifellos eine Integrationsstrategie. Deren nächste Phase ist durch die bilateralen Abkommen aber bereits vorgegeben, und dies ist gewiss kein Stillstand. Unser Land will aber kaum eine andauernde, zermürbende Strategiediskussion und schon gar keine taktischen Ränkespiele. Gefordert ist vielmehr eine gradlinige und glaubwürdige Politik. Und mit diesen Werten haben wir sorgsam umzugehen. Wir wollen doch das Vertrauen, das mit der Zustimmung zu den bilateralen Abkommen bezeugt worden ist, nicht leichtfertig aufs Spiel setzen.

Wir haben die Verträge jetzt umzusetzen. Die Äusserung, es seien nur wirtschaftliche Abkommen, ändert daran gar nichts. Sie sind ein erster Schritt, ein erster Integrations-schritt. Ich hoffe deshalb immer noch auf die Vernunft der Initianten; darauf, dass sie ihre unzeitgemäss gewordene Initiative zurückziehen und so kontraproduktive Entwicklungen vermeiden.

Aus heutiger Sicht ist die Initiative abzulehnen. Gegenvorschläge sind zwar taktisch verständlich und überlegenswert, sachlich sind sie aber nicht nötig.

**Kunz Josef (V, LU):** Ich möchte vorerst zum Votum von Herrn Hämmerle eine kurze Bemerkung machen. Die SVP hat die bilateralen Verträge verlangt und auch dementsprechend die Parole gefasst, sie fühlt sich keineswegs als Verliererin dieser Kampagne. Ich persönlich fühle mich noch weniger als Verlierer dieser Kampagne, denn ich habe mit meiner Haltung immerhin 33 Prozent des Schweizer Volkes vertreten; das möchte ich hier ganz klar sagen.

Am 21. Mai hat das Volk mit grosser Mehrheit den bilateralen Verträgen zugestimmt. Das Volk hat aber nicht nur diese Verträge gebilligt, sondern ganz klar den bilateralen Weg gewählt. In der Abstimmungskampagne wurde von den Befürwortern der Verträge lautstark beteuert, dass bei deren Annahme der EU-Beitritt für längere Zeit vom Tisch sei und in den nächsten Jahren Erfahrungen mit diesen Verträgen und der EU zu sammeln seien.

Viele Bürgerinnen und Bürger haben unter diesem Aspekt den Verträgen zugestimmt. Deshalb hat die Haltung der APK des Nationalrates und vor allem auch jene von Ihnen, Herr Bundesrat, so kurz nach der Abstimmung viele Bürgerinnen und Bürger enttäuscht und verunsichert. Sind der Bundesrat und dieses Parlament noch in der Lage, Volksentscheide zu respektieren? Dies wird sich heute zeigen. Wundern wir uns nicht, wenn immer weniger Stimmbürgerinnen und Stimmbürger an die Urne gehen mit dem Argument: Sie machen ja in Bern doch, was sie wollen!

Das Volk hat den bilateralen Weg gewählt, akzeptieren wir diesen Entscheid! Die meisten von Ihnen haben diesen Verträgen zugestimmt. Sie haben nun die Verantwortung, dafür zu sorgen, dass diese im dargelegten Sinne umgesetzt werden, nämlich so, wie man es dem Schweizervolk versprochen hat. Der Grossteil des Stimmvolkes könnte es nicht verstehen, wenn nun das Parlament übereilt einen anderen Weg gehen und somit seine Glaubwürdigkeit unnötig aufs Spiel setzen würde.

Deshalb bitte ich Sie, eine Verschnaufpause einzuschalten und die Initiative sowie alle Gegenvorschläge abzulehnen. Falls die Initiative nicht zurückgezogen wird, bitte ich Sie, diese so schnell wie möglich zur Abstimmung zu bringen.

**Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL):** Ich möchte den jungen Initiantinnen und Initianten für die Initiative danken. Sie haben damit die längst fällige europapolitische Debatte ausgelöst und machen auch klar, dass die bilateralen Verträge nicht der Endzustand der schweizerischen Integrationspolitik sein können. Sie zwingen uns, in Sachen Europapolitik endlich Farbe zu bekennen.

Verschaukelt wird die Bevölkerung durch jene Parteien, die nie klar Stellung nehmen wollen und eine Hüst-und-Hott-Politik betreiben. Ich spreche hier von der FDP und der CVP. Die FDP hat ihre Position von 1995 verlassen und die CVP ihre klare Positionierung von 1999.

Auch wir waren in den Sälen, Herr Kofmel und Herr Triponez. Die SP hat immer klar gesagt, dass die bilateralen Verträge nur einen Schritt in Richtung EU-Beitritt darstellen. Die SP hat ihre europapolitische Verantwortung, im Gegensatz zu FDP und CVP, klar wahrgenommen.

Die Schweiz muss sich jetzt entscheiden. Wir sind Bestandteil des europäischen Raumes. Ein Beitritt der Schweiz zur EU wird früher oder später unausweichlich sein. Die Frage ist nur: Wollen wir diesen Weg offensiv mitgestalten oder ihn uns später durch Sachzwänge von aussen diktieren lassen?

Der Weg des autonomen Nachvollzuges, den uns die Zauderer jetzt aufzwingen wollen, ist unwürdig. Er schränkt die Souveränität der Schweiz ein, er beschränkt unseren politischen und wirtschaftlichen Handlungsspielraum. Die Hürden und die Kosten eines Beitrittes werden immer höher. Der Alleingang ist keine Lösung. Seine negativen Konsequenzen für die Schweiz werden immer offensichtlicher.

Die EU entwickelt sich rasant weiter, und zwar in einem Tempo, das wir nie erwartet haben. Der Abstand zur Schweiz vergrössert sich. Die wirtschaftspolitische Bilanz der Schweiz sieht nicht so rosig aus, wie uns das Herr Schlüter weismachen wollte. Wenn wir die Arbeitslosenzahlen vergleichen wollen, müssen wir mit realen Zahlen operieren. Die Beschäftigungslage in der Schweiz wird durch Zahlen beschönigt. Viele – vor allem Frauen –, die Arbeit suchen, sind statistisch nicht erfasst, und ebenso erscheinen die Ausgesteuerten in keiner Statistik mehr.

Auch die Autonomie in der Währungspolitik haben wir längst eingebüsst. Die hoch gepriesene Zinsdifferenz zur EU wird immer kleiner. Die Schweiz verliert international an Einfluss. Gleichzeitig wird die faktische Abhängigkeit von der EU – das kann niemand wegdiskutieren – immer grösser.

Mit der Politik der Ängstlichkeit – das an die Adresse der CVP- und der FDP-Fraktion – stärken wir nur die isolationistischen Kräfte in der Schweiz.

Die EU steht vor einer Erweiterung. Deshalb ist es wichtig, dass die Schweiz jetzt Beitrittsverhandlungen aufnimmt. Nur ein EU-Beitritt ermöglicht es uns, den Weiterausbau der EU aktiv mitzugestalten. Nur so lassen sich die akuten Probleme auf der richtigen Ebene lösen.

Mit der Globalisierung ist der wirtschaftspolitische Handlungsspielraum der Nationalstaaten sehr viel kleiner geworden. Sehr viele Probleme können Sie nur im Rahmen der EU lösen. Die Verkehrs- und Umweltprobleme machen nicht vor den Grenzen Halt. Auch hier ist es nötig, zusammen mit der EU, eine nachhaltige Politik von der Schweiz aus mitzudefinieren.

Aus all diesen Gründen müssen wir die Beitrittsverhandlungen jetzt aufnehmen und die Zeit für Reformen in der Schweiz nutzen. Dazu gehört einmal die Umsetzung der flankierenden Massnahmen zu den bilateralen Verträgen. Herr Hämmerle hat klar aufgezeigt, was das heisst und was wir erwarten.

Nötig sind auch demokratische Reformen, wie wir sie im September mit einem Gutheissen des konstruktiven Referendums einleiten können. Vordringlich ist auch ein Ausbau der Sozialpolitik und der Rechte der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in der Schweiz.

Ich mache mir keine Illusionen über Europa. Ich denke aber, es ist eine grosse Chance, eine Chance für die Schweiz, am Aufbau eines sozialen, demokratischen und ökologischen Europas mitzuarbeiten und ihn mit den nötigen Reformen in der Schweiz zu begleiten. Wir dürfen uns nicht länger auf dem Weg des autonomen Nachvollzuges einen Souveränitätsverlust einhandeln. Die Initiative «Ja zu Europa!» verdient deshalb unsere Zustimmung. In der Schweiz wird sie eine breite Debatte über die politischen Perspektiven des Landes auslösen. Das Mindeste, was wir brauchen, ist ein Gegenvorschlag mit klaren Fristen, so, wie die Mehrheit der Aussenpolitischen Kommission oder die Minderheit II (Jutzet) ihn vorschlagen – kein Witschiwaschi, wie es jetzt von anderer Seite vorgetragen wird.

Deshalb bitte ich Sie: Sagen Sie Ja zur Initiative «Ja zu Europa!».

**Ménétrey-Savary Anne-Catherine (G, VD):** Je trouve extraordinaire la capacité qu'on a, dans ce pays, de se faire une chimère de nos relations avec autrui, et en l'occurrence avec l'Union européenne. Dans la réalité, l'Europe n'est ni le paradis ni l'enfer, elle est imparfaite, comme nous le sommes nous-mêmes aussi. Elle est imparfaite comme la vie, mais elle vit, elle avance, pas plus, pas moins.

Par certains aspects, l'Union européenne est peu attirante à nos yeux: par ses options économiques néolibérales, par ses camions, par son obsession de la sécurité, par sa TVA. Mais par d'autres aspects, elle nous plaît davantage: quand elle se veut sociale, quand elle entend travailler pour la paix, quand elle veut lutter contre la fraude fiscale et, oui, contre le secret bancaire.

Mais définitivement, l'adhésion n'est pas un aboutissement, une fin en soi. Contrairement à d'autres, Monsieur le Con-

seiller fédéral, j'ai beaucoup apprécié vos propos disant qu'il ne s'agissait pas d'un «objectif stratégique», mais d'un processus et d'un projet en cours. Le journal qui traduisait vos propos parlait même d'une «fatalité historique», ce qui me paraît un peu négatif! Non, l'Union européenne n'est pas un but, c'est un moyen, un outil pour construire un pôle politique face au pôle économique; un outil pour n'avoir pas à se plier à la seule volonté des Etats-Unis; un moyen de chercher des solutions internationales à des problèmes supranationaux, notamment dans le domaine de l'environnement; une occasion de s'ouvrir, une opportunité de revisiter et de revitaliser nos institutions, notre neutralité, notre fédéralisme.

J'ai été impressionnée, en lisant le rapport du Bureau de l'intégration, de constater à quel rythme l'Union européenne avance, pas dans un sens qui m'enchantait toujours, mais d'une façon qui me fait dire qu'il est temps qu'on s'en occupe. Sinon l'Europe s'occupera de nous! Ce rapport montre aussi de manière déterminante qu'on n'ira pas beaucoup plus loin avec les bilatérales et qu'il n'y aura pas, pour la Suisse, d'Europe à la carte. Il montre encore que l'Europe n'a pas que cela à faire, qu'il y a déjà treize pays candidats, que plus on attend, plus ce sera difficile.

Je m'explique mal ces attitudes de diva que prennent certains face à une Union européenne qui n'en a rien à faire de nos états d'âme, qui travaille et qui avance. Ceci dit aussi par rapport à ce que nous disait M. Frey tout à l'heure, qui voudrait non seulement attendre de voir ce qui va se passer en Suisse avec les accords bilatéraux, mais, en plus, qui voudrait voir ce qui se passe en Europe. Et là, j'ai envie de vous dire: est-ce qu'on n'est pas prétentieux? pour qui nous prenons-nous?

Après la votation du 21 mai dernier, qui, quoi qu'on en pense, a traduit un certain élan populaire, les querelles, les atermoiements de ces derniers temps, les marchandages m'ont paru indignes, pas à la hauteur de ce projet, pas à la hauteur de notre pays qui devrait avoir plus confiance en soi, plus de respect de soi.

Quant à ceux qui refusent l'initiative populaire et tout contre-projet, ils se fourvoient et compromettent l'avenir de notre pays. Mais, en plus, ils donnent l'image d'un certain mépris. Mépris vis-à-vis des pays de l'Union européenne, mépris vis-à-vis de tous les citoyens et citoyennes qui ont accepté les accords bilatéraux, parce que derrière l'Europe économique, ils voyaient l'Europe politique en construction. Et c'est aussi une forme de mépris vis-à-vis des citoyens qui transparaît derrière le discrédit que d'aucuns tentent de porter contre les auteurs de l'initiative: par exemple, M. le président du Parti radical-démocratique qui, dans un journal, parlait de ces gens qui «se sont permis la bêtise de 'lancer' une telle initiative». Et ce matin, M. Kofmel disait encore que l'idée est bien saugrenue de prendre un arrêté pour présenter un contre-projet. C'est peut-être vrai, mais le signe qui est ainsi donné est tout à fait défavorable. Est-là la leçon de démocratie que la Suisse entend donner à l'Union européenne?

On peut comprendre qu'il faille souhaiter que l'initiative populaire soit retirée en faveur d'un contre-projet acceptable. Mais toute tentative de confisquer au peuple, sinon le vote, à ce stade, du moins le débat démocratique, paraît hautement suspecte et finalement contreproductive.

Je vous invite donc à voter oui à l'initiative populaire et oui au contre-projet de la minorité, c'est-à-dire le plus rapide.

**Maspoli Flavio** (–, TI): Visto che parliamo dell'Europa, penso sia lecito citare un famoso proverbio napoletano che dice: «Fatta la festa, gabbato lo santo!» che tradotto in termini europeisti o «eurocrati» significa: Fatta la votazione del 21 maggio, ecco che tutto ciò che è stato detto viene dimenticato immediatamente. Il lupo toglie la maschera e mostra la faccia vera.

Abbiamo detto al popolo – o meglio: voi avete detto al popolo, io non ho detto niente in questo senso – che gli accordi bilaterali non avevano niente a che fare con l'adesione all'Unione europea. Avete detto al popolo che gli accordi bilaterali erano importanti per l'economia e oltretutto sareb-

bero stati messi in discussione dopo sette anni. Tutti avete ripetuto che il popolo tra sette anni avrebbe potuto votare un'altra volta sugli accordi bilaterali. Avete detto al popolo che questi sette anni sarebbero serviti per vagliare, per valutare, per attendere, per vedere, per capire a cosa avrebbero portato gli accordi bilaterali, e per vagliarli appunto.

E adesso, a distanza di meno di un mese, ecco che si parla di adesione, si parla di grande opportunità per il nostro paese. Orbene, c'è sul tavolo una iniziativa popolare firmata da oltre 100 000 cittadine e cittadini. Essi hanno il diritto che la loro idea, cioè quella di una adesione immediata, sia sottoposta al voto del popolo. Il popolo deciderà se accettare o respingere questa idea. Ma ecco che i calcoli sono già stati fatti: c'è già chi dice che questa iniziativa non avrebbe oggi nessuna possibilità di successo. Dunque non sprechiamo l'occasione! Ed ecco che quello che è stato detto da questa stessa tribuna, che con le iniziative popolari non si sarebbero mai più fatti dei tatticismi, fatta la festa un'altra volta, gabbato anche questo santo, e i tatticismi vengono riproposti con petulante puntualità.

Quale controprogetto, quali controprogetti? Uno solo è il controprogetto che accetto: quello che viene messo al vaglio delle cittadine e dei cittadini di questo paese. Tutto il resto significherebbe non solo «gabbare lo santo», ma gabbare il popolo. E credo che qui dentro nessuno abbia questa intenzione o sia in grado di farlo. Chi oggi suona la tromba europeista non lo fa più con gli intenti di aiutare l'economia o di avere buoni rapporti con il resto dell'Europa. Chi oggi suona la tromba dell'Europa – una tromba rubata impropriamente al povero Beethoven che sicuramente si rigirerà nella tomba nel sapere che fine ha fatto la sua Nona sinfonia – lo fa con il chiaro intento di eliminare il nostro paese. Lo fa sapendo che il nostro paese perderebbe la sua libertà, la sua neutralità, la sua sovranità e la sua autonomia. Questa è la verità! E dunque diciamo pure al popolo che l'adesione sarà possibile se il popolo lo deciderà. E se il popolo non lo deciderà, anche le trombe e i tromboni europeisti dovranno tacere – e spero, tacere una volta per tutte.

Mettete subito in votazione questa iniziativa! Non aspettiamo l'anno prossimo. C'è tempo – possiamo votare in settembre, non ci vuole tanto per organizzare una votazione. E se del resto i tromboni e le trombe europeiste credessero in una possibile riuscita di questa iniziativa, state tranquilli che l'avrebbero già messa in votazione, forse ancor prima del 21 maggio scorso.

Per questo non vi invito – non invito nessuno –, ma vi annuncio che voterò «no» all'iniziativa e «no» a tutti i controprogetti, e confido in quel po' di giustizia che forse rimane in questa sala, confido che l'iniziativa, se non ritirata, venga sottoposta al popolo nel più breve tempo possibile.

**Vermot Ruth-Gaby** (S, BE): Die Initiative «Ja zu Europa!» wird ungerechterweise auf strategische und planerische Fragen reduziert: Wann soll verhandelt werden? Soll überhaupt verhandelt werden? Wie und mit wem soll verhandelt werden? Was und wie lange soll verhandelt werden? Soll Ja, Nein oder Jein zum Beitritt gesagt werden?

Die Initiative «Ja zu Europa!» bedeutet aber viel mehr als diese begrenzte Fragestellung. Die Initiative bzw. ein konkreter Gegenvorschlag ist mitunter auch ein pädagogisches Projekt. Die Überzeugungsarbeit, die während des Abstimmungskampfes zu den bilateralen Verträgen recht gut gelungen ist, muss bei der Weiterentwicklung unserer Beziehung zu Europa noch besser und präziser werden. Die Menschen dürfen nicht belogen, ihre Ängste, die durch eine auf die Schweiz bezogene Rechte systematisch angeheizt werden, müssen ernst genommen und ihre Fragen beantwortet werden.

Veränderungen, wie dies ein EU-Beitritt bedeutet, verunsichern viele. Unklarheiten, zwiespältige Vermutungen und berechtigte Kritiken an Europa stimmen skeptisch und erschrecken die Bürgerinnen und Bürger. Es ist schwierig, vor allem wenn der wirtschaftliche und soziale Lebensalltag unschön ist, sich für eine neue und weitgehend noch un-

bekannte Perspektive zu motivieren. Wir brauchen daher unsere Fähigkeiten, um Antworten zu geben, aber auch zu vermitteln, dass bei einem Beitritt noch viele Fragen ungeklärt bleiben müssen. Menschen fürchten sich dann vor Veränderungen, wenn sie keine befriedigenden Vorstellungen entwickeln können, wie sich ihr Alltag gestaltet: Gibt es weiterhin Arbeit? Erhalte ich genug Lohn, um für meinen Lebensunterhalt aufzukommen? Kann ich die Familie versorgen? Wie werden die Krankenkassenprämien und das Gesundheitswesen beschaffen sein? Verstehe ich die Sprache des Nachbarn? Verdrängt mich keiner aus dem Quartier oder aus der Firma? Reicht die Altersvorsorge, oder wird sie knapp?

Es sind die Fragen der sozialen Schweiz und des sozialen Europas, die wir beantworten müssen. Die Krise der Neunzigerjahre ist nicht vergessen und verunsichert weiterhin. Gleichzeitig verschärfen die bürgerlichen Parteien das sozialpolitische Klima, verstärken die Forderungen nach Deregulierung und Privatisierung und bauen Staat und Steuern ab. Dies schürt die Verunsicherung und fördert die Verweigerungshaltung eines Teils der Bevölkerung.

Ja zu Europa sagen nicht nur die so genannten Euro-Turbos – übrigens eine unsinnige Beschimpfung –, sondern auch kritische Menschen und jene, die spüren, dass sie nicht auf einer Insel isoliert in Europa leben wollen. Europa darf nicht nur Wirtschaftsraum bleiben, sondern muss deutlicher und klarer zum Sozialraum werden. Europa darf für uns nicht weiterhin nur aus Dossiers, Verkehrsverhandlungen und Personenfreizügigkeit bestehen. Eine derart papierene und technokratische Beziehung der Schweiz zu Europa wäre mir nicht geheuer. Ich brauche, wie die meisten Menschen, ein lebendiges Europa und die Chance auf neue Beziehungen, soziale Netze und konkrete Möglichkeiten der politischen Mitgestaltung. Ich will mit vielen anderen Menschen in Europa nicht zunehmend Ausländerin werden.

Ich empfehle daher die Initiative zur Annahme und stimme für einen Gegenvorschlag, der konkret die nächsten Schritte aufzeigt und keine verwinkelte, negative Europastrategie ohne Perspektiven anbietet.

**Bugnon** André (V, VD): Après des siècles de mépris mutuel des uns envers les autres, marqués régulièrement par des guerres sanglantes qui se sont toujours révélées être stupides et inutiles après coup, la construction d'une Europe unie doit être considérée comme une bonne chose. A part les avantages économiques et sociaux qui découlent de l'alliance de ces pays, le seul moyen pour eux d'inverser les forces précédemment utilisées pour la destruction a été de les utiliser pour faire de la construction, d'où la situation que nous connaissons aujourd'hui avec la création de l'Europe.

Faut-il pour autant, malgré ce constat positif, que notre pays s'associe à cette union, que ce soit maintenant ou plus tard, ou au contraire jamais? Quels sont les avantages ou les inconvénients pour notre pays d'adhérer ou de ne pas adhérer à l'Europe? Avons-nous les mêmes raisons que les pays qui nous entourent d'en faire partie ou, au contraire, avons-nous justement suffisamment de raisons pour ne pas y adhérer?

Je souhaite ici vous donner mon point de vue personnel sur cet objet et sur les délais qu'il convient de retenir pour traiter cette question. Je tiens tout d'abord à déclarer que je ne suis pas de ceux qui disent: «La Suisse dans l'Europe. Jamais!», car rien ne nous autorise, me semble-t-il, à prendre une décision d'une telle importance d'une façon définitive. En effet, l'évolution dans les rapports humains, en besoins sociaux, relationnels, dans la communication et la connaissance des choses, de même que dans la façon – si elle est positive et attractive – dont l'Europe gérera demain ses dossiers et son histoire, peut faire que, dans quelques années, d'une façon souhaitée et naturelle, notre peuple accepte sans problème une adhésion, car cela répondra à un véritable besoin pour notre population. L'expérience qui sera retirée dans la mise en oeuvre des accords bilatéraux permettra peut-être d'aller dans ce sens, pour autant que leur application nous soit favorable. Je le répète, nous n'avons pas le droit de dire «ja-

mais» et nous devons laisser à chaque génération le droit de faire ses propres choix. Mais, aujourd'hui, je vous recommande de donner un préavis négatif à la recommandation de vote sur l'initiative populaire «Oui à l'Europe!» et de refuser tous les contre-projets qui sont proposés.

En effet, dans une question aussi importante que l'adhésion de notre pays à l'Europe, nous n'avons pas le droit à une erreur tactique dans la chronologie de présentation des objets, si le souhait est d'adhérer vraiment une fois à l'Union européenne. Nous n'avons pas non plus le droit de poser une telle question, sans connaître totalement les conséquences de cette adhésion pour chacun d'entre nous. C'est pourquoi l'initiative qui prévoit un délai trop court pour une adhésion effective n'a aucune chance de recevoir un soutien positif devant le peuple.

Mais alors, me direz-vous, pourquoi ne pas soutenir le contre-projet du Conseil fédéral qui prévoit un délai plus long pour réaliser une adhésion à l'UE? Même si les textes et les délais diffèrent, le fond reste le même, à savoir se prononcer le plus tôt possible sur une adhésion de la Suisse à l'Europe. D'ailleurs, dans son programme de législature 2000–2003, le Conseil fédéral ne laisse aucun doute sur la rapidité avec laquelle il souhaite traiter la question. Or, ce n'est pas une différence de quelques années entre l'initiative et le contre-projet qui va permettre au peuple suisse de recevoir toutes les réponses aux questions qu'il se pose. Cette façon de faire va sûrement conduire à un second non après celui à l'initiative, lorsque la question de l'adhésion viendra devant le corps électoral, si elle vient trop tôt.

Pourquoi craindre ce double non pour ces deux votations? Après le refus de l'EEE en 1992, les opposants avaient clairement exprimé le vœu que notre pays traite ses relations commerciales avec l'UE par des accords bilatéraux. Le résultat de ces accords, proposés aux Suisses le 21 mai dernier, correspondait donc parfaitement à l'attente de la majorité du peuple, d'où l'acceptation par les deux tiers du corps électoral.

Nous avons donc réussi à éviter l'isolement économique et nous pourrions à l'avenir continuer à progresser dans ce domaine, comme dans ceux de la recherche et de la formation. Faut-il aller plus loin et adhérer maintenant à l'UE? Je ne crois pas. La majorité de nos concitoyennes et concitoyens sont sceptiques sur cette question et ont besoin d'en savoir plus, beaucoup plus sur les implications d'une entrée dans l'UE. Ils sont également inquiets quant à l'évolution de l'UE elle-même, face aux nombreuses demandes d'adhésion en cours, et par rapport à la difficulté que rencontre l'UE à se positionner comme véritable entité politique et économique et à sortir de la voie technocratique qu'elle a prise dans son organisation fonctionnelle.

De plus, l'UE est composée aujourd'hui des quinze Etats qui nous entourent et qui sont d'origine latine ou anglo-saxonne. Mais, dans quelques lustres, prise par son propre jeu d'ouverture, s'étendra-t-elle jusqu'au Caucase ou en Anatolie? Extension qui aura des conséquences dues aux différences de religions, ethniques et de niveaux économiques que ces nouveaux pays présentent. Comment tout cela sera-t-il maîtrisé et cohérent? Nous avons besoin de le savoir, et tout rapport ou analyse devra tenir compte de cette évolution. Ces questions devront être toutes traitées avant de se poser la question de principe d'une adhésion de notre pays à l'UE, qui ne saurait être qu'une question d'agenda ou de tactique. Le peuple se pose ces questions et attend des réponses claires et précises.

Partant du postulat que la différence du cours de notre histoire d'avec celle des pays de l'UE ne nous oblige pas à nous racheter des guerres que nous n'avons pas déclenchées dans les derniers siècles, compte tenu de notre neutralité, nous n'avons pas besoin, à l'instar des pays qui ont fondé l'UE, de nous sentir obligés de participer obligatoirement et tout de suite à cette union. Notre parcours a été différent, il peut continuer de l'être pour quelque temps encore. Nous n'avons rien à nous reprocher. Nous n'avons pas à nous culpabiliser d'avoir une histoire propre. Laissons les effets des accords bilatéraux se concrétiser, continuons à

améliorer nos relations dans la mesure du possible sans perdre nos systèmes démocratiques et nos spécificités. Lorsque les réponses positives seront apportées sur toutes les questions qui restent en suspens actuellement, il sera temps de se prononcer sur la question de l'adhésion. Cette troisième voie est possible et ne nuira en rien au fonctionnement et au développement de notre pays.

Nous devons donc préavisier négativement à l'initiative, recommander au peuple et aux cantons de voter non et ne pas entrer en matière sur le contre-projet du Conseil fédéral et sur les autres variantes.

**Rechsteiner** Rudolf (S, BS): Ich höre all die trauervollen Stimmen, die sich darüber beklagen, dass wir heute schon wieder über die europäische Integration sprechen müssen. Es ist schon so: Ein Grossteil der Bevölkerung möchte, dass jetzt Ruhe einkehrt, und hat auch Angst, insbesondere vor dem freien Personenverkehr. Die vereinbarten Fristen geben einen Fahrplan vor, der auch im Fall des Willens zu Beitrittsverhandlungen massgeblich sein wird.

Wir stimmen ja heute nicht über den Beitritt zur Europäischen Union ab, sondern es geht um die Frage, ob unser Land willens und in der Lage ist, eine Verhandlungsposition zu definieren – wenn man denn anfangen will zu verhandeln –, festzulegen, was denn Gegenstand dieser Verhandlungsposition sein soll. Ich denke z. B. an die Frage der Neutralität oder der direkten Demokratie, gerade im Zusammenhang mit europäischen Angelegenheiten.

Die Zeit – dies ist meine Prognose – wird rasch zeigen, dass wir nicht weniger, sondern mehr Integration brauchen. Die Welt ist sehr ungemütlich, und auch wenn man sich nun gerne ins Schneckenhaus zurückziehen möchte, wird man merken, dass dies gar nicht möglich ist. Wie bei den bilateralen Verträgen wird es mit ganz kleinen Dingen beginnen: z. B. mit dem Unwillen der EU, über die Anerkennung von Medikamenten oder über Fragen der Währung mit uns zu diskutieren. Wir befinden uns ja mit dem Schweizerfranken auf dem hohen Seil: Es ist eine Situation denkbar und wahrscheinlich, dass wir zwischen Euro und Dollar wieder zur Reservewährung werden. Der Schweizerfranken muss dann von der Nationalbank im Wechselkurs tief gehalten werden; die Exportwirtschaft wird darauf drängen. Man wird die Geldmenge der Notenbank stark erhöhen müssen, um dieses Ziel zu erreichen, und dann haben wir ein grosses Inflationspotenzial. Dann wird die Wirtschaft den Euro wollen, um überhaupt noch exportfähig zu bleiben, und den werden wir nicht ohne Beitritt zur Europäischen Union erhalten. Ich denke auch, bei der Beitrittsfrage wird es die Wirtschaft sein, die den Tarif durchgeben und darauf drängen wird, dass die notwendigen Verhandlungen aufgenommen werden, auch wenn sie heute noch weit entfernt scheinen.

Die Frage lautet aber auch: Brauchen wir die politische Integration? Es wird nicht mehr gelingen, die weiteren Schritte zu unternehmen, ohne in Brüssel und Strassburg definitiv mitzumachen. Braucht es eine europäische Gesetzgebung? Das ist eine rhetorische Frage. Wir kommen gar nicht darum herum; in Fragen des Umweltschutzes, der Sicherheit, der Kartelle usw. haben wir faktisch gar keine nationale Souveränität mehr. Es wäre ehrlicher, wenn wir das jetzt zugeben und uns fragen würden, was wir gewinnen, wenn wir in Strassburg, im Europäischen Parlament, mitmachen. Was haben wir an Souveränitätsgewinn, wenn wir demokratisch in Brüssel mitsprechen, auch wenn wir in Kauf nehmen müssen, dass wir in gewissen Fragen selbstverständlich überstimmt werden und uns dem europäischen Fahrplan unterziehen müssen? Das müssen wir heute ja ohnehin.

Es gibt heute faktisch nur noch den autonomen Nachvollzug, und jene, die meinen, sie könnten das Bankgeheimnis durch einen Nichtbeitritt retten, stellen fest, dass das Bankgeheimnis auch unter Druck kommt, wenn wir so genannt souverän bleiben. Die Lage ist in vielen Fragen nicht mehr alleine von der Souveränität her und nationalstaatlich in vielen Fragen nicht mehr alleine zu beantworten. Wir müssen

den Weg gemeinsam gehen, in Europa und mit Europa. Wir dürfen uns aber fragen: Was für ein Europa wollen wir? Ein föderalistisches selbstverständlich, ein demokratisches, ein soziales, ein ökologisches. Wir dürfen aber von Europa nicht Dinge verlangen, wenn wir uns weiter weigern, an diesem Prozess selber teilzunehmen. Einfluss nehmen können wir in Europa nur, wenn wir die demokratischen Spielregeln anerkennen und selber den entsprechenden Willen kundtun, hier eine Teilnahme ins Auge zu fassen.

Die Initiative «Ja zu Europa!» ist ein bisschen Opfer der strengeren Fristengesetzgebung. Ich wünschte mir, wir hätten ein Jahr oder zwei Jahre mehr Zeit, um sie zu behandeln. Ich möchte deshalb auch darum bitten, einen Gegenvorschlag zu formulieren, damit man in einem gemächlichen Tempo – mit dem die Schweizer Bevölkerung sich anfreunden könnte – eine Lösung anvisieren kann.

**Müller-Hemmi** Vreni (S, ZH): Als Mitglied der SP-Delegation in der Aussenpolitischen Kommission bin ich mit verantwortlich für das doppelte Ja vom 23. Mai zu den beiden Vorlagen, werde also von den einen als Euro-Turbo bezeichnet und von den anderen einem esoterischen Klub zugeordnet. Bin ich mit meinem grundsätzlichen Ja zum EU-Beitritt gemäss Initiative ein Euroturbo, wenn – angenommen, der Bundesrat würde morgen das Beitrittsgebot aufbauen – der Beitritt sicher nicht vor 2006 Realität würde? Bin ich esoterisch abgehoben, wenn ich als Parlamentarierin und Mitglied der APK vom Bundesrat Klartext respektive eine transparente Handlungsstrategie erwarte und mich nicht mit einer unverbindlichen Absichtserklärung, datiert vom 27. Januar 1999, zufrieden gebe?

Angestossen und herausgefordert durch die Volksinitiative, via indirekten Gegenvorschlag in eine ernsthafte Europadiskussion einzusteigen und sich dazu vom Bundesrat die Faktenlage innert einem abgesteckten Zeitrahmen vorlegen zu lassen, ist nichts mehr als rationales parlamentarisches Handeln, sowohl aussen- als auch innenpolitisch. Dies ist weder eine «Turbo»-Aktion noch weltfremde Abgehobenheit. Rational heisst:

1. zur Kenntnis zu nehmen, was um uns herum in Europa geschieht – z. B. in der Asyl-, Migrations-, Steuer- und Sicherheitspolitik –, und sich der Folgen für uns als Nichtmitglied bewusst zu sein;
2. aufzuzeigen, welche internen Hausaufgaben für den EU-Beitritt noch zu lösen sind;
3. sich mit den Konsequenzen der EU-Ost-Erweiterung auseinander zu setzen.

Ich war letzte Woche für einige Tage in Budapest und erlebte dort live ein EU-Ministertreffen mit dem Beitrittskandidaten Ungarn mit. Das ist ein Beispiel, das zeigt, dass die Vorbereitungen auf Hochtouren laufen, damit Ungarn nach 2002 EU-Mitglied werden kann, gleich wie Polen, Tschechien, Slowenien, Estland und Zypern. Mit diesen Beitritten wird Europa markant stabiler, demokratischer und friedlicher.

Kann uns – so frage ich Sie – die Friedenssicherung in Europa gleichgültig sein? Soll sie sich ohne uns weiter entwickeln? Als ich vorletzte Woche in der «Arena» auf die Ursprünge und zentrale Zielsetzung des Friedenshauses Europa hinwies, quittierte dies die SVP-Seite mit Gelächern und Gegröle. Diese Reaktion spricht für sich und irritiert mich nicht weiter. Was mich aber irritiert, sind diejenigen Teile von FDP und CVP, die trotz EU-Beitritt in den Parteiprogrammen jetzt, nach dem Ja zu den bilateralen Verträgen, die Fenster Richtung Europa wieder schliessen wollen. Was mich irritiert, ist der Gesamtbundesrat, der den aktualisierten Gegenvorschlag seines Aussenministers nicht angenommen hat.

Gouverner, c'est prévoir, pas dormir. Strategische Ziele werden mit konkreten Massnahmen und in Teilschritten erreicht. Deshalb ist es an uns und am Bundesrat, jetzt die Beitrittsgrundlagen zu erarbeiten und den Beitrittsentscheid vorzubereiten. Dazu brauchen wir einen aktualisierten Gegenvorschlag.

Kolleginnen und Kollegen von der CVP und der FDP, die im Moment anwesend sind: Sie, die Sie die Strategie EU-Beitritt unterstützen, werden Sie zusammen mit uns gemäss dem Motto «Gouverner, c'est prévoir» zu Euro-Realos! Zu Euro-Realos, die sich auf einen Gegenvorschlag einigen, der Einstieg ist in eine umfassende, rationale und differenzierte Europapolitik.

**Scherer Marcel** (V, ZG): Ich bitte Sie, die Volksinitiative «Ja zu Europa!» zur Ablehnung zu empfehlen und alle Gegenvorschläge abzulehnen. Seien Sie ehrlich zu Ihren Stimmbürgern! Viele von Ihnen – vor allem die bürgerlichen Parteien – provozierten ein Ja zu den bilateralen Verträgen mit dem Versprechen, in der EU-Frage einen Marschhalt einzulegen. Die Bilateralen hätten mit dem EU-Beitritt nichts zu tun. Das habe ich noch aus dem Abstimmungskampf in den Ohren. Die Bürger dieses Landes stimmten aufgrund dieses Versprechens Ja. Eine Annahme der Initiative und – noch schlimmer – eines Gegenvorschlages wäre unglaublich. Die Referendumsmöglichkeit im freien Personenverkehr, wie sie vor allem von Ihrer Partei, Herr Hämmerle, immer gelobt worden ist, würde somit untergraben, wenn nicht sogar verunmöglicht. Verwundern Sie sich nicht, wenn das Stimmvolk und Ihre Wähler Sie nicht mehr ernst nehmen.

Ich appelliere an die bürgerlichen Politiker der CVP- und der FDP-Fraktion: Haben Sie den Mut, seien Sie Vertreter des Volkes, und sagen Sie Nein zur Volksinitiative «Ja zu Europa!», lehnen Sie all die «Gegenvorschläge mit Hintertürchen» ab, bringen Sie so die Initiative ohne Gegenvorschlag vor das Volk. Das Volk hat das Recht, fünf oder sechs Jahre nach Einreichung einer Volksinitiative auch darüber zu befinden.

**Widmer Hans** (S, LU): Die Beitrittsfrage spaltet unser Land nicht einfach nur in zwei Hälften, sondern – wie übrigens auch Herr Blocher gesagt hat – in drei Teile: Ungefähr ein Drittel möchte sofortige Beitrittsverhandlungen; ein zweites Drittel schliesst zwar einen Beitritt prinzipiell nicht aus, möchte aber noch zuwarten und in pragmatischer Manier Erfahrungen mit den bilateralen Verträgen sammeln; das verbleibende Drittel schliesslich will aus nationalkonservativen Gründen überhaupt nicht und nie der EU beitreten.

Die Pro-Europäer, und zu ihnen zähle ich mich auch, werden ihr Ziel nur dann erreichen, wenn es ihnen gelingt, mit einem möglichst grossen Teil des pragmatisch zuwartenden zweiten Drittels zusammenzuspannen und so mit der Zeit das Beitrittsziel mehrheitsfähig zu machen.

Wie mein Kollege Andreas Gross gesagt hat: Wer in bedeutenden Fragen der Aussenpolitik Erfolg haben will, muss daran denken, dass für wichtige Entscheide kollektive Lernprozesse in Gang zu setzen sind. Es geht um Lernprozesse über das Schicksalsgemeinschaftliche unseres politischen Daseins, über die Notwendigkeit des Teilens von Souveränität für alle, die wirklich souverän sein wollen, und zwar im Sinne der diesbezüglich massgeblichen Französischen Revolution.

Lernprozesse brauchen Zeit, denn Mentalitäten ändern sich gerade in Fragen der Aussenorientierung in der Regel nur sehr langsam. Damit ein Lernprozess Fortschritte zeitigt, muss er verschiedene Etappen durchlaufen, die nicht irgendwann, sondern zum bestmöglichen Zeitpunkt – denken wir an die Kultur der richtigen Tempi – eingeleitet werden müssen. Tatsächlich müssen sich Mentalitäten geändert haben, bevor eine Mehrheit von Volk und Ständen von der Schicksalsgemeinschaft Schweiz/EU überzeugt ist und einem EU-Beitritt zustimmen kann.

Im Rückblick müssen wir sagen, dass der EWR keine richtige Etappe war, denn er hat uns zurückgeworfen. Wohl aber kommt den bilateralen Verträgen ein positiver Etappencharakter zu, denn sie haben es vielen Pragmatikern möglich gemacht, sich vom harten Kern der Nationalkonservativen zu lösen. Es ist zu hoffen, dass die ins Haus stehende Uno-Abstimmung zu einer weiteren erfolgreichen Etappe wird. Danach? Können wir uns wirklich eine baldige Volksabstim-

mung leisten, die letztlich nichts anderes sein wird als ein verhältnismässig inhaltsleeres Plebiszit über die europäische Gesinnung unseres Landes, ein Plebiszit, dessen negativer Ausgang absehbar ist?

Wer es mit einem EU-Beitritt wirklich ernst meint und die Gesetze des realen politischen Geschehens respektiert, sollte den Stolperstein einer solchen Volksabstimmung auf dem sonst schon beschwerlichen Weg nach Europa unbedingt wegräumen. Als letzte fruchtbare Etappe kann ich mir allerdings eine Volksabstimmung in etwa sechs Jahren vorstellen, und zwar eine Volksabstimmung über ein Beitrittsprojekt, das ausgearbeitete, inhaltliche Konturen aufweist und in seinen politischen und finanziellen Konsequenzen gewertet werden kann.

Aus den vorgetragenen Überlegungen heraus werde ich zwar die Initiative unterstützen, weil sie das Beitrittsziel deutlich markiert. Ich befürworte aber gleichzeitig den Gegenvorschlag der APK oder denjenigen, der diesem Vorschlag möglichst nahe steht, um den Initianten und Initiantinnen eine Brücke zu bauen, damit sie ihre Initiative – dem Beitritt zu Europa zuliebe – zurückziehen.

**Messmer Werner** (R, TG): Das Ja des Souveräns zu den bilateralen Verträgen hat zu einer wesentlichen Klärung unseres Verhältnisses zur EU beigetragen. Der damit eingeschlagene Weg über sektorielle Veränderungen ist darum weiterzuverfolgen, was uns erlaubt, vorerst Erfahrungen zu den Auswirkungen zu sammeln. Die Volksinitiative «Ja zu Europa!» ist in dieser Situation ein Fremdkörper und somit klar abzulehnen. Ebenso klar sind aber auch alle möglichen Varianten von Gegenvorschlägen abzulehnen, dies aus drei Gründen:

1. Wir stehen absolut nicht unter einem äusseren Zugzwang, weder aus der Gesellschaft noch aus der Wirtschaft, heute in dieser Frage dem Bundesrat einen besonderen Auftrag zu geben.

2. Zweieinhalb Wochen nach dem klaren Ja zu den bilateralen Verträgen erwartet ein grosser Teil unserer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger keinerlei Aktivismus, auch nicht in Form eines taktischen Gegenvorschlages. Im Abstimmungskampf haben dies viele von uns hier im Saal versprochen. Jedes andere Signal unsererseits würden viele nicht verstehen. Es führte ganz klar zu einem grossen Verlust an Glaubwürdigkeit und steigerte somit den politischen Verdross.

3. Von uns ist heute nicht Taktik, vielmehr Standhaftigkeit gefragt. Es ist stossend, mit welchem Aktivismus die Initianten einen Gegenvorschlag «pushen», um der Stimme des Volkes ausweichen zu können. Die Initianten gelangen entweder ohne Gegenvorschlag zur einzig vernünftigen Schlussfolgerung, nämlich die Initiative zurückzuziehen, oder wir ziehen die Volksabstimmung ohne Probleme durch. Wenn die momentane Stimmung in unserem Land nicht nur über Meinungsumfragen, sondern unverfälscht über die Urne ermittelt wird, ist dies vielleicht sogar ganz gut. Wer damit dann wem einen Bären dienst erwiesen haben wird, ist an einer Hand abzuzählen.

Somit empfehle ich Ihnen dringend, auf das Geschäft gar nicht einzutreten.

**Rossini Stéphane** (S, VS): Ancienne secrétaire générale du Conseil de l'Europe, Madame Lalumière déclarait que «la construction européenne est un étrange mélange d'utopie et de réalisme, de sentiments et d'intérêts, de forces de rassemblement et de forces centrifuges, mais plus que tout, la construction européenne est une oeuvre de volonté.»

En effet, de la volonté, il en fallait, au sortir de deux guerres mondiales cruelles, pour s'engager à finaliser des visions de paix d'abord, mais aussi d'humanisme, de développement démocratique et de renforcement de la citoyenneté, de prospérité partagée. Autant de nobles causes et ambitions qui sous-tendent le processus d'intégration européenne et que l'on balaie malheureusement trop fréquemment d'un revers de main, alors même que ces principes sont incontournables si l'on entend tenir un débat cohérent à ce sujet. Pre-

nons garde, rien n'est pire que de n'avoir soit rien appris, soit tout oublié!

Ainsi, derrière les calculs politico-stratégiques qui se font et s'apprécient en mois ou en années, derrière les calculs d'épiciers politico-comptables qui sont légion dans un pays où beaucoup n'aspirent qu'à la pesée des intérêts, avantages et inconvénients, avec par ailleurs l'espoir d'avoir le beurre et l'argent du beurre, au-delà des mythes derrière lesquels certains se retranchent et qui n'ont qu'un ancrage culturel sans lien à la réalité vécue par les habitants de ce pays – mais mythes qui permettent de biaiser sans nuance et souvent sans réserve le débat – il y a un véritable projet de société. Société à laquelle la Suisse appartient, société institutionnalisée qui nous impose ses règles du jeu, qu'on le veuille ou non, sans que nous ayons mot à dire, alors que nos compétences et nos expériences en termes de politique, en termes de pratique du fédéralisme, de la démocratie directe, de cohabitation pluriculturelle, mériteraient d'être partagées puisqu'elles contribuent à la cohésion et à la prospérité.

Sans naïveté sur les enjeux et les conséquences, nous devons faire nôtre cette vision d'une Europe postulant les progrès économiques, mais aussi sociaux et culturels pour sauvegarder la paix. Certes, en Suisse, il ne suffit pas d'avoir une vision, car celle-ci n'est suivie d'action qu'une fois les intérêts véritablement appréciés, ce qui suppose du temps, mais également légitime le temps qui passe.

Le train de la construction européenne s'est mis en marche il y a 50 ans. Il est donc temps d'y monter avec lucidité et intelligence certes, mais sans tergiverser. D'où la nécessité de soutenir l'initiative populaire «Oui à l'Europe!» et le contre-projet de la commission, qui nous amène à l'an 2008 comme l'a rappelé le rapporteur ce matin, ce qui n'est en rien de la précipitation.

**Mörgeli** Christoph (V, ZH): Die vornehmlich jungen Initianten der Volksinitiative «Ja zu Europa!» tun mir ausserordentlich Leid. Sie haben sich mit viel Begeisterung, Schwung und Arbeitsaufwand für ein politisches Anliegen eingesetzt. Sie vertreten mit Überzeugung ein Anliegen, das ich nicht im Geringsten teile, dessen hartnäckiger Verfolgung ich aber allen Respekt bezeuge. Es ist keine Kleinigkeit, 100 000 Unterschriften zusammenzubekommen.

Die Initianten hätten seit längerem das Recht, dass ihr Anliegen im Parlament behandelt und unverfälscht vom Schweizer Volk so akzeptiert oder nicht akzeptiert würde, wie sie es verlangen: sofortige Aufnahme von EU-Beitrittsverhandlungen. Was aber ist geschehen?

Ihre beratenden Einflüsterer und Strippenzieher haben durch ein scheinbar unermessliches Arsenal von taktischen Winkelzügen versucht – und tun es noch –, die Stellungnahme der Aussenpolitischen Kommission und des Parlamentes auf einen angeblich günstigeren Zeitpunkt zu verzögern. Mit zahlreichen Varianten von Gegenvorschlägen wollen Politiker dieses Parlamentes die Initianten zum Rückzug der Initiative bewegen, ihnen beibringen, dass es nötig sei, den wahrscheinlich ablehnenden Souverän zu umgehen. Das ist wahrlich eine zynische staatsbürgerliche Lektion!

Der Bundesrat und viele Parlamentarier treten gegen ein Initiativanliegen an, das sie eigentlich unterstützen, nur weil sie annehmen, dass dieses vor Volk und Ständen keine Gnade fände. Wer gewohnt ist, das zu sagen, was er denkt, und das zu tun, was er will, ist erschüttert über den politischen Eiertanz im Zusammenhang mit dieser Initiative und über die damit verbundene, doch ziemlich unappetitliche Heuchelei. Die EU-Freunde wollen ihr Ziel des EU-Beitrittes und den entsprechenden zeitlichen Fahrplan am Volk vorbeimanövrieren.

Es herrschte hierzulande bislang bei allen politischen Gegensätzen wenigstens die Übereinstimmung aller politischer Lager, den Souverän als Schiedsrichter im Kampf der politischen Meinungen anzuerkennen. Diese Ansicht ist beim Parlament und leider auch in Teilen des Bundesrates offen-

sichtlich verloren gegangen. Was unser Aussenminister als Gegner des staatlichen Alleingangs offensichtlich in völligem Alleingang nach der Annahme der bilateralen Verträge in der Aussenpolitischen Kommission des Ständerates vorgebracht und in öffentlichen Reden vertreten hat, ist leider nicht geeignet, das Vertrauen des Volkes in die Regierung zu stärken.

Der Bundesrat hat den Stimmbürgern in den Erläuterungen zur Abstimmung über die Bilateralen versprochen: «Ein Ja hat mit einem EU-Beitritt nichts zu tun .... Sowohl Gegner als auch Befürworter eines EU-Beitritts können diesen Abkommen deshalb zustimmen.» So, wie sich der Aussenminister heute verlauten lässt, hätte er korrekterweise in die Erläuterungen schreiben müssen: «Ein Ja zu den Bilateralen wird den Bundesrat ermuntern, in der EU-Beitrittsfrage Dampf zu machen und einen verbindlichen Beitrittsfahrplan festzulegen.»

Eigenartig ist auch die Zürcher Rede des Aussenministers: «Das Ziel lautet also nicht, möglichst schnell Beitrittsverhandlungen zu eröffnen, sondern beizutreten.» Wer in aller Welt hat Ihnen hierzu ein Mandat gegeben, Herr Bundesrat? Die Regierung ist Exekutive, und Exekutive heisst doch «ausführende Behörde». Laut «NZZ» hat Herr Bundesrat Deiss vor den europäischen Aussenministern in Brüssel schon im Juli 1999 bekräftigt, die Schweiz habe ein EU-Beitritts-gesuch gestellt. Auch Herr Suter hat heute wieder von der Schweiz als EU-Beitritts-gesuchsteller gesprochen.

Das ist eigenartig. Hier muss eine verhängnisvolle Verwechslung vorliegen. Der Bundesrat ist nicht die Schweiz! Die politische Schweiz wird durch den Souverän gebildet, und dieser hat meines Wissens keineswegs ein EU-Beitritts-gesuch in Brüssel deponiert. Die SVP-Fraktion verlangt, dass Gegenvorschläge mit Status eines Bundesbeschlusses dem fakultativen Referendum unterstellt werden, damit sie wenigstens dem Volk vorgelegt werden können.

Es ist heute Tatsache, dass der Bundesrat teilweise versucht, in der EU-Frage seine politische Überzeugung am Volk vorbeizumanövrieren.

Dies ist für mich ein weiteres Argument für mein überaus umfangreiches Argumentarium für die Volkswahl des Bundesrates.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen  
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 13.05 Uhr  
La séance est levée à 13 h 05*

## Vierte Sitzung – Quatrième séance

Mittwoch, 7. Juni 2000

Mercredi, 7 juin 2000

15.00 h

99.011

### Ja zu Europa. Volksinitiative

### Oui à l'Europe. Initiative populaire

#### Fortsetzung – Suite

Botschaft des Bundesrates 27.01.99 (BBl 1999 3830)  
Message du Conseil fédéral 27.01.99 (FF 1999 3494)

Integrationsbericht 1999 des Bundesrates 03.02.99  
Rapport 1999 du Conseil fédéral sur l'intégration 03.02.99

Bestellung: EDMZ, 3003 Bern/Commande: OCFIM, 3003 Berne

Nationalrat/Conseil national 07.06.00

Nationalrat/Conseil national 07.06.00

Ständerat/Conseil des Etats 14.06.00

Ständerat/Conseil des Etats 15.06.00

Nationalrat/Conseil national 19.06.00

Nationalrat/Conseil national 23.06.00

dStänderat/Conseil des Etats 23.06.00

**Bührer** Gerold (R, SH): In der Europa-Frage werden wir bekanntlich wie kaum in einem anderen politischen Dossier nach Schlagworten katalogisiert. Ich möchte daher gleich zu Beginn eines klarmachen: Ich war und bleibe auf der konstruktiven Seite, d. h. offen für alle Optionen; ich habe bislang immer ein Wirtschaftsabkommen befürwortet. Die staats-, aussen- und insbesondere neutralitätspolitischen, aber auch wirtschaftspolitischen Aspekte haben mir aber auferlegt, mit einem weiteren Schritt zuzuwarten.

In dieser Debatte geht es meines Erachtens nicht primär um den persönlichen Standort, sondern es geht sehr stark – nebst Formellem – um Psychologisches, um Signale, die wir mit den Beschlüssen dafür oder dagegen, dem Gegenvorschlag bzw. der Initiative nach aussen senden.

Vor dieser Abstimmung haben wir – auch ich selbst, auch der Bundesrat – landauf, landab gesagt, es handle sich in der Abstimmung vom 21. Mai 2000 über die bilateralen Verträge um ein Wirtschaftsabkommen. Wir haben – und ich gratuliere dem Bundesrat – die Fehler aus der EWR-Abstimmung nicht wiederholt, als Worte wie «Automatismus» und «Trainingslager» herumgeisterten und die Leute verunsicherten. Wir haben wie kaum zuvor einen breiten Konsens über die Parteien hinweg erzielen können. Das ist auf fruchtbaren Boden gestossen, das hat Vertrauen geschaffen. Eine angesehene Zeitung hat vom «Burgfrieden» zugunsten schweizerischer Interessen geschrieben.

Herr Bundesrat Deiss hat im Interview mit dem «Tages-Anzeiger» vom 12. April 2000 zu Recht ausgeführt: «Der Bundesrat wird ein Ja am 21. Mai als positiven Entscheid für die bilateralen Verträge würdigen und kein Signal für einen EU-Beitritt daraus machen. Ich verstehe die Ungeduld nicht, mit der man jetzt eine Beitrittsdebatte fordert.»

Wenn man derart klare, unmissverständliche Signale nach aussen gibt, dann ist es unverständlich, dass nur Tage nach der Abstimmung die Aussenpolitische Kommission oder Herr Bundesrat Deiss selbst am Montag, dem 29. Mai, in der Aula der Universität Zürich derartige Irritationen nach aussen vermittelten. Man kann zwar argumentieren – technokratisch –, dass die Botschaft, die man danach gegeben habe, eigent-

lich nicht im Widerspruch stehe zu dem, was man zuvor gesagt habe. Aber ich glaube, in der Politik sind wir uns alle einig: Die Botschaft muss auch danach beurteilt werden, wie sie in der Öffentlichkeit ankommt. Der Bundesrat und die Mehrheit der Kommission haben leider mit Irritationen den Vertrauensvorschuss torpediert; das ist sehr schade. Es wäre nicht nötig gewesen, mit redaktionell veränderten Gegenvorschlägen seitens der Kommission einen derartigen Vertrauensbruch zu erzeugen.

Es ist doch klar, Herr Bundesrat: Wir brauchen keinen Gegenvorschlag, weder staatsrechtlich noch politisch. Ihr Auftrag ist klar, Sie haben ihn verschiedentlich im Integrationsbericht und im Vorfeld der Abstimmung definiert.

Es geht darum – und die Wirtschaft macht hier voll mit –:

1. die bilateralen Abkommen im Interesse unseres Landes umzusetzen;
2. Erfahrungen mit den bilateralen Abkommen zu sammeln, wie Sie das gesagt haben;
3. nicht auszuruhen – da bin ich mit Ihnen einverstanden –, sondern die Entwicklung der EU staatspolitisch, aussenpolitisch und ökonomisch weiter zu analysieren und mögliche weitere Beschlüsse vorzubereiten.

Darum geht es. Deswegen bin ich der Meinung, dass wir als Parlament jetzt – wo immer man bezüglich der langfristigen Vision auch steht – nicht darum herumkommen, das Versprechen, das wir vor der Abstimmung gegeben haben, einzulösen, dass wir nämlich – nicht im Sinne des Ausruhens – Zeit brauchen und dass Hektik fehl am Platze ist.

Ich sage Ihnen das auch vonseiten der Wirtschaft. Die Wirtschaft wünscht keine Hektik, sondern wir wünschen Berechenbarkeit; wir wünschen eine langfristig orientierte Aufarbeitung der exogenen und endogenen Schlüsselemente für spätere Entschlussfassungen.

Deswegen bin ich mit der Mehrheit unserer Fraktion der Meinung, dass wir zur Initiative Nein sagen müssen, dass wir zu den Gegenvorschlägen Nein sagen müssen, dass wir uns alle Optionen offen halten müssen und dass wir mit diesem Beschluss vor allem den Stimmberechtigten zeigen wollen, dass das, was man vor der Abstimmung gesagt hat, vor allem als Bundesrat, auch danach Gültigkeit hat.

**Sommaruga** Simonetta (S, BE): Es ist bereits heute Morgen und jetzt wieder ausführlich darüber gejammert worden, dass der Zeitpunkt für diese EU-Debatte schlecht gewählt sei – jetzt, so kurz nach der Abstimmung über die bilateralen Verträge. Ich bin anderer Meinung. Ich finde den Zeitpunkt, diese EU-Debatte zu führen, ausgezeichnet. Der Zeitpunkt ist aber wahrscheinlich für all jene unangenehm, die bis jetzt in Bezug auf den EU-Beitritt nie klar Position bezogen, die der Bevölkerung etwas vorgemacht haben und der Bevölkerung auch jetzt noch vormachen möchten, wir hätten tausend Optionen, wir könnten uns unendlich lange Zeit lassen. Unangenehm ist der Zeitpunkt auch für jene, die der Bevölkerung vor der Abstimmung über die bilateralen Verträge nur versprochen haben, dass sie nichts versprechen. Für all jene aber, die bis jetzt ehrlich und offen gesagt haben, was sie wollen, ist dieser Zeitpunkt, die EU-Debatte zu führen, überhaupt kein Problem und bereitet ihnen auch kein Bauchweh.

Offen war bis jetzt und ist heute die SVP, und zwar insofern, als sie den EU-Beitritt ablehnt. Sie will auch keine Vorbereitungshandlungen, und sie hat kein Interesse an einer Versachlichung der Debatte. Wenig ehrlich ist die Haltung der SVP aber dort, wo sie den EU-Beitritt mit dem Argument, die Schweiz müsse autonom bleiben, bekämpft. Die SVP verschweigt nämlich, dass die Schweiz mit den WTO-Verträgen, die wir 1995 abgeschlossen haben, bereits wesentlich an Autonomie verloren hat. Ich erinnere Sie daran, dass damals niemand in diesem Saal – auch die SVP-Fraktion nicht – interveniert hat.

Ich möchte Ihnen ein paar Beispiele geben: Aufgrund der WTO-Verträge muss die Schweiz heute Hormonfleisch importieren, auch wenn dieses gesundheitlich bedenkliche Substanzen enthält.

Aufgrund der WTO-Verträge darf die Schweiz heute nicht deklarieren, woher das Holz kommt. Aufgrund der WTO-Verträge muss die Schweiz heute mehrere parallele Mobilfunknetze aufstellen, auch wenn das wenig Sinn macht.

Unsere Partei hat seit jeher den EU-Beitritt befürwortet. Wir haben den EU-Beitritt vor und nach der Abstimmung über die bilateralen Verträge befürwortet. Schwierig ist die Situation also vor allem für die Parteien der Mitte, die sich nicht geäußert haben. Sie sind heute gefordert; von ihnen duldet die Bevölkerung dieses Versteckspiel, diese Hinhaltetaktik nicht länger.

Herr Bühner hat soeben dem Bundesrat und insbesondere unserem Aussenminister vorgeworfen, dass er einen Vertrauensbruch begangen habe. Herr Mörgeli hat heute dem Bundesrat vorgeworfen, dass er in Bezug auf die Aussenpolitik das Heft in die Hand genommen habe. Herr Mörgeli, ich muss Ihnen sagen, dass Sie offenbar die Bundesverfassung nicht kennen. Dort steht, dass der Bundesrat in der Aussenpolitik eine Führungsfunktion hat und diese auch wahrnehmen muss. Herr Bundesrat Deiss hat nichts anderes getan, als diese Führungsrolle zu übernehmen, und er hat sie sehr gut übernommen. Ich finde es nur schade, dass nicht einmal die Partei von Herrn Bundesrat Deiss gemerkt hat, wie klug dieser Vorschlag ihres eigenen Bundesrates ist.

Jetzt müssen wir relativ plötzlich und spontan über mehrere Gegenvorschläge zur Initiative diskutieren. Ich finde es unseriös, dass wir diese verschiedenen Gegenvorschläge erst am Vorabend dieser wichtigen Diskussion erhalten haben. Das spricht nicht für die Seriosität dieser Debatte.

Ich bin überzeugt, dass die Bevölkerung das Recht hat zu wissen, was das Parlament über den EU-Beitritt denkt, dass sie das Recht hat zu wissen, welche konkreten Massnahmen für einen solchen Beitritt zu ergreifen sind, und dass sie das Recht hat zu wissen, dass wir schon heute mit den meisten Gesetzen nur noch EU-Recht nachvollziehen. Wir haben ja diesen absurden Ausdruck «autonomer Nachvollzug», der nichts anderes bedeutet, als dass wir täglich EU-Recht übernehmen, ohne allerdings den Spielraum ausnutzen zu können, wie das den EU-Ländern möglich ist.

Ich bitte Sie, die Bevölkerung nicht länger mit Beschlüssen zu verwirren, hinzuhalten und für dumm zu verkaufen. Ich bitte Sie, klare und eindeutige Entscheide zu fällen – für das Ziel, der EU beizutreten, für konkrete Abklärungen und für klare Fristen.

**Pfister Theophil (V, SG):** Sind Sie wirklich der Meinung, dass es für die Schweiz einfacher ist, den Import von Hormonfleisch aus den USA zu verhindern, wenn sie in der EU ist?

**Sommaruga Simonetta (S, BE):** Ich bin froh, dass Sie dieses Beispiel aufgreifen.

Ich muss Ihnen sagen: In Bezug auf das Hormonfleisch hat die EU gegenüber den USA seit über zehn Jahren Standfestigkeit bewiesen. Sie hat bis heute kein Hormonfleisch aus den USA importiert, während die Schweiz erst jetzt langsam anfängt, das Fleisch überhaupt anzuschreiben.

**Engelberger Eduard (R, NW):** Die Initiative «Ja zu Europa!» liegt, um es vorwegzunehmen, auch nach einer sorgfältigen Beurteilung der aktuellen Volksmeinung in meiner inner- und urschweizerischen Umgebung quer in der Landschaft.

Es ist für das Volk, Frau Sommaruga, unangenehm, sich jetzt schon wieder Diskussionen anhören zu müssen. Die eindeutige Aussage, dass die bilateralen Verträge kein Schritt in Richtung eines EU-Beitritts seien – auch kein Zwischenziel und keine Etappe, Herr Suter –, durch den Bundesrat, in Ob- und Nidwalden war es Herr Bundesrat Leuenberger, der das klar gesagt hat, durch uns Parlamentarier, aber auch durch die sehr engagierten Kantonsregierungen im Vorfeld der Abstimmungen zu den bilateralen Verträgen, verlangt von uns nun eine ebenso eindeutige und klare Absage an die Adresse der Initianten und der Mehrheit unserer Aussenpolitischen Kommission.

Es ist offensichtlich, dass auch für einen Gegenvorschlag kein Handlungsbedarf besteht. Deshalb empfinden wir dieses Ringen um einen Gegenvorschlag als ein äusserst fragwürdiges politisches Gerangel. Herr Bundesrat, damit ist das Vertrauen in die Glaubwürdigkeit unserer Politik in unseren kleinen Kantonen Nid- und Obwalden und auch in anderen Kantonen erschüttert. Es wird kurzfristig für kommende Volksabstimmungen kaum reparierbar sein.

Herr Bundesrat, wir haben im Gegensatz zur EWR-Abstimmung je nach Kanton 25 bis 30 Prozent Stimmen zugelegt: Wir haben die Stimmbürger mit der Entkoppelung der Fragen bilaterale Verträge und EU-Beitritt in vielen persönlichen Gesprächen und Auftritten überzeugt und damit aufgefordert, den bilateralen Verträgen zuzustimmen – was sie dann in erfreulicher und verdankenswerter Weise auch getan haben. Wo spüren sie nun, diese Bürgerinnen und Bürger, Dank?

Diese Stimmbürgerinnen und Stimmbürger erwarten jetzt vom Bundesrat, vor allem von Ihnen, Herr Bundesrat Deiss, dass Sie den bilateralen Verträgen erste Priorität geben, sie mit aller Konsequenz durchziehen und ihnen vor allem in den sensiblen Bereichen wie der Landwirtschaft und dem Landverkehr, die unsere Bevölkerung sehr beschäftigen, zum Erfolg zu verhelfen.

Darum wollen wir dem Bundesrat keinen zusätzlichen Zwang durch einen Gegenvorschlag aufhalsen. Wir müssen ihm auch nicht unter die Arme greifen. Wir wollen seine Handlungsfreiheit nicht einengen und ihm die Möglichkeit offen lassen, über weitere Massnahmen innerer Reformen selber zu entscheiden. Wir wollen ihm keinen fixen Terminplan vorgeben, sondern es ihm überlassen, damit er, der Bundesrat, selber über den geeigneten Zeitpunkt weiterer Verhandlungen – sei es im Zusammenhang mit den Restanzen der bilateralen Verträge oder mit der Aktivierung des Beitrittsgesuches bis zum strategischen Ziel – ohne zusätzlichen parlamentarischen Druck frei entscheiden kann.

Aufgrund dieser Aussagen, Herr Suter, kann uns wohl niemand den Vorwurf machen, wir wollten etwas verhindern. Denn alle Optionen sind dem Bundesrat offen, und von Handlungsbedarf kann hier effektiv keine Rede sein.

Zusammengefasst: Oberstes Ziel der Landesregierung soll und muss es nun sein, die bilateralen Verträge zu begleiten, sie durch- und umzusetzen und Erfahrungen zu sammeln. Die Entkoppelung hat sich gelohnt, diese Strategie hat sich bewährt; die wollen wir weiterziehen und dem Volk die ihm versprochene Ruhe und Pause in dieser Diskussion geben. Deshalb sagen wir Nein zu einem Gegenvorschlag und selbstverständlich auch zur Initiative. Ich bitte Sie, in diesem Sinne zu entscheiden. Diese klare Haltung würde wieder ein wenig die Redlichkeit von «Bundesbern» gegenüber dem Souverän zum Ausdruck bringen.

**Gross Andreas (S, ZH):** In einigen Ihrer Voten ist so etwas wie Unmut darüber angeklungen, dass Sie jetzt bereits wieder über Europa diskutieren müssen. Ich persönlich rechne dieser Initiative genau das hoch an: nämlich dass sie uns zwingt, weiterzudenken und wieder zu diskutieren. Wie Herr Widmer gesagt hat: Wir sind in einem permanenten Lernprozess, wir müssen alte Mentalitäten überwinden, die nicht mehr zeitgemäss sind.

Da fällt mir aber etwas auf: Wer ist dagegen, dass wir hier weiter diskutieren? Es wurde gesagt, z. B. der Vorort möchte jetzt, dass man sich auf die bilateralen Verträge konzentriert und nicht weiter von einem EU-Beitritt spricht. Der Vorort – Herr Frey hat jetzt zustimmend genickt –, auch viele von der FDP und leider von der CVP sind zufrieden damit, dass wir die Freiheit spalten. Sie sind zufrieden mit der Marktfreiheit. Ihnen geht es offenbar nicht um die politische Freiheit. Sie spalten die Freiheit in einen ökonomischen und einen politischen Teil.

Da gibt es für jene nichts zu lachen, die wirtschaftlich kein Kapital, die bloss ihr Stimmrecht haben und einfache Bürger sind. Seit der Französischen Revolution gilt Freiheit für alle gleich und nicht nur für jene, die wirtschaftlich potent sind.

Wenn Sie darüber lachen, dass das seit 200 Jahren gilt, und es jetzt nicht mehr beachten, frage ich mich, ob Sie hier an der richtigen Stelle sind.

Als ökonomisches Subjekt am transnationalen Markt teilzuhaben, ist das eine; als Bürger und Bürgerin an der transnationalen Demokratie teilzuhaben, ist die Voraussetzung dafür, auch politisch frei zu sein. Darum geht es. Wenn Sie meinen, der Freiheit sei Genüge getan, wenn man am transnationalen Markt mitwirkt, politisch aber nicht frei ist, und wenn die bürgerlichen Parteien die Notwendigkeit, dass politische und ökonomische Freiheit zusammengehören, nicht einsehen, akzeptiert man, dass für viele die Souveränität nicht mehr gilt, dass Freiheit und Souveränität zu einem Privileg von Begüterten geworden sind. Das ist nicht mehr das, was ursprünglich mit Demokratie und Freiheit gemeint war.

Auf dieselbe Art muss man meiner Meinung nach mit jenen reden, die sich hier leichtfertig sogar freuen, wenn eine Volksabstimmung stattfinden würde, welche die EU-Integrationspolitik der Schweiz nachhaltig zurückwerfen würde.

Wenn in der Schweiz im Sinne eines Freibriefes abgestimmt wird – wenn wir also abstimmen, ohne dass das Anliegen präzise definiert ist und seine Vor- und Nachteile abgewogen werden können –, dann ist die Chance, dass diejenigen verlieren, die die Initiative eingereicht haben, gross. Das ist nicht wegen der Sache so, sondern wegen der Form. In der Schweiz will man genau wissen, worüber man abstimmt, und dem Parlament oder der Regierung keinen Freibrief erteilen.

Wenn die Europaskeptiker jetzt aber glauben, das sei gut für sie, dann machen sie in meinen Augen auch etwas Unverantwortliches. Wer Freude daran hat, dass Europa der Schweiz und die Schweiz Europa verleidet, wer also nicht daran denkt, dass für die Freiheit beides wichtig ist, das politische und das ökonomische Moment, der schadet – um in ihren Worten zu reden – der Heimat. Die Heimat besteht aus allen, nicht nur aus den Begüterten. Alle haben ein Interesse daran, dass die Demokratie wieder Spiesse erhält, die so lang sind, dass sie auch im transnationalen Markt – wie Frau Sommaruga gesagt hat – gesellschaftliche Interessen durchsetzen kann. Das ist der Punkt: Die nationale Demokratie kann diese heute gegen den transnationalen Markt nicht durchsetzen, deshalb braucht es die politische Integration, damit die Demokratie auch für uns wieder so weit reicht, dass sie in der Wirtschaft sozial- und umweltverträgliche – von der Wirtschaft nicht gewollte – Grenzen setzen kann. Diese Stärke haben wir heute nicht, wenn wir am Markt teilhaben, ohne z. B. in der europäischen Verfassungsstruktur verankert zu sein.

Wenn Sie diese Gespaltenheit aufheben und nicht akzeptieren wollen, dann müssen Sie sich als gemeinsames Subjekt integrieren und – wie von einigen gesagt worden ist – unsere eigenen Erfahrungen aus dem 19. Jahrhundert in die Diskussion einbringen. In dem Sinne sollte es Sie doch ermutigen, dass Herr Prodi als Italiener das ganz genau weiss und in St. Gallen kürzlich gesagt hat, die EU möchte dorthin, wo die Schweiz ist. Wenn Sie das wissen, können Sie aufrechten Ganges und nicht in dieser kleinmütigen Art auf die EU zugehen bzw. über sie reden.

**Schluer Ulrich (V, ZH):** Herr Gross, als sehr ernsthafter Zuhörer Ihrer Ausführungen möchte ich Sie fragen: Können Sie mir am Beispiel Österreich erklären, wie die transnationale Demokratie in der Europäischen Union funktioniert?

**Gross Andreas (S, ZH):** Gerne, Herr Schluer. Sie wissen ja, dass Herr Fischer die notwendigen Vorschläge für eine transnationale Demokratie in der EU gemacht und selber gesagt hat, dies sei eine realistische Utopie. Er hätte es nicht tun müssen – und es wäre keine realistische Utopie, wenn es dies schon gäbe.

Der Fall Österreich ist genau ein Beispiel für die Defizite, die es in Bezug auf Föderalismus und Demokratie in der EU heute noch gibt – die aber von vielen erkannt wurden und von vielen behoben werden müssen. Es ist nämlich richtig,

dass man Werte verteidigt; Ihnen geht es ja auch um Werte. Es ist richtig, dass sich die EU als mehr versteht als nur eine ökonomische Interessengemeinschaft. Es ist aber falsch, wenn das Zentrum meint, es könne den «Kantonen» – in unserem Sinne – die Regierung vorschreiben. In einer Verfassung würde genau stehen, dass die Kompetenzen des Zentrums hier begrenzt sind. Das Beispiel mit Österreich ist deshalb ein wunderbares Beispiel dafür, dass Herrn Fischers Ideen real werden müssen und nicht nur eine realistische Utopie bleiben dürfen.

**Mugny Patrice (G, GE):** Comme par hasard, la Suisse est membre de l'OMC, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, mais nous ne faisons partie ni de l'ONU ni de l'Europe. Les accords bilatéraux que les Suisses viennent d'accepter vont dans le même sens: ils nous ouvrent le marché économique européen, mais ils ne nous permettent pas de participer au débat politique au sens large.

Travailler à l'adhésion à l'Europe, c'est travailler à la construction d'une région commune, j'ai presque envie de dire d'un pays commun. C'est travailler à un rapprochement des peuples qui vivent sur notre continent. Lorsqu'on nous parle de l'adaptation que cela pourrait entraîner tant pour nos institutions que pour notre démocratie, je me permets de rappeler que nous avons signé des centaines de conventions et d'accords qui ont induit des modifications de nos lois et règlements. D'ailleurs, tout le monde semble trouver normal que la Suisse applique les règles de l'OMC, règles bien plus dangereuses pour notre pays et nos concitoyens que la mise en oeuvre d'une assurance-maternité, exemple de ce qui nous serait imposé par une adhésion. La Suisse n'a même pas attendu l'adhésion pour appliquer de fait des accords comme ceux de Schengen qui font notamment de l'Europe une citadelle face aux étrangers des autres continents. Chacun sait ici que, dans de très nombreux domaines, surtout en ce qui concerne la politique locale, notre démocratie directe reste parfaitement compatible.

Reste donc la soi-disant peur du peuple. Mais la politique ne consiste-t-elle qu'à relayer les prétendues peurs des citoyens ou vise-elle à mener un combat et un travail sérieux pour informer et convaincre? En fait, il faut encore avoir envie de convaincre, donc être soi-même convaincu. Et il est évident que, pour certains parlementaires ici, le discours de la prudence cache en fait un refus de toute ouverture, tant il est vrai que certaines forces politiques jouent ici depuis des années avec les sentiments xénophobes plus ou moins latents d'une partie de la population. Je ne vise pas ici uniquement l'UDC.

Je relève également que, lorsque certaines personnes osent parler d'un risque de fracture dans la population, elles feignent d'occulter qu'elles travaillent depuis des années avec acharnement à désespérer des citoyens, à créer des fractures, bref à détruire des liens importants pour la cohésion de notre pays.

En soutenant l'initiative, on ne soutient d'ailleurs même pas l'adhésion immédiate, cela a été dit et redit. On ne fait que laisser la porte ouverte et c'est de toute manière, en fin de course, le peuple qui tranchera. Finalement, il ne s'agit que de savoir si, pour une fois, la Suisse peut participer à une aventure autre que financière et économique.

En conclusion, j'espère que les initiants maintiendront leur initiative, à moins qu'un contre-projet vraiment sérieux soit adopté. Cela mérite un débat public.

**Rechsteiner Paul (S, SG):** Der Abstimmungserfolg vom 21. Mai ist der Erfolg einer realistischen Politik, die den Problemen – im Unterschied zu 1992, als es um den EWR ging – nicht ausgewichen ist und sie nicht verneint hat, sondern mit den flankierenden Massnahmen konkrete Antworten auf diese Probleme gegeben hat.

Dieses Abstimmungsergebnis ist auch eine klare Niederlage des rechtsnationalen Blocks. Und vergessen wir nicht: Mit der Personenfreizügigkeit ist gleichzeitig das grösste Hindernis überhaupt auf dem Weg in die Integration gefallen, was

allerdings keineswegs heisst, dass die anderen Hindernisse zu vernachlässigen wären.

Aus gewerkschaftlicher Sicht muss auf den wirtschaftlichen Zugang zu Europa die soziale und politische Mitwirkung in Europa folgen. Dafür braucht es nicht Hals über Kopf die Aufnahme von Beitrittsverhandlungen, sondern zunächst eine entschlossene und wirksame Umsetzung der flankierenden Massnahmen. Gleichzeitig muss die Debatte darüber beginnen, mit welchen Positionen die Integration auf den heiklen Feldern konkret angegangen werden soll.

Die Integration wird nur dann gelingen, wenn die Mehrheit der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer wie bei den bilateralen Verträgen wieder zum Schluss kommt, dass dieser Schritt der richtige ist. Dafür braucht es kein euphorisches, sondern ein realistisches Bild des Europaprojektes mit all seinen Ambivalenzen; ein Bild, das weder das Entwicklungspotenzial dieses Projektes unterschätzt noch seine Steuerungsmöglichkeiten, wo die nationalen Möglichkeiten nicht mehr ausreichen.

Vor allem braucht es eine klare Sprache, wenn es darum geht, wie die sozialen Interessen gewahrt werden sollen – vom Arbeitsrecht über das Sozialrecht bis zu den Steuern, also von der Frage der Mehrwertsteuer über die öffentlichen Dienste bis hin zur Demokratie. Die Entwicklung dieser Positionen wird nicht ewig dauern, aber sie wird eine gewisse Zeit brauchen. Dies gilt nicht nur für die Gewerkschaften, sondern auch für andere Akteure wie die Landwirtschaft. Dies gilt aber auch für den Finanzplatz, dessen Vertreter sich bei den fiskalischen Konsequenzen der Währungsunion sehr wohl Rechenschaft über den Modernisierungsbedarf ablegen müssen, wenn sie nicht in Bälde das Schicksal Liechtensteins erleiden wollen.

Das grösste Problem sind somit nicht die Fristen, sondern die Positionen und die Frage einer klugen, überlegten und erfolgsträchtigen Strategie. Ein Grund, Zeit zu verlieren, besteht im Übrigen nicht. Vor dem Hintergrund des nun erzielten Abstimmungserfolges drängt es sich auf, die Zeit dafür zu nutzen, den UNO-Beitritt noch in dieser Legislaturperiode – zum zweiten Mal seit 1986 – zur Abstimmung zu bringen, statt auch hier auf die Volksinitiative zu warten.

Jedenfalls ist das viel gescheiter, als den Antritt in die Sackgasse, der sich jetzt anbahnt, wieder mit dem Militär zu machen. Denn ein Erfolg bei einer Uno-Abstimmung wäre der zweite grosse Öffnungsschritt und gleichzeitig die zweite und entscheidende Niederlage des rechtsnationalen Blocks. Denken wir daran, dass die Auns – der reaktionäre «Stoss-trupp» – gegen Europa, 1986 gegen einen Beitritt der Schweiz zur Uno gegründet wurde. Aber das alles setzt eine überlegte Strategie und einen Verzicht auf militärische Abenteuer voraus. Wenn der Uno-Beitritt durchgekommen ist, wird absehbar auch der nächste grosse Schritt in Europa fällig sein und gelingen.

Niemand kann heute genau sagen, was in den nächsten Jahren alles passieren wird. Zu vieles hängt von den wirtschaftlichen und sozialen Entwicklungen ab, bei uns genauso wie in Europa. An uns, den politisch verantwortlichen Kräften dieses Landes, links und in der Mitte, wird es aber liegen, die nötigen und richtigen politischen Schritte zu machen und die Koalitionen zu schnüren, die für einen Erfolg nötig sind. Das sind wir der Schweiz und ihrer Bevölkerung schuldig. Der 21. Mai 2000 war dafür grundsätzlich eine gute Vorgabe.

Vorläufig hat es leider noch zu viele in diesem Saal, die ein Problem «Volk» nennen, das vor allem sie selber sind.

**Loepfe** Arthur (C, AI): Statt uns über die bilateralen Verträge zu freuen und diese zu feiern, streiten wir uns. Das Schweizervolk hat Ja gesagt zu den bilateralen Verträgen. Es hat nicht Ja gesagt zu einem EU-Beitritt. Die Mehrheit der Schweizerinnen und Schweizer will jetzt auch keine Absichtserklärung für einen zukünftigen EU-Beitritt. Wenn wir die EU-Diskussion hätten führen wollen, wie wir das jetzt tun, hätten wir am 21. Mai nicht über die bilateralen Ver-

träge, sondern über einen EU-Beitritt abstimmen müssen. Was wir jetzt tun, versteht das Volk nicht.

Jetzt geht es darum, die bilateralen Verträge umzusetzen. Dies ist eine anspruchsvolle Aufgabe. Wir gewinnen dabei weitere Erfahrungen und neue Erkenntnisse und entscheiden, sobald zweckmässig, über weitere Schritte. Dies ist ein realistisches, pragmatisches Vorgehen. Auch die EU-Länder erwarten im Moment nicht mehr von uns. Auf der Basis der bilateralen Verträge lässt sich heute nach allen Seiten gut und positiv argumentieren und verhandeln.

Auf die EU-Frage gibt es heute drei mögliche, klare Antworten: Ja, Nein oder Abwarten. Die Nachteile eines EU-Beitrittes überwiegen heute die Vorteile ganz klar.

Ich empfehle Ihnen, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen und die Gegenvorschläge abzulehnen.

**Tschuppert** Karl (R, LU): Zur Volksinitiative «Ja zu Europa!» will ich mich nicht gross äussern. Diese Initiative ist ein ungeschickt formuliertes Begehren einer Randgruppe – vergleichbar mit der Lega-Volksinitiative –, und genau wie jene verdient sie eine klare Ablehnung an der Urne. Brüssel wird ein Nein der Schweiz sehr wohl richtig einzuordnen wissen.

Ich lehne aber auch alle Gegenvorschläge ab. Der Triumph der bilateralen Verträge an der Urne ist vor allem in der Deutschschweiz mit dem Versprechen erkaufte worden, dass vorläufig auf weitere integrationspolitische Schritte verzichtet werde. Auch ich habe Abend für Abend versucht, den Mitbürgerinnen und Mitbürgern zu erklären, dass die bilateralen Verträge mit einem EU-Beitritt nichts zu tun hätten. Was nun im Nachgang zum vielleicht zu deutlichen bilateralen Ja auf der politischen Bühne abläuft, ist mehr als bedenklich, sogar äusserst unklug, unfair und uneinsichtig. Ich frage mich, wo eigentlich die Befürworter der Initiative und des Gegenvorschlages im Vorfeld der Abstimmung über die bilateralen Verträge waren. Waren sie zu Hause in der warmen Stube?

Herr Bundesrat Deiss, haben Sie eigentlich die Ängste in der Bevölkerung anlässlich Ihrer vielen, übrigens überzeugenden, hervorragenden Auftritte nicht wahrgenommen, oder haben Sie gar nicht zugehört? Gerade unsere Bauernfamilien, die aus verständlichen Gründen in europapolitischen Fragen stark verunsichert sind, wurden in den letzten Tagen sehr schwer enttäuscht. Was da alles passiert ist, ist kurz zusammengefasst «Totengräberei an unserer direkten Demokratie».

Heute versucht man, einen neuen «Schlugg», um in der Schwingersprache zu sprechen, zu machen. Mit einem Gegenvorschlag soll um jeden Preis versucht werden, den Initianten den Rückzug der Volksinitiative zu ermöglichen; damit soll ein negativer Ausgang bei einer Volksabstimmung verhindert werden. Indem der Gegenvorschlag dem Referendum entzogen wird, wird das Volk, vor dessen Verdikt man sich fürchtet, bewusst ausgeschaltet. Eigentlich ist es doch so: Es gibt ein Anliegen, das dem Volk unterbreitet werden soll – sofort Beitrittsverhandlungen aufnehmen –, und nun hat man Angst, dass das Volk Nein sagt. Also nimmt man den gleichen Inhalt und giesst ihn in ein anderes Gefäss, das nicht vors Volk muss. Das ist demokratiepolitisch fragwürdig und verdient keinen Schutz und keine Unterstützung. Der Bundesrat hat vor der Abstimmung über die bilateralen Verträge versprochen – das war vermutlich eine offizielle Sprachregelung –, das Resultat nicht zu interpretieren und nicht aufgrund einer eventuellen Zustimmung weitere integrationspolitische Schritte zu unternehmen.

Es ist daher nicht redlich, wenn heute mit Gegenvorschlägen der Eindruck erweckt wird, man halte sich nicht an diese Versprechen. Das ist mit Blick auf das Vertrauen in die Politik und auf die kommenden schweren Abstimmungen (Uno, Militärgesetz) verheerend.

Das zeigt mir, dass wir heute nicht um eine klare Stellungnahme herumkommen. Das heisst für mich, dass in der europapolitischen Frage erst wieder Ruhe einkehren wird, wenn wir uns unserer Stärken besinnen: Diese heissen Pragmatismus und noch einmal Pragmatismus.

Empfehlen wir also die Volksinitiative zur Ablehnung und lehnen alle Gegenvorschläge ab. Sammeln wir zuerst einmal mit den bilateralen Verträgen Erfahrung und lassen wir dann den Bundesrat entscheiden, wann er die nächsten integrationspolitischen Schritte einleiten wird – und zwar den Gesamtbundesrat; das ist sein Bier! Dann erst kommt der Moment, wo wir hier über weitere Schritte diskutieren werden. Das ist der Weg, Herr Suter, und nicht «Augen zu und durch».

**Binder Max (V, ZH):** Ja zu Europa – warum denn nicht? Dagegen ist von mir aus nichts einzuwenden. Das unterschreibe ich ohne Wenn und Aber, denn wir sind im Zentrum Europas, wir sind im Herzen Europas. Wir sind Schweizer und Europäer. Wir sind ein Staat in Europa. Wir haben zu Europa noch nie Nein gesagt. Ebenso klar und überzeugt sage ich aber Nein zum Beitritt zur EU.

Ich habe die Rede von Herrn Bundesrat Deiss in der Aula der Universität Zürich vom 29. Mai sehr aufmerksam mitgehört. Was Herr Bundesrat Deiss dort ausgeführt hat, hat mich zumindest nicht erstaunt. Es hat mich aber sehr nachdenklich gemacht. Wer mitverfolgt hat, mit welcher Verkrampftheit und sehr oft auch contre coeur Herr Bundesrat Deiss im Abstimmungskampf um die bilateralen Verträge dem Volk zu verstehen geben wollte, dass diese mit dem EU-Beitritt nichts zu tun hätten, konnte feststellen, dass der wahre Aussenminister in Zürich auftrat. Befreit vom Ballast der bilateralen Verträge, wirkte er auf mich wie ein «Euroturbo-Überflieger».

Inhaltlich auf seine Rede eingehend, habe ich doch einige Defizite festgestellt:

1. Herr Bundesrat, wie kommen Sie zur Aussage, ein EU-Beitritt bringe keine Einschränkungen, keinen Verlust an Unabhängigkeit und sogar erhöhte Souveränität – um mit Ihren Worten zu sprechen «souveraineté plus»? Immerhin haben wir gemeinsame Politiken zu übernehmen; ich erinnere an die gemeinsame Agrarpolitik.

2. Wie erklären Sie das Fehlen einer Aussage in Ihrer Rede betreffend die Neutralität der Schweiz respektive die Auswirkungen auf diese? Unsere Neutralität als Maxime der schweizerischen Aussenpolitik ist im Volk stark verankert. Wenn man hört, dass in führenden Kreisen der EU die Absicht besteht, die EU und die Westeuropäische Verteidigungsunion in absehbarer Zeit zu vereinsamen, wird unmissverständlich klar, dass die Neutralität im Rahmen der EU nur noch Geschichtsbuchcharakter hat.

3. Die Glaubwürdigkeit des Bundesrates: Vor dem 21. Mai dieses Jahres wurde landauf, landab erklärt, die bilateralen Verträge hätten nichts mit einem EU-Beitritt zu tun. Diese Aussagen erwiesen sich damals teilweise als falsch, und heute erfahren Sie die Bestätigung. Wie sonst konnten Sie, Herr Bundesrat, acht Tage nach dieser Abstimmung sagen, der EU-Beitritt sei nun kein strategisches Ziel mehr, sondern ein in Arbeit befindliches Projekt. Sie haben damals in Zürich gesagt, Sie hätten mit der Arbeit bereits am Sonntag Abend oder am Montag Morgen begonnen.

Mit dieser Aussage bestätigen Sie selbstverständlich, dass Sie die bilateralen Verträge als lästigen Zwischenschritt auf Ihrem ungestümen Weg nach Brüssel erdulden müssen.

Dieses Vorgehen, Herr Bundesrat Deiss, erinnert mich an einen Maskenball, der am 21. Mai stattfand, mit anschliessender Demaskierung zurück zum wahren Gesicht am 29. Mai. In der Aula der Universität Zürich haben Sie Applaus geerntet, im Volk aber haben Sie Unverständnis, Kopfschütteln, und ein Gefühl von Vertrauensmissbrauch, Vertrauensschwund und von verräterischem Handeln ausgelöst.

Noch eine Äusserung zu Kollege Mario Fehr: Wenn Sie, Herr Fehr, sagen, Demokratie werde in Europa gebaut, gebe ich Ihnen Recht, bin ich mit Ihnen einverstanden. Aber die Demokratie wird abgebaut. Nehmen Sie das Beispiel Österreich: Ein kleines Land wird wegen demokratisch durchgeführten Wahlen – deren Resultat nicht allen passte – torpediert, verunglimpft und sanktioniert. Wer dem Besuch

von Bundeskanzler Schüssel in Zürich im Hotel Dolder beigewohnt hat, hat dies eins zu eins mitbekommen. Zentralismus und nicht Demokratie ist angesagt, zumindest zum heutigen Zeitpunkt. Ich wünsche allen Staaten dieser EU, dass sich dies ändern möge.

Für mich ist klar, dass das Volk in keinem Fall kaltgestellt werden darf. Das kommt einer Ungeheuerlichkeit gleich und ist einer direkten Demokratie wie wir sie kennen, unwürdig. Deshalb lehne ich alle Gegenvorschläge ab und bitte auch Sie, dasselbe zu tun. Auch die Initiative ist dem Volk zur Ablehnung zu empfehlen.

**Neirynd Jacques (C, VD):** Pourrait-on un seul instant sortir du cercle vicieux d'un débat qui est soi-disant ordonné par nos seuls intérêts? Dans l'affaire qui nous occupe, il ne s'agit pas vraiment de choisir de vouloir ou de pouvoir adhérer à l'Europe. Il s'agit bien évidemment d'une évidence et d'un devoir. Ce n'est pas une question d'intérêts, mais de raison et de responsabilité.

Alors, pourquoi cela ce n'est-il pas compris par certaines personnes? Comment les opposants peuvent-ils tenir un discours aussi caricatural que celui-ci? En somme, que l'Europe se construise comme un pays, cela ne nous concerne pas! Que cela se fasse, soit, pourvu que cela ne nous coûte rien, et, si possible, que cela nous rapporte quelque chose. Mais quand l'Europe s'efforce de ressembler à la Suisse, alors, elle dépasse les bornes! Nous risquons, par la faute des Européens, de finir par leur ressembler. Nous cessons d'être exceptionnels, nous serions pareils aux autres, puisque les autres seraient devenus comme nous. Ils ne se font plus la guerre; ils deviennent prospères, ils cessent d'être impérialistes. Cela n'est pas vraiment original. Au fond, l'Europe n'est qu'un gigantesque plagiat de la Suisse, et nous avons des raisons de nous plaindre: on naît Suisse, on ne le devient pas. Nous n'allons donc pas les aider. Nous perdrons notre spécificité, comme l'a dit M. Bugnon, et notre supériorité. Il vaudrait donc mieux qu'ils échouent. Et s'ils échouent, ce ne sera pas de notre faute: nous avons les mains propres, puisque nous les avons gardées dans nos poches!

Ce discours, vous en conviendrez, n'est ni réaliste ni raisonnable. Il faut le démystifier, car il relève de la psychose collective. Les arguments économiques sont autant de prétextes, car ils n'expliquent pas la sensible différence entre les différentes régions. Les réticences des cantons alémaniques doivent être prises au sérieux, mais au niveau exact où elles se situent. Les Romands n'objectent guère, car ils ne perdraient pas leur langue en entrant en Europe. En revanche, les Alémaniques subiraient une pression culturelle qui risque de détruire leur langue, c'est-à-dire leur identité nationale.

Est-ce que ce ne serait pas la véritable raison de tous ces blocages incompréhensibles pour un observateur objectif? Et si tel est le cas, il valait la peine qu'on le dise au moins une fois dans l'espoir qu'en prenant au sérieux le vrai problème, on démystifie ce débat de plus en plus surréaliste. Il est aussi long, parce qu'il est radicalement faux. Quand l'essentiel est tu, on doit parler sans s'arrêter pour mieux le taire.

**Galli Remo (C, BE):** Die Schweiz ist gar nicht so uneuropäisch. Nicht nur Wind und Wetter sind ähnlich, wir haben eine verwandte Kultur, eine vom Christentum mitgeprägte gemeinsame Geschichte. Historisch sind wir schon lange unabhängig, allerdings mit Verträgen und Freibriefen seinerzeit von Kaisern und Königen Gnaden.

Viele schweizerische Neuimpulse verdanken wir Interventionen von Ausländern oder ausländischen Staaten, so z. B. Napoleon oder später England, welches vor 152 Jahren unseren Neustart überhaupt ermöglichte; aber auch Briten, Deutsche und Franzosen, welche bei uns Tourismus und Wirtschaft lancierten, gaben Impulse. Externe Gefahren der Weltkriege und der Druck des entstehenden Europas weckten ein gesamtschweizerisches, neues kulturelles und wis-

senschaftliches Selbstbewusstsein, den plötzlichen Stolz auf Schweizer Symbolfiguren wie Denis de Rougemont, Hodler, Giacometti, Corbusier, Dürrenmatt, Scherrer usw.

Europa, jetzt die EU, schreibt seit 50 Jahren neue Geschichte, kaum mehr die Schweiz. Sie schreibt nun gesetzgebend viel EU-Geschichte ab, d. h., wir sind und bleiben ein Teil Europas, passiv oder aktiv. Eigene Geschichtsschreibung entsteht nur, wenn ein Wandel vollzogen, gestaltet, mitgestaltet wird.

Nach der Abstimmung über die bilateralen Verträge entstand Wirbel; man sagte, das Volk sei verschaukelt worden. Ich meine, dass das nicht stimmt. Es ist juristisch richtig, dass die bilateralen Verträge ein Wirtschaftsabkommen sind und nichts mit einem politischen Entscheid eines EU-Beitritts zu tun haben. Es ist richtig, dass zumindest der Bundesrat immer festgehalten hat, dass der EU-Beitritt sein Ziel bleibt. Wer das nicht gesagt hat, handelte unvollständig. Es ist richtig: Es war bekannt, dass die Initiative «Ja zu Europa!» sofort nach der Abstimmung über die bilateralen Verträge behandelt wird; ebenso war der zweijährige Gegenvorschlag bekannt, d. h., Sie wussten, dass eine Europadebatte, eine Termindiskussion unmittelbar bevorsteht. Wer das verschwiegen hat, war nicht ehrlich.

Es ist richtig, dass es mit der EU keine weiteren bilateralen Vertragspakete mehr geben wird. Wer das Gegenteil sagt, täuscht das Volk und unterliegt einer Selbsttäuschung. Unser Bundesrat hat dies mehrmals bestätigt. Schon beim letzten Besuch von Herrn Bundesrat Couchepin in Brüssel wollte er neue Wünsche anbringen – er erhielt von Europa den Tarif serviert.

Wer alles gesagt hat, hat das Volk nie beschummelt. Wer das nicht getan hat, muss das verantworten. Beschummelt wurde das Volk vielleicht, als Herr Bundesrat Couchepin ausbrach und von einem vom Gesamtbundesrat nie beschlossenen faktischen 8-Jahre-Moratorium sprach – ausgerechnet Bundesrat Couchepin, der sich sonst immer Fristen verbietet –, und das beim Dauerproblem Europa, mit welchem sich die Schweiz zu beschäftigen hat.

Zynisches Motto im Seco: Die Schweiz müsse in der internationalen Rangliste zurückfallen, bevor sie reif für den EU-Beitritt sei.

Der Vorsteher des Seco muss da intern Remedur schaffen. Das Volk darf nicht verschaukelt werden; das Volk soll nicht leiden und kuschen müssen, bevor es in Bezug auf die EU gesunden kann. Wären die bilateralen Verhandlungen ein zweijähriges galoppierendes Pferd statt ein hinkender Gaul von vielen Jahren gewesen, wären die Behandlungsdaten der bilateralen Verträge und der Initiative nicht zusammengeprallt.

Was wollen die Initianten und die Romands? Dass Europa ein Thema bleibt; dass nicht Jahre gewartet wird und zu spät erst eine echte inhaltliche Europadiskussion beginnt; dass die innerschweizerischen Anpassungen an die EU – viele sind uns ohnehin aufgezwungen – als ernst zu nehmende Arbeit bekannt und rechtzeitig vorbereitet werden; dass seitens des Bundesrates ein vom Parlament akzeptierbares Zeichen in Richtung EU-Beitritt ausgesandt wird. Erwartet wird nicht nur ein Knochen, sondern auch Fleisch dran.

Die Initiative liegt im Augenblick quer. Also ist das Hauptziel, auch meinerseits, der Rückzug der Initiative; der gelingt dann, wenn ein Bundesratsbeschluss weitere Zukunftsaufgaben umschreibt und zumindest verspricht, dass wir nicht zu spät und noch vor Albanien und Mazedonien einen EU-Beitritt vollziehen können. Ich bin stolz auf eine heute starke Schweiz. Solange sie stark ist, ist sie mitwirkungsfähiger und kann, ohne zu viel nachvollziehen zu müssen, über einen Beitritt verhandeln. Immerhin wollen das eine welsche Mehrheit und zwischen einem Drittel und der Hälfte der Schweizer. Bagatelisieren und verschlafen wir also nicht!

Wir können uns keinen Opportunismus, keine Moratorien, keine Selbsttäuschung leisten. Wir wollen überlegte Vorbereitungen, ständige kleine Schritte; wir sollten die offene, ehrliche Diskussion am Leben erhalten und damit den Rückzug der Initiative erreichen.

Mir liegt heute daran, die Initiative nicht abzulehnen, um ein Zeichen zu setzen; ich ziehe aber letztlich die Lösung eines akzeptablen Gegenvorschlages vor.

**Maury Pasquier** Liliane (S, GE): Vous avez certainement entendu, et ce n'est pas un conseiller fédéral issu des rangs démocrates-chrétiens qui me contredira, l'adage «Hors de l'église, pas de salut». J'ai personnellement des doutes sur la véracité de cette affirmation. Je suis, en revanche, persuadée que la paraphrase «hors de l'Europe, pas de salut» se vérifiera pour la Suisse. Et ce n'est là affaire ni de conviction, ni de foi. En effet, que l'on considère les choses sous l'angle de l'histoire, de la géographie, de la politique intérieure ou extérieure ou de l'économie, de nombreux arguments plaident en faveur d'une intégration de la Suisse à la maison Europe. La Suisse est située au cœur du continent européen. Elle est, tant du point de vue géographique que constitutionnel, un carrefour de langues et de cultures qu'elle a en partage et en commun avec les pays de l'Union européenne qui nous entourent. La Suisse s'est construite, au fil des siècles, par l'adhésion successive de petits pays, qu'on appelle maintenant cantons, qui ont compris où était leur intérêt et qui ont pris le risque de l'intégration, car toute modification est une aventure. En agissant de la sorte, ces cantons ont réussi à développer leur identité propre et non pas à la voir se diluer dans un magma informe. Ils ont pu ajouter une appartenance supplémentaire à leur essence, un blason à leur histoire, un gène à leur patrimoine.

A l'heure actuelle, et même si le rythme en est plus rapide, c'est exactement au même processus qu'est confronté le continent européen et il est évident que l'expérience suisse en la matière ne peut être que profitable à cette construction européenne.

Maintenant, notre avenir nous appartient. Il est heureusement encore devant nous, mais le temps presse. Nous ne sommes plus à l'époque où les processus prennent des siècles et, quand on voit l'évolution qu'a connue notre planète ces dernières décennies, l'on doit se rendre compte que si la Suisse veut pouvoir faire valoir les avantages qui sont les siens et conclure, avec la dot qui est la sienne, un mariage de raison, certes, mais un beau mariage, il faut qu'elle le fasse pendant que son partenaire est encore sensible à ses charmes et prêt à faire les concessions nécessaires à toute union équitable. Si nous laissons passer trop de temps, ce n'est plus le mariage, dont le synonyme est la bien nommée union, que nous nous verrons proposer, mais une place de femme de ménage – pardon, de technicienne de surface – de la maison Europe. Seul notre goût légendaire pour la propreté s'en trouverait satisfait. Pour réaliser une union harmonieuse, il faut comprendre et accepter l'imperfection de son conjoint et la sienne propre. L'Union européenne, et cela a été largement développé au cours de ce débat, est loin d'être parfaite.

Elle a beaucoup de chemin à faire pour être sociale, démocratique, écologique et solidaire.

Dès lors, deux voies s'offrent à nous: celle de la participation à l'aventure, avec la possibilité, qui est celle de la réelle souveraineté, de faire entendre notre voix, de faire valoir notre point de vue, ou celle de l'Aléingang qui revient paradoxalement à renoncer à notre indépendance et à nous laisser imposer, par les acteurs de la politique mondiale – comme, par exemple, le gendarme américain, l'économie libéralisée aux tendances dictatoriales – notre conduite et nos décisions, l'adaptation obligatoire de nos normes techniques ou de nos lois. Le choix est vite fait: c'est vers l'adhésion qu'il faut aller. Maintenant! Huit ans se sont écoulés entre le refus de l'adhésion à l'Espace économique européen et l'entrée en vigueur des accords bilatéraux sectoriels. Un certain nombre d'années seront nécessaires à la négociation de conditions favorables d'adhésion et à la nécessaire adaptation de notre législation, à la conduite d'un large débat au sein de la population et à l'inlassable travail d'information qu'il nécessitera.

Le 21 mai, nous avons entrouvert nos fenêtres et laissé entrer de l'air frais. Ne les refermons pas aussitôt, au risque

d'étouffer par manque d'oxygène. Que nous le voulions ou non, Européens nous sommes. Européenne je suis. Et je vous invite, pour permettre le vaste débat populaire que le sujet mérite, loin de toute politique politicienne et de tout arrangement alambiqué, à soutenir à la fois l'initiative «oui à l'Europe!», qui permet au souverain tant de fois invoqué aujourd'hui de se prononcer, et un contre-projet qui ne soit pas de la poudre de perlimpinpin et qui contienne un réel calendrier.

**Walker Felix (C, SG):** Ich werde nur zu zwei Punkten sprechen: Erstens zum Respekt vor dem Volkswillen, zweitens zu politischen Zielen.

1. Was erwartet heute das Volk von uns? Es erwartet, dass wir die bilateralen Verträge zielstrebig umsetzen und ausbauen, dass wir Erfahrungen damit sammeln. Wenn es aber heisst, man solle bei seinem Wort bleiben, dann kann ich nicht die Verantwortung für alle übernehmen, die in der Vorphase der Abstimmung zu den bilateralen Verträgen gesprochen haben. Herr Kollege Blocher, ich habe nie gesagt, die Frage des EU-Beitritts wäre mit der Annahme der bilateralen Verträge vom Tisch gefegt. Wer diese Worte brauchte, muss sie jetzt auch selber verantworten. Wir haben nie gesagt, nach den bilateralen Verhandlungen gebe es einen Zwang zu irgendetwas. Wir haben nie gesagt, die bilateralen Verhandlungen seien ein Präjudiz für einen späteren, weiteren Integrationsprozess. Aber ich stimme dem zu, was Herr Kollege Bühler angetönt hat: Für das Funktionieren der Kommunikation kommt es nicht nur auf den Sender, sondern auch auf den Empfänger an. Diese Befindlichkeit gibt es im Volk; auf sie ist Rücksicht zu nehmen. Teile von uns haben sie natürlich auch mit aller Kraft geschürt. Darum macht es keinen Sinn, wenn diese Initiative heute aufrecht erhalten wird; wir erweisen niemandem einen Dienst, weder den EU-Befürwortern noch der EU noch unserem Lande selbst.

2. Politische Ziele: Wir haben nie gesagt, die bilateralen Verträge seien ein Endpunkt. Ziele muss man haben, dies ist auch in jeder Unternehmung so. Wer ein Unternehmen führt und nicht weiss, wo er in fünf oder acht Jahren steht, nimmt seine strategische Aufgabe nicht wahr. Auch in der Politik sind strategische Ziele erforderlich. Alles offen halten kann kurzfristig eine Option sein. Man kann aber nicht hingehen und dem Bundesrat sagen: «Schreite mal voran, die Richtung ist uns eigentlich gleichgültig!» Man muss dem Bundesrat – dies wäre seitens des Parlamentes ehrlich – sagen: Teilen wir das strategische Ziel EU-Beitritt? Ja oder Nein?

Es steht im Integrationsbericht 1999 des Bundesrates, es steht bei der CVP im Parteiprogramm von Basel, und es steht auch bei anderen Parteien im Parteiprogramm. Es gilt also.

Wenn aber das strategische Ziel unverändert stimmt, dann, meine ich, müssten wir dem Bundesrat dazu eine gewisse Legitimation geben. Wir haben die heutige Debatte ja nicht gewählt. Sie ist uns wegen der Volksinitiative «Ja zu Europa!» aufgewungen worden. Im Übrigen müssen Parlamentarier vielleicht zwischendurch auch einmal überzeugen. Wir haben zusammen mit dem Bundesrat eine Führungsaufgabe. Führen heisst nicht nur warten, bis genügend Leute gleicher Meinung sind; sonst führt man nicht, man läuft lediglich mit.

**Fehr Hans (V, ZH):** Selbstverständlich bitte ich Sie, sowohl die Volksinitiative «Ja zu Europa!» zur Ablehnung zu empfehlen als auch die diversen Gegenvorschläge abzulehnen.

«Ja zu Europa!» ist ohnehin ein Etikettenschwindel, denn Europa hat mit der EU ja sehr wenig zu tun. Vor allem aber ist die Volksinitiative Ausdruck des geradezu pathologischen Drangs verschiedener Kreise, die Schweiz in die uns völlig wesensfremde Europäische Union einzubinden – obwohl im Grunde alle genau wissen, dass die Schweiz dabei nur zu verlieren hätte.

Noch bedenklicher aber wäre ein Gegenentwurf, in welcher Schattierung er auch immer dargeboten und beschönigt wird. Es geht um das gleiche Ziel wie bei der Initiative, auch

wenn man das, wie Frau Nabholz, beschönigt. Es geht darum, das Ziel unter Ausschaltung des Volkes zu erreichen – weil man Angst hat vor dem Volks-Nein, weil man genau weiss, dass diese Initiative vor dem Volk chancenlos wäre.

Besonders folgenscher scheint mir Folgendes: Der Bundesrat und die Parteien und Politiker, die Ja sagen zur Volksinitiative oder zu einem der Gegenentwürfe, begehen im Grunde genommen einen Wortbruch oder – etwas härter gesagt – einen Betrug gegenüber dem Volk; mit Ausnahme jener linken Kreise, die schon immer in die falsche Richtung gegangen sind und fröhlich weitergehen.

Der gleiche Bundesrat, die gleichen Parteien, die heute den EU-Beitritt forcieren, haben bis zum Nachmittag des 21. Mai immer wieder beteuert, die bilateralen Verträge hätten nichts, aber auch gar nichts mit einem EU-Beitritt oder mit entsprechenden Verhandlungen zu tun. Seit dem 21. Mai, ungefähr ab 15 Uhr am Nachmittag, ist plötzlich alles anders: Das Ja zu den bilateralen Verträgen ist sofort zu einem Ja zu einem EU-Beitritt umfunktioniert worden.

So kann man mit dem Souverän nicht umspringen! So kann man die Leute nicht an der Nase herumführen. Sonst macht man die Demokratie kaputt. Es täte vielen Politikern gut, sie würden einmal auf die Strasse gehen und mit den Leuten reden. Dann wüssten sie, wie dieser Vertrauensbruch im Volk geahndet wird, wie es brodeln im Volk, wie das Vertrauen dahin ist.

Ich bitte Sie, zur Kenntnis zu nehmen: Die bilateralen Verträge sind zu etwa 67 Prozent der Stimmen gutgeheissen worden, 33 Prozent waren dagegen. Laut einer Umfrage verteilen sich die Ja-Stimmen in etwa zur Hälfte auf Befürworter und Gegner eines EU-Beitritts. Wenn Sie die Gegner des EU-Beitritts zusammennehmen, erhalten Sie etwa eine Zweidrittelmehrheit. Das müsste auch in diesem Saal berücksichtigt werden.

Eine grosse Tageszeitung – es ist angeblich die stärkste Zeitung der Schweiz – hat, Herr Bundesrat Deiss, kürzlich geschrieben: «Stoppt endlich diesen Joseph Deiss!»

Ich kommentiere das nicht, dieses Stoppsignal. Das ist nur ein Teil der Wahrheit. Die volle Wahrheit lautet: Stoppt endlich diesen EU-hörigen Bundesrat – den Bundesrat insgesamt –, stoppt endlich diese europhilen Politiker und Parteien, stoppt endlich diese EU-Stürmer, -Dränger und -Anpasser, die geradezu pathologische Züge tragen.

Sie als Volksvertreterinnen und Volksvertreter in diesem Parlament haben es heute in der Hand. Ich bitte Sie, respektieren Sie den Volksentscheid: das Nein zum EWR, das klare Ja zu den bilateralen Verträgen; das bedeutet Nein zu einem EU-Beitritt. Vertreten Sie die Interessen des Schweizervolkes, sagen Sie Nein zur Volksinitiative und sagen Sie Nein zu den Gegenvorschlägen. Sie sagen damit Ja zur Schweiz!

**Chiffelle Pierre (S, VD):** En tant que secrétaire central de l'Association pour une Suisse indépendante et neutre, ne devez-vous pas admettre, Monsieur Fehr, qu'il vous aurait été néanmoins plus agréable que les accords bilatéraux ne soient acceptés que par 52 pour cent des citoyens plutôt que par 67 pour cent?

**Fehr Hans (V, ZH):** Wir nehmen immer das, was das Volk entscheidet, und nicht das, was Herr Chiffelle möchte.

**Egerszegi-Obrist Christine (R, AG):** Aussenpolitik, auch Europapolitik, war lange – und ich bin versucht zu sagen, allzu lange – kein Thema in der Schweiz. Heute ist es eines. Das ist eigentlich erfreulich. Schauen Sie die Rednerliste an, die Journalistentribüne oder die Zeitungen, die mit Artikeln zum Thema voll sind: Europapolitik ist bei uns ein Thema. Das heisst, dass wir uns der Wichtigkeit dieses Bereiches bewusst geworden sind. Wir sind ein Land im Herzen Europas, wir sind geschichtlich, wirtschaftlich, aber auch kulturell sehr eng mit unseren Nachbarn verknüpft.

Nun geht es aber heute beileibe nicht um eine grundsätzliche Europa-Debatte; die haben wir nämlich längst geführt. Der Bundesrat hat seine Ziele formuliert; das Parlament hat

ihn dabei mehrheitlich unterstützt; das Volk hat uns seinen Weg gezeigt, den wir jetzt gegangen sind. Die Abstimmung vom 21. Mai 2000 war der bisher letzte Schritt, aber wir wissen auch, dass weitere Schritte kommen werden.

Es geht hier also nicht um eine Grundsatzdebatte, es geht um nichts Weiteres als um die Frage, ob wir eine Initiative, die unverzüglich Beitrittsverhandlungen will, zur Annahme empfehlen oder nicht. Die Antwort auf diese Initiative ist für mich klar: Wir können und wollen sie nicht drei Wochen, nachdem Bundesrat, Parlament und zwei Drittel der Bevölkerung für die allernächsten Jahre ganz klar einen anderen Weg beschrieben haben, nämlich den Weg des Vorwärtsschreitens mit intensiverem Zusammenarbeiten – geregelt in zuverlässigen, gegenseitigen Abkommen –, zur Annahme empfehlen. Dabei geht es nicht um Rosinenpickerei, denn wir wissen alle, dass in den ausgehandelten Verträgen ein Geben und Nehmen herrscht. Wir sind hier auf wirkliche Zusammenarbeit angewiesen.

All jenen, die uns jetzt vorwerfen, das sei «Wischiwaschi»-Politik, muss ich sagen, dass das strategische Ziel für uns immer klar war; der Weg dahin kann verschieden sein, und von einem Termin haben wir nie gesprochen. Das Ziel ist klar, aber um jeden Preis werden wir den Weg nicht gehen.

Ich bin Aargauerin. Ich komme aus einem Kanton mit einer langen Grenze zu unseren Nachbarn. Wir kennen die Vorteile der Zusammenarbeit, aber auch die Nachteile, die vor allem der Kriegsgeneration noch tief im Nacken sitzen.

Ich komme aus einem Kanton, der Nein gesagt hat zum EWR, der Nein gesagt hat zum neuen Eherecht, Nein zur neuen Bundesverfassung; und eben dieser Kanton hat mit 63 Prozent Ja gesagt zu den bilateralen Abkommen. Das ist nicht einfach so gekommen; es brauchte ein intensives Engagement von vielen Politikerinnen und Politikern aus verschiedenen Parteien. Wir haben alle dasselbe gesagt: Es geht nicht um einen unmittelbaren EU-Beitritt, sondern es geht darum, das Verhältnis zu unseren Nachbarn auf gesunde Beine zu stellen.

Deshalb, Herr Galli, geht es jetzt in den Kantonen um unsere Glaubwürdigkeit. Es geht darum, das aufrechtzuerhalten, was wir damals versprochen haben. Wir haben damals mit viel Engagement den «EU-Moloch», der, wie vorhin ange-tönt, in Karikaturen gezeigt wurde, von der Bühne genommen. Wir haben uns gegen diese Angstmacherei gewehrt. Aber wir haben uns auch gegen jene Euroturbos gewendet, die mit fliegenden Fahnen nur dieses eine Ziel verfolgen.

Diese Initiative entstand aus der Frustration über einen Volksentscheid. Damals waren die Zeitungen voll von Beschreibungen des Röstigrabens, der ausgehoben worden ist. Wir haben uns in unseren Kantonen bemüht, den Röstigraben zuzuschütten. Es ist uns gelungen. Wenn Sie diese Initiative jetzt gutheissen oder irgendeinen konstruierten kosmetischen Gegenvorschlag annehmen, werden Sie diesen Graben wieder ausheben.

Deshalb bitte ich Sie, diese Initiative und jeden Gegenvorschlag abzulehnen. Wir brauchen jetzt nur eines: Eine gemeinsame Europapolitik, mit der wir die Angstmacher umgehen, aber auch die Euroturbos. Deshalb bitte ich Sie um ein Nein.

**Garbani Valérie (S, NE):** J'aimerais qu'on se livre à un petit examen rétrospectif. Quelles ont été, en fait, les conséquences, pour la Suisse, de l'Alleingang, de la voie solitaire, dans les années nonante, en particulier pour les Suissesses et les Suisses travailleurs et salariés? La récession a été plus longue et plus forte en Suisse qu'au sein de l'Union européenne. Le produit intérieur brut de la Suisse a augmenté en moyenne de 0,7 pour cent par année, alors qu'il s'est accru de 2 pour cent au sein de l'Union européenne. Calculé sur dix ans, cela aboutit à une proportion de 7 contre 20 pour cent, soit une croissance, au sein de l'Union européenne, trois fois supérieure à celle de la Suisse. Je suis d'accord que faire un total parallèle entre l'isolement et la faible croissance est légèrement hasardeux, tant il est vrai que la politique de la Banque nationale suisse n'est pas

étrangère à ce faible taux, et tant il est également vrai que le chômage n'a pas épargné l'Europe.

Je tiens cependant à souligner que les employeurs en Suisse ont tiré les enseignements, eux, du rejet de l'adhésion à l'Espace économique européen en 1992. Ils ont comblé les conséquences de l'isolement de la Suisse et, par là même, les difficultés d'exporter leurs produits au sein de l'Union européenne en raison de complications techniques et administratives, en agissant sur les gains des travailleurs et des travailleurs. Les salaires en Suisse ont augmenté dans les années nonante de 0,15 pour cent par année, alors qu'ils l'ont été de 1,4 pour cent au sein de l'Union européenne, soit à nouveau, sur une période de dix ans, une hausse des salaires de 1,5 pour cent en Suisse et de 14 pour cent pour l'Union européenne.

Je suis convaincue que les travailleuses et les travailleurs souffrent bien davantage de l'absence d'adhésion que de l'Alleingang. Les employeurs ont bloqué la hausse des salaires, sous le prétexte que l'isolement de la Suisse entravait sa compétitivité. Les salariés, sur la tête desquels pesaient l'épée de Damoclès du chômage, se sont laissé bernier par ces arguments et le patronat dur compte bien qu'ils continuent à se laisser bernier à l'avenir, en alléguant qu'ils ont tout à perdre en cas d'adhésion et qu'il faut donc en rester aux accords bilatéraux, alors que c'est l'inverse qui est vrai.

Les premières victimes de l'isolement seront donc les travailleurs. Les opposants à l'adhésion instrumentalisent le débat sur l'Europe en pratiquant le «Rosinenpicken», soit en retirant ce qui est bon pour le capital, c'est-à-dire en disant oui aux accords bilatéraux et non à l'adhésion.

Ils pratiquent le «Rosinenpicken» en plaidant en faveur d'un rapprochement avec l'Union européenne lorsqu'il s'agit d'aller dans le sens d'une libéralisation effrénée des anciens monopoles du service public, lorsqu'il s'agit de plébisciter le règne du «tout privatiser».

En tant que socialiste, je suis favorable à une adhésion rapide à l'Union européenne, car je vois la reprise rapide des négociations d'adhésion comme un levier en faveur d'une Europe sociale. Et il appartiendra à la gauche d'exiger de la fermeté dans le cadre des négociations, en particulier pour le maintien d'un service public performant, tel que le connaît aujourd'hui la Suisse, ainsi que pour le développement des droits populaires, tout comme la droite, en cas de négociations, s'attachera à préserver le secret bancaire. L'assurance-maternité, des primes d'assurance-maladie calculées en fonction du revenu font partie des éléments de politique sociale des membres de l'Union européenne.

L'argument du porte-monnaie, c'est-à-dire l'argument de la hausse de la TVA, est pervers et fallacieux. Les bas et les moyens revenus, soit la majorité de la population suisse, ont tout à gagner à une adhésion de la Suisse à l'Union européenne, mais en revanche ont tout à perdre, et ils seront les perdants, s'ils cèdent aux sirènes de l'isolationnisme, en raison de l'augmentation de la fiscalité indirecte. En effet, des primes d'assurance-maladie calculées en fonction du revenu et de la fortune déchargent bien davantage les budgets des familles à bas et moyen revenus qu'une baisse des impôts. On l'a dit et répété, l'Europe n'est pas l'Eldorado, ce n'est pas davantage l'Atlantide. Mais moi, je ne souhaite pas que la Suisse devienne comme les îles Cayman ou comme les îles Bahamas.

C'est la raison pour laquelle, dans le respect des classes défavorisées de ce pays, je vous invite à recommander au peuple et aux cantons de dire oui à cette initiative populaire et de dire oui à un contre-projet qui fixe un calendrier clair.

Je voulais encore répondre à M. Fehr Hans: moi, je fais partie des 33 pour cent des votants du 21 mai 2000 qui ont effectivement besoin d'air, et je souhaite une autre perspective d'avenir pour ma génération et les générations qui vont suivre que d'être figée comme un nain de jardin, enracinée dans la tradition et le conservatisme. Si la Suisse devait ne pas se rapprocher rapidement de l'Union européenne, je pense que plusieurs Suisses émigreront au sein de l'Union européenne, et j'espère que celle-ci ne modifiera pas sa législation sur la nationalité.

**Gutzwiller Felix (R, ZH):** «Ruhig Blut» oder aber «Steilpass für die Isolationisten» – so lauteten einige Zeitungskommentare zur hektischen europapolitischen Debatte in der Woche nach der Abstimmung über die bilateralen Abkommen. So sind denn auch in diesem Haus in der heutigen Europadebatte die Extrempositionen deutlich geworden. Die einen entscheiden sich für eine überhastete Gangart und wollen dem Bundesrat den Primat der Aussenpolitik aus der Hand nehmen. Die anderen möchten einen EU-Beitritt am liebsten jetzt und für immer ausschliessen.

Für viele aber, die zum klaren Ja am 21. Mai dieses Jahres beigetragen haben, wäre die unverzügliche Aktivierung des Beitrittsesuches ein Wortbruch, den sie genauso wenig verstünden wie einen Marschhalt in der Europadiskussion. Viele Redner und Rednerinnen, viele Kolleginnen und Kollegen, die sich heute für die Initiative bzw. für den Gegenvorschlag des Bundesrates ausgesprochen haben, sind genau wie ich der Ansicht, dass wir am Beitrittsziel festhalten sollen, dass wir dieses europäische Haus mitgestalten wollen; dies ist heute sehr deutlich geworden.

Ich bin aber umgekehrt und im Gegensatz zu diesen Kollegen der Meinung, dass wir sowohl mit der Initiative als auch mit dem Gegenvorschlag dem weiteren Öffnungsprozess einen Bärendienst erweisen würden. Warum? Wir alle wissen es: Ein EU-Beitritt ist zurzeit in der Schweiz nicht mehrheitsfähig – noch nicht! Wenn wir darauf hinarbeiten wollen – ich persönlich will dies –, dann interessiert das Drittel der Bevölkerung, der definitiv keinen Beitritt will, weniger; noch weniger geht es darum, diejenigen, die schon überzeugt sind, noch einmal zu überzeugen. Es geht darum, harte Überzeugungsarbeit bei denjenigen zu leisten, die dem Bilateralismus zwar zugestimmt haben, die aber nach wie vor Euroskeptiker sind. Die Frage ist: Dienen Initiative und Gegenvorschlag dieser Überzeugungsarbeit? Meine Antwort ist ein klares Nein!

Diese nötige Überzeugungsarbeit braucht eine Klarlegung der innenpolitischen Folgen des EU-Beitrittes, z. B. bezüglich der Volksrechte, bezüglich der direkten Demokratie, der Personenfreizügigkeit, des Föderalismus usw. Diese Fakten müssen auf dem Tisch liegen.

Der Bundesrat hat es ohne Initiative und ohne Gegenvorschlag in der Hand, zusammen mit den ersten Erfahrungen aus den bilateralen Verträgen eine rasche Gangart für die nächsten Integrationsschritte anzuschlagen. Daran ändert auch ein Gegenvorschlag nichts. Der Bundesrat hat schon sehr klar dieses Mandat.

Die voraussehbare, klare Niederlage der Volksinitiative wird von den Isolationisten auf ihre Art genutzt werden. Die Initianten müssen selber wissen, ob sie dieses Risiko verantworten wollen. Ein Gegenvorschlag – das kann man drehen und wenden, wie man will – wird in der Beurteilung und in der Perzeption der Bevölkerung als Signal dafür wahrgenommen werden, dass dieses Parlament das Volk über die Aufnahme von Beitrittsverhandlungen nicht abstimmen lassen will.

Nach meiner Einschätzung laufen wir heute Gefahr, den am 21. Mai erhaltenen Kredit leichtfertig zu verspielen. Ich erinnere Sie daran: Immerhin handelt es sich bei der Abstimmung vom 21. Mai um den ersten europapolitischen Erfolg seit Jahren. Diesen Kredit zu verspielen könnte sich rächen, nicht nur beim angesprochenen Drittel der Bevölkerung, den wir überzeugen wollen, sondern auch bei zukünftigen Abstimmungen. Ich denke an die Abstimmung über die 18-Prozent-Initiative oder an die Abstimmung über den Uno-Beitritt. Wir wollen in Europa aktiv mitgestalten. Das ist für mich keine Frage. Wir wollen auch etwas in dieses sich rasant ändernde Europa einbringen, z. B. unsere Erfahrungen mit dem Föderalismus, mit dem Zusammenleben von Kulturen, mit der Subsidiarität usw.

Ich habe es eingangs gesagt, die Voraussetzungen dafür sind meiner Meinung nach: Ruhig Blut; das Vertrauen der Bevölkerung stärken, insbesondere des Drittels, das wir gewinnen müssen; Kohärenz der Politik und der Führungsverantwortung des Bundesrates garantieren. Das sind die

Voraussetzungen, die wir für das Beitrittsziel brauchen – nicht Gegenvorschlag oder Volksinitiative.

Sagen Sie klar Nein zu Volksinitiative und Gegenvorschlag, dann tragen Sie zu den Voraussetzungen für die nächsten Integrationsschritte bei.

**Lustenberger Ruedi (C, LU):** Herr Bundesrat Deiss, erlauben Sie mir eine Vorbemerkung: Sie haben zusammen mit dem gesamten Bundesrat einen sehr guten Abstimmungskampf für die bilateralen Verträge geführt. Dafür danke ich Ihnen im Namen all jener – zu denen ich auch mich zähle –, die sich ebenfalls aktiv und mit grossem persönlichen Einsatz für diese Verträge eingesetzt haben. Umso bedauerlicher sind Ihre weiter gehenden Äusserungen unmittelbar nach dem 21. Mai 2000. Diese haben zu einer erheblichen Verunsicherung im Volk und auch in diesem Parlament geführt. Ich bitte Sie im Namen vieler verunsicherter Bürgerinnen und Bürger, heute in diesem Saal vor versammelter Presse die Gelegenheit zu nutzen und die Dinge zu klären. Es ist interessant, mit welcher Intensität sich verschiedenste Kreise bemühen, den Initiantinnen und Initianten einen Rückzugsweg zu zeigen. Unser ehemaliges Ratsmitglied Gottlieb Duttweiler selig hätte seine helle Freude an so vielen Brückenbauerinnen und Brückenbauern. Allein die Tatsache aber, dass wir heute aus nicht weniger als fünf Varianten von Gegenvorschlägen auswählen können, macht misstrauisch. Bei genauem Betrachten der fünf Varianten fällt allerdings auf, dass hier Wort-, um nicht zu sagen Buchstabenklauberei betrieben wird. Wir vergessen dabei aber eine Tatsache: Am 21. Mai 2000 hat das Schweizer Volk mit der Annahme der bilateralen Verträge den Initiantinnen und Initianten den Weg zum Rückzug der Initiative geebnet.

Der Volksentscheid, welcher bekanntlich mit einer eindrücklichen Zweidrittelmehrheit zustande kam, ist die tragfähigste und stabilste aller Rückzugsbrücken. Weshalb? Weil sich sowohl der Bundesrat als auch das Parlament in seiner überwiegenden Mehrheit – heute habe ich sogar gehört, dass die Gegnerschaft der bilateralen Verträge aus SVP-Kreisen nicht müde wird, diese zu rühmen – und der Souverän an diesem Bau beteiligt haben.

Für mich sind de facto die bilateralen Verträge der Gegenvorschlag zur Initiative – ein Gegenvorschlag notabene, der vom Souverän bereits gutgeheissen wurde. Ich bedaure es, dass der Bundesrat diese bilateralen Verträge nicht zum Anlass genommen hat, die Initiantinnen und Initianten zum Rückzug zu bewegen. Stattdessen versucht der Bundesrat, mit dem staatspolitisch doch eher fragwürdigen Instrument eines einfachen Bundesbeschlusses zum Ziel zu kommen.

Unglücklicherweise für ihn hat der Bundesrat in der jüngsten Vergangenheit auch nicht gerade ein Beispiel von Einigkeit gegeben. Die so genannte goldene Brücke unseres Aussenministers hatte wohl zu wenige Armierungseisen in sich, jedenfalls brauchte es lediglich ein starkes Husten aus dem Kollegium, und schon stürzte sie ein.

Ich frage mich Folgendes: Hätte der Bundesrat unserem Parlament einen ähnlichen Bundesbeschluss auch dann vorgelegt, wenn die Initiative nicht auf dem Tisch liegen würde? Wohl kaum. Dem Bundesrat wäre es nicht einmal im Traum eingefallen, uns mit einer solchen Vorlage zu beglücken. Er hätte das Gesetz des Handelns bei sich behalten. Deshalb erachte ich jede Art eines Gegenvorschlags in dieser Form als überflüssig. Zudem appelliere ich umso mehr an die staatspolitische Vernunft der Initiantinnen und Initianten, doch bitte ihre Initiative zurückzuziehen.

**Beck Serge (L, VD):** Je viens plaider la nécessité d'un contre-projet que le groupe libéral unanime appelle de ses vœux. Je suis d'autant plus à l'aise pour le faire, puisque je reste, contrairement à mes collègues de parti, opposé à une adhésion à l'Union européenne. Tout au moins à cette Union européenne trop centralisée, trop administrative, trop handicapée par les stigmates des deux conflits qui ont marqué la première moitié du XXe siècle. Cette Union dont les perspectives d'évolution sont entravées par la prépondérance

encore excessive de l'axe Paris–Bonn ou Paris–Berlin aujourd'hui.

Mais la Suisse fait partie de l'Europe, géographiquement, économiquement, politiquement, nous le savons tous. Elle est condamnée, mais plus encore, elle a des intérêts vitaux à s'intégrer davantage dans la structure continentale qui se met en place.

L'Europe change, et son élargissement en négociations lui impose une dynamique de changement de ses structures. Des perspectives plus fédéralistes s'ouvrent enfin, et nous sommes attentifs aux propos de M. Fischer, ministre allemand des affaires étrangères, pour la construction d'une Europe dotée de structures politiques démocratiques et basée sur un fédéralisme de subsidiarité. Europe qui, par ailleurs, conservera leur place indispensable aux Etats nations.

Laissons à leur rêve ceux qui pensent que l'adhésion immédiate de notre pays pourrait avoir un rôle déterminant dans cette construction. Nous avons vu récemment ce qu'il en est de l'influence d'un petit pays et de sa liberté de manoeuvre au sein de la communauté européenne, même pour ses affaires intérieures.

La Suisse aussi change. Elle a parcouru au plan économique et législatif, et parallèlement aux négociations bilatérales, un chemin essentiel d'adaptation de ses structures économiques qu'une adhésion idéaliste à l'EEE lui aurait fait subir frontalement et violemment, entraînant un traumatisme socioéconomique dont nous ne serions peut-être pas encore remis. Rappelez-moi quelles étaient les mesures d'accompagnement dans le domaine de l'EEE, mettez-les en perspective avec le travail qui a été fait dans le cadre des négociations bilatérales.

Face au dynamisme bienvenu dans l'évolution des perspectives qui s'offrent à notre continent, il convient que notre pays demeure ouvert et attentif extérieurement et intérieurement. Que le dialogue soit maintenu entre les différentes composantes sociales, économiques et politiques de la Suisse, et que nous ne laissions pas le fossé entre adhérents idéalistes et partisans de l'«Insel Schweiz» se creuser davantage et bloquer un dialogue constructif sur les avantages et les inconvénients d'un rapprochement supplémentaire, le cas échéant d'une intégration, non pas, Monsieur Schlüter, à l'Europe d'aujourd'hui, mais à l'Europe en devenir.

Il est malheureux que les initiants n'aient pas retiré leur initiative, compte tenu de l'évolution des relations Suisse/Union européenne depuis son dépôt. Un contre-projet est indispensable, non pas dans l'espoir d'un retrait de cette initiative, mais parce qu'il est le moyen, lors de la votation non souhaitable, d'éviter le partage stérile des citoyens de ce pays en deux camps sans nuances. Un contre-projet non soumis au référendum, prévoyant l'indispensable poursuite du processus de rapprochement sans préjuger d'une décision de fond quant à l'adhésion qui restera, à l'achèvement des négociations, du ressort du peuple, c'est la possibilité offerte à la majorité des citoyens, partisans d'une politique réaliste et progressive, de ne pas se ranger derrière les extrémistes, tels M. Schlüter qui veut se retirer de l'Europe comme l'ermite se retire du monde ou M. Suter et les initiants qui, tels des assoiffés au milieu du désert, veulent embrasser un rêve idéaliste sans se préoccuper de ses conséquences au quotidien.

Il est essentiel de donner au peuple la possibilité de se prononcer sur la suite du rapprochement avec l'Union européenne dans un climat propre à la réflexion plutôt qu'à l'émotion, et c'est dans ce sens qu'un contre-projet est indispensable et qu'il faut rejeter les propositions de minorité Schlüter et l'initiative populaire elle-même.

**Föhn Peter (V, SZ):** Mein Votum steht, wie schon jene Voten vor der Abstimmung über die bilateralen Verträge, unter dem Motto: Ja zu Europa, aber klar Nein zur EU. Was ich auch zum Ausdruck bringen will, ist die grösste Enttäuschung meiner politischen Laufbahn, und zwar verursacht einerseits durch die Reaktion des Bundesrates und etlicher Kollegin-

nen und Kollegen im Nachgang der Abstimmung über die bilateralen Verträge, andererseits durch die unmittelbare Behandlung und insbesondere durch die deutliche Zustimmung der Aussenpolitischen Kommission zur vorliegenden Initiative «Ja zu Europa!».

Im Nachhinein muss ich meinen Schwyzer Stimmberechtigten Recht geben, wenn sie vor der Abstimmung zu mir sagten: «Ihr Politiker lügt uns sowieso an. Denn wenn wir den kleinen Finger geben, nehmt ihr die ganze Hand.» Sie behaupteten, was ich als Befürworter der bilateralen Verträge immer wieder zu dementieren versuchte: «Sagen wir Ja zu den bilateralen Verträgen, dann ist das ein erstes Ja zum EU-Beitritt – oder zumindest zur sofortigen Aufnahme von Verhandlungen.»

Klar, mein Kanton hat die bilateralen Verträge knapp abgelehnt. Viele Stimmberechtigte im Kanton Schwyz lehnten mit den vorgenannten Begründungen ab. Im Nachhinein muss ich leider sagen: «Wie Recht sie hatten!» Da muss sich niemand fragen, weshalb viele unserer Bürgerinnen und Bürger kein Vertrauen mehr in die Politik haben. Ein Beispiel: Das Referendum betreffend die Personenfreizügigkeit war ein sehr wichtiger Grund für viele Jastimmen zu den bilateralen Verträgen, insbesondere bei unseren SVP-Wählerinnen und -Wählern.

Herr Bundesrat, geschätzte Kommissionssprecher, was haben Sie mit diesem Referendumsversprechen noch am Hut? Kommissionssprecher Suter hat mehrfach betont, die nun eingenommene Haltung sei kein Wortbruch. Dazu sage ich nur: Hätten alle Mitglieder der APK ihren Europakurs vor der Abstimmung ähnlich deutlich und offen dargelegt, wäre das Abstimmungsergebnis nie so positiv ausgefallen. Ich persönlich höre nur unsere Politiker, die immer wieder den gleichen Leierspruch aufsagen: «Die Rosinenpickerei der Schweiz ist vorbei.»

Zu Ihrer Frage an die EU-Gegner, Herr Suter: Die künftige Europapolitik heisst für uns bilateral, verstehen Sie das endlich! Ein selbstständiger Kleinstaat hat in einem grossen Staatsgefüge immer eine nicht zu unterschätzende Chance. Schauen Sie auch hier einmal über unsere Grenzen. Blättern Sie in der Geschichte zurück. Wir müssen einzig bereit sein, unserer Bildung und dem überdurchschnittlichen Arbeitswillen die entsprechende Beachtung zu schenken, ähnlich unseren Vorfahren. Weil mein Integrationsziel auf bilateralem Weg angestrebt wird, sage ich Nein zur Initiative und auch Nein zu jedem Gegenvorschlag.

Zumindest das Volk darf nie ausgeschaltet werden. Das wäre der absolute Tiefschlag für unsere direkte Demokratie. Stossen wir unser Volk nicht mit einer weiteren Hickhack-Politik nochmals vor den Kopf. Das haben die Schweizerbürgerin und der Schweizerbürger nicht verdient. Geben wir vorläufig dem bilateralen Weg die zeitlich erforderliche Chance, bauen wir diesen Weg wie bis anhin bei Bedarf gemeinsam aus. Zeigen wir Rückgrat. Bringen wir den notwendigen Mut auf. Vertrauen wir unseren Bürgerinnen und Bürgern, unserem Vaterland. Denn Selbstvertrauen ist der Schlüssel, der fast jede Tür öffnet.

Deshalb, Herr Bundesrat, Herr Suter und Co., ich sage es nochmals: Die Zusammenarbeit mit Europa wird und muss nur auf bilateralem Weg weitergeführt werden. Unsere von den Vorfahren hart erkämpften Werte werden wir nicht preisgeben!

**Weigelt Peter (R, SG):** In der Abstimmungskampagne für die bilateralen Verträge setzte ich mich wie schon bei der EWR-Abstimmung mit Überzeugung für ein Ja ein, habe aber immer darauf hingewiesen, dass ein verantwortungsvolles Ja gefordert ist, denn an der wirtschaftlichen Integration der Schweiz führt kein Weg vorbei. Wenn ich trotz dieser positiven Wertung der Integrationsdiskussion ausdrücklich für ein verantwortungsbewusstes Ja plädiert habe, so vor allem deshalb, weil ich weiss, dass in der Bevölkerung immer noch viele Ängste und Verunsicherungen vorhanden sind, wenn die Frage der Öffnung, der Integration gestellt ist.

Offensichtlich haben aber gewisse politische Kreise wie schon im Vorfeld der EWR-Abstimmung dieser politischen Sensibilität in der Bevölkerung zu wenig Bedeutung beigegeben: Wie ist es sonst zu verstehen, dass sich die APK nur wenige Tage nach dem eindrucklichen Volksentscheid zugunsten der bilateralen Verträge für eine verzugslose Aufnahme von Beitrittsverhandlungen stark macht? Wie sonst kann verstanden werden, dass ein Gegenvorschlag angenommen wird, der eine Aufnahme der Beitrittsverhandlungen noch in dieser Legislatur, also bis 2003, vorsieht? Diese Beschlüsse sind nicht nur weltfremd, sondern – nach dem Ja des Souveräns zu den bilateralen Verträgen – unglaublich und unserer politischen Kultur nicht angemessen. Auch ich persönlich sah mich durch den Entscheid der Kommission brüskiert, einen Entscheid, der gerade mich als Vertreter einer Gruppierung, die sich zu einem Ja durchgerungen hat, besonders getroffen hat.

Es wird uns Politikern in den nächsten Wochen und Monaten schwer fallen, den Standardvorwurf «Die in Bern oben machen ja ohnehin, was sie wollen!», glaubwürdig zu kontern. Wir haben einen politischen Flurschaden angerichtet, der in dieser Form nicht nötig gewesen wäre. Es ist aus meiner Sicht schade um das politische Vertrauen, das in den letzten Tagen und Wochen zerstört wurde; es ist auch schade um die Chance, die vertan wurde, auf dem guten Abstimmungsergebnis vom 21. Mai eine neue, vor allem aber konsensfähige Europa- und Aussenpolitik aufzubauen.

Doch nicht nur staatspolitisch müssen die jüngsten Entscheide der APK als falsch und unverständlich gewertet werden, auch politisch-taktisch kann aus dem Vorprellen nichts Konstruktives abgeleitet werden, denn einerseits wurden viele europakritische Stimmbürgerinnen und Stimmbürger, die wir nach intensiven Gesprächen für die bilateralen Verträge gewinnen konnten, wieder zurück ins europapolitische Nein-Lager gedrängt; andererseits wird sich das zu erwartende Nein des Souveräns zur vorliegenden Initiative auch europapolitisch negativ auswirken.

Denn ein Nein zu einer solchen Initiative würde einer Brückierung Europas gleichkommen, würde das Verhältnis der Schweiz zur EU erneut verhärten.

Die Mehrheit der APK unterstützt also eine Initiative, deren Forderungen für unser Land weder konstruktiv noch nutzbringend sein können. Letztlich wirkt hier verantwortungsbewusst, wer sich dafür einsetzt, dass die Initiative nicht zur Abstimmung kommt, also zurückgezogen wird, damit nicht ein neuer Testfall in der Europadiskussion heraufbeschworen wird, der nicht zu gewinnen ist. Denn das Nein an der Urne wird als europapolitisches Nein gewichtet, womit die konsequenten Umsetzungsarbeiten der bilateralen Verträge zusätzlich erschwert würden.

Gleiches gilt es hier auch bezüglich der Gegenvorschläge anzubringen. Auch hier ist vor einem unnötigen Disput zu warnen, da diese Gegenvorschläge letztlich – in welcher Formulierung sie auch immer auf den Tisch des Hauses kommen – immer nur Vorgaben und Einschränkungen vorsehen, die völlig unnötig sind und insbesondere unseren aussenpolitischen Handlungsspielraum nur weiter einschränken.

Die Kompetenzen in Sachen Aussenpolitik sind in unserem Land klar geregelt. Es kann nur als Zwängerei gewertet werden, wenn die gültigen Spielregeln plötzlich umgangen werden, nur damit ein im Frust und Trotz über das EWR-Nein entstandenes Initiativkomitee sein Gesicht wahren kann.

**Chiffelle Pierre (S, VD):** Le débat psychostratégique, quasi hystérique, qui est mené depuis le 21 mai dernier aura au moins eu le mérite de permettre des constats surprenants dans la bouche de certains des caciques politiques de ce pays. Ainsi, certains ont même été jusqu'à essayer de nous faire croire que l'an dernier, nous avions élu un dangereux provocateur en la personne du conseiller fédéral Josef Deiss. On a aussi entendu le président de tel parti, qui d'habitude prône le goût du risque, la liberté d'entreprise et

l'esprit d'entreprise, dire que, finalement, les jeunes qui soutenaient cette initiative, l'avaient lancée et la maintenaient, commettaient une grosse bêtise. Voilà un extrait des florilèges des déclarations de ces derniers temps. On peut se demander d'ailleurs si le président de ce parti n'a pas une réaction aussi incompréhensible, uniquement parce que certains milieux de l'économie voudraient à tout prix protéger le secret bancaire ou divers avantages inavouables que la Suisse peut encore receler en son sein, hors de l'Union européenne.

C'est là véritablement une perspective complètement sclérosée de notre pays, alors qu'à l'évidence, les forces vives de ce pays aspirent à partager sans aucune restriction avec leurs contemporains leur culture, leur savoir, leur savoir-faire, leurs technologies, leurs sensibilités, tout cela dans une perspective de prospérité commune et conviviale. D'ailleurs, même les opposants les plus farouches à l'intégration européenne le savent, ou à tout le moins le pressentent: l'intégration à l'Europe est quelque chose d'inéluctable pour la Suisse, et d'irréversible. C'est une évidence à l'heure où toutes les formes de communication ravalent les frontières douanières ou institutionnelles au rang de monuments historiques ou de curiosités quasi touristiques.

Un rappel essentiel s'impose s'agissant de la portée politique et juridique réelle de l'initiative populaire «Oui à l'Europe!». Cette initiative ne postule pas, c'est une tautologie de le dire mais, apparemment il faut le répéter, que nous adhérerions à l'Europe; elle postule que nous ouvrons des négociations en vue de l'adhésion à l'Union européenne. Et moi, je ne prends pas mes concitoyens pour des sots ni pour des idiots. Je pars de l'idée que le peuple suisse est parfaitement en mesure de comprendre ce qu'est une négociation, qu'elle aboutit à un contrat, et qu'ensuite ce peuple et les cantons auront la possibilité de dire oui ou non. Le résultat du vote sur les accords bilatéraux a démontré clairement la capacité de clairvoyance du peuple suisse en la matière. Le peuple suisse a parfaitement compris ce que signifiaient les accords bilatéraux, quelle que soit l'interprétation qu'on peut en faire d'un côté ou de l'autre. Il n'y a pas lieu de peindre le diable sur la muraille à ce propos.

D'ailleurs, une autre différence dans l'appréciation politique que signifierait un rejet de l'initiative, si d'aventure elle devait être soumise seule au vote du peuple et des cantons, me paraît devoir être faite. On ne peut pas, à mon sens, faire ici la comparaison que d'aucuns essaient de nous faire faire, par exemple avec le vote sur l'adhésion à l'ONU en 1986.

A l'époque, ce projet émanait véritablement des institutions. Il émanait du Conseil fédéral et du Parlement. Il était une émanation de cette espèce d'alchimie politique des institutions suisses. Or là, nous avons à faire à l'initiative dynamique, peut-être un peu échevelée, peut-être extrêmement ambitieuse d'un véritable mouvement citoyen, de gens qui représentent l'avenir de ce pays. Si elle devait être rejetée, par extraordinaire, par une faible majorité du peuple, et admettons par une majorité des cantons, ce serait absolument exagéré que de vouloir en tirer la même conclusion qu'on en a tiré pour le rejet de l'adhésion à l'ONU et de dire que ce processus d'adhésion est enterré pour une dizaine d'années ou pour un quart de siècle.

Qui plus est, j'imagine, que dans ce Parlement, il y a une majorité qui admet ou qui veut l'inévitabilité du processus d'intégration. Si elle est logique avec elle-même et si elle craint tellement les conséquences d'un éventuel non du peuple à l'initiative, alors elle doit être cohérente avec elle-même, cette majorité. Elle doit accepter un contre-projet substantiel, c'est-à-dire un contre-projet qui fixe véritablement des limites dans le temps, qui fixe un calendrier. A défaut, elle se sabordera elle-même telle qu'elle existe virtuellement, politiquement aujourd'hui. Et effectivement, cela posera un certain nombre de problèmes.

C'est la raison pour laquelle je vous invite non seulement à appuyer évidemment l'initiative, mais également à appuyer un contre-projet qui soit une véritable monnaie d'échange pour les initiants et qui leur permette – et vous savez très bien quelles sont leurs conditions, je crois que je les ai men-

tionnées clairement et la majorité de la commission l'a compris – de retirer leur l'initiative, pour que nous puissions aller de l'avant vers l'avenir de ce pays.

**Stamm** Luzi (R, AG): Volksinitiative «Ja zu Europa» – der Name ist natürlich falsch! Wir sind Europäer, und damit erübrigt sich die Frage a priori, ob wir Ja zu Europa sagen. Auch der Name «Ja zur EU» wäre falsch.

Was mich persönlich betrifft, sehe ich die positiven Seiten der EU ohne weiteres, den grossen Fortschritt gegenüber Nationalstaaten, die sich bekämpfen. Aber es geht heute gar nicht um die Frage, ob man «Ja» oder «Nein» zur EU sagt. Es geht nur um die Frage «Ja oder nein zu einem EU-Beitritt?» für unser Land.

Und da stellt sich nun mal das zentrale Problem, dass ein EU-Beitritt leider mit unserem politischen System, mit der direkten Demokratie, nicht oder zumindest nur sehr schlecht vereinbar ist. Der Kern unserer direkten Demokratie ist das Initiativrecht, ist die Tatsache, dass jedermann 100 000 Unterschriften sammeln und somit den Politikern den Lauf der Dinge vorschreiben kann. Diesen Kern der direkten Demokratie werden wir mit einem EU-Beitritt verlieren. «Das schläckt kä Geiss äwäg», wie die Deutschschweizer sagen.

Die Frage «EU-Beitritt ja oder nein?» ist somit identisch mit der Frage «Direkte Demokratie ja oder nein?». Da geht es weder um Weltoffenheit noch um Isolationismus, sondern um das politische System, um die Frage: Entscheidet die Bevölkerung, oder entscheidet eine politische Elite?

Man kann nach dem Abstimmungsergebnis vom 21. Mai sagen: Die Wirtschaft hat, was sie will. Man kann sagen: Die Leute, die ins Ausland ziehen wollen, sei es als Arbeitnehmer, sei es als Studenten, haben, was sie wollen. Wer somit weiterhin den Kurs «Sofort in die EU» segelt, muss sich die Frage gefallen lassen, was er denn noch will, ob er nur noch das politische System umkrempeln will, ob er die direkte Demokratie abbauen will.

Wie bietet sich die Situation nach diesem Abstimmungstag? Selbst die Leute, die jetzt die Initiative «Ja zu Europa» befürworten, räumen einerseits freimütig ein, dass die Mehrheit des Volkes heute nicht in die EU will. Andererseits haben wir bilaterale Verträge mit Übergangsfristen von bis zu zwölf Jahren gutgeheissen. Es wäre doch unter diesen Umständen das Natürlichste der Welt zu sagen: Jetzt schauen wir in diesen zwölf Jahren einmal, was die Schweiz erreichen kann, und erst dann entscheiden wir neu, welchen Weg wir einschlagen.

Eine Selbstverständlichkeit ist, dass man die Dinge neu betrachten darf und muss, falls sich die EU ändern sollte.

Aber für eine zwölfjährige Übergangsfrist in diesem Sinne setzt sich niemand ein. Viele Leuten vertreten die Meinung, wir müssten der EU beitreten. Deren Standpunkt ist klar. Aber wer vertritt allen Ernstes ein Konzept, wir sollten jetzt einmal auf einen EU-Beitritt verzichten, zwölf Jahre abwarten und schauen, wie weit wir unser Land ohne EU-Beitrittsabsichten bringen könnten, um uns dann neu zu entscheiden? Wer vertritt das Konzept, die Schweiz solle sich – in aller Weltoffenheit – im Europarat für die Demokratie und die Menschenrechte einsetzen, in der OSZE für den Frieden, in der WTO – wo es um die Regeln des Welthandels geht – für den freien Handel und die Einhaltung der Regeln, damit es keine Macht des Stärkeren – auch nicht der USA – geben kann; aber dies alles ohne EU-Beitritt? Wer vertritt denn diesen Standpunkt?

Wenn die Mehrheit des Volkes heute gegen einen EU-Beitritt ist, ist es meines Erachtens nicht in Ordnung, wenn die massgebenden Kräfte in diesem Land sagen, wir sollten weiter am Beitrittsziel festhalten und einfach mit dem strategischen EU-Ziel weiterpolitisieren.

Wer, der an der Macht ist, setzt sich noch für diejenigen Leute ein, die bei den «Bilateralen» für eine Übergangsfrist gestimmt und gedacht haben, dass wir nun auf die «Bilateralen» setzen? Es sollte uns doch gelingen, unter Aufrechterhaltung der direkten Demokratie das zu erreichen, was unsere Elterngeneration erreicht hat: eine Schweiz mit ei-

nem überdurchschnittlichen Wohlstand, mit besseren Rahmenbedingungen als die umliegenden Länder.

Deshalb bin ich für «zweimal Nein», sowohl bei der Initiative als auch bei den Gegenvorschlägen, und zwar nicht für ein taktisches Nein, sondern für ein Nein im Bewusstsein, dass wir jetzt versuchen sollten, die bilateralen Verträge umzusetzen.

**Pelli** Fulvio (R, TI): È un po' peccato che questo dibattito non riesca a porre in discussione il vero quesito che noi svizzeri dovremmo porci, dopo aver assistito all'evoluzione incredibile che il nostro importante vicino, l'Unione europea, ha fatto negli ultimi decenni. Il vero quesito è infatti se noi in futuro riusciremo a meglio difendere i nostri interessi di svizzeri stando fuori oppure entrando nell'Unione europea.

Oggi si è discusso e si sta discutendo assai più di strategie di voto che dell'integrazione della Svizzera in Europa. Non si affrontano gli ostacoli istituzionali e politici che una adesione porrebbe, che non sono indifferenti, e si minimizzano i rischi del cosiddetto «Alleingang», a sostegno del quale sono utilizzati concetti dalla forte apparenza, in realtà però legati ad una storia che non è più la nostra di svizzeri dell'anno 2000 né quella dei nostri figli, ma quella delle guerre e degli orrori che i nostri nonni e padri hanno dovuto sopportare: concetti come neutralità, indipendenza, patria, frontiera e così via. Se questo è quello che sta succedendo, in realtà è perché né il mondo politico né il popolo svizzero sono realmente pronti al dibattito sui problemi che l'integrazione europea ci pone. L'iniziativa «Sì all'Europa!» arriva troppo presto, ignora le regole in base alle quali funziona la nostra democrazia, prima fra tutte quella che dice che il popolo svizzero non deve mai essere messo sotto pressione, perché nessuno, quando è sotto pressione, riesce a decidere lucidamente.

In fondo, se questa iniziativa ha il pregio di cercare di porre un quesito importantissimo per il nostro futuro, ha anche il difetto di non riuscirci, perché il quesito che pone rimane ideologico e teorico. Senza dimenticare che dopo l'importante dibattito sugli accordi settoriali, la popolazione non ha grande desiderio di ricominciare subito a discutere d'Europa. Giustamente il nostro sistema politico prevede che il popolo si esprima per ultimo e su quesiti concreti. È l'unico modo ragionevole di rispettare le competenze di politici e popolazione, ed anche l'unico modo efficace per permettere una preparazione del dibattito politico. Nel caso si dovesse votare sull'iniziativa, anche a livello popolare si incontrerebbero le medesime difficoltà che oggi abbiamo noi, noi politici. Nessuno avrebbe chiaramente davanti agli occhi le conseguenze reali e concrete dell'adesione, positive o negative che esse siano, e nessuno potrebbe sapere esattamente quale tipo di modifiche legislative l'adesione comporterebbe, ad esempio quale nuovo riordino della nostra democrazia diretta dovremmo prevedere, e quale nuovo sistema fiscale dovremmo impostare. Ognuno di noi sarebbe quindi costretto a votare in base ad un presupposto di fede, fidandosi dell'una o dell'altra previsione che politici e altri interessati venderebbero per buona. Non è così che funziona la nostra democrazia diretta; così funzionerebbe male.

Prima di votare su di un tema difficile, bisogna mettere in condizione tutti di capire di che cosa si tratta. Il gioco politico che pretende la presentazione di proposte concrete e le fa passare attraverso il filtro dell'esame dapprima del Governo e poi del Parlamento, serve proprio a questo. Votare a livello popolare sull'iniziativa non sarebbe nell'interesse del sistema. È compito di chi l'ha lanciata capirlo e quindi ritirarla – non tanto perché sarebbe respinta, ma perché molto difficilmente porterebbe ad un vero dibattito sul quesito dell'integrazione europea del nostro paese.

Ma anche chi vuole forzare il voto sull'iniziativa, sperando in un massiccio «no» popolare, non deve credere di rendere un servizio alla democrazia diretta ed al popolo. Perché altro non fa che speculare sull'impreparazione della popolazione ad affrontare una scelta oggettivamente difficile. Ritengo quindi saggio cercare una soluzione al problema che l'iniziativa ci pone attraverso l'elaborazione di un controprogetto

indiretto, che possa aiutare gli autori dell'iniziativa a convincersi che la migliore soluzione è il suo ritiro. Da questa riflessione deriva il tentativo di parecchi colleghi – radicali, liberali, PDC – di centrare la proposta giusta. Ma non è così importante quale testo alla fine verrà scelto, a patto che indichi nel suo capoverso un appoggio all'indirizzo voluto dal Consiglio federale e fissi un programma che eviti il rischio che la discussione vera intorno al quesito della nostra adesione all'Unione europea avvenga troppo tardi, quando sarà passato il tempo che ancora è a disposizione per una nostra collaborazione con gli altri paesi nella costruzione di quella Unione europea che sarà definitiva.

Attendere troppo potrebbe significare una condanna a restar fuori non per scelta, ma per inedia, per inattività, per paura. Le nuove generazioni di svizzeri che dovranno sopportare le conseguenze di tale nostro atteggiamento, non ce lo potrebbero perdonare.

**Müller Erich (R, ZH):** Ich befürworte einen EU-Beitritt, weil ich der Überzeugung bin, dass sich die grossen Herausforderungen, welche sich ein Land in Zukunft in einer globalisierten, modernen Gesellschaft zu stellen hat, nur im internationalen Verbund der Staaten einer Region lösen lassen. Das ist in Europa nun einmal die EU. Ich bin für einen EU-Beitritt, weil die Schweiz in Europa eine bedeutendere Rolle spielen kann als nur passiv als Zaungast der EU und deren Gesetze autonom nachvollziehend. Darum sage ich aus Überzeugung Ja zum strategischen Ziel der Schweiz eines EU-Beitritts. Ich habe die Volksinitiative «Ja zu Europa!» unterschrieben. Sie war damals kurz nach dem EWR-Nein die rasche, verständliche Reaktion.

Trotzdem lehne ich die Initiative zum heutigen Zeitpunkt ab. Warum? Das Schweizervolk hat die bilateralen Verträge mit überzeugender Deutlichkeit angenommen. Es hat damit den Willen zur Öffnung der Schweiz gegenüber Europa klar demonstriert. Ich habe wie viele von Ihnen für die bilateralen Verträge gekämpft und dabei immer erklärt, dass wir uns mit einem Ja alle Optionen offen halten. Diesem Versprechen haben viele Bürgerinnen und Bürger geglaubt. Wer dieses Versprechen jetzt nicht einhält, ist nicht nur unkorrekt, sondern er macht die Politik unglaubwürdig.

Es war immer eine typisch schweizerische Eigenart, pragmatisch Probleme zu lösen, pragmatisch Erreichtes zu sichern und pragmatisch die zukünftigen Chancen zu nutzen. Es ist Tradition unseres Volkes, solche Herausforderungen behutsam anzugehen. Wer meint, Veränderungen – und seien sie noch so gut – um jeden Preis erzwingen zu müssen, dem wird das Schweizervolk eine Absage erteilen. Wer jetzt nicht bereit ist, Erfahrungen mit den bilateralen Verträgen zu sammeln und der Schweiz die verschiedenen Optionen zur Integration offen zu halten, sondern die sofortige Aufnahme von Beitrittsverhandlungen mit der EU fordert, der verkennet die gegenwärtige Volksmeinung, mindestens diejenige in der deutschen Schweiz.

Konzentrieren wir uns doch in der nächsten Phase auf die aktive Nutzung der Gestaltungsmöglichkeiten der bilateralen Verträge. Realisieren wir die Vorteile dieser Abkommen durch Wirtschaft und Staat. Setzen wir uns doch jetzt für den längst überfälligen Uno-Beitritt ein. Mit den dabei gesammelten Erfahrungen können wir danach, wenn die Zeit reif ist, den EU-Beitritt angehen und das Gesuch aktivieren.

Die Frage ist: Braucht es einen Gegenvorschlag? Von der Sache her betrachtet nein. Jedes verantwortungsbewusste Parlament hält sich immer mögliche Optionen offen. Der Bundesrat hat den EU-Beitritt als strategisches Ziel definiert. Die Kompetenz für weitere bilaterale Abkommen, aber auch für die Aufnahme von Verhandlungen um einen Beitritt zur EU oder zum EWR lag bisher und liegt auch in Zukunft beim Bundesrat.

Aus materiellen Gründen braucht es keinen Gegenvorschlag, und doch könnte er wertvoll sein. In den letzten Wochen haben die Entscheide der APK enorme Verunsicherung ausgelöst. Mit einem Gegenvorschlag könnte im Volk wieder Klarheit geschaffen werden; es wüsste wieder, was das Parlament will.

Da sich das Parlament, wie diese Debatte zeigt, leider nicht auf einen vernünftigen Gegenvorschlag wird einigen können, der mittelfristig die verschiedenen Optionen offen hält und langfristig den EU-Beitritt anstrebt, ist die Volksinitiative «Ja zu Europa!» leider zur Ablehnung zu empfehlen und sind auch die Gegenvorschläge abzulehnen.

**Vollmer Peter (S, BE):** Heute Morgen, als wir diese Debatte begonnen hatten, war die ganze Tribüne noch vollgestopft mit Studenten der Uni Bern, die die Debatte verfolgen wollten. Ich muss nachträglich sagen: Hoffentlich haben sie keine Statistik darüber geführt, wie viele Widersprüchlichkeiten hier in diesem Rat geäussert worden sind.

Mich würden Widersprüchlichkeiten unter den verschiedenen politischen Lagern nicht stören. Aber was wir heute erlebt haben, waren unendlich viele Widersprüchlichkeiten in den einzelnen Voten selber. Wir haben damit eine sehr schlechte Figur gemacht.

Verschiedene Redner aus dem bürgerlichen Lager, wie Herr Bühler oder Herr Gutzwiller, haben davon gesprochen, dass wir den Willen hätten, Europa mitzugestalten. Aber wenn wir schon anerkennen, dass wir Teil von Europa sind und Europa mitgestalten möchten, müssen wir auch dort mitmachen, wo Europa gestaltet wird: in der EU.

Herr Stamm: Das wäre eben kein Verlust der Demokratie. Die schweizerische Demokratie wurde immer gerade auch so verstanden, dass wir den Willen hatten, uns dort einzumischen, wo Entscheide gefällt werden. Demokratie heisst nämlich Partizipation, heisst mitwirken, mitreden, mitentscheiden. Genau das möchten wir. Wir möchten dort mitentscheiden, mitgestalten, wo unser Schicksal auch mitentschieden wird.

In dem Sinne bin ich zutiefst davon überzeugt, dass gerade ein Mitmachen in Europa unsere Demokratie und unsere Souveränität wieder herstellen würde, weil wir wieder dort mitsprechen würden, wo auch über uns entschieden wird.

Ich finde es auch eigenartig, wenn verschiedene Wirtschaftsvertreter sagen, die bilateralen Verträge seien Wirtschaftsverträge – ich stimme dem weitgehend zu –, und das Volk hätte darüber so gut entschieden, dass es jetzt ein Affront sei, heute, nach dieser Abstimmung, über einen EU-Beitritt zu sprechen.

Gerade der Bundesrat und sehr viele Vertreter aus allen Lagern haben immer gesagt, die Abstimmung über die bilateralen Verträge sei kein Präjudiz für die Zukunft. Deshalb, meine ich, sind wir jetzt auch frei. Das Volk hat zu den bilateralen Verträgen Ja gesagt. Es hat nicht zur EU Ja gesagt. Es hat zur EU nicht Nein gesagt. Es hat zu nichts anderem Ja gesagt als zu den bilateralen Verträgen. Deshalb sind wir jetzt aufgerufen, nach diesem Schritt weiterzudenken, weiterzuhandeln. Das ist überhaupt kein Affront.

Ich muss Ihnen sagen, dass ich eigentlich darüber erfreut bin, dass zumindest Herr Bundesrat Deiss den Mut gehabt hat, nach dem 21. Mai ein paar fällige Gedanken öffentlich zu äussern.

Trotzdem bin ich vom Bundesrat enttäuscht. Einmal mehr ist er nicht bereit, mehr Führungsaufgabe zu leisten, Herr Walker hat es heute schon zutreffend gesagt: Führen heisst doch nicht warten, bis der Letzte mitkommt! Führen heisst auch Ziele setzen, Vorgaben machen, sich dafür einsetzen und dann hinausgehen und die Bevölkerung von diesen Zielsetzungen überzeugen. Genau das hätten wir heute als Aufgabe zu tun; der Bundesrat hätte es zu tun, er müsste eine Vorgabe machen. Einmal mehr: Ich fürchte, dass wir in unserem schweizerischen Selbstverständnis, diesem Abwarten, Abtasten, Ja-niemanden-vor-den-Kopf-Stossen noch untergehen.

Ich möchte den Bundesrat bitten, diese Führungsaufgabe der Landesregierung hier wirklich einmal wahrzunehmen, seine Erkenntnisse bei der Analyse der Zukunft Europas, die er nämlich richtig gemacht hat, in politisches Handeln umzusetzen.

Dazu muss man sich halt auch einmal einigen Gefahren aussetzen, dies gehört auch zur Zukunft eines Landes.

Wenn Herr Bundesrat Deiss sich davor fürchtet, würde ich ihm empfehlen, einmal den grossen alten europäischen Dichter Hölderlin zu lesen, der schon zu seiner Zeit, als grosser Vermittler zwischen Deutschland und Frankreich, gesagt hat: «Wir müssen uns in Gefahren bringen, wenn wir die Welt vorantreiben wollen.» Dann hat er folgenden schönen Satz dazugefügt, Herr Bundesrat Deiss: «Wo Gefahren sind, wächst auch Rettendes nach.» Ich möchte Ihnen das ins Stammbuch schreiben. Haben Sie Mut, exponieren Sie sich, setzen Sie sich den Gefahren aus, dann wächst Rettendes nach! Ich bin überzeugt, dass das Schweizervolk das dann begreifen wird.

**Blocher** Christoph (V, ZH): In dieser Debatte ist es augenfällig, wie viele Skrupel, wie viele Ängste und wie viel schlechtes Gewissen zum Vorschein kommen.

Gestern hat mir jemand gesagt, er habe schlaflose Nächte, weil er nicht wisse, wie er stimmen solle.

Das ist bei diesem gigantischen Nebel, der in den letzten Jahren in dieser Sache von vielen Politikern produziert worden ist, verständlich. Sie müssen aber wissen: Es ist nichts so fein gesponnen, es kommt doch an den Tag. Wer so viele Widersprüche – um nicht zu sagen: Lügengebäude – aufgebaut hat, muss wissen, dass eines Tages die Stunde der Wahrheit kommt. Das ist heute wahrscheinlich wieder nicht der Fall, aber sie kommt eines Tages.

Es begann damit: Die Sozialdemokraten, die sich aus diesen Widersprüchen abmelden wollten – wie ich bei Herrn Hämmerle gehört habe –, waren an vorderster Stelle dabei, als es darum ging, diese Volksinitiative nicht zu behandeln und auf zwei Tage nach der Abstimmung über die bilateralen Verträge zu terminieren, damit vor der Abstimmung niemand sagen musste, wie er zu dieser Initiative steht. Das ist der erste Schwindel.

Dann kamen die bilateralen Verträge. Ich habe gehört, Herr Bundesrat Deiss habe diesbezüglich von Rosinenpicken gesprochen. Es geht aber darum, in den nächsten Jahren diese Kröten zu schlucken. Sie sehen, welche unterschiedliche Auffassung wir in kulinarischen Dingen haben: Sie bezeichnen Kröten als Rosinen. Ich weiss nicht, ob das bereits der EU-Standard ist, dem wir uns anpassen sollten. Die Kröten werden noch zum Vorschein kommen. Beim Verkehr sind sie schon vorhanden.

Es geht aber noch weiter: Ich merke, dass man hier drin die Widersprüche nach allen Seiten ausbauen will. Man sagt Nein zu dieser Initiative, dann kann man allen sagen, man wolle jetzt nicht in die EU. Selbstverständlich macht man etwas Weiteres und sagt, man sei aber für ein strategisches Ziel, damit man all denjenigen, die in die EU wollen, sagen kann, man wolle der EU beitreten. Als Nächstes macht man einen weiteren Sprung und sagt, mit den bilateralen Verträgen habe man den bilateralen Weg gewählt, jetzt gehe man diesen, das habe man ja auch versprochen. Die Initianten sollten die Initiative zurückziehen, denn was dort drin stehe, mache man sowieso. Der Europäischen Union wollen Sie sagen, wir hätten beschlossen, in die EU zu gehen, obwohl Sie den Schweizern sagen, wir gingen nicht in die EU. Das ist die ganze Situation.

Es gibt Parteien, die dem einen Flügel sagen müssen, wir gingen in die EU, und die dem anderen Flügel sagen müssen, wir gingen nicht in die EU. Merken Sie, dass Sie damit nicht durchkommen? Das wäre ja an sich lustig, ginge es nicht um die Marschrichtung dieses Landes, bei der es doch um ganz grundsätzliche Dinge geht. Es geht um die Frage, ob die Schweiz als direktdemokratischer Kleinstaat ihre Zukunft auch weiterhin selber bestimmen können soll oder ob sie durch das Grossstaatengebilde Europäische Union weitgehend über sich bestimmen lassen soll. Da können Sie lange reden und mitgestalten und sagen, wir gehörten dazu. Diese Frage haben Sie zu beantworten.

Sagen Sie doch, dass Sie das Gegenteil wollen! Sagen Sie das! Jetzt haben Sie diese Möglichkeit, die die Initianten Ihnen gegeben haben. Da können Sie Ja sagen, dann haben Sie das gesagt: Das wollen wir, wir wollen nicht mehr selber

bestimmen! Oder sagen Sie: Nein, es ist Sache der Initianten, diese Initiative zurückzuziehen! Dann legen Sie es dem Volk vor. Wenn Sie so sicher sind, dass dies eine so bäumige Sache ist, wird man ja zustimmen.

Weiter geht es um Folgendes: Soll die Schweiz die für den Erfolg des Landes wesentlichen Besonderheiten behalten? Die Schweiz ist ein Sonderfall; andere Länder auch, aber wir sind es auch. Wollen Sie die direkte Demokratie, den Föderalismus, die Neutralität preisgeben? Dahinter stecken alle praktischen Fragen: Wir haben eine Verfassung; wenn Sie die Mehrwertsteuer erhöhen wollen, brauchen Sie die Zustimmung des Volkes und der Stände. Dass die Steuersätze in der Bundesverfassung festgeschrieben sind, ist wirtschaftlich der grösste Vorteil. Nachher würde die EU bestimmen, wie hoch die Mehrwertsteuer mindestens ist, das können Sie drehen und vernebeln, wie Sie wollen. Es geht aber noch weiter: Der Zinsvorteil und der Franken gehen verloren usw. Ich begreife, dass auch die Schweizer Wirtschaft heute nicht mehr für den EU-Beitritt ist. 1992 glaubte man noch an eine ganz andere EU.

Es geht um die Unabhängigkeit des Landes. Dies steht in der Verfassung: «Die Schweizerische Eidgenossenschaft schützt die Freiheit und die Rechte des Volkes und wahrt die Unabhängigkeit und die Sicherheit des Landes.» (Art. 2 Abs. 1 BV) Auch als Aufgabe für Sie steht dies in der Verfassung; darauf haben Sie einen Eid abgelegt, ausdrücklich! Es kommt mir vor, als hätten wir hier eine Versammlung von Meineidigen. Sie haben auch noch einen Artikel des Strafbuchgesetzes gemacht: «Wer eine Handlung vornimmt, die darauf gerichtet ist, die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft zu verletzen oder zu gefährden, eine die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft gefährdende Einmischung einer fremden Macht in die Angelegenheiten der Eidgenossenschaft herbeizuführen, wird mit Zuchthaus oder mit Gefängnis von einem bis zu fünf Jahren bestraft.» (Art. 266 Abs. 1 StGB).

Kommen Sie endlich auf Ihre Sache zurück, sagen Sie zu all diesen Dingen: Nein, wir bleiben unabhängig und neutral, so wie Sie es geschworen haben!

**Walker** Felix (C, SG): Herr Blocher, man soll ja Wirtschaft und Politik nicht noch mehr auseinander dividieren, als das von Natur aus schon der Fall ist. Sie kennen die Entwicklung, wie sie seit ein paar Jahren läuft, konkret: die Tendenz zur Globalisierung bzw. Internationalisierung, die Tendenz zu einer Verabsolutierung von Markt, Wettbewerb und Wirtschaft. Wir haben hier ja die Aufgabe, auch Gesellschaftspolitisch nachzuvollziehen. Wie sollten wir das tun? Es gibt ja, wie wir in der Debatte gehört haben, länderübergreifend in mehrfacher Hinsicht gesetzgeberischen Handlungsbedarf, dem die Schweiz nur in autonomem Nachvollzug entsprechen kann, wenn wir nicht international beteiligt sind. Was würden Sie uns empfehlen, wie soll man das Problem lösen?

**Blocher** Christoph (V, ZH): Erstens, Herr Walker: Je globaler die Entwicklung ist, desto mehr Chancen birgt die Unabhängigkeit und Selbstständigkeit der Länder, auch in Bezug auf den Wirtschaftsstandort.

Zweitens: Dass vieles auf der Welt gemeinsam gelöst wird, ist nicht neu. Das haben uns die Propheten, die uns gesagt haben, wenn der EWR-Vertrag abgelehnt werde, breche die Schweiz zusammen, schon 1992 gepredigt. Sie können die Schweiz jetzt ja anschauen, wie sie ist: Wir sind überall dabei! In der Wirtschaft sehe ich: Wir verhandeln, reden mit, sprechen mit. Dann gibt es Dinge, die man übernimmt oder nicht übernimmt. Ich bin nicht schuld, dass man in Bern alles nachvollziehen will, was man dort draussen tut. Gewisse Dinge können wir nachvollziehen, gewisse Dinge nicht, und bei den meisten gestalten wir mit. Der Unterschied ist, dass Sie nachher über das eigene Land nicht mehr bestimmen können, dafür können Sie als ganz Kleiner dort mitreden. Aber wenn Sie dafür sind, dass wir das tun, sagen Sie Ja zu dieser Initiative, bringen Sie sie vors Volk, dann reden wir in

der Volksversammlung miteinander und halten dort Wirtschaft und Politik nicht auseinander.

**Pedrina Fabio (S, TI):** Porto una voce dal sud delle Alpi, da «trombone» europeista, come ci ha definito questa mattina il collega Maspoli, in alternativa a quella – per parafrasare – dei «tromboni» antieuropeisti come lui. Per le scelte di politica economica prese sempre più a livello internazionale, scelte con dei riflessi determinanti e di carattere ambientale e sociale anche a livello nazionale, la Svizzera non può più scansare il tema dell'Unione europea. Soprattutto la Lega in Ticino, e altre forze nel resto della Svizzera, illudono la gente con la presunta alternativa di una Svizzera trasformata in un ridotto nazionale di banche e finanziari, o di un Ticino che diventi felice «zona franca» di affari e prostituzione, al riparo da invasori indesiderati. La soluzione dei problemi della realtà ticinese o svizzera odierne, e soprattutto quella di domani, va ben oltre l'incornare qualche euroburocrate. Il Ticino sta alla Svizzera come la Svizzera sta all'Europa. Il recente «sì» agli accordi bilaterali, che lo si voglia riconoscere o no, è un primo passo verso l'ulteriore integrazione della Svizzera nel contesto europeo.

Il voto negativo espresso dal Ticino sugli accordi bilaterali dev'essere preso molto sul serio. Ma attenti: esso non è solo un voto leghista visceralmente contrario all'Unione europea, esso è anche un voto di preoccupazione per le grosse incertezze che permangono sugli effetti della prospettiva libera circolazione delle persone e sugli effetti delle concessioni fatte sul dossier dei trasporti, vero tallone d'Achille di tutto l'accordo. E le particolarità del Ticino sono divenute più chiare a molti di voi da quando il consigliere federale Couchepin ha improvvisamente paragonato la vicinanza di Briga a Domodossola con quella fra Lugano e Milano. Un paragone fuorviante, e avrete certamente l'occasione di rendervene conto, nel 2001 durante la prossima sessione primaverile delle Camere federali in Ticino, delle peculiarità delle relazioni tra il Ticino e la vicina e potente Lombardia.

Ma il Ticino non si è messo a piangere per questi pericoli. Il Ticino vuole solo assicurarsi l'indispensabile vigilanza e, in caso di necessità, prontezza di reazione su questi dossieri caldi. Ciò con il dovuto supporto da parte della Confederazione. In questo chiediamo semplicemente di essere presi sul serio, tenendo presente che il Ticino intende anche sfruttare anche al meglio – e ce ne sono – le opportunità offerte da questi accordi.

Oggi occorre più che mai marcare nuovi spazi di progresso economico e ambientale, sociale e culturale, nuovi spazi di pace e solidarietà all'interno e all'esterno del nostro paese. Questo non può che avvenire in un quadro europeo, dalle alpi alle pianure, tutto da costruire su questi valori, democraticamente e con strutture federaliste. E proprio in questo contesto la nostra piccola Svizzera può offrire da subito molto della sua cultura e della sua esperienza democratica. Ma per far questo, non possiamo stare fuori dall'uscio e sperare di far filtrare qualcosa attraverso una finestra che peraltro sarà sempre meno aperta nei nostri confronti. A chi parla del mantenimento dell'autonomia svizzera, chiedo se sia preferibile l'attuale crescente «autonomer Nachvollzug», cioè il supino adeguamento, in moltissimi campi, delle nostre leggi a quanto deciso a Bruxelles, oppure se non sia preferibile essere sul carro europeo per codecidere. Più ritardiamo l'avvicinamento, più perderemo occasioni per influire sulle decisioni, rimanendo costretti a subire.

Quella dell'Europa non è una via facile, ma oggi di vie facili in materie così complesse e cariche di interessi contrastanti non ce ne sono. O si sceglie la via dell'apertura, se ne accettano le sfide e si contribuisce alla ricerca di soluzioni comuni con altri paesi vicini, oppure si sceglie la via della chiusura e si passa a coltivare il proprio orticello, nella vana speranza di poter essere degli approfittatori, restando fuori dal concerto generale e di non doverne subire i violenti contraccolpi. A mio avviso questa è una pia e fatale illusione.

Ciò non significa che il mio sia un «sì» incondizionato all'Europa. Sui temi della democrazia e del traffico ad esempio

non sono disposto ad accettare una qualsivoglia soluzione. Ma di questo discutiamone da subito con gli altri paesi europei! Io ritengo che sono passati i tempi in cui la Svizzera può permettersi di rimandare e di temporeggiare impunemente. I tempi ci mostrano vieppiù la crescente debolezza contrattuale della Svizzera in questo particolare momento storico. Qui la nostra tanto decantata indipendenza ed autonomia sono già oggi vittime. Ciò significa che più aspettiamo, più sarà duro e difficile, soprattutto per coloro che non possono facilmente spostare capitali ed idee da far fruttare all'estero – soprattutto perciò per la stragrande maggioranza della popolazione svizzera.

In conclusione invito a non drammatizzare sulla data di riattivazione delle trattative che, per precoce che sia, richiederà comunque almeno cinque, se non otto anni prima di portarci effettivamente a formulare una scelta decisiva di fronte al popolo svizzero, cui spetterà, fra diversi anni quindi, il voto vero per una adesione o meno all'Europa. Decidiamo perciò la via delle trattative in tempi brevi, e prepariamoci per il successivo passo, senza con ciò ipotecare il futuro in una Europa centralizzatrice. Poiché in Europa ci sono moltissimi cittadini che pensano a un'Europa come noi: ad una struttura federalista e democratica, rispettosa dell'uomo e dell'ambiente. Ma bisogna volerla e costruirla con gli altri, già nei prossimi anni, e non nel 2015 o nel 2020. Da qui il mio sostegno ad una soluzione – iniziativa o controprogetto – che vada e faccia discutere e maturare il popolo svizzero in questa direzione.

**Maspoli Flavio (–, TI):** Caro collega, tra «tromboni» bisognerebbe capirsi, invece mi sembra che lei abbia suonato la bombarda, cioè uno strumento ad ancia doppia. Non vorrei dire che abbia parlato con lingua biforcuta, ma comunque in modo più o meno ambiguo.

Le pongo una domanda molto semplice: per quale recondito motivo io dovrei mettere in discussione la mia libertà e la mia indipendenza e la democrazia svizzera, per costruirne una – forse – in Europa? Perché non è detto che lì la vogliano. Se mi risponde, forse cambierò idea.

**Pedrina Fabio (S, TI):** Perché bisogna guardare avanti, perché lei si illude di poter essere tanto libero di fare quello che vorrà. La realtà dei fatti è ben altra.

**Baumann J. Alexander (V, TG):** Ich zitiere das Votum von Frau Nabholz von heute Vormittag: «Ein Gegenvorschlag ist nicht etwas Unnötiges, sondern ein politischer Eckwert .... Es ist eben ein Unterschied, ob man über Jahre hinweg bloss von Szenarien und Optionen spricht oder ob wir heute das strategische Ziel des Bundesrates in einem Bundesbeschluss verankern.»

Es ist kein Geheimnis, dass der Bundesrat die Schweiz in die EU führen will. Er bekräftigt dies jeweils in seinen Legislaturzielen, die jedoch – zumindest für die Bürger dieses Landes – vorläufig unverbindlich sind und über welche bis auf weiteres straffrei Zweifel gehegt werden dürfen. Wäre jedoch die bundesrätliche Beitrittszielsetzung in einem Rechtsakt besiegelt, hätte der Bundesrat einen eigentlichen Vollzugauftrag zur Aufnahme von Beitrittsverhandlungen.

Die besondere Ungeheuerlichkeit dieses indirekten Gegenvorschlags mit der Zielklausel Nummer eins liegt darin, dass der Bundesrat dafür eine Form gewählt hat, welche nicht dem Referendum unterstellbar ist. Diese einseitige Festschreibung der Art und Weise, wie unser Land seine Beziehungen zur EU regeln soll – nämlich durch Beitritt – bedeutet eine krasse Missachtung des Volkswillens vom 21. Mai 2000. Im Unterschied zu den EU-Turbos – die den gleichen Fehler auch begehen, aber Partei sind – darf der Bundesrat derartige demokratische Todsünden nicht begehen.

Noch etwas zur Frage des Referendums: Bei der Behandlung der Volksinitiative «EU-Beitrittsverhandlungen vors Volk!» haben wir entschieden, dass das Volk nicht das erste Wort haben soll, wenn es um Verhandlungen geht, sondern

das letzte, nämlich dann, wenn es um den Entscheid über die Verhandlungsergebnisse geht.

Hier geht es aber darum, die Zielsetzung in einem Bundesbeschluss zu verankern, und das ist nun wirklich nicht das Gleiche. Wer dies negiert, will einen Eckwert am Volk vorbeischieben. Wir lassen das Schweizer Volk über Lastwagen- und Trottoirbreiten abstimmen und darüber, ob Vellerat zum Kanton Jura oder zum Kanton Bern gehören soll. Einen derartigen Eckwert, nämlich die Verankerung des Beitrittszieles in einem Rechtsakt, wollen Sie dem Volksentscheid entziehen, weil sie dem Volk über diese Entscheidung das Vertrauen entziehen, weil Sie sich fürchten und weil Sie den Euroturbos die Blamage eines Rückzuges ihrer Initiative ersparen wollen.

Damit, Herr Bundesrat Deiss, strapazieren Sie die direkte Demokratie. Es gibt auch in der Politik Respektfristen und Anstandsfristen. Lassen wir den Bundesrat doch vorerst seinen Grosseinsatz bei den bilateralen Verträgen etwas geniessen, zu welchem zahllose Gegner eines EU-Beitritts wesentlich beigetragen haben.

Lehnen wir jeden Gegenvorschlag ab, der nicht einem Referendum unterstellt werden kann.

**Fehr** Lisbeth (V, ZH): Dem Leitartikel einer grossen – notabene EU-freundlichen – Schweizer Tageszeitung habe ich im Nachgang der Abstimmung über die bilateralen Verträge folgende bemerkenswerte Analyse entnommen: Das wirkungsvollste Mittel, den EU-Beitritt nun auf Jahre hinaus zu verhindern, sei es, den Bundesrat unverzüglich Verhandlungen aufnehmen zu lassen. Genau dies aber fordern die Initianten nun vom Bundesrat.

Ich wundere mich, mit welchem Enthusiasmus die EU-Befürworter diese Initiative jetzt propagieren. Auch wenn das Volk die bilateralen Verträge mit überwältigendem Mehr gutgeheissen hat, so kann man dies doch nicht als fundamentales Umdenken bezüglich unseres Verhältnisses zur EU interpretieren. Die Abstimmung war lediglich ein klares Signal, gegen innen wie gegen aussen, dass die Schweiz im wirtschaftlichen Bereich nun eine solide Basis mit der EU gefunden hat – nicht mehr und nicht weniger. Es wäre völlig falsch, dieses Ergebnis in Zusammenhang mit der vorliegenden Initiative zu bringen. Abgesehen davon, dass es sich um eine andere Fragestellung handelt, hat sich das Volk mit den bilateralen Verträgen auch für eine andere Art der Zusammenarbeit als die Mitgliedschaft entschieden. Es wäre völlig absurd, kurze Zeit danach die Richtung wieder zu ändern. Das haben viele gesagt, und ich stimme dem zu.

Nun steht ein Gegenvorschlag mit vielen Varianten im Raum. Von dieser Auswahlendung halte ich gar nichts. Erstens hat auch sie das klare Ziel eines EU-Beitritts vor Augen. Zweitens will sie diese Verhandlungen ohne Referendumsmöglichkeit am Volk vorbeischieben. Das lehne ich ab. Ich habe die bilateralen Verträge gerne mitgetragen, und zwar von Anfang an. Aber das vorliegende Schnellzugstempo in die EU lehne ich kategorisch ab. Ich denke, dass es vielen Leuten so geht. Wir stecken heute im Ratifizierungsprozess dieser Abkommen. Wir müssen die Auswirkungen abwarten und uns gegebenenfalls auf Korrekturen gefasst machen.

Das wiederum bedeutet nicht, dass wir nicht in ferner Zukunft vielleicht einmal eine neue Form der Zusammenarbeit mit der EU suchen – wie immer diese auch heissen wird. So gesehen passt mir der Antrag der Minderheit I (Fischer) nicht schlecht. Es handelt sich dabei zwar um eine echte Politikeraussage, indem er alles offen lässt und überhaupt nichts aussagt; gummiger geht es nicht mehr. Aber mit dem fakultativen Referendum ist dabei mindestens die Mitwirkung des Volkes gewährleistet. Das ist auch beim Antrag Theiler der Fall.

Noch lieber wäre mir aber, Sie würden mit mir nebst der Initiative auch diese Gegenvorschlagsvarianten ablehnen. Was wir heute nämlich dringend brauchen, ist eine Entkrampfung, eine Beruhigung dieses Kapitels. Das Thema muss nun endlich in die Versenkung, wenn wir vor dem Volk glaubwürdig sein wollen!

**Eggy** Jacques-Simon (L, GE): Monsieur le Conseiller fédéral, je me permets de m'adresser plus particulièrement à vous. Nous avons été d'accord, nous les libéraux, avec le principe de votre attitude durant toute la campagne concernant les accords bilatéraux, à savoir qu'il ne fallait pas mélangier, qu'il ne fallait pas répéter l'erreur de 1992 et que, par conséquent, il s'agissait des accords bilatéraux, de tous les accords bilatéraux, mais rien que d'eux.

Cela étant, Monsieur le Conseiller fédéral, nous avons, nous les libéraux, qui depuis 1991 – M. Ruey l'a dit ce matin – avons estimé, déclaré que, en effet, le destin de la Suisse était d'adhérer à l'Union européenne, nous avons des craintes. Nous avons eu des craintes en entendant le Conseil fédéral parler, par exemple, de moratoire ou de moratoire de fait. La discussion sémantique pour savoir la différence entre moratoire de fait et moratoire tout court nous a un peu échappé. Monsieur le Conseiller fédéral, qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas eu ces accords bilatéraux – et là, nous sommes d'accord qu'il ne faut pas les interpréter –, vous avez déclaré au Gouvernement que le but stratégique était l'adhésion. Mais dire que le but stratégique c'est l'adhésion, ça n'est pas encore une volonté politique, ça n'est qu'une déclaration de principe. Dire que le but stratégique est l'adhésion, ça n'implique pas encore un rythme qui doit être continu.

Alors, Monsieur le Conseiller fédéral, vous allez avoir devant vous une série de propositions de contre-projets à l'initiative. J'attends avec intérêt de savoir ce que vous allez dire. Mais, finalement, ça n'est probablement pas le plus important. Le plus important, c'est ce que vous allez dire à cette tribune et ce que vous allez dire, je l'espère, au nom du Conseil fédéral. Nous aimerions vous entendre dire que votre but, en effet, c'est l'adhésion, que sans attendre vous allez en quelque sorte nous y préparer en nous disant quels sont les éléments qu'il faut adapter pour cela – et ce peut être fait durant cette législature –, ensuite, que sans délais, aussi vite que possible, vous essayerez de concrétiser votre but.

Monsieur le Conseiller fédéral, le groupe libéral admet et reconnaît que c'est de la compétence du Gouvernement de décider comment et quand il faudra ouvrir des négociations avec l'Union européenne, mais cette compétence, nous vous demandons de déclarer ici que vous entendez l'assumer pleinement et que, jusqu'au moment où vous déciderez qu'il est temps, vous voulez encore une fois, et devant nous et devant le peuple, imprimer un rythme qui soit d'information, un rythme qui soit de persuasion, un rythme qui soit de volonté politique et de charisme politique. C'est, au fond, ce que j'aimerais vous demander à cette tribune: indépendamment des textes sur lesquels nous allons voter, Monsieur le Conseiller fédéral, pouvez-vous, au nom du Conseil fédéral, nous faire ici une déclaration d'intention et de volonté politique, qui soit quand même plus emballante, plus entraînante, plus persuasive que la seule déclaration du but stratégique?

**Leu** Josef (C, LU): Ich schicke voraus, dass ich persönlich zum strategischen Ziel eines EU-Beitritts stehe. Bereits 1991 habe ich öffentlich die Ansicht vertreten, der EU-Beitritt sei für mich nicht eine Frage von «ja oder nein», sondern von «früher oder später». Ich zähle mich also zu den pragmatischen EU-Befürwortern, gehöre zum heute Morgen von Kollege Widmer erwähnten zweiten Drittel.

Mit der überzeugenden Annahme der bilateralen Verträge haben wir ein eigenständiges Zwischenziel erreicht. Es war ein harter und steiniger Weg, für den wir viel Zeit und Kraft brauchten. Wir müssen zur Kenntnis nehmen, dass wir Bittsteller und deshalb nicht Tempomacher waren. Das Volk hat diesen Weg gewollt und glücklicherweise am Schluss auch honoriert. Darüber freuen wir uns.

Für mich ist klar, dass dieses Zwischenziel nicht Stillstand bedeuten kann. Aber dieses Zwischenziel in der öffentlichen Wahrnehmung einfach überspringen zu wollen, bevor die Verträge in Kraft sind, also umgesetzt werden können, und bevor die versprochenen Erfahrungen gemacht werden können, das hat einen hohen Preis. Den Preis nämlich, dass

sich ein zu harsches Tempo, für welches ich aus sachlichen Gründen durchaus Verständnis habe, aus emotionalen Gründen oder aus einer Trotzreaktion ins Gegenteil verkehren könnte.

Das darf im Interesse unseres Landes auf dem Weg nach Europa nicht passieren. Wir müssen unserer Bevölkerung die Zeit und die Chance geben, positive Erfahrungen zu machen, Erfolgserlebnisse zu haben. Das ist für mich der sicherere und schnellere Weg, um zeitlich, institutionell und mental vorbereitet zu sein, den Schritt in die EU dann zu tun, wenn die Interessenlage es erfordert.

Es nützt nichts, als Patrouillenführer in einer Spitzenzeit ans Ziel zu kommen, aber auf dem Weg seine Leute zu verlieren. Wir haben die Schritte mit dem Volk und nicht gegen das Volk zu machen. Das verlangt von uns Führungsarbeit, manchmal auch etwas Druck, immer aber Überzeugungskraft, Glaubwürdigkeit und Sensibilität für das Machbare.

Mit Bezug zur Initiative «Ja zu Europa!» ziehe ich folgenden Schluss: Dass die Beratung der Initiative zeitlich nach einer wichtigen europapolitischen Abstimmung ansteht, die einen anderen, nämlich den bilateralen Prozess auslöst, ist ein Faktum – ein Faktum, das die Urheber zum Rückzug der Initiative bewegen müsste. Jetzt den Rückzug von einem entsprechenden Gegenvorschlag abhängig zu machen, ist gehüpft wie gesprungen.

Für mich hat der Bundesrat vor dem Initiativkomitee einen unnötigen Kniefall gemacht und eine politische Selbstverständlichkeit, nämlich die in der Verfassung fixierte bundesrätliche Kompetenz in der Aussenpolitik, zum Verhandlungsgegenstand gemacht. Das will ich nicht. Ich will, dass der Bundesrat seine Kompetenzen jederzeit im Interesse des Landes nutzen kann. Dazu braucht er Handlungsfreiheit, und diese hat er.

Wir streiten hier um etwas, wofür es keinen Anlass gibt, weil Stossrichtung und Aufgabenteilung klar sind. Der gut gemeinte Versuch, den Initianten unbedingt eine Brücke zu bauen, wird von diesen kaum honoriert werden, löst aber Verunsicherung und eine spaltende Auseinandersetzung um nichts aus.

Die Initianten tragen mit ihrem Verhalten für künftige aussenpolitische Abstimmungen eine grosse Verantwortung. Persönlich möchte ich den weiteren Weg der Öffnung nicht unnötig belasten und werde gegen die Initiative und auch gegen sämtliche Gegenvorschläge stimmen.

**Vallender Dorle (R, AR):** Die meisten von uns haben für die Annahme der bilateralen Verträge geworben und sind in der politischen Diskussion im Vorfeld der Abstimmung immer wieder mit Angst und Zweifel gegenüber den Verträgen konfrontiert worden. In diesem Sinn ist das positive Ergebnis der Abstimmung denn auch als ein «Ja auf Probe» zu werten.

Vor dem Hintergrund dieser erst zwei Monate alten Diskussion ist nun die Volksinitiative «Ja zu Europa!» zu prüfen. Nach meiner Meinung verbietet es die politische Redlichkeit, jetzt unverzüglich Verhandlungen mit der EU zwecks Beitritt an die Hand zu nehmen. Gerade wer langfristig den Beitritt zur EU anvisiert, ist gut beraten, wenn er oder sie nun auf jegliche Nacht- und Nebelaktion verzichtet. Auch diejenigen, die möglichst schnell zur EU stossen wollen, müssen sich das Dilemma, in das sie Volk, Parlament und Bundesrat stürzen, vor Augen halten. Unser Ja hier im Plenum zur EU-Initiative würde die Gräben wieder aufreissen, die nun zugeschüttet schienen.

Ich gehe noch weiter und behaupte: Wer für diese Initiative ist, verlangt jetzt zu viel und schmälert zeitgerechte Beitrittschancen. In diesem Sinne gefährdet auch die Mehrheit der APK mit ihrem Antrag gerade das Ziel, das sie vorgibt anzuvizieren.

Aber auch die Gegenvorschläge müssen sich den Vorwurf gefallen lassen, dass sie integrationspolitisch nicht notwendig, überflüssig, oder nicht zielführend sind. Total indiskutabel ist der Antrag der Minderheit Schlüer. Der Antrag der Minderheit Jutzet kommt einem Vorbeidrängeln am Volk gleich.

Aber auch die Lösung des Bundesrates erscheint mir, wenn auch aus rechtlichen Überlegungen, heikel. Der Bundesrat verspricht in seinem Gegenvorschlag, der notabene nicht dem Referendum untersteht, einen Integrationsbericht, auf dessen Grundlage er irgendwann über den Zeitpunkt der Reaktivierung des schweizerischen EU-Beitritts gesuches entscheiden will. Ich frage den Bundesrat: Was soll diese Verpflichtung? Selbstbindung kann, wie wir von Odysseus wissen, klug sein. Wo zeitliche Flexibilität gefordert ist, erweist sie sich als unsachgemäss. Der Bundesrat hat klugerweise seinen Gegenvorschlag zeitlich unverbindlich gehalten. Er erscheint daher als «lautes Denken», quasi als Auslegeordnung seiner Europastrategie.

Damit ist der bundesrätliche Gegenvorschlag aber auch entbehrlich. Es ist nach Verfassung und Gesetz gerade Aufgabe des Bundesrates, auch in der Aussenpolitik zu führen, und dies ohne spezielle und präjudizielle Selbstbindung mittels Bundesbeschluss.

Die Volksinitiative ist zur Ablehnung zu empfehlen. Ein Ja des Parlamentes wäre heute politisch unredlich. Man muss über keine hellseherischen Fähigkeiten verfügen, wenn man zudem ein wuchtiges Nein vom Volk voraussagt. Ein derartiges innen- und aussenpolitisch gleichermassen unerwünschtes Ergebnis sollte tunlichst vermieden werden.

Die Initianten haben dies in der Hand, und ich bitte sie, ihre Initiative zurückzuziehen. Damit ersparen sie Parlament, Bundesrat und Volk eine ZerreiSSprobe und setzen sich nicht dem Vorwurf aus, wie Antieuropäer zu agieren.

**Cavalli Franco (S, TI):** Seit dem Entscheid der Aussenpolitischen Kommission, die Frage des EU-Beitrittes nicht für die nächsten Jahrzehnte auf Eis zu legen, sondern die strategischen Ziele des Bundesrates zu konkretisieren, liegen die Nerven der EU-Gegnerinnen und EU-Gegner blank. Herr Frick, der Präsident der ständerätlichen Kommission, verunglimpfte postwendend seine Kollegen aus dem Nationalrat. Sogar Präsidenten staatstragender Parteien fühlten sich verpflichtet, Bundesrat Deiss zur Ordnung zu rufen.

Warum die ganze Aufregung? Die nationalrätliche APK war einfach Herrn Rennwald gefolgt und hat dessen Antrag angenommen, der eine Volksabstimmung über einen möglichen EU-Beitritt der Schweiz für sage und schreibe 2008 vorsieht.

Wo liegt das Problem? Man sagt uns, damit würden wir das Volk betrügen. Solche Behauptungen darf man meines Erachtens nicht einmal als schlecht gemeinten Scherz aussprechen. Ich würde jeden Studenten – und ich denke nicht an Jusstudenten oder an Studenten der politischen Wissenschaften, sondern etwa an Medizinstudenten – wegen fehlender Allgemeinbildung durchfallen lassen, wenn er so etwas behaupten würde. Warum? Vor dem 21. Mai war klar, dass man für die bilateralen Verträge stimmen konnte, unabhängig davon, ob man für den EU-Beitritt war oder nicht; das war sonnenklar für alle. Ohne Gegenvorschlag würden wir nicht in sieben oder acht Jahren, sondern in sieben oder acht Monaten über den EU-Beitritt abstimmen. Das haben wir dem Volk tatsächlich nicht versprochen. Vor dem 21. Mai haben wir gesagt, dass das Ziel des Bundesrates erst dann erreicht ist, wenn wir Genaues über die notwendigen flankierenden Massnahmen und die Probleme mit der direkten Demokratie wissen. Dafür haben wir acht Jahre Zeit, wenn wir der Mehrheit der APK zustimmen. Es geht nicht darum, dass wir schon in sieben Monaten darüber abstimmen wollen, wie das die SVP-Fraktion will – das Volk will das nicht –, sondern in sieben bis acht Jahren. Das ist doch die Ausgangslage.

Warum ist die SP immer für einen möglichst frühen EU-Beitritt gewesen? Aus zwei strategischen Gründen:

1. Sprechen wir nicht immer nur von der Globalisierung, sondern versuchen wir auch zu verstehen, was hier abläuft: Eine der entscheidenden Folgen der Globalisierung ist die abnehmende Bedeutung der Nationalstaaten. Die globalisierten Finanzmärkte sind heute so stark, dass sie in entscheidenden Fragen fast jeden Nationalstaat in Europa in die Knie zwingen können. Die neoliberalen Kräfte haben im

Zuge der Machtübernahme durch die Finanzmärkte den sozialen Frieden zwischen Kapitalbesitzern und Arbeitnehmern definitiv aufgekündigt. Dieser Frieden hatte nach dem Zweiten Weltkrieg zu einem goldenen Zeitalter Europas geführt und unter anderem den Ausbau des Sozialstaates erlaubt. Nur ein die Nationalstaaten übergreifender Kontinentalstaat wird künftig die Kraft haben, unter künftigen politischen Umständen den Finanzmärkten die Stirne zu bieten. Schauen Sie einmal, was heute zwischen Präsident Clinton und Bill Gates geschieht. Welcher der Nationalstaaten in Europa hätte heute die Macht und die Kraft, gegen Bill Gates zu kämpfen? Niemand könnte gegen dieses Monopol vorgehen.

2. Durch die Vorherrschaft der einzig verbleibenden Grossmacht droht auch bei uns eine Gesellschaftsordnung à la USA Fuss zu fassen, eine Hire-and-Fire-Gesellschaft ohne jede Solidarität und ohne Sozialschutz, mit zunehmender Gewalt usw.

Wir verweigern uns einer Gesellschaft des Faustrechtes, wie Teile der SVP sie lieber heute als morgen einführen möchten. Auch hier gilt: Nur Europa als Ganzes könnte die nötige Kraft haben, ein Alternativmodell – sei es auch nur im Sinne der rheinischen sozialen Marktwirtschaft – zu realisieren. Dieses andere Modell setzt aber einen europäischen Bundesstaat voraus. Deswegen begrüßen wir die Rede von Joschka Fischer. Eine Confoederatio Europa ist aber genau das, was Stoiber, Schüssel, Berlusconi, die Tories und Blocher nicht wollen. Die österreichische Krise ist in diesem Lichte zu verstehen. Gerade letzthin haben die Fraktionsvorsitzenden von FPÖ und ÖVP gesagt, jetzt sei der Kampf gegen den europäischen Bundesstaat angesagt.

Wir Schweizer haben 1848 den Staatenbund verlassen. Unsere Erfahrung mit dem Bundesstaat könnte jedoch beim nächsten, lebenswichtigen Integrationsschritt der EU von grösster Bedeutung sein. Allein schon aus diesem Grunde müssen wir dabei sein, um mitreden zu können. Die SP wird alles daran setzen, dass die Schweiz nicht abseits stehen muss.

**Stahl Jürg (V, ZH):** Es ist kaum verwunderlich, dass ich, auch als 73. Redner, zu einem Nein zur Initiative und zu sämtlichen Gegenvorschlägen auffordere. Warum? Weil es die logische Voraussetzung dafür ist, gemeinsam – gemeinsam! – den gangbaren und pragmatischen Weg der sektoriellen Abkommen gehen zu können.

Die Schweizerinnen und Schweizer, Herr Cavalli, stehen nicht abseits: Sie haben eine tragfähige Brücke gebaut. Aber soeben beginnen die sogenannten Euroturbos schon wieder vom Abseitsstehen zu sprechen. Das verstehen wir nicht. Es kommt mir vor, als ob dies das Spiel einer Fussballmannschaft wäre, in welchem der Trainer die Spieler so schlecht einsetzt, dass sie fortlaufend in die Abseitsfalle des Gegners tappen, bis selbst die eigenen Anhänger unzufrieden werden und die Mannschaft nicht mehr unterstützen.

Auch unser Parlament, auch die Schweizer Aussenpolitik braucht Unterstützung, nämlich von unserem Auftraggeber, dem Souverän. Dieser hat seine Unterstützung vor zwei Wochen gegeben: Die maximal mögliche Annäherung an den verwaltungslastigen «EU-Dampfer» ist durch das Ja zu den bilateralen Verträgen bekräftigt worden.

Als Mitglied der SVP-Fraktion und als KMU-Vertreter habe ich mich für die bilateralen Verträge eingesetzt. Jetzt fühle ich mich wie viele Schweizerinnen und Schweizer – gelinde ausgedrückt – verschaukelt. Es ist unverständlich, mit welcher Arroganz und polarisierenden Wirkung die Initianten einen Volksentscheid dermassen ignorieren. Das heute viel gehörte Wort «Euroturbos» sollte ab sofort durch das Wort «Euro-Raketen» ersetzt werden.

Ich fordere Sie auf, sowohl die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen wie auch die Gegenvorschläge abzulehnen.

**Präsident (Seiler Hanspeter, Präsident):** Bevor die Kommissionssprecher und Herr Bundesrat Deiss Stellung nehmen, unterbreite ich Ihnen das Abstimmungsverfahren, welches Sie nachher noch schriftlich ausgeteilt erhalten werden.

Wir behandeln zuerst den Bundesbeschluss 1 über Beitrittsverhandlungen der Schweiz mit der Europäischen Union. Als Erstes stimmen wir über Eintreten oder Nichteintreten ab. Nachher bereinigen wir die Artikel 1 bis 3 sowie 3bis gemeinsam. Den Artikel 4 bereinigen wir separat.

Zu diesen Artikeln gibt es in der Tat sieben Konzepte. Wir werden wie folgt vorgehen:

1. Abstimmung: Wir stellen den Antrag der Mehrheit dem Antrag der Minderheit II gegenüber, welcher eine Ergänzung zum Antrag der Mehrheit ist.
2. Abstimmung: Den obsiegenden Antrag stellen wir dem Antrag der liberalen Fraktion gegenüber.
3. Abstimmung: Wenn der Antrag der Mehrheit gegen den Antrag der liberalen Fraktion unterliegen sollte, käme nachher der Eventualantrag Nabholz zur Abstimmung.
4. Abstimmung: Den obsiegenden Antrag der dritten Abstimmung stellen wir dem Antrag der CVP-Fraktion gegenüber.
5. Abstimmung: Wenn der Antrag der CVP-Fraktion unterliegen würde, stellen wir den obsiegenden Antrag dem Eventualantrag Wasserfallen gegenüber.
6. Abstimmung: Den obsiegenden Antrag stellen wir dem Entwurf des Bundesrates gegenüber.
7. Abstimmung: Schlussendlich stellen wir den obsiegenden Antrag dem Antrag der Minderheit I gegenüber.

Damit hätten wir dann die Artikel 1 bis 3 und 3bis erledigt. Nachher folgt die separate Abstimmung über Artikel 4. Wir stellen den Antrag der Mehrheit dem Antrag der Minderheit I gegenüber. Der gleich lautende Antrag Mörgeli ist zurückgezogen worden, weil er sich mit dem Antrag der Minderheit I deckt.

Am Schluss folgt die Gesamtabstimmung.

Danach kommt der Bundesbeschluss 2 über die Volksinitiative «Ja zu Europa!». Eintreten ist dort, wie Sie wissen, obligatorisch. Wir bereinigen in einer ersten Abstimmung den Gegenvorschlag und stellen den Antrag der Minderheit I dem Antrag Theiler gegenüber. Diese Abstimmung ist gemäss Artikel 27 Absatz 3bis GVG als Eventualabstimmung zu sehen, je nachdem, wie die letzte Abstimmung ausfällt.

Nachher folgt die Abstimmung zu Artikel 2. Wir stellen den Antrag der Mehrheit dem Antrag der Minderheit II gegenüber. Falls Sie die Empfehlung auf Annahme durchsetzen können, entfällt der Gegenvorschlag automatisch.

Zuletzt stellen wir den Antrag der Minderheit II dem Resultat der Bereinigung des Gegenvorschlages gegenüber.

Nachher erfolgt die Gesamtabstimmung.

Sie sind mit diesem Vorgehen einverstanden.

**Suter Marc F. (R, BE), für die Kommission:** «Die Schweiz beteiligt sich am europäischen Integrationsprozess und strebt zu diesem Zweck den Beitritt zur Europäischen Union an.» Diese Aussage ist die alles entscheidende Frage. Die Initiative und alle Gegenvorschläge enthalten diesen Satz, mit Ausnahme des Gegenvorschlags der Minderheit Fischer, der von «Annäherung» spricht – was den Beitritt ausschliesst, auch wenn Herr Fischer das Gegenteil beteuert.

Das Beitrittsziel ist die entscheidende Weichenstellung unserer Aussenpolitik überhaupt. Dieser Paradigmenwechsel schreckt viele. Der Nährboden für die Alleingänger ist die Nachkriegspolitik. Man darf nicht vergessen, dass bis 1989 der nationale Alleingang während 45 Jahren offizielle schweizerische Regierungspolitik war. Die ideologische Verklärung und Mythenbildung des Sonderfalles Schweiz, der konsequente Schutz der Binnenwirtschaft und die Ablehnung jeder internationalen politischen Kooperation im Interesse der Exportwirtschaft und des Finanzplatzes waren fester Bestandteil unseres Selbstverständnisses zur Zeit des kalten Kriege.

Diese Epoche ist vorbei. Und das wird mit dem alles entscheidenden ersten Satz zum Ausdruck gebracht. In den letzten acht Jahren hat das ausserpolitische Moratorium nach dem EWR-Nein der Schweiz geschadet. Insbesondere hat die Schweiz ihre ehemals international anerkannte Position wegen dieser Politik eingebüsst und kann daher ihre vitalen Interessen in der Welt und in Europa nicht mehr wirk-

sam verteidigen. Aber die Geschichte nimmt ihren Lauf: Europa braucht uns nicht, aber wir werden in Zukunft Europa brauchen.

Es ist schlicht ein anormaler Zustand, wenn ein Land, das derart vernetzt und damit abhängig von seinem Umfeld ist, auf Einfluss und Machtteilhabe verzichtet. Heute gilt es, dem Bundesrat den Rücken zu stärken und dieses Integrationsziel klar zu legitimieren.

Im Interesse des Landes sollte aber auch für die Initianten eine Brücke gebaut werden – für den Rückzug der Initiative. Denn sollte die Initiative in einem raschen Entscheid vom Tisch gewischt werden, weil sich die Ablehnung des Beitritts mit der Absage an eine Konsultativabstimmung verbindet, würde der Schweiz grosser Schaden erwachsen. Unsere Nachbarn würden einen solchen Volksentscheid als Ohrfeige für Europa auffassen. Die Ratifikation der bilateralen Verträge drohte auf die lange Bank geschoben oder gar torpediert zu werden. Bekanntlich müssen 15 Länderparlamente zustimmen.

Und wir müssten bei einem solchen Volksentscheid das 1992 eingereichte Beitrittsgesuch ehrlicherweise zurückziehen. Das wiederum hätte zur Folge, dass wir den heutigen Beobachterstatus, der uns immerhin die Teilnahme an den EU-Beratungen erlaubt, verlieren würden.

Um ein solches Crash-Szenario zu vermeiden, wäre der Rückzug der Initiative vernünftig. Deshalb braucht es einen konstruktiven Gegenvorschlag, der konkreter als der bundesrätliche Entwurf aufzeigt, wie wir nun ans Werk zu gehen gedenken.

Nach meinem Dafürhalten erfüllen der Antrag der liberalen Fraktion und die Eventualanträge Nabholz und Wasserfallen, allenfalls jener der CVP, diese Voraussetzung. Sie belassen Bundesrat und Parlament den nötigen Spielraum.

Beitrittsfähigkeit setzt eine Reihe von gesetzgeberischen und anderen wichtigen Anpassungen voraus, die an die Hand genommen werden müssen. Der Integrationsbericht war sicher eine gute Auslegeordnung und Basis. Aber es braucht weitere, vor allem konkretere Schritte. Es braucht eine vertiefte Prüfung, was der Beitritt in den genannten Bereichen an Reformen verlangt.

Alle diese Dinge können, ja müssen bald an die Hand genommen werden. Die genannten Gegenvorschläge zeigen auf, wie dies geschehen soll. Sie lehnen sich an den Vorschlag von Herrn Bundesrat Deiss an. Dieser Vorschlag hat leider den Weg in unsere Räte nicht gefunden.

Noch ein letztes Wort an die SVP-Fraktion, die uns des Wortbruchs, des undemokratischen Verhaltens, gar der Missachtung des Volkswillens bezichtigt:

Meine Herren – es sind ja vor allem Herren –, ich zitiere aus dem letzten «Zürcher Boten» der SVP des Kantons Zürich. Da wird der Volksentscheid vom 21. Mai 2000 mit der Überschrift kommentiert: «Ja zum bilateralen Weg, nein zum EU-Beitritt». Die gleichen Kreise haben das Referendumskomitee gebildet und in der Abstimmungsbotschaft folgendes gefordert: «Nur ein Nein wird Bundesrat und Parlament hindern, das erklärte EU-Beitrittsziel im Schnellzugstempo zu verwirklichen.»

Wir wissen, wie das Volk entschieden hat. Es hat nicht so entschieden, wie Sie das gewünscht haben, deshalb ist Ihre Schlussfolgerung, dass hier ein Volksentscheid zum bilateralen Weg und ein Nein zum EU-Beitritt gefasst worden sei, falsch. Richtig ist, was in der Abstimmungsbotschaft steht: «Sie haben mit einem EU-Beitritt nichts zu tun» – gemeint sind die bilateralen Verträge – «und lassen uns bei der weiteren Ausgestaltung unserer Beziehungen zur EU alle Freiheiten, insbesondere auch das erklärte Ziel des Bundesrates weiterzuführen und nun an die Hand zu nehmen.»

Sie werfen uns auch vor, es sei ungeheuerlich, den Gegenvorschlag nicht vors Volk zu bringen, ihn nicht dem Referendum zu unterstellen, wir hätten Angst vor dem Volk. Diesen Entscheid hat das Volk bereits getroffen. Es hat mit einer Mehrheit von 75 Prozent entschieden, dass die SD/Lega-Initiative «EG-Beitrittsverhandlungen vors Volk!» abzulehnen sei, dass das Volk also nicht konsultativ in die Kompetenzen von Bundesrat und Parlament eingreifen solle.

Das Volk soll dann entscheiden, wenn ein konkreter Vertrag auf dem Tisch liegt, der rechtsverbindlich ist. Das wird dann der Fall sein, wenn ein Beitrittsvertrag beraten und verabschiedet ist und Volk und Ständen vorgelegt wird. So weit sind wir noch lange nicht. Das wird erste in etlichen Jahren der Fall sein. Nach dem Dafürhalten der Aussenpolitischen Kommission unseres Rates sollten wir aber alles daran setzen, dass das nicht erst in der nächsten Generation geschieht, sondern noch in diesem Jahrzehnt.

**Rennwald** Jean-Claude (S, JU), pour la commission: Effectivement je serai bref, car je ne vais évidemment pas répondre aux 70 orateurs qui se sont exprimés aujourd'hui. Je crois que ça n'apporterait pas grand-chose et que ça nous prendrait trop de temps. Mais avant d'en venir à quelques considérations générales, j'aimerais tout de même répliquer à trois d'entre eux.

Tout d'abord, à l'intention de M. Fischer: même si sa proposition laisse formellement ouvertes toutes les options, fondamentalement elle vise à privilégier la voie soit de bilatérales bis, soit d'un Espace économique européen bis, et je crois que ces deux voies sont illusoire. D'abord, parce que le prix à payer pour la Suisse serait trop élevé: les concessions que nous devrions faire seraient trop importantes. Ensuite, parce que l'Union européenne qui est aujourd'hui engagée dans un important processus de réforme intérieure, mais qui est aussi confrontée à toute la problématique de l'élargissement général, a d'autres chats à fouetter que d'ouvrir de nouvelles négociations bilatérales avec la Suisse.

Maintenant, à l'intention de M. Schlürer qui a joué sur une corde sensible, celle du chômage: c'est vrai, M. Schlürer a raison de dire que, dans la plupart des pays de l'Union européenne, le chômage est encore aujourd'hui plus important qu'en Suisse. Mais ce que M. Schlürer aurait aussi pu ajouter, c'est que, au cours des années nonante, la croissance du produit intérieur brut a été de 7 pour cent en Suisse, mais de 20 pour cent au niveau de l'Union européenne, c'est-à-dire trois fois plus. Durant la même période, la hausse des salaires réels a été de 1,5 pour cent en Suisse, mais de 14 pour cent au niveau de l'Union européenne. Evidemment, cela ne signifie pas que la majorité des Européens aujourd'hui gagnent plus que les Suisses.

J'aimerais ajouter qu'en 1957, au moment de la signature du Traité de Rome, le pouvoir d'achat des Suisses était le double de celui des autres Européens. Aujourd'hui, le différentiel n'est plus que de 30 pour cent. Ce qui signifie que si nous persistons à ne pas vouloir faire des pas supplémentaires, eh bien, un jour, nous serons à la traîne de l'Europe, avec toutes les conséquences économiques et sociales qui en résulteront.

Ma dernière remarque personnelle s'adresse à M. Frey Claude: je suis d'accord avec M. Frey pour dire que la crise autrichienne n'est pas ce qui s'est passé de mieux depuis longtemps en Europe. Mais cela n'autorise pas un homme politique à s'inspirer du célèbre slogan de «Paris Match», «le poids des mots, le choc des photos», pour faire une analyse. Lorsque M. Frey affirme que les mesures prises par les 14 autres pays de l'Union européenne à l'encontre de l'Autriche relèvent de la doctrine Brejnev, il fait injure à toutes celles et à tous ceux qui ont souffert sous Brejnev.

J'en viens à quelques considérations plus générales.

On nous a dit que l'Union traverse des crises et est souvent en crise, c'est vrai, mais l'histoire nous montre aussi que toutes ces crises, et même celles qui avaient été provoquées par la politique de la chaise vide pratiquée par le général de Gaulle, ont permis par la suite de faire de nouveaux bonds qualitatifs et quantitatifs dans l'intégration européenne. Cela confirme ce que disait un jour Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne: «La construction européenne n'a jamais été, ne sera jamais un long fleuve tranquille.»

On nous a dit aussi qu'on trompait le peuple parce que, avant le 21 mai dernier, on lui avait promis que les accords bilatéraux n'avaient rien à voir avec l'adhésion, qu'ils

n'étaient pas une étape vers l'adhésion à l'Union. C'est vrai que durant la campagne certains ont dit cela, mais ce qui est tout aussi vrai, c'est que d'autres, dont je faisais partie, ont dit exactement le contraire. De ce fait, je crois que sur ce point nous sommes quittes.

Enfin, d'aucuns prétendent que ceux qui souhaitent opposer un contre-projet indirect à l'initiative bafouent les droits du peuple. Je pense que cette affirmation est totalement erronée et même mensongère, car en fait les partisans d'un contre-projet indirect ne veulent qu'une chose, permettre aux citoyennes et aux citoyens de se prononcer non pas sur une idée abstraite, mais sur un paquet négocié et en connaissance de l'ensemble des réformes intérieures et des mesures d'accompagnement supplémentaires qui seront rendues nécessaires par l'adhésion à l'Union. Mais au-delà de toutes ces considérations, je crois que l'élément essentiel de cette journée, c'est que ce débat a montré, et j'espère que les votes de tout à l'heure le confirmeront, qu'il existe au sein de notre Conseil une majorité favorable à l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne. Cela montre que le Parlement est aussi capable de dynamisme et d'ouverture. Cela aura, j'en suis convaincu, des répercussions positives à l'intérieur du pays. Mais cela aura aussi, j'en suis tout aussi convaincu, des répercussions positives pour la Suisse dans l'ensemble de l'Europe.

Vu ce qui précède, je vous recommande toujours de soutenir les propositions de la majorité de la commission.

Mais, personnellement, je ne perdrai pas un seul cheveu si vous adoptez un contre-projet légèrement moins offensif que le nôtre, car, au-delà des nuances, ce qui compte en définitive, aujourd'hui, c'est de rassembler une majorité sur un objectif politique clair qui s'appelle à terme adhésion de la Suisse à l'Union européenne.

**Deiss** Joseph, conseiller fédéral: La stratégie de la Suisse face au processus de l'intégration européenne est sans doute le dossier le plus important de notre politique étrangère pour les années à venir. Le Gouvernement comme le Parlement ne peuvent pas ne pas en parler, ne pas agir. Le débat a lieu, et je crois que c'est très bien ainsi.

Mais si le dossier est important, il est aussi de ceux qui divisent notre pays. Il faut non seulement qu'il y ait débat, il faut encore qu'il soit serein, que l'on reste crédible. Et on a remis en question la crédibilité du Conseil fédéral, ou la mienne en particulier. Comme l'a dit Mme Nabholz, la position du Conseil fédéral sur la question n'a pas changé, et cela depuis quelque temps déjà.

Der Bundesrat hat in Bezug auf die Beitrittsfrage immer klar denselben Text gesprochen, vor und nach der Abstimmung vom 21. Mai. Er hat seine Haltung nicht geändert! Der Bundesrat hat nämlich schon 1991 und 1992 erklärt, dass das langfristige Ziel seiner Europapolitik der Beitritt zur EU sei. Er hat dieses Ziel seither nie aufgegeben oder verschwiegen, auch nicht in der Abstimmungskampagne.

Anlässlich der grossen Pressekonferenz vom 17. März dieses Jahres in Bern beim Auftakt zur Kampagne habe ich ausgeführt, dass die Aktivierung des Beitrittsesuches erst dann erfolgen könne, wenn erste Erfahrungen mit den in Kraft getretenen bilateralen Abkommen vorlägen, notwendige Vorarbeiten angepackt worden seien und eine breite innenpolitische Unterstützung vorhanden sei. Am Abend des 21. Mai habe ich genau die gleichen drei Kriterien angeführt, die erfüllt sein müssen, bevor Beitrittsverhandlungen aufgenommen werden können. Ich habe auch stets betont, dass es aus heutiger Sicht unwahrscheinlich ist, dass Beitrittsverhandlungen noch in dieser Legislaturperiode aufgenommen werden können. Und genau die gleichen Kriterien habe ich anlässlich meiner Rede in Zürich verwendet.

Ich zitiere vielleicht noch einmal einige Passagen aus der Sprachregelung des Bundesrates vom 29. März dieses Jahres: «Für den Bundesrat haben diese Abkommen mit der Frage eines EU-Beitritts der Schweiz nichts zu tun. Er wird somit die Ergebnisse der Abstimmung vom 21. Mai weder als Aufforderung zu weiteren Integrationschritten noch als

Schlusspunkt seiner Integrationspolitik bewerten.» Im gleichen Text steht denn auch ganz klar: «Bei den parlamentarischen Beratungen über die Initiative 'Ja zu Europa' wird sich der Bundesrat für die Ablehnung der Initiative und für die Annahme seines Gegenentwurfes einsetzen. Er wird auch vermeiden, dass sein Handlungsspielraum durch die Festlegung eines bestimmten Zeitplans für die weiteren Integrationschritte eingeengt wird.»

Der Gegenentwurf enthält – das wissen wir seit über eineinhalb Jahren – das Beitrittsziel einerseits und sagt auch klar, dass der Bundesrat Beitrittsverhandlungen vorbereitet. Der Bundesrat hat also nicht den 21. Mai abgewartet, um seinen Gegenvorschlag auszuarbeiten. Dass diese Debatte in der Sommersession zwingend stattfinden muss, ist auch stets wiederholt worden.

Der Bundesrat sagt auch nicht: Weil nun die bilateralen Verträge derart gut angenommen worden sind, wollen wir den Beitritt als Ziel deklarieren. Der Bundesrat hat dieses Ziel schon lange vorher festgelegt und immer klar dargelegt, dass es ihm nicht darum geht, es aufzugeben. Er wollte das Beitrittsesuch auch während der Kampagne nicht zurückziehen. Der Bundesrat hält auch heute an seinem Gegenvorschlag fest, der seit eineinhalb Jahren nicht geändert hat. Auch ich halte mich daran.

Herr Fehr Hans oder mein lieber Parteikollege Ruedi Lustenberger brauchen mich nicht zu stoppen, denn ich bin kein so genannter Euroturbo. Ich habe vielleicht höchstens gesagt: Ich bin ein Eurorealist. Man wählt natürlich immer bestimmte Passagen aus meiner Rede aus.

Ich zitiere aus dieser Rede: «Verhandlungen sollten erst dann aufgenommen werden, wenn eine Chance besteht, Volk und Stände dafür zu gewinnen. Hierzu müssen gewisse Bedingungen erfüllt sein: Erstens sollten erste Erfahrungen mit den bilateralen Abkommen vorliegen, zweitens sollte eine breite politische Unterstützung – insbesondere im Parlament – vorhanden sein, drittens müssen Reformen in Bereichen, in denen ein Beitritt wichtige Änderungen bedingen würde, auf gutem Wege sein.» Etwas weiter wiederhole ich: «Gestützt darauf, denke ich, dass es aus heutiger Sicht unrealistisch ist, Beitrittsverhandlungen noch in der laufenden Legislaturperiode einleiten zu wollen.»

Ich gehöre also nicht zu denen, die Hals über Kopf in die EU wollen, aber ich darf es auch nicht unterlassen, die wichtigen Fragen, die auf unser Land zukommen, insbesondere im Bereich der Integrationspolitik, wahrzunehmen und zu bearbeiten.

Aber ich stehe in dieser Angelegenheit zur Politik des Bundesrates. Deshalb komme ich nun auf die Vorlage zurück.

L'initiative populaire «Oui à l'Europe!» exige l'ouverture sans délai de négociations d'adhésion à l'Union européenne, et cela le Conseil fédéral ne veut pas l'accepter et, par conséquent, il s'oppose aux moyens que cette initiative propose pour parvenir à un but que pourtant le Conseil fédéral soutient.

Le Conseil fédéral estime qu'avec l'initiative il ne serait plus libre de décider du moment de la réactivation de la demande suisse d'adhésion à l'Union européenne. Or, l'ouverture de négociations ne doit pas s'effectuer sous la contrainte du temps. Le Conseil fédéral doit avoir une marge de manoeuvre lui permettant de déterminer le moment le plus opportun pour ouvrir des négociations d'adhésion. La répartition actuelle des compétences prévue par la constitution garantit cette marge de manoeuvre. Elle a fait ses preuves, et il n'y a pas de raisons de la modifier. Le Conseil fédéral estime que les citoyennes et les citoyens suisses ne devraient pas être appelés à se prononcer sur le principe de l'ouverture de négociations d'adhésion, sans avoir connaissance des conditions auxquelles une telle adhésion se ferait.

Face à cette situation «oui au but, mais non aux moyens de l'initiative», le Conseil fédéral propose au Parlement d'approuver un contre-projet indirect à l'initiative «Oui à l'Europe!» sous la forme d'un arrêté fédéral simple. C'est là que je me délimite par rapport à toutes les diverses propositions, celles présentées notamment aux articles 2 et 3, en rappe-

lant que ce qui est essentiel pour le Conseil fédéral ce sont les éléments suivants: d'abord, la mention de l'objectif de l'adhésion vers lequel notre action doit tendre, c'est l'article 1er. Dans un deuxième temps, ce qui est important aussi, c'est que le Conseil fédéral prépare les négociations d'adhésion et qu'à cet effet, il entreprenne toute une série d'activités. Il va de soi que le Conseil fédéral, notamment en vertu de la participation du Parlement à la politique étrangère, informe régulièrement le Parlement sur ses travaux. Ensuite, l'article 3 doit réserver au Conseil fédéral la marge de manœuvre, lorsqu'il s'agira de déterminer le moment de la réactivation de la demande suisse d'adhésion. Enfin, le contre-projet du Conseil fédéral se présente sous la forme d'un arrêté fédéral simple non sujet au référendum, car l'ouverture de négociations d'adhésion relève justement de la compétence du Gouvernement.

Le contre-projet du Conseil fédéral a été présenté au public le 27 mai 1998 déjà. Il a été formellement publié le 27 janvier 1999 sous la forme du message que vous avez sous les yeux. Il avait fait notamment aussi l'objet d'une consultation auprès des cantons.

Dans la perspective de l'examen de l'initiative populaire «Oui à l'Europe!», le Conseil fédéral a soumis au Parlement, le 3 février de l'année dernière, le rapport sur l'intégration 1999. Ce rapport examine les conséquences politiques, économiques et financières d'une adhésion de la Suisse à l'Union européenne. Il comprend également un aperçu des mesures politiques et économiques à envisager en cas d'adhésion et il présente les autres instruments destinés à l'entretien des relations entre la Suisse et l'Union européenne.

Der Gegenvorschlag des Bundesrates ist für die Glaubwürdigkeit unserer Integrationsbereitschaft nach innen und nach aussen notwendig. Der Gegenvorschlag des Bundesrates ist kein Entscheid über einen Beitritt. Er ist auch kein Beschluss, heute schon zu verhandeln. Es wird auch keine Frist festgesetzt. Es werden aber Vorbereitungsarbeiten für die Verhandlungen und die Entscheidungsfindung im Hinblick auf ein langfristiges Ziel geleistet.

Sie haben Recht, wenn Sie sagen, dass wir jetzt Zeit und Ruhe brauchen. Deshalb hat der Bundesrat letzte Woche auch beschlossen, an seinem ursprünglichen Gegenvorschlag festzuhalten. Ich stehe auch dazu. Dieser Vorschlag ist, wie bereits gesagt, seit über eineinhalb Jahren bekannt; somit wird niemand übergangen. Wir müssen aber auch dafür sorgen, dass die Regierung ihre Aufgabe der Führung wahrnehmen kann, und zwar im Einvernehmen mit dem Parlament.

## 1. Bundesbeschluss über Beitrittsverhandlungen der Schweiz mit der Europäischen Union

### 1. Arrêté fédéral relatif à des négociations en vue de l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne

#### Antrag der Kommission

##### Mehrheit

##### Eintreten

##### Minderheit

(Schlüer, Fehr Lisbeth, Frey Walter, Mörgeli, Schmied Walter, Tschuppert)  
Nichteintreten

#### Proposition de la commission

##### Majorité

##### Entrer en matière

##### Minorité

(Schlüer, Fehr Lisbeth, Frey Walter, Mörgeli, Schmied Walter, Tschuppert)

Ne pas entrer en matière

#### Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 99.011/549)

Für Eintreten .... 99 Stimmen

Dagegen .... 82 Stimmen

#### Detailberatung – Examen de détail

#### Titel und Ingress

##### Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### Titre et préambule

##### Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

#### Angenommen – Adopté

#### Art. 1–3, 3bis, 4

##### Antrag der Kommission

##### Mehrheit

##### Art. 1, 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

##### Art. 3

Der Bundesrat reaktiviert das schweizerische Beitrittsge- such während der laufenden Legislaturperiode.

##### Art. 3bis

Parallel zur Reaktivierung des Beitrittsgesuchs erarbeitet der Bundesrat zuhanden der eidgenössischen Räte einen Bericht, welcher einen detaillierten Katalog der für den Beitritt nötigen inneren Reformen sowie der Begleitmassnahmen enthält. Dies vor allem mit dem Ziel, die Grundwerte der Demokratie, des Föderalismus sowie die sozialen und ökologischen Errungenschaften zu sichern.

##### Art. 4

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### Minderheit II

(Jutzet, Baumann Ruedi, Zbinden)

##### Art. 3

Der Bundesrat reaktiviert das schweizerische Beitrittsge- such bis spätestens 31. Dezember 2001.

#### Minderheit I

(Fischer, Fehr Lisbeth, Frey Walter, Kofmel, Schmied Walter)

##### Art. 1

.... Zweck eine weitere Annäherung an die Europäische Union an.

##### Art. 2

Der Bundesrat bereitet weitere Verhandlungen mit der EU vor .... Auswirkungen weiterer Integrationsschritte informiert .... für den Fall weiterer Integrationsschritte.

##### Art. 3

Der Bundesrat entscheidet im Lichte der Beratungen über den Integrationsbericht, des Standes des Genehmigungsverfahrens über die Ergebnisse der sektoriellen Verhandlungen, des Verlaufs des Integrationsprozesses sowie aufgrund von Konsultationen, insbesondere mit den Kantonen, über den Zeitpunkt der Einleitung eines weiteren Integrations- schrittes.

##### Art. 4

.... untersteht dem fakultativen Referendum.

#### Eventualantrag Nabholz

(falls der Antrag der Mehrheit abgelehnt wird)

##### Art. 1

Die Schweiz beteiligt sich am europäischen Integrationspro- zess und strebt zu diesem Zweck den Beitritt zur Europäi- schen Union an.

##### Art. 2

Der Bundesrat prüft die Auswirkungen eines EU-Beitritts, insbesondere auf die Bereiche Föderalismus, Volksrechte, Regierungsorganisation, Finanzordnung, Wirtschafts- und Geldpolitik, Landwirtschaft, Aussen- und Sicherheitspolitik, und äussert sich im Licht erster Erfahrungen mit den sek- oriellen Abkommen spätestens zu Beginn der nächsten Legislaturperiode über den Zeitpunkt der Reaktivierung des schweizerischen Beitrittsgesuchs.

##### Art. 3

Der Bundesrat bereitet die Beitrittsverhandlungen vor, indem er die notwendigen Reformen und Anpassungen der schwei-

zerischen Gesetzgebung einleitet, die vor der Reaktivierung des Beitrittsgesuchs durchgeführt werden können.

*Art. 4*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Antrag der christlichdemokratischen Fraktion*

*Art. 1*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Art. 2 Abs. 1*

Der Bundesrat bereitet Beitrittsverhandlungen vor. Zu diesem Zweck unterbreitet er dem Parlament einen Bericht über die Auswirkungen eines schweizerischen EU-Beitritts auf die Institutionen (direkte Demokratie, Föderalismus, Regierungsreform) sowie auf die Wirtschafts-, Geld-, Finanz-, Sozial- und Umweltpolitik.

*Art. 2 Abs. 2*

Wenn es die Interessen der Schweiz erfordern, unterbreitet der Bundesrat dem Parlament die notwendigen Reformen.

*Art. 3*

Der Bundesrat entscheidet über den Zeitpunkt der Reaktivierung des Beitrittsgesuchs im Licht der ersten Erfahrungen mit den sektoriellen Abkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union und aufgrund von Konsultationen, insbesondere mit dem Parlament und den Kantonen.

*Art. 4*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Eventualantrag Wasserfallen*

(falls der Antrag der CVP-Fraktion abgelehnt wird)

*Art. 1*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Art. 2 Abs. 1*

Der Bundesrat bereitet Beitrittsverhandlungen vor. Zu diesem Zweck unterbreitet er dem Parlament einen Bericht über die Auswirkungen eines schweizerischen EU-Beitritts auf die Institutionen (direkte Demokratie, Föderalismus, Regierungsreform) sowie auf die Wirtschafts-, Geld-, Finanz-, Sozial- und Umweltpolitik.

*Art. 2 Abs. 2*

Streichen

*Art. 3*

Der Bundesrat entscheidet über den Zeitpunkt der Reaktivierung des Beitrittsgesuchs im Licht der ersten Erfahrungen mit den sektoriellen Abkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union und aufgrund von Konsultationen, insbesondere mit dem Parlament und den Kantonen.

*Art. 4*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Antrag der liberalen Fraktion*

*Art. 1*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Art. 2*

Der Bundesrat bereitet Beitrittsverhandlungen vor. Hierzu unterbreitet er während der laufenden Legislaturperiode dem Parlament einen Integrationsbericht über die politischen und institutionellen Auswirkungen namentlich auf die Neutralität, Sicherheit und den Föderalismus sowie über die ökonomischen, währungspolitischen, finanziellen, sozialen und ökologischen Auswirkungen eines schweizerischen EU-Beitritts. Der Bericht enthält ausserdem eine Übersicht über die staats- und wirtschaftspolitischen Massnahmen für den Fall eines EU-Beitritts.

*Art. 3*

Der Bundesrat reaktiviert aufgrund von Konsultationen insbesondere des Parlamentes und der Kantone sobald als möglich das schweizerische EU-Beitrittsgesuch.

*Art. 4*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Antrag Mörgeli*

Sollte der Nationalrat einem Gegenvorschlag zustimmen, der das Ziel des EU-Beitritts der Schweiz nicht nur auf Berichtsstatus, sondern auf dem Status eines Bundes-

beschlusses festlegt, ist dieser Beschluss dem fakultativen Referendum zu unterstellen.

**Art. 1–3, 3bis, 4**

*Proposition de la commission*

*Majorité*

*Art. 1, 2*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Art. 3*

Le Conseil fédéral réactive la demande suisse d'adhésion durant la présente législature.

*Art. 3bis*

Parallèlement à la réactivation de la demande d'adhésion, le Conseil fédéral prépare, à l'intention des Chambres fédérales, un rapport contenant un catalogue précis des réformes intérieures et des mesures d'accompagnement que nécessite l'adhésion à l'Union européenne, notamment dans le but d'assurer les valeurs fondamentales de la démocratie et du fédéralisme ainsi que les acquis sociaux et environnements.

*Art. 4*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Minorité II*

(Jutzet, Baumann Ruedi, Zbinden)

*Art. 3*

Le Conseil fédéral réactive la demande suisse d'adhésion d'ici au 31 décembre 2001 au plus tard.

*Minorité I*

(Fischer, Fehr Lisbeth, Frey Walter, Kofmel, Schmied Walter)

*Art. 1*

.... et vise dans ce but à se rapprocher davantage de l'Union européenne.

*Art. 2*

Le Conseil fédéral prépare d'autres négociations avec l'UE .... et financières des démarches supplémentaires vers l'adhésion, fait partie intégrante .... en cas de démarches supplémentaires.

*Art. 3*

Le Conseil fédéral décide du moment du lancement d'une nouvelle démarche à la lumière des débats sur le rapport d'intégration, au vu de l'état de la procédure d'approbation des résultats des négociations sectorielles, compte tenu du déroulement du processus d'intégration et sur la base de consultations, en particulier des cantons.

*Art. 4*

Le présent arrêté est sujet ....

*Proposition subsidiaire Nabholz*

(au cas où la proposition de la majorité serait rejetée)

*Art. 1*

La Suisse participe au processus d'intégration européenne et vise dans ce but à adhérer à l'Union européenne.

*Art. 2*

Le Conseil fédéral examine les conséquences qu'aurait pour la Suisse son adhésion, sur le plan notamment du fédéralisme, des droits populaires, de l'organisation du gouvernement, du régime financier, de la politique économique et monétaire, de l'agriculture, et de la politique étrangère et de sécurité; à la lumière d'un premier bilan des accords sectoriels, et au plus tard au début de la prochaine législature, il se prononce sur le moment le plus propice pour réactiver la demande d'adhésion.

*Art. 3*

Le Conseil fédéral prépare les négociations en vue de l'adhésion en engageant sur le plan législatif les ajustements et réformes susceptibles d'être menés à bien avant même la réactivation de la demande d'adhésion.

*Art. 4*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Proposition du groupe démocrate-chrétien*

*Art. 1*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Art. 2 al. 1*

Le Conseil fédéral prépare les négociations d'adhésion. A cet effet il soumet au Parlement un rapport sur les conséquences institutionnelles (démocratie directe, fédéralisme, réforme du Gouvernement), économiques, monétaires, financières, sociales et environnementales d'une adhésion de la Suisse à l'Union européenne.

*Art. 2 al. 2*

En fonction des intérêts de la Suisse, le Conseil fédéral propose au Parlement les réformes nécessaires.

*Art. 3*

Le Conseil fédéral décide du moment de la réactivation de la demande d'adhésion en fonction des premières expériences sur les accords sectoriels entre la Suisse et l'Union européenne et sur la base de consultations, en particulier du Parlement et des cantons.

*Art. 4*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Proposition subsidiaire Wasserfallen*

(au cas où la proposition du groupe PDC serait rejetée)

*Art. 1*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Art. 2 al. 1*

Le Conseil fédéral prépare les négociations d'adhésion. A cet effet il soumet au Parlement un rapport sur les conséquences institutionnelles (démocratie directe, fédéralisme, réforme du Gouvernement), économiques, monétaires, financières, sociales et environnementales d'une adhésion de la Suisse à l'Union européenne.

*Art. 2 al. 2**Biffer**Art. 3*

Le Conseil fédéral décide du moment de la réactivation de la demande d'adhésion en fonction des premières expériences sur les accords sectoriels entre la Suisse et l'Union européenne et sur la base de consultations, en particulier du Parlement et des cantons.

*Art. 4*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Proposition du groupe libéral**Art. 1*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Art. 2*

Le Conseil fédéral prépare les négociations d'adhésion. A cet effet il soumet au Parlement durant la présente législature un rapport d'intégration sur les conséquences politiques et institutionnelles, particulièrement en ce qui concerne la neutralité, la sécurité et le fédéralisme, ainsi que sur les conséquences économiques, monétaires, financières, sociales et environnementales de l'adhésion de la Suisse à l'UE. Le rapport comprend en outre un aperçu des mesures politiques et économiques à envisager en cas d'adhésion à l'Union européenne.

*Art. 3*

Le Conseil fédéral réactive dès que possible la demande d'adhésion à l'UE sur la base de consultations, en particulier du Parlement et des cantons.

*Art. 4*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Proposition Mörgeli*

Dans l'hypothèse où le Conseil national approuverait un contre-projet prévoyant de fixer l'objectif d'une adhésion de la Suisse à l'Union européenne dans le cadre, non pas d'un simple rapport, mais d'un arrêté fédéral, ce dernier devra être sujet au référendum facultatif.

*Art. 1–3, 3bis**Erste Abstimmung – Premier vote*

Für den Antrag der Mehrheit .... 131 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II .... 45 Stimmen

*Zweite Abstimmung – Deuxième vote*

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 99.011/551)

Für den Antrag der liberalen Fraktion .... 75 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit .... 62 Stimmen

*Dritte Abstimmung – Troisième vote*

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 99.011/553)

Für den Eventualantrag Nabholz .... 131 Stimmen

Für den Antrag der liberalen Fraktion .... 46 Stimmen

*Vierte Abstimmung – Quatrième vote*

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 99.011/552)

Für den Antrag der CVP-Fraktion .... 96 Stimmen

Für den Eventualantrag Nabholz .... 85 Stimmen

*Fünfte Abstimmung – Cinquième vote*

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 99.011/555)

Für den Antrag der CVP-Fraktion .... 114 Stimmen

Für den Antrag des Bundesrates .... 69 Stimmen

*Sechste Abstimmung – Sixième vote*

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 99.011/556)

Für den Antrag der CVP-Fraktion .... 107 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I .... 75 Stimmen

**Präsident** (Seiler Hanspeter, Präsident): Der Eventualantrag Wasserfallen entfällt. Der Antrag Mörgeli ist zurückgezogen worden.

*Art. 4**Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 99.011/557)

Für den Antrag der Mehrheit .... 117 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I .... 65 Stimmen

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 99.011/558)

Für Annahme des Entwurfes .... 99 Stimmen

Dagegen .... 84 Stimmen

## 2. Bundesbeschluss über die Volksinitiative «Ja zu Europa!»

### 2. Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «Oui à l'Europe!»

*Eintreten ist obligatorisch*

*L'entrée en matière est acquise de plein droit*

*Detailberatung – Examen de détail***Titel und Ingress, Art. 1**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Titre et préambule, art. 1**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 1bis**

*Antrag der Kommission*

*Mehrheit*

Ablehnung des Antrages der Minderheit

*Minderheit I*

(Schlüer, Mörgeli)

*Abs. 1*

Gleichzeitig wird Volk und Ständen ein Gegenentwurf der Bundesversammlung zur Abstimmung unterbreitet.

*Abs. 2*

Der Gegenentwurf lautet:

*Art. 54 Abs. 2bis*

Gegenüber Europa setzt sich der Bund ein für ein gleichberechtigtes Miteinander souveräner Staaten. Die Mitgliedschaft der Schweiz in der Europäischen Union ist ausgeschlossen.

*Antrag Theiler**Abs. 1*

Gleichzeitig wird Volk und Ständen ein Gegenentwurf der Bundesversammlung zur Abstimmung unterbreitet.

*Abs. 2*

Der Gegenentwurf lautet:

*Neuer Artikel*

Die Schweiz beteiligt sich am europäischen Integrationsprozess. Sie hält sich dabei alle Optionen offen. Der Bundesrat entscheidet über die Aufnahme weiterer Integrations-Verhandlungen mit der Europäischen Union.

**Art. 1bis***Proposition de la commission**Majorité*

Rejeter la proposition de la minorité

*Minorité I*

(Schlüer, Mörgeli)

*Al. 1*

En même temps, un contre-projet de l'Assemblée fédérale est soumis au vote du peuple et des cantons.

*Al. 2*

Le contre-projet a la teneur suivante:

*Art. 54 al. 2bis*

Face à l'Europe, la Confédération s'engage en faveur d'une coexistence d'Etats souverains à droits égaux. L'adhésion de la Suisse à l'Union européenne est exclue.

*Proposition Theiler**Al. 1*

Un contre-projet de l'Assemblée fédérale est soumis simultanément au vote du peuple et des cantons.

*Al. 2*

Le contre-projet a la teneur suivante:

*Nouvel article*

La Suisse participe au processus d'intégration européenne, en réservant l'avenir. Le Conseil fédéral est habilité à engager des négociations visant à renforcer l'intégration de la Suisse dans l'Union européenne.

**Art. 2***Antrag der Kommission**Mehrheit*

Die Bundesversammlung empfiehlt Volk und Ständen, die Volksinitiative anzunehmen.

*Minderheit I*

(Schlüer, Mörgeli)

Die Bundesversammlung empfiehlt Volk und Ständen, die Initiative zu verwerfen und den Gegenentwurf anzunehmen.

*Minderheit II*

(Schmied Walter, Fehr Lisbeth, Fischer, Frey Walter, Kofmel, Mörgeli, Schlüer, Tschuppert)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Antrag Theiler*

Die Bundesversammlung empfiehlt Volk und Ständen, die Initiative zu verwerfen und den Gegenentwurf anzunehmen.

**Art. 2***Proposition de la commission**Majorité*

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons d'accepter l'initiative populaire.

*Minorité I*

(Schlüer, Mörgeli)

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative et d'accepter le contre-projet.

*Minorité II*

(Schmied Walter, Fehr Lisbeth, Fischer, Frey Walter, Kofmel, Mörgeli, Schlüer, Tschuppert)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Proposition Theiler*

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative et d'accepter le contre-projet.

**Theiler** Georges (R, LU): Sie haben jetzt gegen meinen Willen einen indirekten Gegenvorschlag angenommen. Ich bedaure das, aber es ist so. Ich akzeptiere es gleichzeitig auch. Mein Antrag entspräche einem direkten Gegenvorschlag. Das beisst sich natürlich; das eine würde dann dem Volk unterbreitet, das andere nicht. Es würde aber trotzdem gelten. Ich möchte die Konfusion nicht noch mehr vergrössern. Ich ziehe meinen Antrag zurück und hoffe sehr auf den Ständerat.

**Präsident** (Seiler Hanspeter, Präsident): Der Antrag – das Konzept – Theiler zu Artikel 1bis ist zurückgezogen worden. Damit entfällt die Abstimmung über die Bereinigung des Gegenvorschlages im Sinne des Antrages Schlüer gegen den Antrag Theiler.

**Blocher** Christoph (V, ZH): Wir nehmen in diesem Fall den Antrag wieder auf. Wir haben natürlich keinen Antrag gestellt, nachdem Herr Theiler den Antrag gestellt hatte. Wenn er seinen Antrag zurückzieht, nehmen wir ihn auf.

**Präsident** (Seiler Hanspeter, Präsident): Herr Blocher nimmt den Antrag Theiler auf.

**Theiler** Georges (R, LU): Wenn Herr Blocher sagt, ich hätte in seinem Auftrag diesen Antrag eingereicht, stimmt das natürlich in keiner Art und Weise. Ich nehme an, es war ein Versprecher. Sonst können Sie das noch erklären. Aber ich bleibe bei dem, was ich gesagt habe. Einen Auftrag von Herrn Blocher habe ich nie erhalten und werde ihn auch nie entgegennehmen! (*Unruhe*)

**Blocher** Christoph (V, ZH): Wenn ich «Auftrag» gesagt habe, dann muss ich mich entschuldigen. Hätte er ihn nicht eingereicht, so hätten wir ihn eingereicht. Ich bin nicht für den Antrag Schlüer, sondern für den Antrag Theiler. Wenn er ihn jetzt zurückzieht, haben wir keine Möglichkeit, darüber abzustimmen.

Statt «Auftrag» hätte es «Antrag» heissen sollen. Es tut mir leid.

**Präsident** (Seiler Hanspeter, Präsident): Der Antrag Theiler wird somit zum Antrag Blocher.

*Erste Eventualabstimmung – Premier vote préliminaire (namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 99.011/561)*

Für den Antrag Blocher .... 73 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I .... 6 Stimmen

*Zweite Eventualabstimmung – Deuxième vote préliminaire (namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 99.011/562)*

Für den Antrag der Minderheit II .... 112 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit .... 66 Stimmen

*Definitiv – Définitivement*

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 99.011/563)

Für den Antrag der Minderheit II .... 173 Stimmen

Für den Antrag Blocher .... 3 Stimmen

**Präsident** (Seiler Hanspeter, Präsident): Es gibt also keinen direkten Gegenvorschlag, sondern nur den indirekten Gegenvorschlag gemäss Bundesrat.

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 99.011/564)

Für Annahme des Entwurfes .... 113 Stimmen

Dagegen .... 61 Stimmen

*Abschreibung – Classement**Antrag des Bundesrates*

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse  
gemäss Brief an die eidgenössischen Räte

*Proposition du Conseil fédéral*

Classer les interventions parlementaires  
selon lettre aux Chambres fédérales

*Angenommen – Adopté*

92.053

## Beitritt der Schweiz zur Europäischen Gemeinschaft. Bericht

### Adhésion de la Suisse à la Communauté européenne. Rapport

*Abschreibung – Classement*

Bericht des Bundesrates 18.05.92 (BBl 1992 III 1185)

Rapport du Conseil fédéral 18.05.92 (FF 1992 III 1125)

Nationalrat/Conseil national 02.09.92

Nationalrat/Conseil national 03.09.92

Ständerat/Conseil des Etats 24.09.92

Nationalrat/Conseil national 07.06.00

Ständerat/Conseil des Etats 15.06.00

**Präsident** (Seiler Hanspeter, Präsident): In der Botschaft 99.011 beantragt der Bundesrat, das Bundesratsgeschäft 92.053 abzuschreiben.

*Angenommen – Adopté*

95.309

## Standesinitiative Jura. Verhandlungen über den Beitritt zur Europäischen Union vors Volk!

### Initiative cantonale Jura. Négociations d'adhésion à l'Union européenne. Que le peuple décide!

Einreichungsdatum 11.12.95

Date de dépôt 11.12.95

Ständerat/Conseil des Etats 17.06.97

Bericht APK-NR 23.05.00

Rapport CPE-CN 23.05.00

Nationalrat/Conseil national 07.06.00

**Präsident** (Seiler Hanspeter, Präsident): Die Kommission beantragt mit 13 zu 10 Stimmen bei 1 Enthaltung, der Initiative Folge zu geben. Ein anderer Antrag liegt zwar nicht vor, aber es macht wenig Sinn, hier zuzustimmen, weil wir vorhin gerade anders entschieden haben. Deshalb stelle ich Ihnen selbst den Antrag, über diese Standesinitiative abzustimmen. – Sie sind damit einverstanden.

**Rennwald** Jean-Claude (S, JU), pour la commission: Je voudrais simplement vous dire – parce que vous n'avez peut-être pas tous lu les textes – que cette initiative du canton du Jura poursuit exactement les mêmes objectifs que l'initiative populaire «Oui à l'Europe!», ce qui fait qu'il y a eu aussi une majorité en faveur de cette initiative en commission. La conclusion est très simple: Ceux qui se sont prononcés en faveur de l'initiative populaire peuvent faire de même pour l'initiative du canton du Jura et vice versa.

*Abstimmung – Vote*

Für Folgegehen .... 53 Stimmen

Dagegen .... 105 Stimmen

99.088

## Vergleichs- und Schiedsvertrag mit der Republik Kroatien Traité de conciliation et d'arbitrage avec la République de Croatie

Botschaft des Bundesrates 17.11.99 (BBl 2000 553)

Message du Conseil fédéral 17.11.99 (FF 2000 495)

Bericht APK-SR 03.02.00

Rapport CPE-CE 03.02.00

Ständerat/Conseil des Etats 09.03.00

Bericht APK-NR 10.04.00

Rapport CPE-CN 10.04.00

Nationalrat/Conseil national 07.06.00

**Präsident** (Seiler Hanspeter, Präsident): Sie haben einen schriftlichen Bericht erhalten. Die Kommission beantragt einstimmig, auf die Vorlage einzutreten und dem Entwurf zuzustimmen.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen**L'entrée en matière est décidée sans opposition*